98e ANNÉE
VOL. 98

N° 11
1661

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

22 MAR 1966

Québec, samedi 19 mars 1966

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Quebec, Saturday, March 19, 1966

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962
13377 — 1-52-o

Lettres patentes

Ace Food Distributors Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1966, constituant en corporation: Gérard N. F. Charness, avocat, 6770, De Vimy, Isidore J. Charness, avocat, 6240, Deacon, et Beatrice Landry, secrétaire, célibataire, 7629, Christophe-Colomb, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de grossiste et de distributeur de produits alimentaires de style italien, sous le nom de « Ace Food Distributors Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 482-66

Aéroclub Belair inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Sylvio Banville, ingénieur, 747, Chanoine-Scott, Ste-Foy, Louis Dorion, avocat, 1651, Place de Bruyère, Ste-Foy, Henry Beaudry, avocat, 159 Principale, St-Romulad-d'Etchemin, Martin-G. Langevin, contrôleur en circulation aérienne, 3859, chemin Ste-Foy, Cap-Rouge, Jean-Guy Fleury, mécanicien, 207, route Nationale, L'Ancienne-Lorette, Jacques Bourdeau, ajusteur, 347, rue Villeneuve, Duberger, Jacques Auger, contrôleur en circulation aérienne, 122, St-Vincent, L'Ancienne-Lorette, Cajetan Alain, secrétaire-

Letters Patent

Ace Food Distributors Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard N. F. Charness, advocate, 6770 De Vimy, Isidore J. Charness, advocate, 6240 Deacon, and Beatrice Landry, secretary, spinster, 7629 Christophe-Colomb, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a wholesale dealer and distributor of Italian style foods, under the name of "Ace Food Distributors Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 482-66

Aéroclub Belair inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Sylvio Banville, engineer, 747 Chanoine-Scott, Ste-Foy, Louis Dorion, lawyer, 1651 Place de Bruyère, Ste-Foy, Henry Beaudry, lawyer, 159 Principale, St-Romuald-d'Etchemin, Martin-G. Langevin, air traffic control, 3859 Ste-Foy Road, Cap-Rouge, Jean-Guy Fleury, mechanic, 207 National Route, L'Ancienne-Lorette, Jacques Bourdeau, adjustor, 347 Villeneuve Street, Duberger, Jacques Auger, air traffic controller, 122 St-Vincent, L'Ancienne-Lorette, Cajetan Alain secretary-treasurer, St-Jean-Chrysostome, and

trésorier, St-Jean-Chrysostome, et Denys Dionne, avocat, 1071, Ploermel, Sillery, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Aéroclub Belair inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à St-Jean-Chrysostome, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 581-66

Agence Canadienne du crédit budgétaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Réjean R. Lefrançois, avocat, 763, Querbes, Outremont, Reginald D. Tormey, avocat, 8715, de Grosbois, Montréal, Line Beaudoin, 330, Brixton, St-Lambert, et Lina Di Loreto, 8857, Jeanne-Mance, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseiller et d'administrateur dans le planning financier d'individus, de familles ou d'autres personnes, sous le nom de « Agence Canadienne du crédit budgétaire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 243-66

Les Agences J. & G. inc.
The J. & G. Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1966, constituant en corporation: Duncan Kisilenko, avocat et conseil en Loi de la reine, 172, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, H. Digby Clarke, avocat, 46 chemin Devon, Beaconsfield, Roger S. Ackman, avocat, 4575, Grand Boulevard, Montréal, et Anatole Lesyk, avocat, 1550, Fayolle, Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les Agences J. & G. inc. — The J. & G. Agencies Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $25 chacune et en 7,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 504-66

Amersal International Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1966, constituant en corporation: Gisèle Maguer, secrétaire, Denys Dionne, lawyer, 1071 Ploermel, Sillery, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Aéroclub Belair inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveables which the corporation may acquire and posses is $50,000.

The head office of the corporation is at St-Jean-Chrysostome, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 581-66

Agence Canadienne du crédit budgétaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réjean R. Lefrançois, advocate, 763 Querbes, Outremont, Reginald D. Tormey, advocate, 8715 de Grosbois, Montreal, Line Beaudoin, 330 Brixton, St-Lambert, and Lina Di Loreto, 8857 Jeanne-Mance, Montreal, the two latter secretaries, spinsters of the full age majority and in use of their rights, for the following purposes:

To act as consultants and administrators in the financial planning of individuals, families and other persons, under the name of "Agence Canadienne du crédit budgétaire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 243-66

Les Agences J. & G. inc.
The J. & G. Agencies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Duncan Kisilenko, lawyer and Queen's Counsel, 172 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, H. Digby Clarke, lawyer, 46 Devon Road, Beaconsfield, Roger S. Ackman, lawyer, 4575 Grand Boulevard, Montreal, and Anatole Lesyk, lawyer, 1550 Fayolle, Verdun, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Les Agences J. & G. inc. — The J. & G. Agencies Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,200 common shares of a nominal value of $25 each and into 7,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 504-66

Amersal International Trading Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gisèle Maguer, secretary, spinster,

taire, célibataire, 6935 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Nancy Mosier, secrétaire, célibataire, 3425, avenue Ridgewood, Montréal, et Nathalie L. Hanspiker, secrétaire, célibataire, 5810, Louisbourg, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme importateurs et exportateurs de marchandises de toutes sortes et en faire le commerce, sous le nom de « Amersal International Trading Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 4,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 5036-65

6935 Sherbrooek Street West, Montreal, Nancy Mosier, secretary, spinster, 3425 Ridgewood Avenue, Montreal, and Nathalie L. Hanspiker, secretary, spinster, 5810 Louisbourg, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of importers and exporters of and to deal in merchandise of all kinds, under the name of "Amersal International Trading Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $10 each and 4,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4292-o 5036-65

Ameublement Frith inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolseley, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, tous deux de Côte-St-Luc, et Meta Wight, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 6940, Wiseman, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés en ameublement, sous le nom de « Ameublement Frith inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 5426-65

Ameublement Frith inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolseley, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, both of Côte-St-Luc, and Meta Wight, secretary, wife separate as to property of Julius Csirinyi, 6940 Wiseman, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Ameublement Frith inc.", with a total capital stock of $40,000, divided divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 5426-65

Ameublement Villemaire & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation: Lionel Villemaire, Jean-Claude Villemaire et Pierre Villemaire, marchadds, de St-Esprit, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, sous le nom de « Ameublement Villemaire & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Esprit, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 478-66

Ameublement Villemaire & fils ltée

Notice is given that udder Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Villemaire, Jean-Claude Villemaire and Pierre Villemaire, merchants, of St-Esprit, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, under the name of "Ameublement Villemaire & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Esprit, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 478-66

L'Association sportive de St-Majorique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Eileen Adams, institutrice, fille majeure, Gervais Mainville, magasinier, et Donat Fournier, travailleur social, tous trois de St-Majorique, pour les objets suivants:

Organiser et promouvoir la pratique des sports sous toutes ses formes, sous le nom de « L'Association sportive de St-Majorique inc. ».

L'Association sportive de St-Majorique inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Eileen Adams, professor, fille majeure, Gervais Mainville, storekeeper, and Donat Fournier, Social worker, all three of St-Majorique, for the following purposes:

To organize and promote the practice of sports in all its form , under the name of "L'Association sportive de St-Majorique inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à St-Majorique, comté de Gaspé-Sud, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5563-65

Astral de France inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jacques Gaudel, industriel, Adéline Gaudel, ménagère, épouse commune en biens de Jean Gaudel, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 10082, avenue Paris, Montréal-Nord, et Bernadette Kopf, secrétaire, fille majeure, 10080, avenue Paris, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de beauté, cosmétiques, parfums, crèmes, lotions, savons et autres produits semblables, sous le nom de « Astral de France inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10080, avenue Paris, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 209-66

Axia Investments Ltd.
Investissements Axia ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Montréal, Irving L. Adessky, avocat, 56, Heath Place, Hampstead, et Lesley Roxburg, secrétaire, célibataire, 85, rue Hébert, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Axia Investments Ltd. — Investissements Axia ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 391-66

Balkan's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Irving L. Adessky, avocat, 56, Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Montréal, et Dionysia Zerbisias, avocat, fille majeure, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Balkan's Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

The amount to which is limited the value of the immoveables which the corporation may acquire and possess is $25,000.

The head office of the corporation is at St-Majorique, county of Gaspé-South, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5563-65

Astral de France inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Gaudel, industrialist, Adéline Gaudel, housewife, wife common as to property of Jean Gaudel, and duly authorized by him for the presents, both of 10082 Paris Avenue, Montreal-North, and Bernadette Kopf, secretary, fille majeure, 10080 Paris Avenue, Montreal-North, for the following purposes:

To deal in beauty products, cosmetics, perfumes, creams, lotions, soaps and other similar products, under the name of "Astral de France inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 10080 Paris Avenue, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 209-66

Axia Investments Ltd.
Investissements Axia ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, Montreal, Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, and Lesley Roxburg, secretary, spinster, 85 Hébert Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Axia Investments Ltd. — Investissements Axia ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 391-66

Balkan's Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, Montreal, and Dionysia Zerbisias, advocate, fille majeure, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Balkan's Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 466-66

Beros Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, rue Fulton, Montréal, Marjorie Green, 143, Richelieu, St-Jean, et Jo Ann Israel, 3606, The Boulevard, Westmount, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Beros Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions catégories « A » de $1 chacune, 10,000 actions catégorie « B » de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3737, boulevard Métropolitain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 300-66

Claude Bornais musique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Claude Bornais, musicien, 952, Cooke, Trois-Rivières, Marcel Bornais, instituteur, 1364, Jean-Nicolet, Trois-Rivières, et Guy Laroche, comptable agréé, 2195, boulevard du Carmel, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de disques, de musique en feuilles, d'arrangements musicaux et autres marchandises semblables, sous le nom de « Claude Bornais musique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1310, rue Notre-Dame, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5557-65

Maurice Bouchard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1965, constituant en corporation: Maurice Bouchard, marchand de chaussures, Jeanne d'Arc Bergeron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Bouchard, tous deux de 2550, avenue de la Ronde, Québec, et Cécile Bouchard, chef caissière, fille majeure, 2545, avenue de la Ronde, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures, sous le nom de « Maurice Bouchard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at Montreal judicial district of Dorval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 466-66

Beros Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Shatner, advocate, 4725 Fulton Street, Montreal, Marjorie Green, 143 Richelieu, St. Johns, and Jo Ann Israel, 3606 The Boulevard, Westmount, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Beros Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 class "A" shares of $1 each, 10,000 class "B" shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3737 Metropolitan Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 300-66

Claude Bornais musique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Bornais, musician, 952 Cooke, Trois-Rivières, Marcel Bornais, professor, 1364 Jean-Nicolet, Trois-Rivières, and Guy Laroche, chartered accountant, 2195 du Carmel Boulevard, Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in records, sheet music, musical arrangements and other similar merchandise, under the name of "Claude Bornais musique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1310 Notre-Dame Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5557-65

Maurice Bouchard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Bouchard, shoe dealer, Jeanne d'Arc Bergeron, housewife, wife separate as to property of said Maurice Bouchard, both of 2550 de la Ronde Avenue, Quebec, and Cécile Bouchard, head cashier, fille majeure, 2545 de la Ronde Avenue, Quebec, for the following purposes:

To deal in all kinds of shoes, under the name of "Maurice Bouchard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 2099, de la Canardière, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 3648-65

Robert Bouchard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Robert Bouchard, commerçant, Henriette B. Bouchard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert Bouchard, et Roger Bouchard, apprenti-boucher, tous trois de 59, 3e rue, Port-Alfred, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Robert Bouchard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5718-65

Boucherie Moderne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1966, constituant en corporation: Guy Bernatchez, 124, avenue Gauthier, Jean-Yves Bernatchez, 206, de la Falaise, tous deux comptables agréés, et Lydie Lauzier, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Yvon Dumais, 290, de la Falaise, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bouchers et épiciers, sous le nom de « Boucherie Moderne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteaux-Outardes, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 520-66

Boulangerie Baril inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1966, constituant en corporation: Marcel Cinq-Mars, avocat, 144, rue Saguenay, Noranda, Paul Denoncourt, secrétaire, 121, rue Monseigneur-Latulipe, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, rue Latulipe, ces deux derniers de Rouyn, pour les objets suivants:

Faire le commerce de boulanger, confiseur et fabricant de biscuits et autres articles d'alimentation, sous le nom de « Boulangerie Baril inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 411-66

The head office of the company is at 2099 de la Canardière, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 3648-65

Robert Bouchard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Bouchard, trader, Henriette B. Bouchard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Robert Bouchard, and Roger Bouchard, apprentice butcher, all three of 59, 3rd St., Port-Alfred, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "Robert Bouchard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5718-65

Boucherie Moderne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Bernatchez, 124 Gauthier Avenue, Jean-Yves Bernatchez, 206 de la Falaise, both chartered accountants, and Lydie Lauzier, secretary, wife contractually separate as to property of Yvon Dumais, 290 de la Falaise, all three of Hauterive, for the following purposes:

To carry on business as butchers and grocers, under the name of "Boucherie Moderne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Châteaux-Outardes, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 520-66

Boulangerie Baril inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Cinq-Mars, lawyer, 144 Saguenay Street, Noranda, Paul Denoncourt, secretary, 121 Monseigneur-Latulipe Street, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, 169 Latulipe Street, the latter two of Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers and other alimentation articles, under the name of "Boulangerie Baril inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 411-66

Boulangerie Gendron (1966) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Aurore Nuckle, administratrice, veuve non remariée de Louis-Gérard Dussault, Roland Dussault, administrateur, tous deux de 5867, rue Prébois, St-Léonard, et Jeannette Lecuyer, employée de bureau, veuve non ramariée de Jean-Charles Dussault, 6751, 15e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Boulangerie Gendron (1966) limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 99,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5790, 1re Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 353-66

Boulangerie Gendron (1966) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aurore Nuckle, administrator, unremarried widow of Louis-Gérard Dussault, Roland Dussault, administrator, both of 5867 Prébois St., St-Léonard, and Jeannette Lecuyer, office employee, unremarried widow of Jean-Charles Dussault, 6751, 15th Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Boulangerie Gendron (1966) limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 99,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5790, 1st Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 353-66

Boulevard débossage & peinture limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gaston Boily, notaire, Gérard Savard, secrétaire, et Ovetta Besson, secrétaire, fille majeure, tous trois de Mistassini, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Boulevard débossage & peinture limitée », avec un capital total de $30,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 757, 7e avenue boulevard Walberg, Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 34-66

Boulevard débossage & peinture limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Boily, notary, Gérard Savard, secretary, and Ovetta Besson, secretary, fille majeure, all three of Mistassini, for the following purposes:

To deal in automobile vehicles and to carry on business as garagemen, under the name of "Boulevard débossage & peinture limitée", with a total capital stock of $30,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 757, 7th Avenue Walberg Boulevard, Dolbeau, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 34-66

La Boutique Kim inc.
Kim Shoppe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Desmarais, marchand, Thérèse Rufiange, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Desmarais, tous deux de 5050, rue Orléans, app. 3, Montréal, et Lucien Thouin, avocat, 10490, rue Clark, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises habituellement vendues dans les magasins à rayons, sous le nom de « La Boutique Kim inc. — Kim Shoppe Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6769, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 483-66

La Boutique Kim inc.
Kim Shoppe Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Desmarais, merchant, Thérèse Rufiange, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean-Paul Desmarais, both of 5050 Orléans Street, Apt. 3, Montreal, and Lucien Thouin, lawyer, 10490 Clark Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in all merchandise usually sold in department stores, under the name of "La Boutique Kim inc.— Kim Shoppe Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of $10 each and into 250 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 6769 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 483-66

Marcel Brodeur ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1966, constituant en corporation: André Bélisle, avocat, 1550, Grandes-Piles, Laval, Jacques Désormeau, avocat, 3601, Ste-Famille, Montréal, et Nicole Deschamps, secrétaire, fille majeure, 4040, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marcel Brodeur ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2274, rue Bourgogne, Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 373-66

Marcel Brodeur ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating André Bélisle, lawyer, 1550 Grandes-Piles, Laval, Jacques Désormeau, lawyer, 3601 Ste-Famille, Montreal, and Nicole Deschamps, secretary, fille majeure, 4040 Gouin Boulevard East, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marcel Brodeur ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2274 Bourgogne Street, Chambly, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 373-66

Buffaloes Building Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patnetes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation: Claude Martin, Gaston Gauthier, avocats, et Lise Éthier, secrétaire, fille majeure, tous trois de 91, rue du Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeuble, sous le nom de « Buffaloes Building Incorporated », avec un capital total de $200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $30 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5-66

Buffaloes Building Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Martin, Gaston Gauthier, advocates, and Lise Éthier, secretary, fille majeure, all three of 91 du Roi St., Sorel, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Buffaloes Building Incorporated", with a total capital stock of $200,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $30 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5-66

Cadie Products of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jack Shayne, avocat, 5781, Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869, Dornal, Stanley Taviss, 7115, Fielding, tous deux avocats, de Montréal, et Barry Biberman, avocat, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Cadie Products of Canada Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 282-66

Cadie Products of Canada Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, advocate, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869 Dornal, Stanley Taviss, 7115 Fielding, both advocates, of Montreal, and Barry Biberman, advocate, 2296 Fulton Road, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Cadie Products of Canada Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 282-66

Café des Gourmets inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Vital Marchand, restaurateur, Micheline Gadbois, serveuse, épouse

Café des Gourmets inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Vital Marchand, restaurateur, Micheline Gadbois, waitress, wife of the said

dudit Vital Marchand, et Jacques Gadbois, chef, tous trois de 4411, Champagne, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Café des Gourmets inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 324-66

Cameron Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, Jacob L. Rothman, avocat, 7920, chemin Kingsley, Côte-St-Luc, et Marvin Riback, avocat, 5621, avenue Palmer, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Cameron Investments Corp. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 490 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hudson, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 368-66

Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd.
Le Pavillon des pâtes et papiers du Canada ltée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: William Patrick Creagh, commis en loi, 919, chemin Caledonia, Mont Royal, Ernest William Mockridge, gérant, 512, rue Leroyer, St-Lambert, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, 7376, avenue Truman, Verdun, Guy Ambrose Miller, gérant de perception, 1300 chemin de Carillon, St-Brûno-de-Montarville, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Peter H. Doherty, commis, 2035, avenue Trenholme, Colin Richard Chisholm, commis comptable, 2334, boulevard Pie IX, Theodore William Martinson, teneur de livres, 4217, avenue Western, et Wentworth S. Lee, commis, 1475 ouest, rue Dorchester, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, meubler et équiper un pavillon et le garder ouvert et disponible au public pendant l'Exposition mondiale de 1967, sous le nom de « Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd.— Le Pavillon des pâtes et papiers du Canada ltée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 5728-65

Vital Marchand, and Jacques Gadbois, chief, all three of 4411 Champagne, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Café des Gourmets inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Roxboro, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 324-66

Cameron Investments Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, advocate, 2176 Fulton Road, Mount Royal, Jacob L. Rothman, advocate, 7920 Kingsley Road, Côte-St-Luc, and Marvin Riback, advocate, 5621 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Cameron Investments Corp.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 490 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Hudson, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 368-66

Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd.
Le Pavillon des pâtes et papiers du Canada ltée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: William Patrick Creagh, law clerk, 919 Caledonia Road, Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, 512 Leroyer Street, St-Lambert, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, 7376 Truman Avenue, Verdun, Guy Ambrose Miller, collection manager, 1300 de Carillon Road, St-Brûno-de-Montarville, Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Peter H. Doherty, clerk, 2035 Trenholme Avenue, Colin Richard Chisholm, accounting clerk, 2334 Pie IX Boulevard, Theredore William Martinson, bookkeeper, 4217 Western Avenue, and Wentworth S. Lee, clerk, 1475 Dorchester Street West, all five of Montreal, for the following purposes:

To construct, furnish equip and to keep open and available to the public a pavilion during the 1967 World Exhibition, under the name of "Canadian Pulp and Paper Pavilion Ltd.— Le Pavillon des pâtes et papiers du Canada ltée".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Montréal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 5728-65

Capital Servicentre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolseley, Côte-St-Luc, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, Côte-St-Luc, et Meta Wight, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 6940, Wiseman, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Capital Servicentre Ltd. », avec un capital total de $15,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 495-66

Capital Servicentre Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolseley, Côte-St-Luc, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, Côte-St-Luc, and Meta Wight, secretary, wife separate as to property of Julius Csirinyi, 6940 Wiseman, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "Capital Servicentre Ltd.", with a total capital stock of $15,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 1,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 495-66

Capling Aviation Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: Gordon William Capling, administrateur, Dorothy Johnstone, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gordon William Capling, et Wayne Gordon Capling, commis, tous trois de 11, Mimosa, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toile goudronnée, conduits flexibles de chauffage et autres accessoires et approvisionnements connexes et relatifs pour aéronefs, équipement au sol et tous accessoires s'y rapportant, sous le nom de « Capling Aviation Services Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 464-66

Capling Aviation Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gordon William Capling, executive, Dorothy Johnstone, housewife, wife separate as to property of the said Gordon William Capling, and Wayne Gordon Capling, clerk, all three of 11 Mimosa, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in tarpaulins, flexible heating ducts and other allied and related equipment and supplies for aircrafts, ground equipments or any related accessories, under the name of "Capling Aviation Services Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 400 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 464-66

M. A. Castelli inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: Mariano Castelli, courtier d'assurance, St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, Jacques Pelletier, courtier d'assurance, 506, rue Lafontaine, et Philippe Lagacé, comptable, 98, rue Fraserville, ces deux derniers de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « M. A. Castelli inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 132-66

M. A. Castelli inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mariano Castelli, insurance broker, St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, Jacques Pelletier, insurance broker, 506 Lafontaine St., and Philippe Lagacé, accountant, 98 Fraserville St., the two latter of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "M. A. Castelli inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 132-66

Central Station Jewellers Ltd.
Bijouterie de la gare centrale ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, 64, chemin Belvedère, Westmount, Lise Mac Donald, secrétaire, épouse séparée de biens de John Mac Donald, 568, rue Dorothy, Greenfield Park, Barry H. Shapiro, avocat, 5367, Westmore, Montréal, et Mary Adler, secrétaire, épouse séparée de biens de Martin Adler, 1392, boulevard Elizabeth, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « Central Station Jewellers Ltd.— Bijouterie de la gare centrale ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 476-66

Central Station Jewellers Ltd.
Bijouterie de la gare centrale ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, 64 Belvedere Road, Westmount, Lise Mac Donald, secretary, wife separate as to property of John Mac Donald, 568 Dorothy Street, Greenfield Park, Barry H. Shapiro, advocate, 5367 Westmore, Montreal, and Mary Adler, secretary, wife separate as to property of Martin Adler, 1392 Elizabeth Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, under the name of "Central Station Jewellers Ltd.— Bijouterie de la gare centrale ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 476-66

Champion Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, avocat, 4851, rue Fulton, Montréal, David Kirshenblatt, avocat, 5636, Greenwood, Côte-St-Luc, et Stephen Harper, avocat, 3210, avenue Forest Hill, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'équipement et de machinerie, sous le nom de « Champion Manufacturing Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2015, rue Thimens, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 428-66

Champion Manufacturing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Boris J. Berbrier, advocate, 4851 Fulton Street, Montreal, David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood, Côte-St-Luc, and Stephen Harper, advocate, 3210 Forest Hill Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of equipment and machinery, under the name of "Champion Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2015 Thimens Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 428-66

Chez Merice limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1966, constituant en corporation: Louis Feigenbaum, avocat, Emmanuel Cooke, avocat, et Dimitrios Hadjis, avocat, tous trois de 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et d'articles vestimentaires, sous le nom de « Chez Merice limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1280, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 374-66

Chez Merice limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Feigenbaum, advocate, Emmanuel Cooke, advocate, and Dimitrios Hadjis, advocate, all three of 1117 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Chez Merice limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $100 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1280 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 374-66

La Cie de portefeuille Frontenac ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gaston Gauthier, commerçant, 5950, rue Bordeaux, Claude Picard, avocat, 168, rue Notre-Dame est, et Laurier Dugas, avocat, 2975, boulevard St-Joseph, app. 1A, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « La Cie de portefeuille Frontenac ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 168, rue Notre-Dame est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 193-66

La Cie de portefeuille Frontenac ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Gauthier, trader, 5950 Bordeaux Street, Claude Picard, lawyer, 168 Notre-Dame Street East, and Laurier Dugas, lawyer, 2975 St-Joseph Boulevard, Apt. 1A, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "La Cie de portefeuille Frontenac ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 168 Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 193-66

Club Triangle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Beaubien, courtier en immeubles, 4810, chemin Queen Mary, app. 15, Montréal, Peter Merrill, courtier en assurances, 3484, King Edward, Montréal, Reuben Singman, chimiste, 5728, Wildwood, Côte-St-Luc, Gérald Gagnon, administrateur de ventes, 1500, Stanley, app. 1033, Montréal, et Arthur Ponder, instituteur, 435, Bourke, Dorval, pour les objets suivants:

Encourager et procurer le développement, l'amélioration et l'intérêt de ses membres en ce qui regarde leur abstinence de boissons alcooliques, sous le nom de « Club Triangle Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 4810, chemin Queen Mary, app. 15, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 5389-65

Club Triangle Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Beaubien, real estate broker, 4810 Queen Mary Road, Apt. 15, Montreal, Peter Merrill, insurance-broker, 3484 King Edward, Montreal, Reuben Singman, chemist, 5728 Wildwood, Côte-St-Luc, Gérald Gagnon, sales executive, 1500 Stanley, Apt. 1033, Montreal, and Arthur Ponder, teacher, 435 Bourke, Dorval, for the following purposes:

To encourage and procure the development, improvement and interest of its members in respect of their abstinence from alcoholic beverages, under the name of "Club Triangle Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess or hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 4810 Queen Mary Road, Apt. 15, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 5389-65

Les Clubs de hockey « Les Gants Blancs inc. »

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Gabriel Denicourt, dessinateur de monuments, 766, 4e Rue, Iberville, Grégoire Boucher, contremaître en plombèrie, 465, 3e Rue, Iberville, et André Marchessault, professeur, 285, boulevard St-Luc, St-Luc, comté de St-Jean, pour les objets suivants:

Promouvoir chez les jeunes le sport du hockey sous toutes ses formes, sous le nom de « Les Clubs de hockey « Les Gants Blancs inc. » ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 362-66

Les Clubs de hockey "Les Gants Blancs inc."

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gabriel Denicourt, monument designer, 766, 4th Street, Iberville, Grégoire Boucher, plumbing foreman, 465, 3rd Street, Iberville, and André Marchessault, professor, 285 St-Luc Boulevard, St-Luc, county of St-Jean, for the following purposes:

To promote the sport of hockey to youngsters in all its forms, under the name of "Les Clubs de hockey "Les Gants Blancs inc." ".

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveables which the corporation may acquire and possess is $10,000.

The head office of the corporation is at Iberville, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 362-66

Comptoir agricole de St-Éloi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la prewière partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: Laurier Rioux, meunier, St-Éloi, Philippe D'Auteuil, gérant, Jean-Louis Deschênes, industriel, Dr Jean-Paul Langlais, médecin, et Dr Raymond Leclerc, médecin-vétérinaire, ces quatre derniers de Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme meuniers, sous le nom de « Comptoir agricole de St-Éloi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Éloi, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 437-66

Continental Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Sydney Wolofsky, administrateur, 1932, chemin Rockland, Montréal, David Greenblatt, administrateur, 1745, avenue Cedar, Montréal, et Aniceta O'Grady, sténographe, célibataire, 4012, avenue Hampton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Continental Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 5547-65

Copeaux Landrienne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Henri Lavoie, commerçant, Léonard Lavoie, commerçant, et Camille Lavoie, commerçant, tous trois de Landrienne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « Copeaux Landrienne inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 achaune.

Le siège social de la compagnie est à Landrienne, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5645-65

Crescent Fabrics Ltd.
Tissus Crescent ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1966, constituant en corporation: Norman William Burridge, manufacturier, Ruth Rendall, ménagère, épouse séparée de biens dudit Norman

Comptoir agricole de St-Éloi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurier Rioux, miller, St-Éloi, Philippe D'Auteuil, manager, Jean-Louis Deschênes, industrialist, Dr. Jean-Paul Langlais, physician, and Dr. Raymond Leclerc, veterinarian, the four latter of Trois-Pistoles, for the following purposes:

To carry on business as millers, under the name of "Comptoir agricole de St-Éloi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Éloi, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 437-66

Continental Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sydney Wolofsky, executive, 1932 Rockland Road, Montreal, David Greenblatt, executive, 1745 Cedar Avenue, Montreal, and Aniceta O'Grady, stenographer, spinster, 4012 Hampton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Continental Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 5547-65

Copeaux Landrienne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Lavoie, trader, Léonard Lavoie, trader, and Camille Lavoie, trader, all three of Landrienne, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants, under the name of "Copeaux Landrienne inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Landrienne, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5645-65

Crescent Fabrics Ltd.
Tissus Crescent ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Norman William Burridge, manufacturer, Ruth Rendall, housewife, wife separate as to property of the said Norman William Burrid-

William Burridge, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4589, Royal, Richard Ritchie, stéréotypeur, 10174, St-Urbain, et Lorne A. Gosselin, rembourreur, 12095, Lavigne, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes de tissus et produits de tissus, sous le nom de « Crescent Fabrics Ltd. — Tissus Crescent ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2215, avenue Beaconsfield, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 74-66

Dali Modes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Sonia Greenspoon, administratrice, épouse séparée de biens de Adam Greenspoon, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 8507, rue Mayrand, Montréal, David Greenblatt, administrateur, 1745, avenue Cedar, Montréal, et Aniceta O'Grady, sténographe, célibataire, 4012, avenue Hampton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Dali Modes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 408-66

Desmarchais ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gilbert Lamoureux, notaire, 10842, rue Wilfrid-St-Louis, Montréal-Nord, Andrée Demers, secrétaire, fille majeure, 10291, rue Marquette, Montréal, et Hélène Lamoureux, secrétaire, fille majeure, 10610, rue Verville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs et papetiers, sous le nom de « Desmarchais ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1405, rue St-Alexandre, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 298-66

Les Développements Aladin ltée
Aladdin Developments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1966,

ge, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4589 Royal, Richard Ritchie, stereotypist, 10174 St. Urbain, and Lorne A. Gosselin, upholsterer, 12095 Lavigne, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "Crescent Fabrics Ltd. — Tissus Crescent ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2215 Beaconsfield Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 74-66

Dali Modes Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sonia Greenspoon, executive, wife separate as to property of Adam Greenspoon, aud duly authorized by him for the purpose of these presents, 8507 Mayrand Street, Montreal, David Greenblatt, executive, 1745 Cedar Avenue, Montreal, and Aniceta O'Grady, stenographer, spinster, 4012 Hampton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Dali Modes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 408-66

Desmarchais ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilbert Lamoureux, notary, 10842 Wilfrid-St-Louis St., Montreal-North, Andrée Demers, secretary, fille majeure, 10291 Marquette St., Montreal, and Hélène Lamoureux, secretary, fille majeure, 10610 Verville St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, and stationers, under the name of "Desmarchais ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1405 St-Alexandre St., Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 298-66

Les Développements Aladin ltée
Aladdin Developments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: John Anthony Nolan, avocat, 55, avenue Franklin, Mont Royal, Ernest Erle Saunders, avocat, 605, Côte-St-Antoine, Westmount, et Pierre Boudreault, avocat, 4417, avenue Girouard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Développements Aladin ltée — Aladdin Developments Ltd. », avec un capital-actions divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 416-66

Les Développements Giffard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: Marie-Anne Giffard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Thomas Carette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 518 Fleury, Québec, Robert Carette, commis, 2355, St-Clément, Giffard, et Marc Gosselin, avocat, 888, Bon Air, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Développements Giffard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 518, rue Fleury, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 449-66

Les Développements Stoneham inc.
Stoneham Developments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: Owen Carter, avocat, 2177, rue Brûlart, Sillery, Jean Leahy, avocat, 255, avenue Laurier, Québec, Catherine Woodley, secrétaire, veuve de feu Trebor Woodley, 1395, rue de Montmorency, Québec, Oana Anderson Quinn, comptable, 720 est, Grande-Allée, Québec, et Agnes Johnston Gordon, secrétaire, veuve de feu Robert H. T. Gordon, 1281, avenue Jean-Dequen, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Développements Stoneham inc.— Stoneham Developments Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 145,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Stoneham, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 451-66

Dionne & frère incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1966,

incorporating: John Anthony Nolan, advocate, 55 Franklin Avenue, Mount Royal, Ernest Erle Saunders, advocate, 605 Côte-St-Antoine, Westmount, and Pierre Boudreault, advocate, 4417 Girouard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Développements Aladin ltée — Aladdin Developments Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 common shares having no par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 416-66

Les Développements Giffard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marie-Anne Giffard, housewife, wife contractually separate as to property of Jean-Thomas Carette, and duly authorized by him for these presents, 518 Fleury, Quebec, Robert Carette, clerk, 2355 St-Clément, Giffard, and Marc Gosselin, advocate, 888 Bon Air, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Développements Giffard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 518 Fleury St., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 449-66

Les Développements Stoneham inc.
Stoneham Developments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Owen Cartier, advocate, 2177 Brûlart Street, Sillery, Jean Leahy, advocate, 255 Laurier Avenue, Quebec, Catherine Woodley, secretary, widow of the late Trevor Woodley, 1395 de Montmorency Street, Quebec, Oana Anderson Quinn, accountant, 720 Grande-Allée East, Quebec, and Agnes Johnston Gordon, secretary, widow of the late Robert H. T. Gordon, 1281 Jean-Dequen Avenue, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Dévelopements Stoneham inc.—Stoneham Developments Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares having no par value and 145,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Stoneham, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 451-66

Dionne & frère incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Jean-Paul Bédard, André Lavoie, comptables, et Lucile Fortier, secrétaire, fille majeure, tous trois de 714, St-Joseph est, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Dionne & frère incorporée », avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Jean-Port-Joli, district judiciaire de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 420-66

Les Éditions Ensemble incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation: Pierre Pothier, éditeur, 11903, Cobourg, Montréal, Jean Bonnel, industriel, et Robert Bonnel, technicien, ces deux derniers de 1570, avenue Bernard ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs et imprimeurs, sous le nom de « Les Éditions Ensemble incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 529-66

Emery Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1966, constituant en corporation: Emery Chukly, administrateur, 5686, avenue Monkland, Montréal, Charles Chukly, administrateur, 5686, avenue Monkland, Montréal, et David Greenblatt, administrateur, 1745, avenue Cedar, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Emery Holdings Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 473-66

Les Entreprises artistiques provinciales inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean-Charles Brouillard, agent, 3150, Fernand, Laval, Claude Thivierge, avocat, 105, Thackeray, Pierre Viau, avocat, 153, Evergreen Drive, tous deux de Beaconsfield, et Jacques Sylvestre, avocat, 5408, Grove Hill Place, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Les

incorporating: Jean-Paul Bédard, André Lavoie, accountants, and Lucile Fortier, secretary, fille majeure, all three of 714 St-Joseph East, Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Dionne & frère incorporée", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of $100 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Jean-Port-Joli, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 420-66

Les Éditions Ensemble incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Pothier, editor, 11903 Cobourg, Montreal, Jean Bonnel, industrialist, and Robert Bonnel, technician, the latter two of 1570 Bernard Avenue West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as editors and printers, under the name of "Les Éditions Ensemble incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 529-66

Emery Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Emery Chukly, executive, 5686 Monkland Avenue, Montreal, Charles Chukly, executive, 5686 Monkland Avenue, Montreal, and David Greenblatt, executive, 1745 Cedar Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable property, under the name of "Emery Holdings Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of a par value of $10 each and 7,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 473-66

Les Entreprises artistiques provinciales inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Charles Brouillard, agent, 3150 Fernand, Laval, Claude Thivierge, advocate, 105 Thackeray, Pierre Viau, advocate, 153 Evergreen Drive, both of Beaconsfield, and Jacques Sylvestre, advocate, 5408 Grove Hill Place, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business which consists in supplying the public with entertainment, under

Entreprises artistiques provinciales inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 147-66

Les Entreprises Car-Mat ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1966, constituant en corporation: Pierre Carrière, architecte, 243, rue de Bellefeuille, St-Eustache, Michel M. Mattéo, commerçant, 300, 11e avenue, et J.-Bernard Bulteau, avocat, 316, 11e avenue, ces deux derniers de Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Les Entreprises Car-Mat ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune en en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 506-66

Les Entreprises Kandahar ltée
Kandahar Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: F.-Édouard Belliveau, notaire, 71, Rodolphe, Jean-Guy Sauvé, notaire, 343, boulevard Valois, et Pauline Tremblay, secrétaire, fille majeure, 33, Allen, tous trois de Dorion, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir les commodités nécessaires au public touristique, visiteur et sportif, sous le nom de « Les Entreprises Kandahar ltée — Kandahar Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue Tour du Lac, Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5708-65

Les Entreprises L'Accor ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Georges Brunet, vendeur, 871, Laviolette, Hubert Lefebvre, manufacturier, et Charles-A. Lefebvre, rentier, ces deux derniers de 2220, chemin Lucerne, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Les Entreprises L'Accor ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à village du Lac Carré, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5390-65

the name of "Les Entreprises artistiques provinciales inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 147-66

Les Entreprises Car-Mat ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Carrière, architect, 243 de Bellefeuille St., St-Eustache, Michel M. Mattéo, trader, 300, 11th Ave., and J.-Bernard Bulteau, advocate, 316, 11th Ave., the two latter of Two-Mountains, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Entreprises Car-Mat ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 506-66

Les Entreprises Kandahar ltée
Kandahar Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: F.-Édouard Belliveau, notary, 71 Rodolphe, Jean-Guy Sauvé, notary, 343 Valois Boulevard, and Pauline Tremblay, secretary, fille majeure, 33 Allen, all three of Dorion, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing the necessary commodities to the tourist, visitor and sports public, under the name of "Les Entreprises Kandahar ltée — Kandahar Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divides into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Tour du Lac Street, Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5708-65

Les Entreprises L'Accor ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Brunet, salesman, 871 Laviolette, Hubert Lefebvre, manufacturer, and Charles-A. Lefebvre, annuitant, the latter two of 2220 Lucerne Road, Mount-Royal, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Les Entreprises L'Accor ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at du Lac Carré Village, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5390-65

Les Entreprises Loma ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jacques Taschereau, notaire, 315, avenue Laurier, Québec, François Rainville, notaire, 874, Bégin, Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, boulevard Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Loma ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Boulevard des Chutes, Villeneuve, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 390-66

Les Entreprises Loma ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier Avenue, Quebec, François Rainville, notary, 874 Bégin, Quebec, and Pauline Cantin, secretary, fille majeure, 300 Valcartier Boulevard, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Loma ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Boulevard des Chutes, Villeneuve, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 390-66

Entreprises Ropel inc.
Ropel Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation: A. Rosaire Rochon, vendeur, Marcelle Pelletier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit A. Rosaire Rochon, tous deux de 375, avenue Rochon, St-Jérôme, et Jean-Paul Francoeur, comptable, 510, boulevard du Domaine, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Entreprises Ropel inc. — Ropel Enterprises Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 375, avenue Rochon, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 481-66

Entreprises Ropel inc.
Ropel Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: A. Rosaire Rochon, salesman, Marcelle Pelletier, housewife, wife contractually separate as to property of said A. Rosaire Rochon, both of 375 Rochon Avenue, St-Jérôme, and Jean-Paul Francoeur, accountant, 510 du Domaine Boulevard, St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Entreprises Ropel inc. — Ropel Enterprises Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and into 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 375 Rochon Avenue, St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 481-66

Les Entreprises Unic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1966, constituant en corporation: François Ross, comptable, Gérard Dionne, notaire, et Irène Parent, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Dionne, tous trois d'Amqui, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, machineries et moteurs nécessaires ou utiles à la réfrigération, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Les Entreprises Unic inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 187-66

Les Entreprises Unic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Ross, accountant, Gérard Dionne, notary, and Irène Parent, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard Dionne, all three of Amqui, for the following purposes:

To carry on business dealing in machines, machinery and motors necessary or useful for refrigeration, their parts and accessories, under the name of "Les Entreprises Unic inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Amqui, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 187-66

Les Entreprises Valmont inc.
Valmont Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: Maurice Bastien, notaire, 2121, de Salaberry, Montréal, Huguette Boulanger, notaire, épouse séparée de biens de Jean Lebrun, 8564, 14e avenue, St-Michel, et Agathe Brousseau, secrétaire, fille majeure, 6848 Drolet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Valmont inc. — Valmont Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 452-66

Esef Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: Baruch Pollack, avocat, 6085, De Vimy, Montréal, Aaron Pollack, avocat, 1827, avenue Nord, Montréal et Isidore Greenbaum, avocat, 615, Westluke, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Esef Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 463-66

Excelair inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Charles Clément, avocat, 10793, boulevard Pie IX, Montréal-Nord, Jocelyne Forget, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 6387, St-André, Montréal, et James Hosinec, étudiant, 10793, boulevard Pie IX, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement de remorques et tout équipement relatif au camping, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Excelair inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 424-66

Les Fermes Maska limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1966,

Les Entreprises Valmont inc.
Valmont Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Bastien, notary, 2121 de Salaberry, Montreal, Huguette Boulanger, notary, wife separate as to property of Jean Lebrun, 8564, 14th Ave., St-Michel, and Agathe Brousseau, secretary, fille majeure, 6848 Drolet, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Valmont inc. — Valmont Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 452-66

Esef Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Baruch Pollack, advocate, 6085 De Vimy, Montreal, Aaron Pollack, advocate, 1827 North Avenue, Montreal, and Isidore Greenbaum, advocate, 615 Westluke, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Esef Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 463-66

Excelair inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Clément, lawyer, 10793 Pie IX Boulevard, Montreal-North, Jocelyne Forget, secretary, fille majeure in full use of her rights, 6387 St-André, Montreal, and James Hosinec, student, 10793 Pie IX Boulevard, Montreal-North, for the following purposes:

To deal in towing equipment and all equipment relating to camping, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Excelair inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 424-66

Les Fermes Maska limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Gilles St-Pierre, stagiaire en droit, 145, boulevard Cartier, Beloeil, Pierre Pion, jardinier maraîcher, 845, Lajoie, St-Joseph, Dr Antonicien St-Pierre, médecin, St-Dominique, et Pierrette Leclerc, professeur, épouse séparée de biens dudit Gilles St-Pierre, 145, boulevard Cartier, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme jardiniers maraîchers, sous le nom de « Les Fermes Maska limitée », avec un capital total de $75,000, divisé en 7,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 155, rue Principale, St-Dominique, comté de Bagot, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 69-66

Fortier Transfert limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation: Claude Thivierge, avocat, 105, Thackeray, Beaconsfield, Jacques Sylvestre, avocat, 5408, Place Grove Hill, Montréal, et Pierre Viau, avocat, 153, Evergreen Drive, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Fortier Transfert limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 511-66

Morton Gaventa Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1966, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et consil en Loi de la reine, 5765, chemin Côte-St-Luc, app. 510, Hampstead, Nina Krolik, secrétaire, fille majeure, 5730, avenue Esplanade, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Morton Gaventa Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 494-66

A. Gold & Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1966, constituant en corporation: Wolfe M. Friedman, avocat, 5750, avenue Smart, Côte-St-Luc, Simon Gulden, avocat, 5181, avenue Bourret, et Christiane Brunelle, secrétaire, célibataire, 6826, ave-

incorporating: Gilles St-Pierre, probationer lawyer, 145 Cartier Boulevard, Beloeil, Pierre Pion, market-gardener, 845 Lajoie, St-Joseph, Dr. Antonicien St-Pierre, physician, St-Dominique, and Pierrette Leclerc, professor, wife separate as to property of the said Gilles St-Pierre, 145 Cartier Boulevard, Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as market-gardeners, under the name of "Les Fermes Maska limitée", with a total capital stock of $75,000, divided into 7,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 155 Main St., St-Dominique, county of Bagot, judicial district of St. Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 69-66

Fortier Transfert limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Thivierge, lawyer, 105 Thackeray, Beaconsfield, Jacques Sylvestre, lawyer, 5408 Place Grove Hill, Montreal, and Pierre Viau, lawyer, 153 Evergreen Drive, Beaconsfield, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Fortier Transfert limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 511-66

Morton Gaventa Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5765 Côte-St-Luc Road, Apt. 510, Hampstead, Nina Krolik, secretary, spinster of the full age of majority, 5730 Esplanade Avenue, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Morton Gaventa Inc.", with a total capitals tock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 494-69

A. Gold & Associates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wolfe M. Friedman, advocate, 5750 Smart Avenue, Côte-St-Luc, Simon Gulden, advocate, 5181 Bourret Avenue, and Christiane Brunelle, secretary, spinster, 6826 De Lorimier

nue De Lorimier, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme consultants en gestion et mise en marché, sous le nom de « A. Gold & Associates Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4951, avenue Glencairn, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 521-66

Good Day Tea & Coffee Ltd.
Thé et café Bonjour ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Henri-Wilfrid Laurier, 110, Brixton, St-Lambert, David Harry Wood, 760, Casgrain, St-Lambert, William Sanville Aaron, 555, Cardinal, St-Laurent, tous trois avocats, et Serge Ménard, étudiant en droit, 512 est, boulevard St-Joseph, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de machines pour la distribution de toutes sortes de produits, sous le nom de « Good Day Tea & Coffee Ltd. — Thé et café Bonjour ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 10 actions ordinaires de $100 chacune et 90 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 341-66

Holt, Rinehart et Winston, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, avocat, 2266, chemin Sénéca, Mont-Royal, Luc Mercure, avocat, 1000, Marlboro Drive, Mont-Royal, Pierre-M. Verdy, avocat, 546, Bloomfield, Outremont, Serge Desrochers, avocat, 732, rue Wilder, Outremont, et Simon Fortier, avocat, 5258, avenue du Parc, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs et imprimeurs, sous le nom de « Holt, Rinehart et Winston, ltée », avec un capital total $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155, boulevard Dorchester ouest, suite 3112, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 211-66

Industries St-Flavien ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1966, constituant en corporation: Louis Dorion, Noël Dorion et Denys Dionne, tous trois avocats, de 80, rue St-Pierre, Québec, pour les objets suivants:

Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To act as management and marketing consultants, under the name of "A. Gold & Associates Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 4951 Glencairn Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 521-66

Good Day Tea & Coffee Ltd.
Thé et café Bonjour ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Wilfrid Laurier, 110 Brixton, St-Lambert, David Harry Wood, 760 Casgrain, St-Lambert, William Sanville Aaron, 555 Cardinal, St-Laurent, all three advocates, and Serge Ménard, law-student, 512 St-Joseph Boulevard East, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines for the vending of all kinds of products, under the name of "Good Day Tea & Coffee Ltd. — Thé et café Bonjour ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 10 common shares of $100 each and 90 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 341-66

Holt, Rinehart et Winston, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-A. Pouliot, lawyer, 2266 Sénéca Road, Mont-Royal, Luc Mercure, lawyer, 1000 Marlboro Driver, Mont-Royal, Pierre-M. Verdy, lawyer, 546 Bloomfield, Outremont, Serge Desrochers, lawyer, 732 Wilder Street, Outremont, and Simon Fortier, lawyer, 5258 du Parc Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors and printers, under the name of "Holt, Rinehart et Winston, ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3112, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 211-66

Industries St-Flavien ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Dorion, Noël Dorion and Denys Dionne, all three advocates, of 80 St. Peter St., Quebec, for the following purposes:

Faire le commerce dé métaux et de bois, sous le nom de « Industries St-Flavien ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Flavien, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 582-66

International Discount Centres Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1966, constituant en corporation: E. Michael Berger, avocat et conseil en Loi de la reine, 5030, Glencairn, Montréal, Eric S. Helfield, avocat, 5609, Melling, Côte-St-Luc, et Seymour Luterman, étudiant en droit, 7920, Côte-St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « International Discount Centres Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 342-66

Intrevic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Pothier Ferland, avocat, 735, rue Wilder, Outremont, John Archambault, clerc, 5724, Deom, Montréal, Jean-Pierre Thouin, clerc, 6845, 11e avenue, Montréal, Denise Dufault, secrétaire, fille majeure, 2588, Bon-Air, St-Michel, et Renée Guillemette, secrétaire, fille majeure, 441, d'Amour, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Intrevic inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 354-66

Les Investissements Midas ltée
Midas Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1966, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat, et conseil en Loi de la reine, 4019, avenue Melrose, Francis Joseph Dolan, comptable, 3445, Côte-des-Neiges, et Arthur Quesnel, commis, 1155 ouest, Dorchester, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Investissements Midas ltée — Midas Investments Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000

To carry on business dealing in metals and wood, under the name of "Industries St-Flavien ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Flavien, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 582-66

International Discount Centres Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: E. Michael Berger, advocate and Queen's Counsel, 5030 Glencairn, Montreal, Eric S. Helfield, advocate, 5609 Melling, Côte-St-Luc, and Seymour Luterman, law-student, 7920 Côte-St-Luc, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "International Discount Centres Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each, 5,000 class "A" preferred shares of $1 each and 3,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 342-66

Intrevic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pothier Ferland, advocate, 735 Wilder St., Outremont, John Archambault, clerk, 5724 Deom, Montreal, Jean-Pierre Thouin, clerk, 6845, 11th Ave., Montreal, Denise Dufault, secretary, fille majeure, 2588 Bon-Air, St-Michel, and Renée Guillemette, secretary, fille majeure, 441 d'Amour, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Intrevic inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 354-66

Les Investissements Midas ltée
Midas Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, 4019 Melrose Avenue, Francis Joseph Dolan, accountant, 3445 Côte-des-Neiges, and Arthur Quesnel, clerk, 1155 Dorchester West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les Investissements Midas ltée — Midas Investments Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided

actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 351-66

Les Investissements Roger Barré inc.
Roger Barré Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 3495, Mountain, app. 708, Montréal, Marvin Rosenhek, avocat, 335, avenue Grenfell, Mont Royal, et Bernice Budman, secrétaire, épouse séparée de biens de Reubin Budman, 295, Alexis-Nihon, app. 207, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Les Investissements Roger Barré inc. — Roger Barré Investments Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 20,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 75,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 441-66

Le Jardin des Mille Iles inc.
The Thousand Islands Garden Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, avocat, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, et Norman May, avocat, 5748, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Le Jardin des Mille Iles inc.— The Thousand Islands Garden Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 455 ouest, rue Craig, suite 314, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 465-66

Le Journal La Vie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Georges-Émile Cloutier, éditeur, 7690, avenue Loyola, Charlesbourg, Marie-Ange L. Cloutier, ménagère, épouse dudit Georges-Émile Cloutier, 7690, avenue Loyola,

into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 9,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 351-66

Les Investissements Roger Barré inc.
Roger Barré Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain, Apt. 708, Montreal, Marvin Rosenhek, advocate, 335 Grenfell Avenue, Mount Royal, and Bernice Budman, secretary, wife separate as to property of Reubin Budman, 295 Alexis-Nihon, Apt. 207, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Les Investissements Roger Barré inc. — Roger Barré Investments Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each, 20,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 75,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 441-66

Le Jardin des Mille Iles inc.
The Thousand Islands Garden Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate, and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, advocate, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Norman May, advocate, 5748 Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Le Jardin des Mille Iles inc.— The Thousand Islands Garden Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 455 Craig Street West, Suite 314, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 465-66

Le Journal La Vie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-Émile Cloutier, editor, 7690 Loyola Avenue, Charlesbourg, Marie-Ange L. Cloutier, housewife, wife of said Georges-Émile Cloutier, 7690 Loyola Avenue, Charlesbourg,

Charlesbourg, et Jacques Robitaille, acheteur, 239, 80e rue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et éditeurs, sous le nom de « Le Journal La Vie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7690, avenue Loyola, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 498-66

Jumiel Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Montréal, Irving L. Adessky, avocat, 56, Heath Place, Hampstead, et Dionysia Zerbisias, avocat, célibataire, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Jumiel Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 3,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 960 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 415-65

Laboratoires sanitaires de l'Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1966, constituant en corporation: Louis Vézina, avocat, 1231, Charles-Huot, Sillery, Louis Rémillard, avocat, 1169, avenue Brown, Québec, et Madeleine Latulippe, secrétaire, épouse de Jean-Louis Paradis, 377, rue St-Agnès, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un laboratoire d'analyse d'eau potable et des eaux usées domestiques et résiduaires, sous le nom de « Laboratoires sanitaires de l'Est inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 583-66

Laing Travel Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Yoine Goldstein, avocat, 3440, Place Decelles, Montréal, Robert Lefcort, avocat, 250, Kensington, Westmount, et Louise Lamothe, secrétaire, célibataire, 2532, Beaubien, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence générale de billets et d'un bureau de tourisme dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Laing Travel

and Jacques Robitaille, buyer, 239, 80th Street East, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as printers and editors, under the name of "Le Journal La Vie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7690 Loyola Avenue, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 498-66

Jumiel Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, Montreal, Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, and Dionysia Zerbisias, advocate, spinster, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Jumiel Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $1 each, 3,000 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 960 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 415-65

Laboratoires sanitaires de l'Est inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Vézina, lawyer, 1231 Charles-Huot, Sillery, Louis Rémillard, lawyer, 1169 Brown Avenue, Quebec, and Madeleine Latulippe, secretary, wife of Jean-Louis Paradis, 377 St-Agnès Street, Quebec, for the following purposes:

To operate a laboratory which analyses drinking water, domestic and left over water, under the name of "Laboratoires sanitaires de l'Est inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 583-66

Laing Travel Agency Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yoide Goldstein, advocate, 3440 Place Decelles, Montreal, Robert Lefcort, advocate, 250 Kensington, Westmount, and Louise Lamothe, secretary, spinster, 2532 Beaubien, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Laing Travel Agency Inc.", with a

Agency Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 413-66

Lambert & Frenette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1966, constituant en corporation: Gaston Lambert, courtier en assurances, St-Félix-de-Valois, Omer Frenette, courtier en assurances, 804, Notre-Dame, Joliette, et Jacques Théroux, comptable, 870, Richard, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de « Lambert & Frenette inc.», avec un capital total de $60,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 586-66

Lamex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation: André Mayer, notaire, 3500, Parc Lafontaine, Montréal, Lionel-H. Benoit, comptable agréé, 166, de Bretagne, Longueuil, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de la galvanoplastie, sous le nom de « Lamex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Richelieu, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 454-66

Larche autos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: François Boisclair, 5789, rue Déom, Jean-Louis Lamoureux, 10485, Jeanne-Mance, et Yvon Brizard, 6538, Louis-Hébert, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Larche autos inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 440-66

total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 413-66

Lambert & Frenette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Lambert, insurance broker, St-Félix-de-Valois, Omer Frenette, insurance broker, 804 Notre-Dame, Joliette, and Jacques Théroux, accountant, 870 Richard, Joliette, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Lambert & Frenette inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 400 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 586-66

Lamex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Mayer, notary, 3500 Parc Lafontaine, Montreal, Lionel-H. Benoit, chartered accountant, 166 de Bretagne, Longueuil, and André Gauthier, lawyer, 1990 des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To exercise the trade and business dealing of galvanoplasty, under the name of "Lamex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Richelieu, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 454-66

Larche autos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Boisclair, 5789 Déom St., Jean-Louis Lamoureux, 10485 Jeanne-Mance, and Yvon Brizard, 6538 Louis-Hébert, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Larche autos inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 440-66

Lavage d'auto Gagnon inc.
Gagnon Car Wash Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Marcel Cloutier, comptable, 8367, St-Urbain, Montréal, Jacques Foucault, gérant, 2229, Marc, et Berthe Beauchemin, secrétaire, fille majeure, 2, boulevard Martin, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Lavage d'auto Gagnon inc.— Gagnon Car Wash Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4286, rue de Laroche, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 275-66

Librairie Gem inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation: Gérald Grégoire avocat, 77-B, St-Alphonse, Réjean Giroux, notaire, 90, Bourbeau, et Louise Plourde, secrétaire, fille majeure, 17, Thibeault, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires, sous le nom de « Librairie Gem inc. », avec un capital total de $15,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et en 120 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 515-66

Librairie René Martin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation: Clémentine Roch, femme d'affaires, veuve non remariée de René Martin, 150, Lajoie nord, Jacques Martin, comptable, 1226, Henri-Dunant, et Jean-Marc Bertrand, avocat, 230, St-Pierre nord, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires, sous le nom de « Librairie René Martin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 398, rue Notre-Dame, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 477-66

Loeb-City Products (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Lavage d'auto Gagnon inc.
Gagnon Car Wash Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Cloutier, accountant, 8367 St-Urbain, Montreal, Jacques Foucault, manager, 2229 Marc, and Berthe Beauchemin, secretary, spinster of the full age of majority, 2 Martin Boulevard, the two latter of Laval, for the following purposes:

To carry on business as garagemen, under the name of "Lavage d'auto Gagnon inc.— Gagnon Car Wash Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4286 de Laroche St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 275-66

Librairie Gem inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérald Grégoire, advocate, 77-B St-Alphonse, Réjean Giroux, notary, 90 Bourbeau, and Louise Plourde, secretary, fille majeure, 17 Thibeault, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as librarians, under the name of "Librairie Gem inc.", with a total capital stock of $15,000, divided into 300 common shares of $10 each and 120 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 515-66

Librairie René Martin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clémentine Roch, business woman, unremarried widow of René Martin, 150 Lajoie North, Jacques Martin, accountant, 1226 Henri-Dunant, and Jean-Marc Bertrand, lawyer, 230 St-Pierre North, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as booksellers, under the name of "Librairie René Martin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 398 Notre-Dame Street, Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 477-66

Loeb-City Products (Quebec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, habe been issued

patentes, en date du 26e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Hyman Soloway, 696, avenue Hillcrest, Colin Bergh, 80, Rideau Terrace, and Lloyd Spiro, 69, avenue Orrin, tous trois avocats, d'Ottawa, dans la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tout produit pouvant être vendu dans un super-marché ou autre établissement semblable, sous le nom de « Loeb-City Products (Quebec) Limited », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 5537-65

Les Loisirs paroissiaux de Sault-au-Mouton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation sans capital-actions: David Dufour, Yvon Perron, Réginald Gagné, Laurent Gagné et Jacques Savard, tous cinq commis, de Sault-au-Mouton, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Les Loisirs paroissiaux de Sault-au-Mouton inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000.

Le siège social de la corporation est à Sault-au-Mouton, comté de Saguenay, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 533-66

La Maçonnerie Salaberry inc. Salaberry Masonry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation: Gaston A. Larose, marchand, Gisèle Queenneville, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston A. Larose, tous deux de 217, rue Hébert, et Raymond Leroux, vendeur, 231, Isabella, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie, accessoires électriques et matériaux de construction, sous le nom de « La Maçonnerie Salaberry inc. — Salaberry Masonry Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 524-66

Madore inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hyman Soloway, 696 Hillcrest Avenue, Colin Bergh, 80 Rideau Terrace, and Lloyd Spiro, 69 Orrin Avenue, all three barristers, of Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To deal in any products capable of being sold sold in a supermarket or other similar establishment, under the name of "Loeb-City Products (Quebec) Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 5537-65

Les Loisirs paroissiaux de Sault-au-Mouton inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: David Dufour, Yvon Perron, Réginald Gagné, Laurent Gagné and Jacques Savard, all five clerks of Sault-au-Mouton, for the following purposes:

To establish and direct a recreational centre, under the name of "Les Loisirs paroissiaux de Sault-au-Mouton inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveables which the corporation may acquire and possess is $5,000.

The head office of the corporation is at Sault-au-Mouton, county of Saguenay, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 533-66

La Maçonnerie Salaberry inc. Salaberry Masonry Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston A. Larose, merchant, Gisèle Queenneville, housewife, wife contractually separate as to property of said Gaston A. Larose, both of 217 Hébert Street, and Raymond Leroux, salesman, 231 Isabella, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To deal in all hardware articles, electrical accessoiries and construction material, under the name of "La Maçonnerie Salaberry inc. — Salaberry Masonry Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 524-66

Madore inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of Feburary, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Yvan Madore, commerçant, Cécile Faubert, teneur de livres, épouse dudit Yvan Madore, tous deux de 24, Haute Rivière, et Gaëtane Madore, ménagère, épouse de Roger A. Reid, 18, Haute Rivière, tous trois de Châteauguay, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Madore inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 227, boulevard d'Anjou, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 479-66

Mailloux & Lapointe ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1966, constituant en corporation: Rosario Lapointe, industriel, 130, rue Nairn, La Malbaie, Paul Mailloux, industriel, Cap-à-l'aigle, et Claude Mailloux, contremaître, Cap-à-l'aigle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Mailloux & Lapointe ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-à-l'aigle, comté de Charlevoix, district judiciaire de Saguenay.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 547-66

Jean-Louis Marinier & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Pierre Durand, avocat, 4027, Vendôme, Suzanne Boivin, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 6460, Ernest-Lavigne, tous deux de Montréal, et Michel Dagenais, avocat, 383, chemin Ste-Catherine, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Jean-Louis Marinier & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1650, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 283-66

Maron Holdings & Management Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1966, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en Loi de la reine, 5765, chemin

porating: Yvan Madore, trader, Cécile Faubert, bookkeeper, wife of the said Yvan Madore, both of 24 Haute Rivière, and Gaëtane Madore, wife of Roger A. Reid, 18 Haute Rivière, all three of Châteauguay, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and electrical appliances and accessories, under the name of "Madore inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 227 d'Anjou Blvd., Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 479-66

Mailloux & Lapointe ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosario Lapointe, industriel, 130 Nairn Street, La Malbaie, Paul Mailloux, industrialist, Cap-à-l'aigle, and Claude Mailloux, foreman, Cap-à-l'aigle, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Mailloux & Lapointe ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-à-l'aigle, county of Charlevoix, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 547-66

Jean-Louis Marinier & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Durand, advocate, 4027 Vendôme, Suzanne Boivin, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 6460 Ernest-Lavigne, both of Montreal, and Michel Dagenais, advocate, 383 Ste-Catherine Road, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Jean-Louis Marinier & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1650 Laurentian Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 283-66

Maron Holdings & Management Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5765 Côte-St-Luc Road, Hamp-

Côte-St-Luc, Hampstead, Nina Krolik, secrétaire, fille majeure, 5730, Esplanade, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et agissant comme consultants en affaires, sous le nom de « Maron Holdings & Management Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 552-66

L. Mercier & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jacques Gaudette, Gilles Gaudette, tous deux comptables agréés, de 204, Richelieu, et Jacques Rancourt, avocat, 112, St-Jacques, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce des grains, céréales et produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « L. Mercier & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Roch-Ouest, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 4-66

Monor Sportwear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation: Robert Hamel, avocat, 10429, rue Oscar, Montréal-Nord, Gontran Chamard, avocat, 2510, rue Sauriol, Montréal, et Andrée Demers, secrétaire, fille majeure, 10291, Marquette, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Monor Sportwear Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10356, rue Garon, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 480-66

Montreal Ostomy Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1966, constituant en corporation: Jacob Okun, marchand, Bertha Krams, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacob Okun, tous deux de 4195, Plamondon, Montréal, et Sonia Getzuk, ménagère, épouse séparée de biens de Sam Okun, 6485, Lavoie, Montréal, pour les objets suivants:

stead, Nina Krolik, secretary, spinster of the full age of majority, 5730 Esplanade, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and business consultant company, under the name of "Maron Holdings & Management Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 552-66

L. Mercier & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Gaudette, Gilles Gaudette, both chartered accountants, of 204 Richelieu, and Jacques Rancourt, advocate, 112 St-Jacques, all three of St. John, for the following purposes:

To carry on business dealing in grains, cereals and farm products of all kinds, under the name of "L. Mercier & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Roch-West, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 4-66

Monor Sportwear Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Hamel, advocate, 10429 Oscar St., Montreal-North, Gontran Chamard, advocate, 2510 Sauriol St., Montreal, and Andrée Demers, secretary, fille majeure, 10291 Marquette, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in wearing apparel, under the name of "Monor Sportwear Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 10356 Garon St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 480-66

Montreal Ostomy Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacob Okun, merchant, Bertha Krams, housewofe, wife separate as to property of the said Jacob Okun, both of 4195 Plamondon, Montreal, and Sonia Getzuk, housewife, wife separate as to property of Sam Okun, 6485 Lavoie, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'accessoires et dispositifs chirurgicaux, sous le nom de « Montreal Ostomy Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6000, chemin Côte-des-Neiges, suite 220, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 490-66

Motel Point de Mire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1966, constituant en corporation: Gérard Pelletier, courtier, 1121, avenue Labarre, Ste-Foy, Yvon Pelletier, commerçant, Ragueneau, et Armand Desjardins, commerçant, Hauterive, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel Point de Mire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ragueneau, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 523-66

Murphy, Viens, Leblanc, Rolland inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jacques-André Maranda, avocat, 1795, Guertin, St-Laurent, Claude Benoit, avocat, 1758, Jacques-Lemaistre, Montréal, et Yolande Bernier, sténo-dactylo, fille majeure, 6640, Chambord, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Murphy, Viens, Leblanc, Rolland inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5730-65

Orion Realty Management Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1966, constituant en corporation: James Andrews, avocat, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, Valerie Jean Higgins, secrétaire, célibataire, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, et Helen Xenos, secrétaire, célibataire, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Administrer et diriger les immeubles appartenant à la compagnie ou à d'autres, sous le nom de « Orion Realty Management Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

To deal in surgical equipment and appliances, under the name of "Montreal Ostomy Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6000 Côte-des-Neiges Road, suite 220, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 490-66

Motel Point de Mire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Pelletier, broker, 1121 Labarre Avenue, Ste-Foy, Yvon Pelletier, trader, Ragueneau, and Armand Desjardins, trader, Hauterive, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taberns, inns and restaurants, under the name of "Motel Point de Mire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ragueneau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 523-66

Murphy, Viens, Leblanc, Rolland inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques-André Maranda, advocate, 1795 Guertin, St-Laurent, Claude Benoit, advocate, 1758 Jacques-Lemaistre, Montreal, and Yolande Bernier, stenotypist, fille majeure, 6640 Chambord, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Murphy, Viens, Leblanc, Rolland inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5730-65

Orion Realty Management Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Andrews, advocate, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, Valerie Jean Higgins, secretary, spinster, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, and Helen Xenos, secretary, spinster, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To administer and manage real estate owned by it or by others, under the name of "Orion Realty Management Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 1224 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 340-66

The head office of the company is at 1224 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 340-66

Loïc Pagé limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation: Ubald Boisvert, avocat et conseil en Loi de la reine, 542, avenue Outremont, Outremont, Roland Fortin, ingénieur, 5202, rue Juneau, St-Léonard, et Loïc Pagé, ingénieur, 24, rue Dieppe, Ste-Geneviève, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nim de « Loïc Pagé limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 545-66

Loïc Pagé limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ubald Boisvert, lawyer and Queen's Counsel, 542 Outremont Avenue, Outremont, Roland Fortin, engineer, 5202 Juneau Street, St-Léonard, and Loïc Pagé, engineer, 24 Dieppe Street, Ste-Geneviève, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Loïc Pagé limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 545-66

Pall Mall Specialties Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1966, constituant en corporation: David W. Goldman, manufacturier, Sheraton Mount Royal Hotel, Montréal, Ben Goldman, coupeur, 2620, avenue Kent, app. 224, Montréal, Saul Goldman, manufacturier, 360, rue Récollets, Montréal, et Moses Feigenbaum, avocat, 2921, chemin Côte-Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de valises, sacs d'école, valises nouveau style, nouveautés, jouets et textile et produits de textile, marchandises en caoutchouc et sous-produits de toutes sortes, sous le nom de « Pall Mall Specialties Co. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 208-66

Pall Mall Specialties Co.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David W. Goldman, manufacturer, Sheraton Mount Royal Hotel, Montreal, Ben Goldman, cutter, 2620 Kent Avenue, Apt. 224, Montreal, Saul Goldman, manufacturer, 360 Récollets Street, Montreal, and Moses Feigenbaum, advocate, 2921 Côte-Ste-Catherine Road, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in luggage, schoolbags, novelty luggage, novelties, toys and textile and textile products, rubber goods and by-products of all kinds, under the name of "Pall Mall Specialties Co.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 208-66

Pâtisserie Jean & Jean incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Henri Bourque, pâtissier, 3509, rue Soubiroux, Montréal, Gérard Bourque, pâtissier, 6994, 16e avenue, Montréal, et Raymond Bourque, pâtissier, 796, avenue Langevin, St-Sulpice, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Pâtisserie Jean & Jean incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Pâtisserie Jean & Jean incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Bourque, pastry-cook, 3509 Soubiroux Street, Montreal, Gérard Bourque, pastry-cook, 6994, 16th Avenue, Montreal, and Raymond Bourque, pastry-cook, 796 Langevin Avenue, St-Sulpice, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Pâtisserie Jean & Jean incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 3436, rue Jean-Talon est, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5157-65

Pêcheries Gingras inc.
Gingras Fisheries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gérard Gingras, industriel, Madeleine Poulin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Gingras, et J.-Charles Gingras, industriel, tous trois de St-Nicolas, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de poissons, sous le nom de « Pêcheries Gingras inc.— Gingras Fisheries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Nicolas, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 57-66

Pesner Lamoureux ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation: Jack Lightstone, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, Jacob L. Rothman, 7920, chemin Kingsley, Côte-St-Luc, et Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bestiaux, animaux sur pied, viande, produits de viande et dérivés, volaille, boucherie, charcuterie et produits d'épicerie de toutes sortes, sous le nom de « Pesner Lamoureux ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2860 est, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 468-66

Gérard Pharand inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: André Mayer, notaire, André Gauthier, avocat, tous deux de 3500, Parc Lafontaine, suite 508, et Pierre Doray, comptable agréé, 3500, Parc Lafontaine, suite 404, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, sous le nom de « Gérard Pharand inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at 3436 Jean-Talon Street East, St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5157-65

Pêcheries Gingras inc.
Gingras Fisheries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérzrd Gingras, industrialist, Madeleine Poulin, housewife, wife contractually separate as to property of said Gérard Gingras, and J.-Charles Gingras, industrialist, all three of St-Nicolas, for the following purposes:

To carry on business as fish merchants, under the name of "Pêcheries Gingras inc.— Gingras Fisheries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Nicolas, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 57-66

Pesner Lamoureux ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, 2176 Fulton Road, Mount Royal, Jacob L. Rothman, 7920 Kingsley Road, Côte-St-Luc, and Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in cattle, livestock, meat, meat products and derivatives, poultry, butchery, delicatessen and grocery products of all kinds, under the name of "Pesner Lamoureux ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2860 Ontarion Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 468-66

Gérard Pharand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Mayer, notary, André Gauthier, advocate, both of 3500 Parc Lafontaine, suite 508, and Pierre Doray, chartered accountant, 3500 Parc Lafontaine, suite 404, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kind of tissues, natural or synthetic, under the name of "Gérard Pharand inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnies est 4529, rue Castille, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 255-66

Les Photographes Ellefsen ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: Marc Ellefsen, photographe, Pierrette Bergeron, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marc Ellefsen, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 757, De Tracy, Chicoutimi, André Ellefsen, photographe, et Alice Tremblay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Ellefsen, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 44, boulevard St-Jean-Baptiste, Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de photographes et faire la reproduction d'images et photographies de toutes sortes, sous le nom de « Les Photographes Ellefsen ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 442-66

Pindyck, Ltd.
Pindyck, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Ivan E. Phillips, avocat, 1545, McGregor, Eleanor Johnson, 5327A, Prince de Galles, Nessie Borland, 1850, Lincoln, Vivienne Chaplin, 429 ouest, Prince Arthur, et Helen Marshall, 4012, Hampton, ces quatre dernières secrétaires, filles majeures, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes de nouveautés, mercerie, menus objets, vêtements, chaussures, nouveautés, bijouterie, meubles, dispositifs et accessoires électriques et domestiques, nécessaires de toilette, jouets, chapeaux et fourrure, sous le nom de « Pindyck, Ltd. — Pindyck, ltée », avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 100-66

Piscine Turmel ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation: Euclide Turmel, vendeur, 1835, de la Ronde, Odette Beaulieu, coiffeuse, fille majeure, 865, St-Joseph est, tous deux de Québec, et Jean-M. Morissette, avocat, 255, 65e Rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 4529 Castille St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 255-66

Les Photographes Ellefsen ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Ellefsen, photographer, Pierrette Bergeron, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marc Ellefsen, and duly authorized by him for these presents, both of 757 De Tracy, Chicoutimi, André Ellefsen, photographer, and Alice Tremblay, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Ellefsen, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 44 St-Jean-Baptiste Blvd., Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

To carry on business as photographers, and to reproduce pictures and photographs of all kinds, under the name of "Les Photographes Ellefsen ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 442-66

Pindyck, Ltd.
Pindyck, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ivan E. Phillips, advocate, 1545 McGregor, Eleanor Johnson, 5327A Prince of Wales, Nessie Borland, 1850 Lincoln, Vivienne Chaplin, 429 Prince Arthur West, and Helen Marshall, 4012 Hampton, the latter four secretaries, filles majeures, all five of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of dry goods, smallwares, notions, clothing, footwear, novelties, jewellery, furniture, electrical and household appliances and accessories, toilet requisites, toys, millinery and furs, undet the name of "Pindyck, Ltd.— Pindyck, ltée", with a capital stock divided into 100 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 100-66

Piscine Turmel ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Euclide Turmel, salesman, 1835 de la Ronde, Odette Beaulieu, hairdresser, fille majeure, 865 St-Joseph East, both of Quebec, and Jean-M. Morissette, lawyer, 255, 65th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Piscine Turmel ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1835, rue de la Ronde, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 554-66

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Piscine Turmel ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1835 de la Ronde Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 554-66

Les Placements Lampin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Carmen Bisaillon, 1, rue Lachaine, Ste-Thérèse, Yvette Fortin, 120, rue Equerre, Laval, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Guy Arcand, commis 325, 4e Avenue, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Lampin inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 94, Blainville ouest, Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 189-66

Les Placements Lampin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Carmen Bisaillon, 1 Lachaine St., Ste-Thérèse, Yvette Fortin, 120 Equerre St., Laval, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Guy Arcand, clerk, 325, 4th Ave., Verdun, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Lampin inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 94 Blainville West, Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 189-66

Placements P. S., ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation: Placide Labelle, conseiller en relations publiques, 76, avenue Courcellette, Marcel Paré, publicitaire, 541, Rockland, Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, tous trois d'Outremont, Richard Moranville, comptable agréé, 95, Pierre-Bourgery, Boucherville, Guy Beaudry, conseiller en relations publiques, 383, chemin Fortier, St-Hilaire, Roger Boivineau, traducteur, 5461, Van Horne, et Raoul Desmarais, traducteur, 3460, avenue Simpson, ces deux derniers, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements P. S., ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2100, rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 419-66

Placements P. S., ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Placide Labelle, counsellor in public realtions, 76 Courcelette Avenue, Marcel Paré, publicist, 541 Rockland, Maurice Martel, lawyer and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, all three of Outremont, Richard Moranville, chartered accountant, 95 Pierre-Bourgery, Boucherville, Guy Beaudry, counsellor in public-relations, 383 Fortier Road, St-Hilaire, Roger Boivineau, translator, 5461 Van Horne, and Raoul Desmarais, translator, 3460 Simpson Avenue, the latter tow of Montreal, for the following purposes:

To operate a holding, investment and management company, under the name of "Placements P. S., ltée" with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2100 Drummond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 419-66

Placements T. L. P. ltée
T. L. P. Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Yolande Poliseno, réceptionniste, fille majeure, 555, Villeray,

Placements T. L. P. ltée
T. L. P. Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yolande Poliseno, receptionist, fille majeure, 555 Villeray, Montreal, Louise Delor-

Montréal, Louise Delorme, secrétaire, fille majeure, 350, avenue Pine, St-Lambert, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G.-Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, ces trois derniers, avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements T. L. P. ltée — T. L. P. Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 32,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 422-66

Porcherie Idéale inc.
Ideal Pigfarm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Jacques Proulx, journalier, Sylvio Proulx, commerçant, et Louis-Marie Proulx, cultivateur, tous trois de St-Barnabé, comté de St-Maurice, pour les objetss uivants:

Faire le commerce des grains, céréales et produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Porcherie Idéale inc. — Ideal Pigfarm Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $50 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Barnabé, comté de St-Maurice, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 3954-65

Publicité André M. Allard ltée
André M. Allard Advertising Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: André Allard, publiciste, 1400, des Pins, Montréal, Robert Allard, éditeur, 179, boulevard Perron, Bois-des-Filion, et Monique Cousineau, ménagère, épouse de Guy Rouleau, 10210, boulevard d'Auteuil, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneurs et de conseillers en publicité, sous le nom de « Publicité André M. Allard ltée — André M. Allard Advertising Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 345-66

Quebec Quarrying & Mining Corporation (1965) Ltd.
Compagnie de carrières & mines de Québec (1965) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

me, secretary, fille majeure, 350 Pine Avenue, St-Lambert, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G.-Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, and Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, the latter three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements T. L. P. ltée — T. L. P. Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 8,000 common shares of $1 each and into 32,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 422-66

Porcherie Idéale inc.
Ideal Pigfarm Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Proulx, labourer, Sylvio Proulx, trader, and Louis-Marie Proulx, farmer, all three of St-Barnabé, county of St-Maurice, for the following purposes:

To carry on business dealing in grains, cereals and farm products of all kinds, under the name of "Porcherie Idéale inc. — Ideal Pigfarm Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $50 each and 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St-Barnabé, county of St-Maurice, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 3954-65

Publicité André M. Allard ltée
André M. Allard Advertising Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Allard, publicist, 1400 des Pins, Montreal, Robert Allard, editor, 179 Perron Blvd., Bois-des-Filion, and Monique Cousineau, housewife, wife of Guy Rouleau, 10210 d'Auteuil Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "Publicité André M. Allard ltée — André M. Allard Advertising Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 345-66

Quebec Quarrying & Mining Corporation (1965) Ltd.
Compagnie de carrières & mines de Québec (1965) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, habe been issued

patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, avocat, 176, Highfield, Mont Royal, Denis Durocher, avocat, 389, Seigneurial, St-Bruno-de-Montarville, et Gabrielle Lahaie, secrétaire, fille majeure, 1960E, boulevard St-Joseph, app. 14, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les opérations d'une compagnie de mines, meunerie, réduction, développement et carrières, sous le nom de « Quebec Quarrying & Mining Corporation (1965) Ltd.— Compagnie de carrières & mines de Québec (1965) ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à suite 2060, édifice Sun Life, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 31-66

Quebec Trailer Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation: Gordon Merovitz, 4842, MacKenzie, Montréal, Jean C. Labelle, 701, 39e avenue, Lachine, et Clem Beauregard, 138, Bathurst, Pointe-Claire, tous trois administrateurs de commerce, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de remorques commerciales et de carrosserie de camions, sous le nom de « Quebec Trailer Mfg. Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 401-66

Quincaillerie Suprême inc.
Supreme Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1966, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, avocat, 615, Westluke, Côte-St-Luc, Baruch Pollack, avocat, 6085, De Vimy, Montréal, et Aaron Pollack, avocat, 1827, Nord, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de quincaillerie, sous le nom de « Quincaillerie Suprême inc. — Supreme Hardware Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 553-66

RRP (Québec) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1966, constituant en corporation: Serge Toherdyn, graphiste, 7, De Contigny, Lausanne, Suisse,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Geoffroy Birtz, lawyer, 176 Highfield, Mount Royal, Denis Durocher, lawyer, 389 Seigneurial, St-Bruno-de-Montarville, and Gabrielle Lahaie, secretary, spinster of the full age of majority, 1960E St-Joseph Boulevard, Apt. 14, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining, milling, reduction, development and quarrying company, under the name of "Quebec Quarrying & Mining Corporation (1965) Ltd.— Compagnie de carrières & mines de Québec (1965) ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Room 2060, Sun Life Building, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 31-66

Quebec Trailer Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gordon Merovitz, 4842 MacKenzie, Montreal, Jean C. Labelle, 701, 39th Avenue, Lachine, and Clem Beauregard, 138 Bathurst, Pointe-Claire, all three business executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in commercial trailers and truck bodies, under the name of "Quebec Trailer Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 401-66

Quincaillerie Suprême inc.
Supreme Hardware Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore Greenbaum, advocate, 615 Westluke, Côte-St-Luc, Baruch Pollack, advocate, 6085 De Vimy, Montreal, and Aaron Pollack, advocate, 1827 North, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hardware merchants, under the name of "Quincaillerie Suprême inc. — Supreme Hardware Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the var value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 553-66

RRP (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Toherdyn, layoutman, 7 De Contigny, Lausanne, Suisse, Mario Gallop-

Mario Galloppini, graphiste, 22, Chartelard, Lausanne, Suisse, et Maurice Mercure, avocat, 1581, Norway, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de « industrial design », publicité, graphique et exercer toutes autres activités semblables, sous le nom de « RRP (Québec) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 433-66

G. Rocheleau limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1966, constituant en corporation: Gaston Rocheleau, entrepreneur, Irenée Rocheleau, rentier, tous deux de 200, 96e avenue, et Donat Miller, camionneur, 12372, rue Prince-Albert, tous trois de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs pour le nettoyage extérieur d'édifices et tous autres immeubles, sous le nom de « G. Rocheleau limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5724-65

Salaison Chantal ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1966, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, Valerie J. East, secrétaire, fille majeure, tous deux de 4750, avenue Plamondon, Montréal, Stanley Louis Cytrynbaum, avocat, 6325, avenue Somerled, Montréal, et Samuel Wex, étudiant en droit, 7315, avenue Chester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de viande, poisson, charcuterie et produits alimentaires, sous le nom de « Salaison Chantal ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4079, de Castille, Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 489-66

Salon Anke Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1966, constituant en corporation: Morris Chaikelson, avocat, 5162, Isabella, Montréal, Susan M. Templeton, secrétaire, célibataire, 1563, avenue McGregor, app. 5, Montréal, et Esther Ménard, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Ménard, 5133, St-Hubert, app. 40, Montréal, pour les objets suivants:

pini, layoutman, 22 Chatelard, Lausanne, Suisse, and Maurice Mercure, lawyer, 1581, Norway, Montreal, for the following purposes:

To deal in industrial design, publicity, graphics and to exercise all other similar activities, under the name of "RRP (Québec) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 433-66

G. Rocheleau limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Rocheleau, contractor, Irenée Rocheleau, annuitant, both of 200, 96th Ave., and Donat Miller, trucker, 12372 Prince-Albert St., all three of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors for the exterior cleaning of buildings and all other immoveables, under the name of "G. Rocheleau limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5724-65

Salaison Chantal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Shapiro, advocate, Valerie J. East, secretary, fille majeure, both of 4750 Plamondon Avenue, Montreal, Stanley Louis Cytrynbaum, advocate, 6325 Somerled Avenue, Montreal, and Samuel Wex, law-student, 7315 Chester Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in meats, fish, delicatessen and food products, under the name of "Salaison Chantal ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4079 de Castille, Montreal North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 498-66

Salon Anke Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morris Chaikelson, advocate, 5162 Isabella, Montreal, Susan M. Templeton, secretary, spinster, 1563 McGregor Avenue, Apt. 5, Montreal, and Esther Ménard, secretary, wife separate as to property of Pierre, Ménard, 5133 St-Hubert, Apt. 40, Montreal for the following purposes:

Exercer le commerce de coiffeurs, spécialistes en produits de beauté et cosmétiques, sous le nom de « Salon Anke Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 297a, chemin Lakeshore, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 488-66

Salon de fourrures Denise inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1966, constituant en corporation: Lionel Lefebvre, fourreur, Rolande Lefebvre, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lionel Lefebvre, tous deux de 1581, Dudemaine, et Gabriel Murray, vendeur, 9789, Hochelaga, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures, sous le nom de « Salon de fourrures Denise inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 528-66

Seville Delicatessen & Pastry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: Max Slapack, avocat et conseil en Loi de la reine, 5562, Glencrest, Côte-St-Luc, Arthur Shulman, avocat, 3445, Ridgewood, Montréal, et Monroe A. Charlap, étudiant en droit, 2990, Soissons, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises se rapportant à la boulangerie, boucherie et charcuterie, sous le nom de « Seville Delicatessen & Pastry Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2159, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 444-66

Silhouette Health Studio of Verdun Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, avocat, 5520, Campden Place, Montréal, Irwin S. Brodie, avocat, 7521, Mountbatten, Côte-St-Luc, et Ann E. Clark, secrétaire, fille majeure, 3455, Durocher, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des studios de santé et des salons d'amaigrissement, sous le nom de « Silhouette Health Studio of Verdun Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

To carry on the business of hairdressers, beauticians and cosmeticians, under the name of "Salon Anke Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 297a Lakeshore Road, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 488-66

Salon de fourrures Denise inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Lefebvre, furrier, Rolande Lefebvre, housewife, wife separate as to property of the said Lionel Lefebvre, both of 1581 Dudemaine, and Gabriel Murray, salesman, 9789 Hochelaga, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as furriers, under the name of "Salon de fourrures Denise inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 528-66

Seville Delicatessen & Pastry Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max Slapack, advocate and Queen's Counsel, 5562 Glencrest, Côte-St-Luc, Arthur Shulman, advocate, 3445 Ridgewood, Montreal, and Monroe A. Charlap, law-student, 2990 Soissons, Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise relating to a bakery, butchery and delicatessen business, under the name of "Seville Delicatessen & Pastry Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2159 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 444-66

Silhouette Health Studio of Verdun Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Theodore H. Polisuk, advocate, 5520 Campden Place, Montreal, Irwin S. Brodie, advocate, 7521 Mountbatten, Côte-St-Luc, and Ann E. Clark, secretary, fille majeure, 3455 Durocher, Montreal, for the following purposes:

To operate health studios and reducinq salons, under the name of "Silhouette Health Studio of Verdun Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 540-66

Sogep Investment & Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1966, constituant en corporation: Alfred Chevalier, avocat, 3132, Fendall, Montréal, Claude Lagarde, administrateur, 217, Michaud, Laval, et Léa Leduc, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph-Alfred Chevalier, 1029, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Sogep Investment & Finance Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3132, rue Fendall, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 427-66

Sopriv inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1965, constituant en corporation: Lambert Kropp, courtier, 4175, Broadway, Lachine, Gilles Bédard, courtier, 7680, Montpensier, Anjou, André Desaulniers, courtier, 1200 Quenneville, St-Laurent, et Pierre Ostiguy, courtier, 30, Les Chênes, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Sopriv inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 40,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 100,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1250, boulevard St-Joseph est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 3796-65

Spanish Iron Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1966, constituant en corporation: Michele Durante, peintre, Rina Miletti, ménagère, épouse commune en biens dudit Michele Rurante, tous deux de 2288, rue Contrecoeur, Alfeo Pizzolitto, soudeur, et Alba Pizzopane, ménagère, épouse commune en biens dudit Alfeo Pizzolitto, ces deux derniers de 9266, rue Meunier, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ouvriers en métaux et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Spanish Iron Works Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 540-66

Sogep Investment & Finance Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alfred Chevalier, advocate, 3132 Fendall, Montreal, Claude Lagarde, administrator, 217 Michaud, Laval, and Léa Leduc, housewife, wife separate as to property of Joseph-Alfred Chevalier, 1029 St-Denis, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Sogep Investment & Finance Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 3132 Fendall St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 427-66

Sopriv inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lambert Kropp, broker, 4175 Broadway, Lachine, Gilles Bédard, broker, 7680 Montpensier, Anjou, André Desaulniers, broker, 1200 Quenneville, St-Laurent, and Pierre Ostiguy, broker, 30 Les Chênes, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Sopriv inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 40,000 class "A" shares of a nominal value of $10 each and into 100,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1250 St-Joseph Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 3796-65

Spanish Iron Works Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michele Durante, painter, Rina Miletti, housewife, wife common as to property of said Michele Durante, both of 2288 Contrecoeur Street, Alfeo Pizzolitto, welder, and Alba Pizzopane, housewife, wife common as to property of said Alfeo Pizzolitto, the latter two of 9266 Meunier Street, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as metal workers and to deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Spanish Iron Works Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5001-65

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5001-65

Spectacles sonores du Cap inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jacques Taschereau, notaire, 315, avenue Laurier, Québec, François Rainville, notaire, 874, avenue Bégin, Québec, Noël Gamache, commis de bureau, 2375, Maufils, Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, boulevard Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

Exploiter toutes salles de spectacles pour fins éducatives ou de divertissement, sous le nom de « Spectacles sonores du Cap inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sillery, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 389-66

Spectacles sonores du Cap inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier Ave., Quebec, François Rainville, notary, 874 Bégin Ave., Quebec, Noël Gamache, office clerk, 2375 Maufils, Quebec, and Pauline Cantin, secretary, fille majeure, 300 Valcartier Blvd., Loretteville, for the following purposes:

To operate all theatres for educational purposes or reasons of entertainment, under the name of "Spectacles sonores du Cap inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sillery, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 389-66

Stationnement Plaza inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1966, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Laval, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter des lots de stationnement, stations de service et garages, sous le nom de « Stationnement Plaza inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400 ouest, rue Ontario, suite 956, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 492-66

Stationnement Plaza inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, and Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Laval, for the following purposes:

To acquire and operate parking lots, service stations and garages, under the name of "Stationnement Plaza inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 400 Ontario Street West, Room 956, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 492-66

T. L. T. Chaussures inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1966, constituant en corporation: Laurent Lavergne, commerçant, 223, rue St-Georges, Cap-de-la-Madeleine, Jules Tessier, comptable agréé, 160, rue Guillet, Cap-de-la-Madeleine, et Réjean Giroux, notaire, 90, rue Bourbeau, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures et articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « T. L. T. Chaussures inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

T. L. T. Chaussures inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurent Lavergne, trader, 223 St-Georges Street, Cap-de-la-Madeleine, Jules Tessier, chartered accountant, 160 Guillet Street, Cap-de-la-Madeleine, and Réjean Giroux, notary, 90 Bourbeau Street, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To deal in all kinds of shoes and leather articles and their accessories, under the name of "T. L. T. Chaussures inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 459-66

Technical Plastics Trois-Rivières Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jacques Lacoursière, avocat, 492, St-François-Xavier, Trois-Rivières, Ivan Godin, avocat, 1045, des Saules, Trois-Rivières, et Gilles-Guy Garceau, notaire, 681, Ste-Ursule, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de substances plastiques de toutes sortes et d'articles faits totalement ou en partie de ces substances ou autres semblables, sous le nom de « Technical Plastics Trois-Rivières Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5350, rue St-Joseph, Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 224-66

Transbec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Viateur Gauthier, vendeur, 158, boulevard Pie XII, Cap-de-la-Madeleine, Roland Buisson, entrepreneur, 1544, des Érables, Shawinigan, et Marcel Milot, comptable, 567, Ste-Cécile, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Transbec inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 5556-65

Transport Manic ltée
Manic Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertue de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: François Hogue, 11480, Suzor-Côté, Jean-N. Bergeron, 2990, Place de Chazel, tous deux de Montréal, et Yves Legault, 4543, Lafabrique, Laval, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport Manic ltée — Manic Transport Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 459-66

Technical Plastics Trois-Rivières Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Lacoursière, advocate, 492 St-François-Xavier, Trois-Rivières, Ivan Godin, advocate, 1045 des Saules, Trois-Rivières, and Gilles-Guy Garceau, notary, 681 Ste-Ursule, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of plastic substances, and in articles made wholly or partially of these or similar substances, under the name of "Technical Plastics Trois-Rivières Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of $100 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5350 St-Joseph St., Trois-Rivières West, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 224-66

Transbec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Viateur Gauthier, salesman, 158 Pie XII Boulevard, Cap-de-la-Madeleine, Roland Buisson, contractor, 1544 des Érables, Shawinigan, and Marcel Milot, accountant, 567 Ste-Cécile, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Transbec inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 5556-65

Transport Manic ltée
Manic Transport Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Hogue, 11480 Suzor-Côté, Jean-N. Bergeron, 2990 Place de Chazel, both of Montreal, and Yves Legault, 4543 Lafabrique, Laval, all three notaries, for the the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Transport Manic ltée — Manic Transport Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 15, boulevard Lévesque, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 269-66

The head office of the company is at 15 Lévesque Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 269-66

Trifore Construction Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Edward David Frederick White, entrepreneur, 366, chemin Lac St-Louis, Léry, Alexander Edward Williams, ingénieur, 35, rue Champlain, Laval, et Andrew Henry Pytel, avocat, 615 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, tôle, revêtement de toiture et autres matériaux, sous le nom de « Trifore Construction Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 615 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 221-66

Trifore Construction Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward David Frederick White, contractor, 366 Lake St. Louis Road, Léry, Alexander Edward Williams, engineer, 35 Champlain Street, Laval, and Andrew Henry Pytel, advocate, 615 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof preparations and other materials, under the name of "Trifore Construction Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 615 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 221-66

V-Handbag Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1966, constituant en corporation: Fred Vogel, manufacturier, 1555, Summerhill, Montréal, Louis Glazer, avocat et conseil en Loi de la reine, 876, Dollard, Outremont, et Milan Oxorn, avocat, 4859, avenue Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'Industrie et le commerce de toutes sortes de nouveautés et d'accessoires de fumeur, sous le nom de « V-Handbag Co. Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 182-66

V-Handbag Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fred Vogel, manufacturer, 1555 Summerhill, Montreal, Louis Glazer, advocate and Queen's Counsel, 876 Dollard, Outremont, and Milan Oxorn, advocate, 4859 Victoria Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of novelties and smoker supplies, under the name of "V-Handbag Co. Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 182-66

Variétés G. Bernard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Grégoire Bernard, marchand, Rawdon, Jean-Marc Bertrand, avocat, et Maurice Charette, optométriste, ces deux derniers de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises généralement vendues dans un magasin à rayons, sous le nom de « Variétés G. Bernard inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Variétés G. Bernard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Grégoire Bernard, merchant, Rawdon, Jean-Marc Bertrand, lawyer, and Maurice Charette, optometrist, the latter two of Joliette, for the following purposes:

To deal in all merchandise generally sold in department stores, under the name of "Variétés G. Bernard inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 398, rue Queen, Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 396-66

The head office of the company is at 398 Queen Street, Rawdon, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 396-66

Le vieux Rouet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1966, constituant en corporation: Jeannine O'Connor, Marie-C. Hébert et Louise-A. D'Anjour, toutes trois secrétaires, filles majeures, 1559 ouest, des Pins, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'artisanat en général, sous le nom de « Le vieux Rouet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 484-66

Le vieux Rouet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jeannine O'Connor, Marie-C. Hébert and Louise-A. D'Anjour, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, 1559 Pine West, Montreal, for the following purposes:

To deal in general in the handicraft business, under the name of "Le vieux Rouet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 484-66

J. P. Villeneuve Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Louis-Philippe Gagnon, 78, chemin Côte-Ste-Catherine, Outremont, Eugene Jurisic, 4870, chemin Côte-des-Neiges, app. 709, Montréal, et Joseph Di Clementi, 4300, avenue Western, app. 630, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « J. P. Villeneuve Automobile Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 63, rue Champlain, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 329-66

J. P. Villeneuve Automobile Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Philippe Gagnon, 78 Côte-Ste-Catherine Road, Outremont, Eugene Jurisic, 4870 Côte-des-Neiges Road, Apt. 709, Montreal, and Joseph Di Clementi, 4300 Western Avenue, Apt. 630, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "J. P. Villeneuve Automobile Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 63, Champlain Street, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 329-66

The David & Hilda Weissman Foundation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: David Weissman, administrateur, Hilda Weissman, ménagère, épouse séparée de biens dudit David Weissman, tous deux de 480, avenue Roslyn, Westmount, Edward J. Winant, administrateur, 9, chemin Albion, Hampstead, Michael Greenblatt, avocat et conseil en Loi de la reine, 1745, avenue Cedar, Montréal, et Abraham Polger, notaire, 11647, Joseph Casavant, Montréal, pour les objets suivants:

Donner des cadeaux, allocations, contributions et donations à des institutions ou instituts établis et reconnus pour l'avancement de l'éducation et d'institutions et organisations de charité, sous le nom de « The David & Hilda Weissman Foundation ».

The David & Hilda Weissman Foundation

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: David Weissman, executive, Hilda Weissman, housewife, wife separate as to property of the said David Weissman, both of 480 Roslyn Avenue, Westmount, Edward J. Winant, executive, 9 Albion Road, Hampstead, Michael Greenblatt, advocate and Queen's Counsel, 1745 Cedar Avenue, Montreal, and Abraham Polger, notary, 11647 Joseph-Casavant, Montreal, for the following purposes:

To make gifts, grants, contributions and donations to established and recognized institutions or institutes for the advancement of education and charitable institutions or organizations, under the name of "The David & Hilda Weissman Foundation".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 5632-65

West Island Hockey Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Birnie, contremaître en imprimerie, 135, avenue Duke of Kent, James Laird, surveillant, 116, Alexina Drive, Edwin Burgess, vice-président, 135, Marlin Crescent, Edward Ogilvie, contremaître, 69, avenue Pardo, app. 202, George Lindsay, agent de relations publiques, 59, chemin Waverley, tous cinq de Pointe-Claire, Douglas McMillan, gérant de ventes, 59, Courtland, Dorval, Peter Jodoin, assistant gérant, 25, avenue Pasteur, Dollard-des-Ormeaux, Douglas Proudfoot, analyste en recherches, 20339, chemin Lakeshore, Beaconsfield, Matthew Benoit, surveillant de téléphone, 4825, boulevard Parkinson, Pierrefonds, et Richard Rock, comptable, 5260, avenue Mayfair, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir le jeu ou sport de hockey, sous le nom de « West Island Hockey Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 135, avenue Duke of Kent, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 5582-65

Robert M. White & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Clarence Alexander Fiske, avocat, 1230, rue McGregor, Montréal, Charles Edward Emery, avocat 227, Elizabeth Circle, Rosemère, et Yves Lauzon, avocat, 2444, Benny Crescent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Robert M. White & Son Inc. », avec un capital-actions divisé en 100 actions catégorie « A » sans valeur au pair, 10,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions catégorie « C » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 5703-65

Wilman Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1966,

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 5632-65

West Island Hockey Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Robert Birnie, printing foreman, 135 Duke of Kent Avenue, James Laird, supervisor, 116 Alexina Drive, Edwin Burgess, vice-president, 135 Marlin Crescent, Edward Ogilvie, foreman, 69 Pardo Avenue, Apt. 202, George Lindsay, public relations agent, 59 Waverley Road, all five of Pointe-Claire, Douglas McMillan, sales manager, 59 Courtland, Dorval, Peter Jodoin, assistant manager, 25 Pasteur Avenue, Dollard-des-Ormeaux, Douglas Proudfoot, research analyst, 20339 Lakeshore Road, Beaconsfield, Matthew Benoit, telephone supervisor, 4825 Parkinson Boulevard, Pierrefonds, and Richard Rock, accountant, 5260 Mayfair Avenue, Montreal, for the following purposes:

To promote the game or sport of ice hockey, under the name of "West Island Hockey Club Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and possess is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 135 Duke of Kent Avenue, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 5582-55

Robert M. White & Son Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clarence Alexander Fiske, advocate, 1230 McGregor Street, Montreal, Charles Edward Emery, advocate, 227 Elizabeth Circle, Rosemère, and Yves Lauzon, advocate, 2444 Benny Crescent, Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of funeral directors, under the name of "Robert M. White & Son Inc.", with a capital stock divided into 100 class "A" shares without par value, 10,000 class "B" shares of a par value of $1 each and 1,000 class "C" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYONMD DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 5703-65

Wilman Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1966, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, 64, chemin Belvedère, Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, chemin Côte-St-Luc, Montréal, et Mary Goldman, secrétaire, épouse séparée de biens de Martin Adler, 1392, Elizabeth, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Wilman Investments Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 522-66

incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, 64 Belvedere Road, Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte-St-Luc Road, Montreal, and Mary Goldman, secretary, wife separate as to property of Martin Adler, 1392 Elizabeth, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, undet the name of "Wilman Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 522-66

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Pontiac

Avis public est par le présent donné par le soussigné secrétaire-trésorier du conseil du comté de Pontiac, que les terrains ci-après décrits, seront vendus à l'enchère publique, à l'édifice du comté, Campbell's Bay, Québec, JEUDI, le DOUZIÈME jour de MAI 1966, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et frais dus aux municipalités ci-après mentionnées, à moins que lesdites taxes avec les frais ne soient payées entre mes mains, avant le jour de la vente.

Sales for Taxes

Municipality of the county of Pontiac

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the municipality of the county of Pontiac, that the lands hereinafter mentioned, will be sold by public auction, at the county administration building, Campbell's Bay, Quebec, on THURSDAY, the TWELFTH day of MAY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and costs due the municipalities hereinafter described, unless they be paid to me with costs incurred, before the day of the sale.

Canton d'Aldfield — Township of Aldfield

Nom sur rôle — Name on roll	Superficies — Area	No du lot — Lot No.	Rang — Range	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Paré, Lucien	1/4 ac.	P. 4	8	$172.43		$ 172.43
Burke, T. W.	1/4 ac.	P. 2	8	68.70		68.70
Parent, Pierre	1/4 ac.	36	7	37.30		37.30

Canton d'Alleyn — Township of Alleyn

Conrad, Francis	1/8 ac.	P. 4	4	$ 19.53	$ 46.83	$ 66.36
Dagenais, Léo	100 ac.	46	2	5.60	2.00	7.60
Howard, R. George	200 ac.	P. 1, 2, 3	5	32.68	57.55	90.23
Kerr, Mme-Mrs. Betty	1/8 ac.	P. 7	3	5.60	14.39	19.99
Lafleur, Oswald	100 ac.	40	3	10.33	6.24	16.57
Lawn Bros Ltd	200 ac.	23, 24	5	39.02	28.77	67.79
Milford, Neil	1/8 ac.	P. 4	4	10.33	14.39	24.72
Roll, Robert	1/8 ac.	P. 5	4	15.28	14.39	29.67
Thompson, Earl	1/8 ac.	P. 5	4	15.01	14.39	29.40
Heeney, Mme-Mrs. Middleton	200 ac.	1, 2	3		70.75	70.75

Canton de Cawood — Township of Cawood

Essiambre, E.	1/8 ac.	P. 14	1	$ 15.85		$ 15.85
Labelle, Lauricien	1/8 ac.	P. 14	1	5.60		5.60
Peck, Raymond	50 ac.	P. 5	5	15.28		15.28

Canton d'Ile aux Allumettes est — Township of Allumette Island East

Carroll, Albert	100 ac.	25	5	$ 41.78	$ 54.06	$ 95.84
Donnelly, Pat	1/2 ac.	7	9		35.10	35.10
Gaudette Lornie	100' x 125'	3-B	3		10.99	10.99
Mathieu, Parnell	1/4 ac.	20-B	7	3.30	3.45	6.75
McCool, James	17 ac.	Island 28				
McCool, James	87 ac.	Island 29				
McCool, James	40 ac.	Island 30			176.35	176.35
McGuire, Mme-Mrs. Anna	42 ac.	13	5	118.88	122.06	240.94
Woollam, E. H.	1/2 ac.	7	9		31.66	31.66

Canton d'Ile aux Allumettes — Township of Allumette Island

Nom sur rôle — Name on roll	Superficies — Area	No du lot — Lot No.	Rang — Range	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Chartrand, Alphonse	app. 3 ac.	N. P. 33-B	4	$ 48.56	$ 47.05	$ 95.61
Chartrand, Alphonse	app. 50 ac.	N. P. 42	4	3.92	5.25	9.17
Demers, Alphire	app. 1 ac.	41-B	6	16.40	23.00	39.40
Demers, Alphire	app. 3/4 ac.	P. S.O.-W. 40-B	6	1.15	5.23	6.38
Sikorski, Mme-Mrs. J. R.	app. 30 ac.	P. 41-A	6	16.74	18.90	35.64
Sikorski, Mme-Mrs. J. R.	app. 2 ac.	P. 43-A	6	820.83	1,731.51	2,552.34
Smith, Alcide	app. 1 ac.	P. 41-B	6	.....	49.15	49.15

Canton de Bristol — Township of Bristol

Brady, Arthur, Succ.-Est	50 ac.	1/2 13-B	5	$ 19.87	$ 14.62	$ 34.49
Brady, Arthur, Succ.-Est	100 ac.	12-C	5	59.24	41.05	100.29
Polk, Roland, Succ.-Est	.....	P. lot 9-A	1	103.79	100.70	204.49
(39 lots seulement d'une subdivision privée, numéros 2 à 24 et 27 à 41 inclusivement).		(39 bare lots, private plan numbers 2 to 24 and 27 to 41 inclusive).				
Howard, Holly S.	.....	13-D	5	23.17	5.94	29.11
Lot boisé.		Bush lot.				
Russell, Charles M.	.....	P. 4	1	16.00	.....	16.00
Maison et lot.		House and lot.				
Woods, Russell	100 ac.	3-A	5	149.34	118.20	267.54
Woods, Russell	97 ac.	5-A	5	73.93	68.07	142.00
Thompson, R. J., Succ.-Est	.....	3-21	1	75.89	.....	75.89
Maison et lot.		House and lot.				
Thompson, R. J., Succ.-Est	.....	P. 3-C	1	12.60	.....	12.60
Chalet et lot.		Cottage and lot.				
Thompson, R. J., Succ.-Est	.....	P. 3-C	1	36.20	.....	36.20
Chalet et lot.		Cottage and lot.				
Thompson, R. J., Succ.-Est	.....	P. 3-C	1	15.38	.....	15.38
Buisson et chemin.		Bush and road.				
Keon, Leo	.....	17-C, 18-C.	3	.....	156.35	156.35

Village de Bryson — Village of Bryson

Dubransky, Anthony	3065 p. c.-sq. ft.	201-2	.....	$ 32.75	.....	$ 32.75
McCuaig, James	19500 p. c.-sq. ft.	1-C	.....	56.25	.....	56.25
McCuaig, James	7216 p. c.-sq. ft.	14	.....	4.50	.....	4.50
McCuaig, James	5424 p. c.-sq. ft.	15	.....	49.37	.....	49.37
McCuaig, James	7216 p. c.-sq. ft.	16	.....	3.00	.....	3.00
McCuaig, James	6632 p. c.-sq. ft.	61	.....	56.40	.....	56.40
McCuaig, James	5857 p. c.-sq. ft.	70	.....	47.10	.....	47.10

Canton de Bryson — Township of Bryson

Denault, Mme-Mrs. John	35 ac.	40-C	2			
Denault, Mme-Mrs. John	75 ac.	41-A	2			
Denault, Mme-Mrs. John	46 ac.	42-A	2	$ 30.60	.....	$ 30.60

Canton de Chichester — Township of Chichester

Michaud, Lawrence	86 ac.	48	5	$ 52.40	$ 102.00	$ 154.40
Michaud, Lawrence	86 ac.	49	5	25.40	51.00	76.40
Michaud, Lawrence	43 ac.	50	5	13.20	25.50	38.70
Michaud, Mme-Mrs. James	82 ac.	42	4	46.00	193.12	239.12
Vanasse, Allen	.....	P. 21	1	17.25	52.85	70.10

Borné au nord par la propriété de Mme James Poupore; à l'ouest par le chemin conduisant à la route 8 et la rivière Ottawa; au sud et à l'est par le résidu du lot 21 rang 1.

Bounded on north by Mrs. James Poupore's property; on west by roadway leading to Highway 8 and the Ottawa River; on south and east by residue of lot 21 range 1.

Canton de Dorion — Township of Dorion

Nom sur rôle — Name on roll	Superficies — Area	No du lot — Lot No.	Rang — Range	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
McMillan, Fernand	1/2 ac.	P. 28-A	8	$ 93.55	$ 55.38	$ 148.93
Lot partie 28-A, rang 8, avec bâtisse érigée, borné comme suit: au nord, partie du même lot; appartenant à Edgard Lamarche; au sud partie du même lot appartenant à Martial Ménard; à l'ouest par Lac Cayamant; à l'est par le chemin public.		Part of lot 28-A, range 8, with building erected, bounded as follows: to the north by part of the same lot belonging to Edgard Lamarche; to the south by part of the same lot belonging to Martial Ménard; to the west by Lac Cayamant and to the east by public road.				
Marcil, Fernand	275′ x 100′	P. 37-B	8	47.41	58.22	105.63
Partie du lot 37 rang 8 avec bâtisse érigée borné comme suit; au nord par une partie du même lot; au sud partie du même lot appartenant à Arthur McMillan; à l'ouest par le chemin public; à l'est par Lac Cayamant.		Part of lot 37 range 8 with building erected bounded as follows: on north by part of same lot; on south by property Arthur McMillan; on west by public road; on east by Lac Cayamant.				
O'Brien, John	.71 ac.	34	C	45.75	29.65	75.40
Borné au nord par lot 33 rang C; au sud par lot 35 rang C; à l'ouest par le chemin public; à l'est par Lac Cayamant; avec bâtisse érigée.		Bounded on north by lot 33, range C; on south by lot 35, range C; on west by public road; on east by Lac Cayamant; with buildings erected.				
Gauthier, Donald	1/2 ac.	P. 29-A	8	12.46		12.46
Borné comme suit: au nord partie du même lot 29 rang 8; au sud partie le lot 29 rang 8; à l'ouest par le chemin public; à l'est par le lot 28, rang 8.		Bounded as follows: on north and south by parts of same lot 29 range 8; west by public road; east by lot 28 range 8.				
Gaudet, Albert	39 ac.	32, 33	7	50.64	34.24	84.88
Borné comme suit: au nord par le rang 8, lot 32-33; au sud par partie du même lot appartenant à Laurier Gaudet; à l'ouest par chemin public; à l'est par lot 31, rang 7.		Bounded as follows; north by range 8, lot 32-33; south by part same lot; belonging to Laurier Gaudet; west by public road; east by lot 31, range 7.				
Lafrenière, Joseph	150 ac.	11	9	28.95	22.23	51.18
Lafrenière, Joseph		12	8			
Wasserman, Yosef	500 ac.	3, 4, 5, 6, 10	8	40.95	105.80	146.75
Paquette, Albert	100 ac.	19	6	0.95	3.64	4.54

Canton de Church — Township of Church

Labelle, Jacques	146 ac.	P. 12, 13, 14, 15	4	$114.10	$ 63.69	$ 177.79
Partie est des lots 12, 13, 14, 15, rang 4.		East parts 12, 13, 14, 15, range 4.				
Fortin, Philippe	1/2 ac.	37	2	53.23	25.06	78.29

Village de Fort Coulonge — Village of Fort Coulonge

Danis, Edmond	6439 p. c.-sq. ft.	115		$150.07	$ 185.46	$ 335.53

Canton de Leslie — Township of Leslie

Dagenais, Victor, Succ.-Est	100 ac.	12	A	$ 3.68	$ 12.00	$ 15.68
Dagenais, Victor, Succ.-Est	100 ac.	13	A	19.46	48.40	67.86
Godin, Mme-Mrs. Eugène, Succ.-Est	app. 1/4 ac.	P. 30-A	2	26.29	44.33	70.62
LaSalle, Onésime	app. 1/4 ac.	P. 34	2	28.46	47.45	75.91
Lapointe, Paul	210′ x 320′	P. 18	A	6.19	16.25	22.44
Racine, Aldége	200′ x 115′ x 160′	P. 31-A	3	77.41	131.69	209.10

Canton de Clapham — Township of Clapham

Lawn Bros	50 ac.	16-B	2	$ 3.68	$ 6.24	$ 9.92
Lawn Bros	100 ac.	17	2	40.57	65.29	105.86
Lawn Bros	100 ac.	22	1	34.56	63.86	98.42
Lawn Bros	50 ac.	23-A	1	5.50	10.24	15.74
Lawn Bros	50 ac.	24-A	1	5.50	10.24	15.74
Lawn Bros	50 ac.	25-A	1	5.50	10.24	15.74
Kluke Mathias	100 ac.	42	4	8.02	13.13	21.15

Canton de Huddersfield — Township of Huddersfield

Leduc, Paul	app. 1/4 ac.	P. 9	7	$ 1.75	$ 6.00	$ 7.75
Leduc, Paul	app. 1/4 ac.	P. 15	8	8.75	32.09	40.84
Doldon Mines Co			5	7.18	10.87	18.05

Bâtisses seulement. — Buildings only.

Canton de Onslow Nord — Township of Onslow North

Nom sur rôle — Name on roll	Superficies — Area	No du lot — Lot No.	Rang — Range	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Charles S. Bennett		P. 26-A	13	$119.15	$ 101.00	$ 220.15
Maison et lot.		House and lot.				
Quyon Molybdenite Co	37 ac	P. 10-A	7	4.80	7.84	12.64

Canton de Onslow Sud — Township of Onslow South

Levesque, Elzéar		P. 7	1	$ 31.71	$ 87.07	$ 118.78
O'Reilly, Leo, Succ.-Est	100 ac	9-B, 9-C	5	128.71	277.54	406.25
O'Reilly, Leo, Succ.-Est	100 ac	6-B	6	93.56	207.64	301.20
Frazer, Carl		P. 26-B	4	23.29		23.29

Village de Portage du Fort — Village of Portage du Fort

Moir, Mme-Mrs. Jean, Succ.-Est		132	Beckett	$ 6.60	$ 15.17	$ 21.77
Moir, Mme-Mrs. Jean, Succ.-Est		133	Beckett	3.30	12.17	15.47
Moir, Mme-Mrs. Jean, Succ.-Est		134	Beckett	3.30	12.17	15.47
Moir, Mme-Mrs. Jean, Succ.-Est		91	Church.	40.25	182.26	222.51
Inconnu-Unknown		165	Cemetery	19.80	23.85	43.65

Village de Quyon — Village of Quyon

Kingsbury, Arthur	70′ x 239′	P. 350	3	$ 52.20	$ 43.57	$ 95.77
Periard, Edmund	82′ x 175′	P. 341	3	332.77	291.88	624.65
Proulx, Isaac	66′ x 190′	248, P. 247	3	155.62		155.62
Smith, Steve	.75 ac	77	3	11.78	10.25	22.03

Municipalité de Rapides des Joachims — Municipality of Rapides des Joachims

Chouinard, Clifford	6 ac		6	$ 5.42	$ 24.26	$ 29.69
Daly, John	40509 p. c.-sq. ft.	46, 47, 48		412.68	1,347.25	1,759.93
Lavoie, George	7623 p. c.-sq. ft.	130		2.12	2.97	5.09
Demell Hector	45404 p. c.-sq. ft.	190, 193, P. 105			149.47	149.47
Meilleur, Irving	26136 p. c.-sq. ft.	177, 178		5.29	10.17	15.46
Tierney, Daniel	72309 p. c.-sq. ft.	22, 23, 24, 25, 26, 27		239.69	1,000.34	1,240.03
Tierney, Daniel	5662 p. c.-sq. ft.	52		30.12	113.96	144.08

Village de Shawville — Village of Shawville

Crawford, Wilmer		251-25		$185.65	$ 58.73	$ 244.38
Welch, Louis		16-14		201.88	73.20	275.08

Canton de Thorne — Township of Thorne

Kelly, Stephen, Succ.-Est	app. 1 ac	P. C	1	$ 6.36	$ 10.85	$ 17.21
Pouliotte, Louis	app. 1/2 ac	P. 29	East	45.61	62.36	107.97

Canton de Waltham — Township of Waltham

Neville, Mme-Mrs. Hilda succ.-est.	.16 ac	4-28	A			
Neville, Mme-Mrs. Hilda succ.-est.	.19 ac	4-29	A			
Neville, Mme-Mrs. Hilda succ.-est.	.25 ac	5-25	A			
Neville, Mme-Mrs. Hilda succ.-est.	1.50 ac	P. 5	A			
Neville, Mme-Mrs. Hilda succ.-est.	24. ac	P. 16	1		$ 63.20	$ 63.20

Waltham, Québec, 4 mars 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
ARTHUR LABELLE.

14251-10-2-o

Waltham, Quebec, March 4, 1966.

ARTHUR LABELLE,
Secretary-Treasurer.

14251-10-2-o

Ville de Châteauguay Centre

Avis public est par la présente donné par le soussigné, Laurier Legault, greffier de la ville de Châteauguay Centre, que MARDI, le DOUZIÈ-

Town of Châteauguay Centre

Public notice is hereby given by the undersigned, Laurier Legault, town clerck of the town of Châteauguay Centre, that on TUESDAY, the

ME jour du mois d'AVRIL 1966, à DIX heures de l'avant-midi, à la salle Municipale, 1 Croissant Richard, ville de Châteauguay Centre, je procèderai à la vente a l'enchère des lots inclus dans la présente liste, pour arrérages de taxes municipales en 1964 et 1965, et pour arrérages de taxes scolaires catholiques et protestantes en 1963-1964 et 1964-1965, avec les intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente, le tout en vertu de la loi, à savoir:

L'énumération abrégée des parties des cadastres ci-dessous mentionnées fut autorisée par la Commission Municipale de Québec en date du 17 février 1966.

TWELFTH day of the month of APRIL, 1966, at TEN o'clock in the forenoon, at the Municipal Hall, 1 Richard Crescent, town of Châteauguay Centre, I will proceed with the sale by auction of all the lots included in the attached list, for arrears of municipal taxes in 1964 and 1965, and for arrears of Catholic and Protestant School taxes in 1963-1964 and 1964-1965, with interests and costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs are paid prior to the sale, following the law.

The abridged enumeration of the said parts of cadastras herein mentionned was authorized by the Quebec Municipal Commission of February 17, 1966.

Noms — Names	No de rôle — No. on roll	Cadastre	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Charges et int. — Charges and int.	Total
Allian Georges	5-17-75	248-296	$ 180.22		$ 40.42	$ 220.64
Allian Georges	5-17-76	248-295	178.21		39.99	218.20
Aylmer Corp. The	6-45-1	104-110	196.90		46.06	242.96
Aylmer Corp. The	6-45-2	104-111	130.80		30.87	161.67
Aylmer Corp. The	6-45-3	104-112	128.57		30.33	158.90
Aylmer Corp. The	6-45-4	104-113	160.10		37.60	197.70
Aylmer Corp. The	6-45-5	108-114	139.26		32.83	172.09
Aylmer Corp. The	6-45-6	104-115	137.82		32.48	170.30
Aylmer Corp. The	6-78-1	97-197	32.85		8.33	41.18
Aylmer Corp. The	6-79-1	97-190	9.07		2.86	11.93
Aylmer Corp. The	6-79-2	97-191	9.07		2.86	11.93
Aylmer Corp. The	6-79-3	97-192	9.07		2.86	11.93
Aylmer Corp. The	6-79-4	97-193	9.07		2.86	11.93
Aylmer Corp. The	6.79-6	97-183	8.40		2.71	11.11
Aylmer Corp. The	6-79-7	97-184	8.40		2.71	11.11
Aylmer Corp. The	6-79-8	187-185	8.40		2 71	11.11
Aylmer Corp. The	6-80-2	97-179	10.80		3.26	14.06
Aylmer Corp. The	6-80-3	97-180	10.80		3.26	14.06
Aylmer Corp. The	6-80-4	97-181	13.50		3.89	17.39
Aylmer Corp. The	6-80-5	97-186	13.50		3.89	17.39
Aylmer Corp. The	6-80-10	97-173	12.00		3.54	15.54
Aylmer Corp. The	6-80-11	97-174	12.00		3.54	15.54
Aylmer Corp. The	6-80-12	97-175	12.00		3.54	15.54
Aylmer Corp. The	6-81-1	97-163-25	72.42		17.43	89.85
Aylmer Corp. The	6-81-2	97-163-24	11.25		3.37	14.62
Aylmer Corp. The	6-81-3	97-163-23	11.25		3.37	14.62
Aylmer Corp. The	6-81-4	97-163-22	11.25		3 37	14 62
Aylmer Corp. The	6-81-5	97-163-21	11 25		3.37	14 62
Aylmer Corp. The	6-81-6	97-163-20	11 25		3.37	14.62
Aylmer Corp. The	6-81-8	97-177	12.15		3.57	15.72
Aylmer Corp. The	6-81-9	97-182	12.15		3.57	15.72
Aylmer Corp. The	6-81-10	97-189	8.32		2.70	11.02
Aylmer Corp. The	6-83-1	97-163-12	44.01		10.90	54.91
Aylmer Corp. The	6-83-2	97-163-11	7.87		2.59	10.46
Aymler Corp. The	6-83-3	97-163-10	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-83-4	97-163-9	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-83-5	97-163-8	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-83-6	97-163-7	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-83-8	97-163-14	43.97		10.89	54.86
Aylmer Corp. The	6-83-9	97-163-15	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-83-10	97-163-16	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-83-11	97-163-17	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-83-12	97-163-18	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-83-13	97-163-19	7.87		2 59	10 46
Aylmer Corp. The	6-84-1	97-62	5.25		1.99	7.24
Aylmer Corp. The	6-84-2	97-63	5.25		1.99	7.24
Aylmer Corp. The	6-84-3	97-150	4.72		1.87	6.59
Aylmer Corp. The	6-84-4	97-151	4.72		1.87	6.59
Aylmer Corp. The	6-84-5	97-152	4.72		1.87	6.59
Aylmer Corp. The	6-84-6	97-153	4 72		1.87	6.59
Aylmer Corp. The	6-84-7	97-154	4.72		1.87	6.59
Aylmer Corp. The	6-84-8	97-155	3.00		1.46	4.46
Aylmer Corp. The	6-84-10	97-163-1	72 17		17.37	89.54
Aylmer Corp. The	6-84-11	97-163-2	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-84-12	97-163-3	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-84-13	97-163-4	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-84-14	97-163-5	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-84-15	97-163-6	7.87		2.59	10.46
Aylmer Corp. The	6-85-9	97-162-7	8.70		2.78	11.48
Aylmer Corp. The	6-93-24	97-60-1				
		97-60-2	145.39		34.20	179.59
Aylmer Corp. The	6-93-29	97-168	136.59		32.18	168.77
Aylmer Corp. The	6-93-30	97-169	136.68		32.20	168 88
Aylmer Corp. The	6-93-31	97-195	346.55		80.47	427.02
Aylmer Corp. The	6-93-33	P-97	946.97		218.58	1,165.55
Baros Stephane	5-29-17	249-150	19.39		3.88	23.27
Bazanos P.	6-71-6	108-45	45.93	$ 33.00	20.32	99.25
Beauchemin G. Mme-Mrs.	2-16-33-1	58-85	42.57		10.14	52.71

Noms — Names	No de rôle — No. on roll	Cadastre	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Charges et int. — Charges and int.	Total
Beauchemin Gérard	2-16-34	58-86	$ 85.13		$ 19.51	$ 104.64
Bedford Realties	6-54-29	115-107	147.27	$ 10.95	37.61	195.83
Bouchard Marcel	4-27-11	224-P386-P385	3.27		1.49	4.76
Carpentier J. R.	3-10-5	141-120	10.81		3.27	14.08
Carpentier J. R.	3-10-6	141-121	10.81		3.27	14.08
Carpentier J. R.	3-10-7	141-122	10.81		3.27	14.08
Chabot Rosario	6-28-7	114-95	43.00		10.66	53.66
Chateau Dev. Corp.	3-66-10	160-126-130	4.93		1.91	6.84
Chateau Dev. Corp.	3-66-17	160-P173	4.51		1.80	6.31
Chateau Dev. Corp.	3-66-24	160-190-191-192	8.07		2.63	10.70
Chateau Dev. Corp.	3-66-37	160-219-220	5.10		1.94	7.04
Chateau Dev. Corp.	3-66-38	160-221	2.55		1.37	3.92
Chateau Dev. Corp.	3-66-49-1	160-353	2.64		1.39	4.03
Chateau Dev. Corp.	3-66-58	160-276-277	5.10		1.94	7.04
Chateau Dev. Corp.	3-67-34	160-137-138-139	112.80		26.70	139.50
Chateau Dev. Corp.	3-70-3	160-132-133-136	7.65		2.55	10.20
Chateau Dev. Corp.	3-74-7	160-298-299	4.42		1.74	6.16
Chateau Dev. Corp.	3-75-1	160-270-271	5.10		1.87	6.97
Chateau Dev. Corp.	3-77-12	162-29-30	5.35		1.92	7.27
Chateau Dev. Corp.	3-77-14	162-33-34-35	7.99		2.51	10.50
Chateau Dev. Corp.	3-77-16-1	162-42-43	5.32		1.89	7.21
Chateau Dev. Corp.	3-77-35	162-122	2.68		1.36	4.04
Chateau Dev. Corp.	3-77-37	162-119	2.63		1.35	3.98
Chateau Dev. Corp.	3-77-38	162-117-118	5.35		1.96	7.31
Chateau Dev. Corp.	3-77-57	162-149	2.30		1.28	3.58
Chateau Dev. Corp.	3-78-3	162-144-145-146-148	5.01		1.85	6.86
Chateau Dev. Corp.	3-78-6	162-69	2.51		1.34	3.85
Chateau Dev. Corp.	3-78-8-1	162-61-60	0.77		0.93	1.70
Chat, Manor Hous, Corp.	3-101-2	170-P-175-176	4.50		1.78	6.28
Cortina Gardens Inc.	2-5-27	60-27	99.24		22.60	121.84
Cortina Dev. Inc.	6-1-9	P-108-P-109-P-110	161.45		36.29	197.74
Cortina Dev. Inc.	6-34-1	108-189	25.50		6.68	32.18
Cortina Dev. Inc.	6-35-1	108-187	24.05		6.31	30.36
Cortina Dev. Inc.	6-38-8	108-P-171	20.82		5.57	26.39
Cortina Dev. Inc.	6-36-4	108-P-184	13.00		3.76	16.76
Coutu L. P.	3-48-6	152-391	41.25		10 05	51.30
Danialos Dimitrios	3-44-31	155-25	11 47		3.43	14.90
Dawe J. Frederick	3-7-18	154-48-144-23	7.65	9 00	4.99	21.64
Savoie H. P.	6-67-13	108-113	12 24		3.59	15.83
Drew Richard J.	6-63-13	P-112	13.35		3.85	17.20
Edmond Dev. Ltd.	1-1-188	P-212	532.50		123.24	655.74
Ent. Notre-Dame	3-11-17	141-253	7.65		2.54	10.19
Faughnan Russel	5-13-14	249-30	367.00		81.52	448.52
Febber Siefred	3-34-91	P-146	694.82		157.14	851.96
Gerber K.	3-77-20	162-51-52	17.05		4.53	21.58
Groulx P. Émile	1-1-95	P-200	24.85		6.47	31.32
Hoelezek K.	6-51-61	119-366	0.47		0.87	1.34
Hoelezek K.	6-94-56	119-342	9.64		3.00	12.64
Hoelezek K.	6-94-57	119-341	9.40		2.95	12.35
Hoelezek K.	6-94-58	119-340	8.92		2.84	11.76
Horne Margaret	6-7-31	128-8	197.70		45.66	243.36
Imperial Gard. Inc.	3-29-21	146-P-121	74.68	6.11	19.65	100.44
Imperial Gard. Inc.	3-29-49	146-141	121.30	2.34	29.30	152.94
Imperial Gard. Inc.	3-29-50	146-140	123.55	2.59	29.92	156.06
Imperial Gard. Inc.	3-36-10	146-187	188.38		43.26	231.64
Imperial Gard. Inc.	3-36-25	146-222	92.35		21.53	113.88
Imperial Gard. Inc.	4-5-18	224-P-107-P-106	126.35	3.48	29.51	159.34
Kelly M.-Mr. Mme-Mrs	6-4-16	115-143	25.69		6.70	32.39
Kleinberg Ralph	3-2-62	141-55-56	5.52		2.04	7.56
Knight J.	6-38-24	108-163	11.56		3.43	14.99
Kowalski Z.	6-1-18	P-111	147.48	44.40	45.29	237.17
Konkol Léon	3-51-17	150-276-277	5.61		2.07	7.68
Labelle Yvon E. Mme-Mrs	2-16-43	58-100-P-101	212.15		47.46	259.61
Lafrance A.	6-73-1	108-38	8.92		2.83	11.75
Lalonde L.	1-1-79	201-9	2.92	5.85	3.04	11.81
Lalonde L.	1-1-80	201-8	2.85	5.70	2.99	11.54
Lalonde L.	1-1-81	201-7	2.92	5.85	3.04	11.81
Lalonde L.	1-1-82	201-6	3.00	6.00	3.11	12.11
Lalonde L.	1-1-83	201-5	3.07	6.15	3.16	12.38
Lalonde L.	1-1-84	201-4	3.07	6.15	3.16	12.38
Lalonde L.	1-1-85	201-3	3.15	6.30	3.22	12.67
Lalonde L.	1-1-86	201-2	3.15	6.30	3.22	12.67
Lalonde L.	1-1-87	201-1	4.80	9.60	4.46	18.86
Lalonde L.	1-12-1	201-10	3.30	6.00	3.17	12.47
Lalonde L.	1-12-2	201-11	2.77	5.40	2.87	11.04
Lalonde L.	1-12-3	201-12	2.77	5.55	2.91	11.23
Lalonde L.	1-12-4	201-13	2.92	5.85	3.01	11.78
Lalonde L.	1-12-5	201-14	3.07	6.15	3.16	12.38
Lalonde L.	1-12-6	201-15	3.15	6.30	3.22	12.67
Lalonde L.	1-12-7	201-16	3.30	6.60	3.34	13.24
Lalonde L.	1-12-8	201-17	3.37	6.75	3.38	13.50
Lalonde L.	1-12-9	201-18	3.45	6.90	3.44	13.79
Lalonde L.	1-12-10	201-19	3.52	7.05	3.49	14.06
Lalonde L.	1-12-11	201-20	3.60	7.20	3.55	14.35
Lalonde L.	1-12-12	201-21	3.60	7.20	3.55	14.35
Lalonde L.	1-12-13	201-22	3.67	7.35	3.61	14.63
Lalonde L.	1-12-14	201-23	3.60	7.20	2.36	13.16

Noms — Names	No de rôle — No. on roll	Cadastre	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Charges et int. — Charges and int.	Total
Lalonde L.	1-12-15	201-24	$ 3.45	$ 6.90	$ 2.29	$ 12.64
Lalonde L.	1-12-16	201-25	3.22	6.30	2.17	11.69
Lalonde L.	1-12-17	201-26	2.77	5.40	2.87	11.04
Lalonde L.	1-12-18	201-27	7.05	7.50	4.45	19.00
Laplante François	3-57-11	154-P-56	4.59	.....	1.84	6.43
Laszlo Varga	6-3-9	P-120	1.54	11.55	3.46	16.55
Lavallée M.-Mr	3-66-32	160-209-210	6.29	97.62	21.74	125.65
Lefebvre D.	2-21-24	73-P2-75-P1	41.75	.....	10.39	52.14
Legault Gérard	2-16-92	58-P120-58-P121	219.11	.....	48.99	268.10
Lewis J.	2-5-55	P-60-57	261.98	.....	61.04	323.02
Mandas Venozelos	3-2-15	141-259	19.48	16.79	10.54	46.81
Markel Const. Co.	6-12-28	115-162	9.98	.....	3.03	13.01
Markel Const. Co.	6-17-5	115-P129, 152-160	79.71	.....	18.70	98.41
Neglish Franc.	3-94-13	169-P-50	6.22	.....	2.14	8.36
Mercuré Giovanni	3-91-75	170-P-41	3.00	6.00	3.13	12.13
Milmore F.	6-67-1	108-85	13.94	.....	3.99	17.93
Mignault G.	3-90-21	170-238	2.70	.....	1.37	4.07
Mignault G.	3-90-22	170-P-239	2.70	.....	1.37	4.07
Moggs R.	3-66-35	160-214, 160-215	7.65	.....	2.55	10.20
Montery Ent. Inc.	3-66-12	160-148-149	4.93	2.01	2.46	9.40
Mowan M.-Mr	3-5-26	141-202-51	7.65	.....	2.55	10.20
Munk Ida Eva Mlle-Miss	6-66-4	108-P-95	9.18	.....	2.89	12.07
Novem Dev. Inc.	5-17-51	248-319	132.16	.....	29.85	162.01
Novem Dev. Inc.	5-17-52	248-318	70.69	.....	16.33	87.02
Novem Dev. Inc.	5-17-53	248-317	70.66	.....	16.33	86.99
Novem Dev. Inc.	5-17-54	248-316	70.43	.....	16.28	86.71
Novem Dev. Inc.	5-17-55	248-315	70.02	.....	16.20	86.22
Parkview Const. Ltd.	6-24-13	114-41-2	64.59	.....	14.99	79.58
Parkview Const. Ltd.	6-51-16	119-362	62.19	.....	15.08	77.27
Parkview Const. Ltd.	6-53-15	119-357	50.75	.....	12.45	63.20
Preville Dr. Guy	5-16-18	249-138	38.34	.....	7.67	46.01
Project 700	5-17-83	248-287-2, 248-288-1	213.92	.....	47.85	261.77
Quoibion Pierre	1-3-4	220-11	476.73	.....	110.43	587.16
River Dr. Hous Land	5-17-36	248-355	82.75	.....	18.99	101.74
River Dr. Hous Land	5-17-37	248-356	68.97	.....	15.95	84.92
River Dr. Hous Land	5-17-38	248-357	68.97	.....	15.95	84.92
River Dr. Hous Land	5-17-39	248-358	68.97	.....	15.95	84.92
River Dr. Hous Land	5-17-40	248-359	69.86	.....	16.16	86.02
River Dr. Hous Land	5-7-67	248-377	75.90	.....	17.49	93.39
River Dr. Hous Land	5-7-68	248-376	34.05	.....	8.27	42.32
River Dr. Hous Land	5-7-69	248-375	34.05	.....	8.27	42.32
River Dr. Hous Land	5-7-70	248-374	34.05	.....	8.27	42.32
River Dr. Hous Land	5-7-71	248-373	33.82	.....	8.23	42.05
River Dr. Hous Land	5-7-72	248-372	33.50	.....	8.16	41.66
River Dr. Hous Land	5-17-89	248-284	52.35	.....	12.29	64.64
Rymej R.	6-65-14	112-266	11.45	.....	3.41	14.86
Phillippe Simard	6-25-28	114-15	43.00	.....	9.88	52.88
Stomely	6-93-28	97-167	196.91	.....	46.07	242.98
Syvestrou Despana	4-18-3	224-180	3.27	7.50	3.53	14.30
Thibodeau Jacques	3-7-20	144-127	7.56	8.85	4.94	21.35
Unique Devel. Inc.	6-51-19	119-363	0.90	.....	0.96	1.86
United Dev. Inc.	6-54-39	115-271	3.27	.....	0.65	3.92
United Dev. Corp.	6-57-31	115-331	167.70	.....	39.36	207.06
United Dev. Corp.	6-57-39	115-323	137.05	.....	32.29	169.34
United Dev. Corp.	6-57-40	115-322	126.05	.....	29.77	155.82
United Dev. Corp.	6-57-101	115-305	161.11	.....	37.83	198.94
United Dev. Inc.	6-46-26	119-135	126.94	.....	29.97	156.91
Vaclay Bocek	6-38-7	108-P-171	8.92	.....	2.83	11.75
Valiquette R.	3-77-5	162-P-15	0.85	.....	0.95	1.80
Verdi Dev. Corp.	6-4-1	115-164	9.12	.....	2.83	11.95
Verdi Dev. Corp.	6-4-2	115-140	8.08	.....	2.60	10.68
Verdi Dev. Corp.	6-4-4	115-198	6.74	.....	2.30	9.04
Verdi Dev. Corp.	6-4-7	115-199	11.21	.....	3.30	14.51
Verdi Dev. Corp.	6-4-9	115-98	9.50	.....	2.92	12.42
Verdi Dev. Corp.	6-7-46	115-194	37.50	.....	9.19	46.69
Verdi Dev. Corp.	6-7-48	P-115	42.82	.....	10.42	53.24
Verdi Dev. Corp.	6-7-50	115-196	56.19	.....	13.40	69.59
Verdi Dev. Corp.	6-7-51	115-204	56.19	.....	13.40	69.59
Verdi Dev. Corp.	6-4-10	115-201	7.98	.....	2.58	10.56
Verdi Dev. Corp.	6-4-14	115-200	6.93	.....	2.35	9.28
Verdi Dev. Corp.	6-12-1	P-115	22.89	.....	5.93	28.82
Verdi Dev. Corp.	6-12-2	115-124	7.60	.....	2.48	10.08
Verdi Dev. Corp.	6-12-3	115-192	8.26	.....	2.64	10.90
Verdi Dev. Corp.	6-12-4	115-191	11.40	.....	3.35	14.75
Verdi Dev. Corp.	6-12-13	115-187	9.31	.....	2.87	12.18
Verdi Dev. Corp.	6-12-18	P-115	6 18	.....	2.16	8.34
Verdi Dev. Corp.	6-12-21	P-115	12.25	.....	3.53	15.78
Verdi Dev. Corp.	6-12-22	115-188	11.68	.....	3 42	15 10
Verdi Dev. Corp.	6-12-23	115-189	11.78	.....	3.44	15.22
Verdi Dev. Corp.	6-12-24	P-115	6.65	.....	2.27	8.92
Verdi Dev. Corp.	6-12-27	P-115	6.65	.....	2.33	8.98
Verdi Dev. Corp.	6-12-30	P-115	6.65	.....	2.33	8.98
Verdi Dev. Corp.	6-12-34	P-115	6.65	.....	2.33	8.98
Verdi Dev. Corp.	6-13-17	115-158	77.88	.....	18.30	96.18
Verdi Dev. Corp.	6-17-3	115-4	126.51	.....	29.23	155.74
Verdi Dev. Corp.	6-4-17	115-197	15.20	.....	4.19	19.39
Verdi Dev. Corp.	6-4-25	115-106	20.99	.....	5.51	26.50

Noms — Names	No de rôle — No. on roll	Cadastre	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Charges et int. — Charges and int.	Total
Verdi Dev. Corp.	6-7-2	115-202	$ 37.50		$ 9.22	$ 46.72
Verdi Dev. Corp.	6-7-5	P-115	123.00		28.58	151.58
Verdi Dev. Corp.	6-7-6	115-167	56 53		13.49	70.02
Verdi Dev. Corp.	6-7-7	115-203	37.50		9.19	46.69
Verdi Dev. Corp.	6-17-14	115-27-1	62.11		14.76	76 87
Verdi Dev. Corp.	6-17-23	115-P-13	76.23		17.95	94 18
Verdi Dev. Corp.	6-46-25	P-115	867.52		195.94	1,063.46
Verdi Dev. Corp.	6-54-34	115-163	63.70		15.14	78.84
Verdi Dev. Corp.	6-54-35	115-128	63.70		15.14	78.84
Verdi Dev. Corp.	6-54-36	115-148	63.70		15.14	78.84
Verdi Dev. Corp.	6-54-37	115-149	63.70		15.14	78.84
Verdi Dev. Corp.	6-54-48	115-165	235 81		53.82	289 63
Verdi Dev. Corp.	6-94-97	P-115	0.30		0.84	1 14
Verdi Dev. Corp.	6-94-103	P-118	0.37		0.85	1 22

Donné sous mon seing, à la ville de Châteauguay Centre, ce 2e jour de mars 1966.

Ville de Châteauguay Centre,
Le Greffier,
LAURIER LEGAULT.

14210-10-o

Given under my hand and seal, at the town of Châteauguay Centre, this 2nd day of March, 1966.

Town of Châteauguay Centre,
LAURIER LEGAULT,
Town Clerk.

14210-10-o

Municipalité du comté d'Argenteuil

Avis public est par les présentes donné par D. R. Bradford, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil, que les lots ou parties des lots ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans la salle d'audience du Palais de Justice, dans la ville de Lachute, dans ledit comté d'Argenteuil, étant l'endroit où les sessions du conseil de comté sont tenues, JEUDI, le DOUZIÈME jour de MAI mil neuf cent soixante-six (12 mai 1966), à DIX heures du matin pour les taxes municipales, taxes scolaires et autres dettes dues aux municipalités ci-après mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées entre mes mains avec tous les frais avant le jour de la vente.

Municipalité du canton de Gore

Louis Matasi.— Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme faisant partie du lot originaire numéro onze (Partie lot No 11) du cinquième rang (Rang V) dudit canton, avec les bâtisses dessus érigées et mesurant 50′ de largeur sur 200′ de profondeur; borné en front au nord par le lac Barron, à l'arrière, au sud, par un chemin, d'un côté à l'est par A. J. Stewart ou représentants. Taxes municipales: $59.16; intérêt et avis: $1.99; taxes scolaires: $210.02. Total: $271.17.

E. McCullough.— Partie du lot No 8b, rang VI, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme faisant partie du lot originaire, numéro huit lettre B (Partie lot No 8b) du sixième rang (Rang VI) dudit canton, avec maison dessus construite et mesurant approximativement 125′ le long de la grève du lac Hughes, 300′ le long de la ligne des Mille Iles, 250′ le long de la ligne sud, 75′ le long de la ligne est: borné au nord par la ligne des Milles Iles, à l'ouest par le lac Hughes, au sud et à l'est par le résidu dudit lot appartenant au vendeur ou représentants; aussi deux maisons sur une île (terre de la Couronne) située sur le lac Hughes et faisant partie du lot numéro huit lettre B du sixième rang

Municipality of the county of Argenteuil

Public notice is hereby given by D. R. Bradford, secretary-treasurer of the Municipal Council of the county of Argenteuil, that the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction in the Court Room of the Court House in the town of Lachute, in the said county of Argenteuil, being the place where the sittings of the County Council are held, on THURSDAY the TWELFTH day of MAY, one thousand nine hundred sixty-six (May 12, 1966) at TEN o'clock in the forenoon for municipal taxes, school taxes and other debts due to the municipalities hereinafter mentioned unless the same are paid to me with all costs incurred before the day of the sale.

Municipality of the township of Gore

Louis Matasi.— A certain piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being part of original lot number eleven (Part lot No. 11) in the fifth range (Range V) of the said township, with buildings thereon erected and measuring 50′ wide by 200′ deep; bound in front at the north by Lake Barron, in rear, to the south, by a road, on one side at the east by A. J. Stewart or representatives. Municipal taxes: $59.16; interest and notices: $1.99; school taxes: $210.02. Total: $271.17.

E. McCullough.— Part of lot No. 8b, range VI, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being part of original lot number eight letter B (Part lot No. 8b) in the sixth range (Range VI) of the said township, with house thereon and measuring approximately 125′ along the shore of Lake Hughes, 300′ along the Mille Isles line, 250′ along the south line, 75′ along the east line: bound on the north by the Mille Isles line, on the west by Lake Hughes, on the south and east by residue of said lot belonging to the vendor or representatives; also, two houses on an island (Crown Land) situated on Lake Hughes and being part lot number eight letter B in the sixth

(Partie lot No 8b, rang VI) dudit canton de Gore. Taxes municipales: $388.91; taxes scolaires: $196.31. Total: $585.22.

André Charles.— Lot No 18, ½ e. 31, lot No 18, ½ e. 41. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme étant (1) demie est du lot 31 de la subdivision officielle du lot originaire du lot numéro dix-huit (18, ½ e. 31) et (2) une demie est du lot quarante et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit (18, ½ e. 41), tous deux dans le deuxième rang (Rang II), dudit canton, avec la bâtisse dessus érigée;

1) Lot No 18, ½ e. 31 mesurant 50′ sur 100′; borné au sud par le chemin du lot 18-66, à l'est par le lot No 18-30, au nord par le lot No 18-41, à l'ouest par le résidu du lot No 18-31;

2) Lot No 18, ½ e. 41 mesurant 50′ sur 90′: borné au nord par le chemin du lot No 18-65, à l'est par le lot No 18-42, au sud par le lot No 18-31, à l'ouest par le résidu du lot No 18-41. Taxes municipales: $34.61; taxes scolaires: $44.84. Total: $79.45.

John Wilson Duchesnay.— Partie du lot No 13, rang V, canton de Gore. Un emplacement ayant front sur le lac Barron, comté d'Argenteuil, province de Québec, faisant partie du lot originaire numéro treize, (Partie lot 13) du cinquième rang (Rang V), canton de Gore, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, mesurant approximativement 80′ sur la grève du lac Barron sur 248′ à la droite du chemin; bornée au sud par le lac Barron, à l'est par la partie nonsubdivisée du lot No 13, propriété de G. P. Hawkins ou représentants, à l'ouest par la partie nonsubdivisée du lot No 13, propriété de S. Kapuz ou représentants, au nord par le droit de passage; avec une maison dessus érigée. Taxes scolaires: $119.42.

Mme E. Brock Fuger.— Lot No 15a, rang V, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme étant le lot numéro quinze lettre A (Lot No 15a) du cinquième rang (Rang V) dudit canton, avec maison et autres bâtisses dessus érigées. (Contenant approximativement 100 acres). Taxes municipales: $78.89; taxes scolaires: $102.26. Total: $181.15.

Jules-Émile Godbout.— Partie 17a, rang II, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme faisant partie du lot originaire numéro dix-sept lettre A (Lot No 17a) du deuxième rang (Rang II) dudit canton, avec cottage dessus érigé et mesurant 100′ de largeur sur 210′ de longueur: borné en front par la propriété du vendeur, d'un côté par le chemin, en arrière par une autre partie du lot No 17a. Taxes scolaires: $28.16.

William Haberl.— Partie du lot 15a, rang VI, canton de Gore. Un morceau de terrain vacant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme faisant partie du lot originaire numéro quinze lettre A (Partie lot No 15a) du sixième rang (Rang VI) dudit canton mesurant 200′ de largeur sur 425′ de profondeur le long de la ligne est, 230′ de profondeur le long de la ligne ouest, située entre le chemin public

range (Part lot No. 8b, range VI) of the said township of Gore. Municipal taxes: $388.91; school taxes: $196.31. Total: $585.22.

André Charles.— Lot No. 18, ½ E. 31, lot No. 18, ½ E. 41. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being (1) one-half east lot 31 of official subdivision of original lot number eighteen (18, ½ E. 31) and (2) one-half east lot forty-one of official subdivision of original lot number eighteen (18, ½ E. 41), both in the second range (Range II) of the said township, with building erected thereon:

(1) Lot No. 18, ½ E. 31, measuring 50′ by 100′: bound on the south by road lot 18-66, on the east by lot No. 18-30, on the north by lot No. 18-41, on the west by residue of lot No. 18-31;

(2) Lot No. 18, ½ E. 41, measuring 50′ by 90′: bound on the north by road lot No. 18-65, on the east by lot No. 18-42, on the south by lot No. 18-31, on the west by residue of lot No. 18-41. Municipal taxes: $34.61; school taxes: $44.84. Total: $79.45.

John Wilson Duchesnay.— Part lot No. 13, range V, township of Gore. An emplacement fronting on Lake Barron, county of Argenteuil, Province of Quebec, being part of original lot number thirteen, (Part lot 13) of the fifth range (Range V), township of Gore, on the official plan and book of reference of said township, measuring approximately 80′ on the shore of Lake Barron by 248′ to the right of way: bound on the south by Barron Lake, on the east by unsubdivided part of lot No. 13, property of G. P. Hawkins or representatives, on the west by unsubdivided part of lot No. 13, property of S. Kapuz or representatives, on the north by the right of way; with house erected thereon. School taxes: $119.42.

Mrs. E. Brock Fuger.— Lot No. 15a, range V, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being lot number fifteen letter A (Lot No. 15a) of the fifth range (Range V) in the said township, with house and other buildings thereon. (Containing approximately 100 acres). Municipal taxes: $78.89; school taxes: $102.26. Total: $181.15.

Jules-Émile Godbout.— Part 17a, range II, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being part of original lot number seventeen letter A (Lot No. 17a) in the second range (Range II) of the said township, with cottage thereon and measuring 100′ in width by 210′ in length: bound in front by the property of the vendor, on one side by the road, at the back by another part of lot No. 17a. School taxes: $28.16.

William Haberl.— Part lot No. 15a, range VI, township of Gore.— A vacant piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being part of original lot number fifteen letter A (Part lot No. 15a) in the sixth range (Range VI) of the said township, measuring 200′ in width by 425′ in depth along the east line, 230′ in depth along the west line, situated between the public

et un ruisseau qui traverse le lot No 15a: bornée au sud par le chemin public, au nord par le ruisseau, à l'est et à l'ouest par le résidu du lot No 15a appartenant au vendeur. Taxes scolaires: $10.56.

Yvon Gagné et Dorima B. Brisebois.— Lots Nos 12a-1, 12a-2, rang IV, canton de Gore. Un morceau de terrain vacant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme étant les lots numéro un et huit de la subdivision officielle du lot numéro douze lettre A (Lot Nos 12a-1 et 12a-B) du quatrième rang (Rang IV) dudit canton. Taxes municipales: $12.72.

Laszlo Kelemen.— Partie du lot No 11b, rang IV, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme faisant partie du lot originaire numéro onze lettre B (Lot No 11b) du quatrième rang (Rang IV) dudit canton et mesurant 50′ de largeur sur 100′ de profondeur: borné en front à l'est par le chemin public allant de Lakefield au lac Barron, en arrière à l'ouest, au nord et au sud par d'autres parties du lot No 11b, sans bâtisses. Taxes scolaires: $9.22.

Paul Lessard.— Lot No 1a-353, 1a-354, rang II, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme étant le lot numéro trois cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro un lettre A (Lot No 1a-353) et aussi le lot numéro trois cent cinquante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro un lettre A (Lot 1a-354) dans le deuxième rang (Rang II) dudit canton, avec la maison dessus érigée. Taxes municipales: $41.95; taxes scolaires: $53.57. Total: $95.52.

Rolf Litterer.— Partie du lot No 11b, rang IV, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme faisant partie du lot originaire numéro onze lettre B (Partie lot No 11b) du quatrième rang (Rang IV) dudit canton de Gore, sans bâtisse et mesurant 62′ le long de sa ligne nord-est, 141′ le long de sa ligne est, 100′ le long de sa ligne sud-ouest, et 128′ le long de sa ligne nord-ouest, contenant 10,596 pieds carré: borné au nord-est par un chemin privé, à l'est par un chemin privé, au sud-ouest et au nord-ouest par d'autres parties du lot No 11b. Taxes scolaires: $10.56.

Charles E. Ménard.— Partie du lot No 9b, rang II, canton de Gore.

1) Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme faisant partie du lot originaire numéro neuf lettre B (Partie lot No 9b) du deuxième rang (Rang II) avec cottage dessus érigé et mesurant 50′ sur ses lignes nord et sud, 125′ sur ses lignes est et ouest: borné au nord par la propriété de Ed. Lallement, à l'ouest par un droit de passage appartenant au vendeur, au sud par le vendeur, à l'est par la propriété de A. Tiplady.

2) Un deuxième morceau de terrain faisant aussi partie du lot originaire numéro neuf lettre B (Partie lot No 9b) du deuxième rang (Rang II)

road and a creek crossing lot No. 15a: bound on the south by the public road, on the north by the creek, on the east and west by residue of lot No. 15a belonging to the vendor. School taxes: $10.56.

Yvon Gagné and Dorima B. Brisebois.— Lot Nos. 12a-1, 12a-2, range IV, township of Gore. A vacant piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being lots numbers one and eight of the official subdivision of lot number twelve letter A (Lot Nos. 12a-1 and 12a-B) in the fourth range (Range IV) of the said township: Municipal taxes: $12.72.

Laszlo Kelemen.— Part lot No. 11b, range IV, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being part of original lot number eleven letter B (Lot No. 11b) in the fourth range (Range IV) of the said township and measuring 50′ in width by 100′ in depth: bound in front to the east by the public road running from Lakefield to Lake Barron, in the rear to the west, north and south by other parts of lot No. 11b, without buildings. School taxes: $9.22.

Paul Lessard.— Lot No. 1a-353, 1a-354, range II, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being lot number three hundred and fifty-three of the official subdivision of original lot number one letter A (Lot No. 1a-353) and also lot number three hundred and fifty-four of the official subdivision of original lot number one letter A (Lot No. 1a-354) in the second range (Range II) of the said township, with house erected thereon. Municipal taxes: $41.95; school taxes: $53.57. Total: $95.52.

Rolf Litterer.— Part of lot No. 11b, range IV, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being part of original lot number eleven letter B (Part lot No. 11b) of the fourth range (Range IV) of the said township of Gore, with no building erected thereon and measuring 62′ along its northeast line, 141′ along its east line, 100′ along its southwest line, and 128′ along its northwest line, containing 10,596 square feet: bound on the northeast by a private road, on the east by a private road, southwest and northwest by other parts of lot No. 11b. School taxes: $10.56.

Charles E. Ménard.— Part of lot No. 9b, range II, township of Gore:

(1) A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being part of original lot number nine letter B (Part lot No. 9b) of the second range (Range II) with cottage erected thereon and measuring 50′ in north and south lines, 125′ in east and west lines: bound north by property of Ed. Lallement, west by right of way belonging to the vendor, south by the vendor, east by property of A. Tiplady.

(2) A second piece of land also being part of original lot number nine letter B (Part lot No. 9b) of the second range (Range II) measuring

mesurant 13′ sur la ligne nord, 45′ sur la ligne sud, 125′ sur les lignes est et ouest: borné à l'est par l'acheteur, à l'ouest par le chemin privé, au nord et au sud par le vendeur. Taxes scolaires: $77.41.

Léo Moreau.— Lot No 1a-389 et 1a-PNE. 390, rang II, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme étant le lot numéros trois cent quatre-vingt-neuf et partie nord-est trois cent quatre-vingt-dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro un lettre A (Lot No 1a-389 et lot No 1a-PNE. 390) du deuxième rang (Rang II) dudit canton, sans bâtisse. Taxes municipales: $4.19; taxes scolaires: $5.79. Total: $9.98.

José Marques.— Partie du lot No 11b, rang III, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme faisant partie du lot numéro onze lettre B (Partie lot No. 11b) du troisième rang (Rang III) dudit canton, sans bâtisse et mesurant 100′ par 100′: bornée en front à l'ouest par 11b-4 de la subdivision projeté, au nord par le chemin projeté à l'est par 11b-6 de la subdivision projetée, au sud par 11b-11 de la subdivision projetée. Taxes municipales: $4.19; taxes scolaires: $9.22. Total: $13.41.

George Mihalka.— Lot No 11b-20 partie du lot No 11b, rang IV, canton de Gore.

(1) Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme étant le lot originaire numéro vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze lettre B (Lot No 11b-20) du quatrième rang (Rang IV) dudit canton, avec maison dessus érigée et mesurant 50′ sur 100′.

2) Et aussi partie du lot numéro onze lettre B (Partie lot No 11b) du quatrième rang (Rang IV) dudit canton et mesurant 76′ sur la ligne nord-ouest, 118′ sur la ligne nord-est, 118′ sur la ligne sud-ouest, 100′ sur la ligne sud-est, avec une superficie de 10,300 pieds carrés: bornée au nord-ouest par un chemin privé, au nord-est par partie du lot No 11b, au sud-ouest par un chemin privé, au sud-est par partie du lot No 11b appartenant à Gerd Munchow, sans bâtisse. Taxes municipales: $77.24; taxes scolaires: $82.21. Total: $159.45.

Lajos Nagy.— Partie du lot No 11b, rang IV, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme étant une partie du lot numéro onze lettre B (Partie lot No 11b) du quatrième rang (Rang IV) dudit canton, avec maison dessus érigée et mesurant 125′ le long des lignes est et ouest et 75′ le long des lignes nord et sud: bornée à l'est par la rue ayant subdivision No 11b-58, au nord par la rue ayant subdivision No 11b-57, à l'ouest et au sud par d'autres parties du lot No 11b. Taxes scolaires: $68.54.

Frank Nagy.— Partie du lot No 11b, rang IV, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme étant une partie du lot numéro onze lettre B (Partie lot No 11b) du quatrième rang (Rang IV) dudit canton, avec

13′ at the north line, 45′ at the south line, 125′ at the east and west lines: bound on the east by the purchaser, west by the private road, north and south by the vendor. School taxes: $77.41.

Léo Moreau.— Lot No. 1a-389 and 1a-PNE. 390, range II, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being lot numbers three hundred and eighty-nine and part northeast three hundred and ninety of the official subdivision of original lot number one letter A (Lot No. 1a-389 and lot No. 1a-PNE. 390) in the second range (Range II) of the said township, with no building erected thereon. Municipal taxes: $4.19; school taxes: $5.79. Total: $9.98.

José Marques.— Part of lot No. 11b, range III, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being part of lot number eleven letter B (Part lot No. 11b) in the third range (Range III) of the said township, with no buildings thereon and measuring 100′ by 100′: bound in front to the west by 11b-4 of the proposed subdivision, north by the proposed road, east by 11b-6 of the proposed subdivision, south by 11b-11 of the proposed subdivision. Municipal taxes: $4.19; school taxes: $9.22. Total: $13.41.

George Mihalka.— Lot No. 11b-20, part of lot No. 11b, range IV, township of Gore.

(1) A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being lot number twenty of the official subdivision of original lot number eleven letter B (Lot No. 11b-20) in the fourth range (Range IV) of the said township, with house erected thereon and measuring 50′ by 100′;

(2) And also part of lot number eleven letter B (Part lot No. 11b) in the fourth range (Range IV) of the said township and measuring 76′ on the northwest line, 118′ on the northeast line, 118′ on the southwest line, 100′ on the southeast line, with an area of 10,300 square feet; bound on the northwest by a private road, on the northeast by part of lot No. 11b, southwest by a private road, southeast by part of lot No. 11b belonging to Gerd Munchow, without buildings thereon. Municipal taxes: $77.24; school taxes: $82.21. Total: $159.45.

Lajos Nagy.— Part of lot No. 11b, range IV, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being part of lot number eleven letter B (Part lot No. 11b) in the fourth range (Range IV) of the said township, with house erected thereon and measuring 125′ along the east and west lines and 75′ along the north and south lines: bound on the east by street having subdivision No. 11b-58, on the north by street having subdivision No. 11b-57, on the west and south by others parts of lot No. 11b. School taxes: $68.54.

Frank Nagy.— Part of lot No. 11b, range IV, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being part of lot number eleven letter B (Part lot No. 11b) in the fourth range (Range IV) of the said

maison dessus érigée et mesurant 65′ le long de la ligne nord, 54′ le long de la ligne sud-ouest, 125′ le long de la ligne nord-ouest et 163′ le long de la ligne sud-est: bornée au nord par un chemin privée, au sud-est par un autre chemin privé au sud-ouest et au nord-ouest par d'autres parties du lot No 11b appartenant au vendeur. Taxes scolaires: $7.67.

Emeric Papp.— Lot No 12a-36, rang IV, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec comme étant le numéro trente-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro douze lettre A (Lot No 12a-36) du quatrième rang (Rang IV) dudit canton avec une maison dessus érigée. Taxes municipales: $68.57; taxes scolaires: $74.25. Total: $142.82.

James L. Raymond.— Lot No 14a-40 et 14a-41, rang III, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme étant les lots numéros quarante et un et quarante de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatorze lettre A (Lot No 14a-40 et lot No 14a-41) du troisième rang (rang III) dudit canton, avec cottage dessus érigé. Taxes municipales: $7.88; taxes scolaires: $10.57. Total: $18.45.

Laurent Vincelette.— Partie du lot No 18b, rang VI, canton de Gore.

1) Un emplacement formant partie du lot No 18b du sixième rang du canton de Gore, comté d'Argenteuil, mesurant 200′ de largeur sur le chemin public, sur la profondeur du lot No 18b du chemin public à la ligne des Mille Iles: bornée au nord par la ligne des Mille Iles, à l'est par la ligne St-Coloban, au sud par le chemin public à l'ouest par partie du lot 18b, propriété de M. John Ward.

2) Un emplacement formant partie du lot No 18b dans le sixième rang du canton de Gore, comté d'Argenteuil, mesurant 200′ de largeur sur le chemin public sur la profondeur du lot No 18b du chemin public au sud au lot No 18a: bornée au nord par le chemin public, à l'est par la ligne St-Colomban, au sud par le lot No 18a, à l'ouest par partie du lot No 18b, moins un lot (approximativement ½ acre) vendu sous le numéro d'enregistrement 97926. Taxes scolaires: $25.57.

Guy Warren.— Lot No 17a-101, lot No 17a-102, rang II, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme étant les lots numéros cent un et cent deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro 17 lettre A (Lot No 17a-101, 17a-102) du deuxième rang (Rang II) dudit canton, avec cottage dessus érigé. Taxes scolaires: $35.40.

Mme H. Zeiger.— Lot No 8b-24, rang VI, canton de Gore. Un certain morceau de terrain connu et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, province de Québec, comme étant le lot numéro vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit lettre B (Lot No 8b-24) du sixième rang (Rang VI) dudit canton, avec bâtisses dessus érigées et contenant approximativement 14,335 pieds carrés de superficie. Taxes municipales: $41.47; taxes scolaires: $73.81. Total: $115.28.

township, with house erected thereon and measuring 65′ along the north line, 54′ along the southwest line, 125′ along the northwest line, and 163′ along the southeast line: bound on the north by a private road, on the southeast by another private road, on the southwest and northwest by other parts of lot No. 11b belonging to the vendor. School taxes: $7.67.

Emeric Papp.— Lot No. 12a-36, range IV, township of Gore.— A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being lot number thirty-six of the official subdivision of original lot number twelve letter A (Lot No. 12a-36) in the fourth range (Range IV) of the said township, with a house erected thereon. Municipal taxes: $68.57; School taxes: $74.25. Total: $142.82.

James L. Raymond.— Lot No. 14a-40 and 14a-41, range III, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being lot numbers forty-one and forty of the official subdivision of original lot number fourteen letter A (Lot No. 14a-40 and lot No. 14a-41) in the third range (Range III) of said township, with cottage erected thereon. Municipal taxes: $7.88; school taxes: $10.57. Total: $18.45.

Laurent Vincelette.— Part of lot No. 18b, range VI, township of Gore:

(1) An emplacement forming part of lot No. 18b in the sixth range of the township of Gore, county of Argenteuil, measuring 200′ in width on the public road, by the depth of lot No. 18b from the public road to the Mille Isles line: bound on the north by the Mille Isles line, east by the St. Colomban line, south by the public road, west by part of lot 18b property of Mr. John Ward.

(2) An emplacement forming part of lot No. 18b in the sixth range of the township of Gore, county of Argenteuil, measuring 200′ in width on the public road by the depth of lot No. 18b from the public road south to lot No. 18a: bound on the north by the public road, on the east by St. Colomban line, on the south by lot No. 18a, west by part of lot No. 18b, less one lot (appriximately ½ acre) sold under registration number 97926. School taxes: $25.57.

Guy Warren.— Lot No. 17a-101, lot No. 17a-102, range II, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being lot numbers one hundred and one, one hundred and two of the official subdivision of original lot number seventeen letter A (Lot No. 17a-101, 17a-102) in the second range (Range II) of the said township, with cottage erected thereon. School taxes: $35.40.

Mrs. H. Zeiger.—Lot No. 8b-24, range VI, township of Gore. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Gore, county of Argenteuil, Province of Quebec, as being lot number twenty-four on the official subdivision of original lot number eight letter B (Lot No. 8b-24) in the sixth range (Range VI) of the said township with buildings erected thereon and containing approximately 14,335 square feet, in area. Municipal taxes: $41.47; school taxes: $73.81. Total: $115.28.

Corporation municipale du canton de Montcalm

Dame Gabrielle Clément, épouse commune en biens de M. H. A. Millette, Lac des Seize Iles, P.Q.— Une ferme inhabitée, étant un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-six (26) du rang un (1), du canton de Montcalm, au cadastre dudit canton, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances; moins et à y distraire les emplacements vendus et appartenant aux personnes suivantes, savoir: M. Lebland de Brumath, Dame Alouisa Poirier McGoun, M. Paul Louis Faivre, représenté aujourd'hui par les Soeurs du Bon Pasteur, M. Henri Albert Millette, M. Aurel Perotte, M. Vital Cleroux, M. Lorenza Campagna et Jacques Tremblay. Taxes municipales: $25.87; frais: $8.20; taxes scolaires: $69.29. Total: $103.36.

Alice Mercier, St-Sauveur des Monts, Québec. — Partie du lot 13, rang 1, Un certain morceau de terrain ou emplacement mesurant un acre carré situé, sis et étant dans le canton de Montcalm, comté d'Argenteuil, province de Québec, formant et étant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Montcalm sous le numéro treize (13) du premier rang, et borné comme suit: en front à l'ouest par le chemin public, d'un côté au nord par la deuxième concession, en arrière à l'est et sur le dernier côté, au sud, par le résidu dudit lot numéro treize appartenant à Frank Thompson, avec bâtisses dessus érigées. Taxes municipales: $21.44; taxes scolaires: $7.60; frais: $8.20. Total: $37.24.

Henri Millette, Lac des Seize Iles, Québec.— Partie du lot 25, partie du lot 26, rang 1:

a) Le lot de terre numéro vingt-cinq (25) du rang un (1) du canton de Montcalm, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton Montcalm, sans bâtisse;

b) Et un lopin de terre faisant partie du lot numéro vingt-six (26) dudit rang un (1) du canton de Montcalm, aux mêmes plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Montcalm, mesurant cedit lopin de terre, cent pieds de largeur par cent pieds de profondeur, et borné en front au nord par le chemin public, et des trois côtés par le résidu dudit lot vingt-six appartenant au vendeur, la ligne ouest de ce terrain devant être à quatre cents pieds à l'est de la ligne divisant les lots vingt-cinq et vingt-six, avec une maison y érigée. Taxes municipales: $9.77; frais: $8.20. Total: $17.97.

M. Stanley Smith, a/s de M. Baker Smith, 6561, 19e Avenue, Rosemont, Québec.— Partie du lot 5, rang 1:

1) Un emplacement ou morceau de terrain mesurant deux cent vingt-cinq pieds de largeur et s'étendant en profondeur du chemin public à cet endroit communément connu comme étant le « Steep Rock », borné en front à l'ouest par le chemin public connu comme étant la route 31, d'un côté au nord, partiellement par la parcelle de terrain sur ledit lot numéro cinq (5) que le vendeur a cédée à Charles Morrison par un acte de vente enregistré sous le numéro 54674 et partiellement par la parcelle de terrain ci-dessous décrite, à l'arrière, à l'est par le « Steep Rock » précédemment mentionné, sur le dernier côté,

Municipal corporation of the township of Montcalm

Dame Gabrielle Clément, wife common as to property of Mr. H. A. Millette, Lac des Seize Iles, P.Q.— An uninhabited farm, being the lot of land known and designated as being lot number twenty-six (26) on range one (1), in the township of Montcalm, in the cadaster of said township, with the house thereon constructed, circumstances and dependencies; save and to be withdrawn therefrom are the emplacements which were sold and belong to the following persons, to wit: Mr. Leblanc de Brumath, Dame Alouisa Poirier McGoun, Mr. Paul Louis Faivre, now represented by the Good Shepherd Sisters, Mr. Henri Albert Millette, Mr. Aurel Perotte, Mr. Vital Cleroux, Mr. Lorenza Campagna and Jacques Tremblay. Municipal taxes: $25.87; costs: $8.20; school taxes: $69.29. Total: $103.36.

Alice Mercier, St-Sauveur des Monts, P.Q.— Part of lot 13, range 1. A certain parcel or emment of land measuring one square acre, situate, lying and being in the township of Montcalm, county of Argenteuil and Province of Quebec, forming and being a part of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township of Montcalm under number thirteen (13) in the first range, and bounded as follows: In front, to the west, by the public road; on one side, to the north, by the second concession, in the rear, to the east, and on the last side, to the south, by the remainder of the said lot number thirteen belonging to Frank Thompson with buildings erected thereon. Municipal taxes: $21.44; school taxes: $7.60; costs: $8.20. Total: $37.24.

Henri Millette, Lac des Seizes Iles, Québec.— Part of lot 25, part of lot 26, range 1:

(*a*) Lot of land number twenty-five (25) on range one (1) in the township of Montcalm, on the official plan and in the book of reference of the said township of Montcalm, without buildings;

(*b*) And a strip of land forming part of lot number twenty-six (26) on said range one (1) in the township of Montcalm, on the same official plan and in the same book of reference of the said township of Montcalm; this said strip of land measures one hundred feet in width by one hundred feet in depth, and is bounded in front, on the north, by the public road, and on the three sides by the remainder of said lot twenty-six belonging to the vendor. The west line of this terrain should be at a distance of four hundred feet to the east of the line dividing lots twenty-five and twenty-six; with a house thereon erected. Municipal taxes: $9.77; costs: $8.20. Total: $17.97.

Mr. Stanley Smith, c/o Mr. Baker Smith, 6561, 19th Ave., Rosemount, Que.— Part of lot 5, range 1:

(1) A parcel or emplacement of land measuring two hundred and twenty-five feet in width, and extending in depth from the public road to what is commonly known as the "Steep Rock", bounded in front, to the west by the public road known as route 31, on one side, to the north, partly by the parcel of land on said lot number (5) five which the vendor has sold to Charles Morrison by deed of sale registered under number 54674 and partly by the parcel of land next below described, in the rear, to the east, by the aforesaid steep rock, on the last side, to the south, by the parcel of land on said lot number

au sud, par la parcelle de terrain sur ledit lot numéro cinq que le vendeur a cédé à Mlle Doris A. Slater, par un acte de vente signé par ledit vendeur, le troisième jour de juin dernier (1944).

2) Un morceau ou emplacement de terrain mesurant cent pieds de largeur et s'étendant en profondeur au précédemment mentionné « Steep Rock »: borné à l'ouest par la parcelle de terrain ci-dessus mentionnée comme étant vendue à Charles A. Morrison d'un côté, au nord, par la parcelle de terrain sur ledit lot numéro cinq que le vendeur a cédé à Léonard Warrington par un acte de vente enregistré sous le numéro 552245, à l'arrière à l'est par le prédédemment mentionné « Steep Rock »; sur le dernier côté au sud par la parcelle de terrain ci-dessus décrite;

3) Un morceau de terrain ou emplacement mesurant deux cent vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, borné en front, à l'est par le chemin public ci-haut mentionné; d'un côté, au sud, par la parcelle de terrain ci-dessus mentionnée comme étant vendue à Mlle Doris A. Slater, en arrière à l'ouest par le morceau de terrain ci-dessus mentionné comme vendu à Léonard Warrington. Toutes les mesures présentement données sont des mesures anglaises et plus ou moins. Taxes municipales: $36.15; taxes scolaires: $46.75; frais: $9.20. Total: $92.10.

La corporation du canton de Chatham

George A. McAloney, R.R. 1, Grenville, Qué.— Un certain morceau de terrain situé à « Greece's Point », connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, comme étant le lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-douze (392-4) avec les bâtisses dessus érigées. Taxes municipales 1966 et arrérages: $29.57; taxes scolaires: $43.45. Total: $73.02.

Mme Philippe Larocque, R.R. 5, Lachute, Qué.— Une certaine partie de terrain situé dans la province de Québec, connu et désigné aux plans et livres de renvoi officiels du canton de Chatham, comme étant les lots numéros 741 et 744, avec les bâtisses dessus érigées. Taxes municipales 1966 et arrérages: $95.15; taxes scolaires: $205.74. Total: $300.89.

William James Haward, 4505, avenue Chamberland, Montréal, Qué.— Ces certains lots de terrain connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, comme étant les lots numéros 784, 785 et 786 cette portion du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, comme étant la partie ouest du lot numéro 783, contenant environ cent soixante acres: bornés au nord par le chemin public, au sud par un autre chemin public, à l'est par la portion est du lot 783 appartenant à Abraham Keatlie, et à l'ouest par le lot 784, avec toutes les bâtisses dessus érigées. Taxes municipales 1966 et arrérages: $170.75; taxes scolaires: $262.36. Total: $433.11.

Arès Inc., 8618 Ave. de L'Épée, Montréal, P.Q.— La moitié indivise d'une petite île située à l'extrémité sud-ouest de l'île Chat, connue et désignée comme étant une partie des lots numéros cent trente et un et cent trente-six (Partie 131 et 136) au plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, comté d'Argenteuil, bornée de toute part par la rivière du nord, et une partie du lot cent trente et un dudit canton connue

five which the vendor has sold to Miss Doris A. Slater by deed of sale signed by the said vendor on the third day of June last. (1944).

(2) A parcel or emplacement of land measuring one hundred feet in width, and extending in depth to the aforesaid steep rock, bounded to the west by the parcel of land above mentioned as sold to Charles A. Morrison on one side, to the north, by the parcel of land on the said lot number five which the vendor has sold to Leonard Warrington by deed of sale registered number 552245, in the rear to the east, by the aforesaid steep rock; on the last side, to the south, by the parcel of land above described.

(3) A parcel or emplacement of land measuring two hundred and twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, bounded in front, to the east, by the aforesaid public road; one one side, to the south, by the parcel of land above mentioned as sold to Miss Doris A. Slater; in the rear, to the west, by the parcel of land above mentioned as sold to Leonard Warrington all measures herein given are English measure and more or less. Municipal taxes: $36.15; school taxes: $46.75; costs: $9.20. Total: $92.10.

The corporation of the township of Chatham

George A. McAloney, R.R. 1, Grenville, Que.— A certain piece of land situate at Greece's Point, known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Chatham, as being the lot number four of the official subdivision of the original lot number three hundred and ninety-two (392-4) with the buildings thereon erected. Municipal taxes 1966 and arrears: $29.57; school taxes: $43.45. Total: $73.02.

Mrs. Philippe Laracques, R. R. 5, Lachute, Que.— A certain piece of land situated in the Province of Quebec, known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Chatham as being lots numbers 741 and 744; with the buildings thereon erected. Municipal taxes 1966 and arrears: $95.15; school taxes: $205.74. Total: $300.89.

William James Haward, 4505 Chamberland Ave., Montreal, Que.— That certain lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Chatham, as being the lots numbers 784, 785 and 786 that portion of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Chatham, as being the west part of the lot number 783, containing about one hundred and sixty acres; bounded north by the public road, south by another public road, east by the eastern portion of the lot 783 belonging to Abraham Keatlie: and west by the lot 784, with all buildings thereon erected. Municipal taxes 1966 and arrears: $170.75; school taxes: $262.36. Total: $433.11.

Arès Inc. 8618 Ave de L'Épée, Montreal, P.Q.— The undivided half of a small island situated at the southwest end of L'Ile Chat, known and designated as being a part of lots number one hundred and thirty-one and one hundred and thirty-six (P. 131 and 136) on the official plan and in the book of reference of the township of Chatham, county of Argenteuil, completely bounded by Rivière du Nord, and a

comme étant le lot numéro 141 sur un plan privé, avec droit de passage sur toute rue et pont pour donner accès au chemin public. Taxes municipales 1966 et arrérages: $25.53; taxes scolaires: $74.24. Total: $99.77.

Municipalité du canton des Mille Isles

Matthew & Goldsmith, 313, Blythwood Drive, Dollard des Ormeaux et Mme Alice Juneau, adresse inconnue.— Lot No partie de 89, Côte Ste-Angélique, rang sud-ouest. Un morceau de terrain connu et désigné comme formant partie du lot numéro quatre-vingt-neuf (Partie 89) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité des Mille Iles et portant le numéro 97 sur une subdivision projetée, plan préparé par J. P. Duhaime, en date du 26 août 1964, Nord-ouest, 98 pieds bornés par une rue existante. Nord-est 100 pieds bornés par une rue existante. Sud-est 94.2 pieds bornés par partie du lot 89, propriété de W. B. Underdown. Sud-ouest 100.4 pieds bornés par partie du lot numéro 89, propriété de Mme T. Lerner. Ledit immeuble sans bâtisses. Taxes municipales: $4.75; taxes scolaires: $7.10; frais: $3.98. Total: $15.83.

Succession de Kenneth MacAlpine, 11915, rue Depatie, Montréal 9, Qué. a/s de M. Malcolm MacAlpine, 11915, rue Dépatie, Montréal 9, Qué.— Lot No partie 189, rang Côte Ste-Marguerite, portion du lot No 189, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité des Mille Iles. Comprenant cent vingt et un pieds de front sur le lac Ivan, avec une profondeur de cent quarante-cinq pieds (145′) dont la limite nord-ouest sera un point, cent vingt pieds (120′) à l'est de la propriété présentement décrite appartenant à Frank Sydney Date; commençant à un point situé à une distance de trois cent soixante-dix-neuf (379.85′) mesurés sur un relèvement sud (S. 77°-51′ E.) de l'intersection de la ligne séparative entre les lots numéros 190 et 189 avec la grève sud du lac Ivan, laquelle intersection est située à une distance de (870-0′) de la ligne séparative entre les rangs Côte Ste-Angélique nord-est et Côte Ste-Marguerite. Relèvement sud (S. 72-32′ E) pour (123-5′). Relèvement nord (N. 5-48′ E) pour (164-0′); plus ou moins, à une intersection avec la grève sud du lac Ivan. Suivant ladite ligne de grève dans une direction ouest à un point distant (121-0′) mesuré à angles droits au cours dernièrement mentionné ci-dessus, de là au point de départ. Avec les bâtisses dessus érigées. Taxes municipales: $28.69; frais: $3.00. Total: $31.69.

Aurèle Allard, adresse inconnue.— Lot No 7-40, rang Côte St. Joseph Est. Avec bâtisse dessus érigée. Taxes municipales: $51.25; taxes scolaires: $26.82; frais: $4.16. Total: $82.23.

Allan Currie, adresse inconnue.— Lot No 7-164, rang Côte St. Joseph Est. Taxes municipales: $4.75; taxes scolaires: $3.93; frais: $2.48. Total: $11.16.

C. E. Templeton, adresse inconnue.— Lot No. 7-177, rang Côte St-Joseph Est. Taxes municipales: $4.75; taxes scolaires: $5.80; frais: $2.48. Total: $13.03.

Fernand Rodrigue, adresse inconnue.— Lot No 7, subdivisions Nos 57, 66, 166, rang Côte St-Joseph Est. Avec bâtisses dessus érigée. Taxes municipales: $18.13; taxes scolaires: $8.52; frais: $2.79. Total: $29.44.

part of lot one hundred and thirty-one in the said township, known as being lot number 141 on a private plan; with right of way on the entire street and on a bridge giving access to the public road. Municipal taxes 1966 and arrears: $25.53; school taxes: $74.24. Total: $99.77.

Municipality of the township of Mille Isles

Matthew & Goldsmith, 313 Blythwoo Drived Dollard des Ormeaux, and Mrs. Alice Juneau, address unknown.— Lot No. Part of 89, Côte St. Angelique southwest range. A piece of land known and designated as forming a part of lot number eighty-nine (Pt. 89) of the official plan and book of reference of the municipality of Mille Isles and bearing the number 97 on a proposed subdivision plan prepared by J. P. Duhaime dated August 26, 1964. Northwest 98 feet bounded by an existing street. Northeast 100 feet bounded by an existing street. Southeast 94.2 feet bounded by part of lot number 89, property of W. B. Underdown southwest 100.4 feet bounded by part of lot number 89, property of Mrs. T. Lerner. The said immoveable without buildings. Municipal taxes: $4.75; school taxes: $7.10; costs: $3.98. Total: $15.83.

Estate of Kenneth MacAlpine, 11915 Deparie St., Montreal 9, Que. c/o Mr. Malcolm MacAlpine, 11915 Depatie St., Montreal 9, Que.— Lot No. Part 189, range Côte Ste. Marguerite portion of lot No. 189, on the official plan and book of reference of the municipality of Mille Isles. Comprising of one hundred and twenty-one feet of lake front on Lake Ivan, with a depth of one hundred and forty-five feet (145′) the north western boundry whereof shall be a point, one hundred and twenty-feet (120′) east of the property presently owned by Frank Sydney Date; commencing at a point situated at a distance of three hundred and seventy-nine (379.85′) measured on a bearing south (S 77°-51′ E) from the intersection of the dividing line between lots number 190 and 189 with the southerly shore of Lake Ivan, which intersection is situated at a distance of (870-0′) from dividing-line between ranges Côte Ste. Angélique northeast and Côte Ste. Marguerite. Bearing south (S 72-32′ E) for (123-5′). Bearing north (N 5-48′ E) for (164-0′); more or less, to an intersection with the southerly shore of Lake Ivan theme. Following said shore line in a westerly direction to a point distant (121-0′) measured at right angles to the course last above mentioned, thence to a point of beginning. With buildings erected thereon. Municipal taxes: $28.69; costs: $3.00. Total $31.69.

Aurèle Allard, address unknown.— Lot No. 7-40, range Côte St. Joseph east. With building erected thereon. Municipal taxes: $51.25; school taxes: $26.82; costs: $4.16. Total $82.23.

Allan Currie, address unknown.— Lot No. 7-164, range Côte St. Joseph east. Municipal taxes: $4.75; school taxes: $3.93; costs: $2.48. Total: $11.16.

C. E. Templeton, address unknown.— Lot No. 7-177, range Côte St. Joseph east. Municipal taxes: $4.75; school taxes: $5.80; costs: $2.48. Total: $13.03.

Fernand Rodrigue, address unknown.— Lot No. 7, subdivisions No. 57, 66, 166, range Côte St. Joseph east. With building erected thereon. Municipal taxes: $18.13; school taxes: $8.52; costs: $2.79. Total $29.44.

Municipalité du canton de Wentworth Nord

J. Paul Boyard, 4239 rue St-Hubert, Montréal, Qué.— Lot No 29-307, rang 8. Taxes scolaires: $63.60.

Louise Lebel, re: Mme André Gauthier, 10652 Plaza, Montréal Nord, Qué.— Lot No 29-847, rang 8. Taxes scolaires: $4.85.

Mme Irène Robert, 8810 Verville, Montréal, Qué.— Lot No 29-137, rang 8. Taxes municipales: $16.10.

M. Adrien Gingras, 5910 Montmagny, Ville Émard, Montréal, Qué.— Lot No partie 29-837, rang 8. Taxes municipales: $4.12.

Succession Alice G. Noble a/s T. J. Goddard, 2700, 8e Ave., Shawinigan Sud, Qué.— Lot No 10-800, rang X. Taxes municipales: $5.11; taxes scolaires: $4.33. Total: $9.44.

Mme Eugènie Gagné, St-Michel de Wentworth, Québec.— Lot No partie 21, rang 1; lot No partie 21, rang 1; lot No partie 21, rang 1; lot No 22B, rang 5; lot No E. ½, 22, ¼, 23, rang 5. Taxes municipales: $252.40; taxes scolaires: $492.70. Total: $745.10.

Mme Élise Gagné Charlebois, St-Michel de Wentworth, Québec.— Lot No partie 22, rang 2. Taxes municipales: $12.74.

M. Raymond Gagné, St-Michel de Wentworth, Québec.— Lot No 17A, rang 1; lot No partie 22, rang 2. Taxes municipales: $22.28; taxes scolaires: $81.53. Total: $103.81.

E. N. Dixon, 8545 Champagne, Montréal, Qué.— Lot No 10-96, rang XI. Taxes municipales: $3.68; taxes scolaires: $3.98. Total: $7.66.

Adélard Gravel, 4401 Laval, Montréal, Qué.— Lot No 11B-1152 et 1175, rang X. Taxes municipales: $4.12; taxes scolaires: $2.91. Total: $7.03.

Peter W. Auger, 5327 Ave Patricia, Montréal, Qué.— Lot No 1A-9, rang XI. Taxes municipales: $30.19.

Dorille Racicot, 10150, 81e Ave., Rivière des Prairies, Qué.— Lot No 29-201, rang 8. Taxes municipales: $8.00; taxes scolaires: $11.58. Total: $19.58.

Maurice Lauzon, 11955 Grenet #1, Cartierville, Qué.— Lot No 29-1051, rang 8. Taxes municipales: $3.18; taxes scolaires: $8.75. Total: $11.93.

Jean Louis Lebrun, 370 St-Jean, Longueuil, Qué.— Lot No 29-959, rang 8. Taxes municipales: $6.43; taxes scolaires: $4.82. Total: $11.25.

Lionel Larouche, 4040 Cartier, Montréal, Qué.— Lot No partie 29-705, rang 8. Taxes municipales: $3.56; taxes scolaires: $5.82. Total: $9.38.

Mme J. Laporte, 3928A rue St-Hubert, Montréal, Qué.— Lot No partie 29-692, rang 8. Taxes municipales: $2.98; taxes scolaires: $3.65. Total: $6.63.

A. Larivière, 3319 Evelyn, Verdun, Qué.— Lot No 29-569, rang 8. Taxes municipales: $8.51.

Robert Lalonde, 5207 De Carignan, Montréal, Qué.— Lot No 29-702, rang 8. Taxes municipales: $3.07; taxes scolaires: $3.65. Total: $6.72.

Maurice Lacasse, 342 St. Ygnoce, Laprairie, Qué.— Lot No partie 29-429, rang 8. Taxes municipales: $4.60; taxes scolaires: $6.25. Total: $10.85.

Mme Hubert Lacombe, 2666 Cadillac, Montréal, Qué.— Lot No partie 29-692, rang 8. Taxes municipales: $2.98; taxes scolaires: $3.65. Total: $6.63.

Municipality of the township of Wentworth North

J. Paul Boyard, 4239, St. Hubert, St., Montreal, Que.— Lot No. 29-307, range 8. School taxes: $63.60.

Louise Lebel, Re: Mrs. André Gauthier, 10652 Plaza, Montreal North, Que.— Lot No. 29-947, range 8. School taxes: $4.85.

Mrs. Irène Robert, 8810 Verville, Montreal, Que.— Lot No. 29-137, range 8. Municipal taxes: $16.10.

Mr. Adrien Gingras, 5910 Montmagny, Ville Émard, Montreal, Que.— Lot No. part 29-837, range 8. Municipal taxes: $4.12.

Alice G. Noble Estate, c/o T. J. Goddard, 2700, 8th Ave., Shawinigan South, Que.— Lot No. 10-800, range X. Municipal taxes: $5.11; School taxes: $4.33. Total: $9.44.

Mrs. Eugènie Gagné, St. Michel de Wentworth, Quebec.— Lot No. part 21, range 1; lot No. part 21, range 1; lot No. part 21, range 1; lot No. 22B, range 5; lot No. E ½, 22, ¼, 23, range 5. Municipal taxes: $252.40; school taxes: $492.70. Total: $745.10.

Mrs. Élise Gagné Charlebois, St. Michel de Wentworth, Quebec.— Lot No. part 22, range 2. Municipal taxes: $12.74.

Mr. Raymond Gagné, St. Michel de Wentworth, Quebec.— Lot No. 17A, range 1; lot No. part 22, range 2. Muinicipal taxes: $22.28; school taxes: $81.53. Total: $103.81.

E. N. Dixon, 8545 Champagne, Montreal, Que.— Lot No. 10-96, range XI. Municipal taxes: $3.68; school taxes: $3.98. Total: $7.66.

Adélard Gravel, 4401 Laval, Montreal, Que.— Lot No. 11B-1152 and 1175, range X. Municipal taxes: $4.12; school taxes: $2.91. Total: $7.03.

Peter W. Auger, 5327 Patricia Ave., Montreal, Que.— Lot No. 1A-9, range XI. Municipal taxes: $30.19.

Dorille Racicot, 10150, 81st Ave., Rivière des Prairies, Que.— Lot No. 29-201, range 8. Municipal taxes: $8.00; school taxes: $11.58. Total: $19.58.

Maurice Lauzon, 11955 Grenet #1 Cartierville, Que.— Lot No. 29-1050, range 8. Municipal taxes: $3.18; school taxes: $8.75. Total: $11.93.

Jean-Louis Lebrun, 370 St. Jean, Longueuil, Que.— Lot No. 29-959, range 8. Municipal taxes: $6.43; school taxes: $4.82. Total $11.25.

Lionel Larouche, 4040 Cartier, Montreal, Que.— Lot No. part 29-705, range 8. Municipal taxes: $3.56; school taxes: $5.82. Total: $9.38.

Mrs. J. Laporte, 3928A St. Hubert Street, Montreal, Que.— Lot No. part 29-692, range 8. Municipal taxes: $2.98; school taxes: $3.65. Total: $6.63.

A. Larivière, 3319 Evelyn, Verdun, Que.— Lot No. 29-569, range 8. Municipal taxes: $8.51.

Robert Lalonde, 5207 De Carignan, Montreal, Que.— Lot No. 29-702, range 8. Municipal taxes: $3.07; school taxes: $3.65. Total: $6.72.

Maurice Lacasse, 342 St. Ygnoce, Laprairie, Que.— Lot No. P. 29-429, range 8. Municipal taxes: $4.60; school taxes: $6.25. Total: $10.85.

Mrs. Hubert Lacombe, 2666 Cadillac, Montreal, Que.— Lot No. part 29-692, range 8- Municipal taxes: $2.98; school taxes: $3.65. Total: $6.63.

Marcel Samson, 370C St-Martin, Montréal, Qué.— Lot No partie 29-329, rang 8. Taxes municipales: $12.20; taxes scolaires: $7.20. Total: $19.40.

M. Baron, 2640 Barclay #4 Montréal, Qué.— Lot No partie 29-701, rang 8. Taxes municipales: $3.62; taxes scolaires: $2.85. Total: $6.47.

Léo Grondin, 7953 rue Châteaubriand, Montréal, Qué.— Lot No 29-895, rang 8. Taxes municipales: $7.40; taxes scolaires: $14.25. Total: $21.65.

François Dufour, 4222 DeLanaudière, Montréal, Qué.— Lot No 29-69, rang 8. Taxes municipales: $3.62; taxes scolaires: $4.85. Total: $8.47.

Mme Jeanne Dajenais, 4917 Notre-Dame Ouest, Montreal, Qué.— Lot No 29-683, rang 8. Taxes municipales: $2.98; taxes scolaires: $3.60. Total: $6.58.

Mme Marie Anne Héroux Beaulieu, 10779 Tanguay, Montréal, Qué.— Lot No 29-827, rang 8. Taxes municipales: $5.93; taxes scolaires: $4.82. Total: $10.75.

Gérard Leigh, adresse inconnue.— Lot No 8-241-242, rang XI. Taxes municipales: $8.24.

Mlle E. Côté, 6365 rue Papineau, apt. 2, Montréal, Qué.— Lot No partie 29-334, rang 8. Taxes municipales: $2.98; taxes scolaires: $3.60. Total: $6.58.

Mme Eugène Gagnon, 2444 Manufactures, Montréal, Qué.— Lot No partie 29-702, rang 8. Taxes municipales: $2.98; taxes scolaires: $3.65. Total: $6.63.

Julien Bouchard, adresse inconnue.— Lot No 29-678; partie 29-679, rang 8. Taxes municipales: $9.89; taxes scolaires: $7.68. Total: $17.57.

Marcel Brossard, 3295 Rouen #8, Montréal, Qué.— Lot No partie 29-331, rang 8. Taxes municipales: $4.66; taxes scolaires: $4.82. Total: $9.48.

Howard Bernier, 136 Ave Hope, Hamilton, Ont.— Lot No 11A-938, rang X. Taxes municipales: $2.46.

J. R. Warth, 2625 rue Albert, Montreal, Qué. — Lot No 44, rang A4. Taxes municipales: $8.24.

Jean-Claude Boulanger, adresse inconnue.— Lot No. 49, rang A-4. Taxes municipales: $9.24; taxes scolaires: $18.08. Total: $27.32.

Royal Blanchard, Hôtel de Montfort, Montfort, Qué.— Lot No partie 7, 36, rang XI; lot No 6-10, 6-7, 6-8, 6-9, 6-24, 6-23, 6-22, 6-25, rang XI. Taxes municipales: $738.72; taxes scolaires: $408.00. Total: $1,146.72.

Paul-Émile L'écuyer, 1551 rue Tassé, St-Laurent, Qué.— Lot No partie 16, rang 2. Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth comme étant une partie du lot numéro seize dans le deuxième rang (Partie 16, rg II) mesurant quatre-vingts pieds (80′) sur tous les côtés; borné sur le coté nord par le vendeur, sur le côté sud par Léopold Séguin, sur le côté ouest par Dame Eugénie Millette et sur le côté est par un chemin privé. Sans bâtisse dessus érigée. Le tout mesure anglaise plus ou moins. Taxes municipales: $2.46.

Country Invesrment Inc., adresse inconnue.— Lot No partie 23B; partie 23-A, rang 4; Partie 23-A, rang 4; 24-A, rang 4; 23A sud, rang 4. Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth comme étant le lot numéro vingt-trois lettre A, vingt-trois lettre B, vingt-quatre lettre A dans le quatrième rang, avec toutes les bâtisses dessus érigées. Taxes municipales: $105.77.

Marcel Samson, 370C St. Martin, Montreal, Que.— Lot No. part 29-329, range 8. Municipal taxes: $12.20; school taxes: $7.20. Total: $19.40.

Mr. Baron, 2640 Barclay #4, Montreal, Que.— Lot No. part 29-701, range 8. Municipal taxes: $3.62; school taxes: $2.85. Total: $6.47.

Léo Grondin, 7952 Chateaubriand Street, Montreal, Que.— Lot No. 29-895, range 8. Municipal taxes: $7.40; school taxes: $14.25. Total: $21.65.

François Dufour, 4222 DeLanaudière, Montreal, Que.— Lot No. 29-69, range 8. Municipal taxes: $3.62; school taxes: $4.85. Total: $8.47.

Mrs. Jeanne Dajenais, 4917 Notre-Dame West, Montreal, Que.— Lot No. 29-683, range 8. Municipal taxes: $2.98; school taxes: $3.60. Total: $6.58.

Mrs. Marie Anne Héroux Beaulieu, 10779 Tanguay, Montreal, Que.— Lot No. 29-827, range 8. Municipal taxes: $5.93; school taxes: $4.82. Total: $10.75.

Gérard Leigh, address unknown.— Lot No 8-241-242, range XI. Municipal taxes: $8.24.

Miss E. Côté, 6365 Papineau Street, Apt. 2, Montreal, Que.— Lot No. part 29-334, range 8. Municipal taxes: $2.98; school taxes: $3.60. Total: $6.58.

Mrs. Eugène Gagnon, 2444 Manufactures, Montreal, Que.— Lot No. part 29-702, range 8. Municipal taxes: $2.98; school taxes: $3.65. Total: $6.63.

Julien Bouchard, address unknown.— Lot No. 29-678; part 29-679, range 8. Municipal taxes: $9.89; school taxes: $7.68. Total: $17.57.

Marcel Brossard, 3295 Rouen #8, Montreal, Que.— Lot No. part 29-331, range 8. Municipal taxes: $4.66; school taxes: $4.82. Total: $9.48.

Howard Bernier, 136 Hope Ave., Hamilton, Ont.— Lot No. 11A-938, range X. Municipal taxes: $2.46.

J. R. Warth, 2625 Albert Street, Montreal, Que.— Lot No. 44, range A4. Municipal taxes: $8.24.

Jean-Claude Boulanger, address unknown.— Lot No. 49, range A-4. Municipal taxes: $9.24; school taxes: $18.08. Total: $27.32.

Royal Blanchard, Hotel de Montfort, Montfort, Que.— Lot No. Part 7, 36, range XI; lot No. 6-10, 6-7, 6-8, 6-9, 6-24, 6-23, 6-22, 6-25, range XI. Municipal taxes: $738.72; school taxes: $408.00. Total: $1,146.72.

Paul-Émile L'écuyer, 1551 Tassé Street, St. Laurent, Que.— Lot No. part 16, range 2. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth as being part of lot number sixteen in the second range (Pt. 16 R. 11) measuring eighty feet (80′) on all sides: bounded on the north side by the vendor, on the south side by Léopold Séguin, on the west side by Dame Eugénie Millette and on the east side by a private road. With no building thereon erected. The whole English measure more or less. Municipal taxes: $2.46.

Country Investments Inc., address unknown.— Lot No. part 23B, part 23A, range 4; part 23A, range 4; 24A, range 4; 23A south, range 4. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth as being the lot number twenty-three letter A, twenty-three letter B, twenty-four letter A in the fourth range, with all the buildings thereon erected. Municipal taxes: $105.77.

Jacob Arangash, adresse inconnue.— Lots No partie 20, rang 9. Un immeuble situé à Laurel, comté d'Argenteuil, pris du lot numéro vingt dans le rang neuf (Partie 20, rg IX) du cadastre officiel du canton de Wentworth. Cet immeuble mesure cent pieds (100′) le long du lac par cent cinquante pieds (150′) de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans bâtisse. Cet immeuble est borné comme suit: vers l'ouest par Grand Lac Noir; vers l'est par un chemin privé, propriété du vendeur; vers le sud par une autre partie du lot No 20, rang IX, propriété du vendeur; et vers le nord par une autre partie du lot No 20, rang IX, propriété de

La ligne sud de l'immeuble présentement vendu est parallèle et située à une distance de cent dix pieds (110′) de la ligne nord de l'immeuble appartenant à André Pierre par acte enregistré au Bureau d'Enregistrement du comté d'Argenteuil sous le numéro 84378. Tel que le tout est désigné par des poteaux en fer plantés dans la terre et endroit connu et accepté par les parties comme étant les limites de la propriétés présentement vendu. Taxes municipales: $12.00; taxes scolaires: $18.62. Total: $30.69.

Mme Eugène Gagné, St-Michel de Wentworth, Québec.— Lot No partie 21, rang 2; lot No partie 21B, rang 2. Taxes municipales: $123.31; taxes scolaires: $206.89. Total: $330.20.

Mme Gaston Maurice Raymond Gagné, St-Michel de Wentworth, Québec.— Lot No 27A, rang 8. Taxes municipales: $10.19.

Gaston Gagné, St-Michel de Wentworth, Québec.— Lot No partie 21, rang 1. Taxes municipales: $5.11.

Municipalité du Lac des Seize Iles

Fernand Grenier, 465 rue Bédard, Ville Lasalle, Qué.— Cet emplacement est une partie de la subdivision numéro vingt-neuf (Partie 29) du lot numéro vingt-quatre C (24C) dans le rang neuf (9) du canton de Wentworth; mesurant quarante-huit pieds et vingt-cinq centièmes de pieds de largeur en front au sud-est et quarante-six pieds, et environ dix-huit pieds de largeur en arrière en une ligne brisée au sud-ouest; environ cent soixante-quinze pieds de profondeur en son côté nord-ouest et cent trente pieds et huit dixièmes de pied en son côté sud-est, mesure anglaise et plus ou moins, et borné cette dite partie en front au nord-est par une rue (24C-19), en arrière au sud-ouest par le lot (24C-42) et par partie du lot (24C-39) dit rang, dit canton, dit cadastre en son côté nord-ouest par le résidu dudit lot et du côté sud-est par le lot (24C-28) dit rang, dit canton, dit cadastre. Taxes municipales: $1.00; taxes scolaires: $4.47. Total: $5.47.

Roméo Millette, Lac ces Seize Iles, Argenteuil, Qué.— Lot No 36, rang 2, canton de Montcalm. Un emplacement connu et désigné comme étant partie du lot numéro trente-six A (Partie No 36A) dans le deuxième rang du canton de Montcalm aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton dans le comté d'Argenteuil; mesurant cent pieds (100′) de largeur sur cent pieds (100′) de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front vers l'est par le chemin public et de tous les autres côtés par le résidu dudit lot No 36A demeurant la propriété de la venderesse; le coin nord-est de l'emplacement présentement vendu se trouve situé sur le chemin public à une distance de huit cent dix-neuf pieds et six

Jacob Arangasch, address unknown.— Lot No. part 20, range 9. An immoveable situated at Laurel county of Argenteuil, taken from the lot number twenty in the ninth range (Pt. 20, R. IX) of the official cadastre of the township of Wentworth. This immoveable measures one hundred feet (100′) along the lake by one hundred and fifty feet (150′) in depth, English measure, more or less, without building. This immoveable is bounded as follows: toward the west by Grand Lac Noir; toward the east by a private road, the property of the vendor, toward the south by another part of lot No. 20, range IX, the property of the vendor; and toward the north by another part of lot No. 20, range IX, the property of

The south line of the immoveable presently sold is parallel to and situated at a distance of one hundred and ten feet (110′) from the north line of the immoveable belonging to André Pierre by deed registered at the registry office for the county of Argenteuil under number 84378. As the whole is designated by iron posts in the ground and whereof the parties declare to know and accept as being the boundaries of property hereby sold. Municipal taxes: $12.00; school taxes: $18.62. Total: $30.62.

Mrs. Eugène Gagné, St. Michel de Wentworth, Quebec.— Lot No. part 21, range 2; lot No. part 21B, range 2. Municipal taxes: $123.31; school taxes: $206.89. Total: $330.20.

Mrs. Gaston Maurice Raymond Gagné, St. Michel de Wentworth, Quebec.— Lot No. 27A, range 8. Municipal taxes: $10.19.

Gaston Gagné, St. Michel de Wentworth, Quebec.— Lot No. part. 21 range 1. Municipal taxes: $5.11.

Municipality of Sixteen Island Lake

Fernand Grenier, 465 Bédard Street, Ville Lasalle, Que.— This emplacement is a part of subdivision number twenty-nine (P. 29) of lot number twenty-four C (24C) on range nine (9), township of Wentworth; it measures forty-eight and twenty-five hundredths feet in width, in front on the southeast, by forty-six feet and approximately eighteen feet in width in the rear on a broken line to the south-west, approximately one hundred and seventy-five feet in depth on its northwest side and one hundred and thirty and eight-tenths feet on its southeast side, English measure and more or less, and is bounded, the said part, in front, on the northeast, by a street (24C-19), in the rear, on the southwest, by lot (24C-42), and by part of lot (24C-39), said range, said township, said cadaster, on its northwest side by the remainder of the said lot and on the southeast side by lot (24C-28), said range, said township, said cadaster. Municipal taxes: $1.00; school taxes: $4.47. Total: $5.47.

Roméo Millette, Lac des Seize Iles, Argenteuil, Que.— Lot No. 36, range 2, township of Montcalm. An emplacement known and designated as being part of lot number thirty-six A (Pt. No. 36A) on the second range in the township of Montcalm, on the official plan and in the book of reference of the said township in the county of Argenteuil, measuring one hundred feet (100′) in width by one hundred feet (100′) in depth, more or less, English measure, bounded in front, on the east, by the public road, and on all the other sides by the remainder of said lot No. 36A remaining the property of the vendor; the northeast corner of the emplacement presently sold is situated on the public road at a

pouces (819'6") au nord du coin nord-ouest de l'emplacement de M. Roland McSween, cette distance se trouvant mesuré le long et du côté ouest du chemin public. Taxes municipales: $77.90; taxes scolaires: $148.56. Total: $226.46.

Edmond Lamont, Lac des Seize Iles, Argenteuil, Qué.— Lot No 34, rang 1, canton de Montcalm. Un lopin de terre connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-quatre dans le premier rang du canton de Montcalm aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Montcalm dans le comté d'Argenteuil: borné comme suit: en front vers le nord par le chemin public; d'un côté vers l'est par partie dudit lot No 34 appartenant à M. R. Labrosse; en arrière au sud par une autre partie dudit lot No 34 appartenant à M. Damien Chartier; et de l'autre côté vers l'ouest par le lot No 33 dudit premier rang de Montcalm. Taxes municipales: $60.15; taxes scolaires: $81.42. Total: $141.57.

Rina Viale Polchi, 1155 rue Everette, Montréal, Qué.— Cette propriété est la subdivision numéro trente-huit (38) du lot numéro vingt-quatre C (24C) dans le rang neuf (9) du canton de Wentworth. Taxes municipales: $3.30; taxes scolaires: $2.38. Total: $5.68.

Corporation municipale de la paroisse de St-Jérusalem

Arès Incorporated, 8618 d'Épée, Montréal' Qué.— Lot No parties 1869, 1894.

1) Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, comme étant toute la partie d'icelui qui se trouve à l'est du chemin public sur la moitié nord du lot numéro mille huit cent soixante-neuf (1869).

2) Un autre terrain connu et désigné sous le numéro mille huit cent quatre-vingt-quatorze (1894) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil. Sans bâtisse dessus construite. Taxes scolaires: $80.60; taxes municipales: $22.20; intérêt et avis: $3.00. Total: $105.80.

Ernest Gagné, 161 rue Elizabeth, Lachute, Qué.— 1978-partie 27; 1405-partie 230 et partie 231. Partie de la subdivision 27 du lot 1978, et partie des subdivisions 230 et 231 du lot 1405 de St-Jérusalem d'Argenteuil, au coin des rues Catherine et Mary, contenant une superficie approximative de 7,150 pieds carrés, mesure anglaise, sans bâtisse. Taxes municipales: $148.10; intérêt et avis: $9.00. Total: $157.10.

Vital Sabourin, 240 rue Daniel, Lachute, Qué. — Lot No 1405-238. Subdivision 238 du lot numéro 1405 de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil sur la rue Daniel, avec bâtisses dessus construites. Taxes scolaires: $169.24; taxes municipales: $320.05; intérêt et avis: $16.05. Total: $505.34.

Jacques Provost, 273 rue Elizabeth, Lachute, Qué.— Lot No 696-190, partie 189. Subdivision 190 et la moitié nord de la subdivision 189 (½ N. 189) du lot 696 de la paroisse de St-Jérusalem sur la rue Elizabeth, avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: $505.35; intérêt et avis: $27.35. Total: $532.70.

distance of eight hundred and nineteen feet and six inches (819'6") north of the northwest corner of the emplacement belonging to Mr. Roland McSween; this distance was measured along the west side of the public road. Municipal taxes: $77.90; school taxes: $148.56. Total: $226.46.

Edmond Lamont, Lac des Seize Iles, Argenteuil, Que.— Lot No. 34, range 1, township of Montcalm. A strip of land known and designated as forming part of lot number thirty-four on range one in the township of Montcalm on the official plan and in the book of reference of the said township of Montcalm in the county of Argenteuil, and bounded as follows: in front, on the north, by the public road, on one side, on the east, by part of said lot No. 34 belonging to Mr. R. Labrosse, in the rear, on the south, by another part of said lot No. 34, belonging to Mr. Damien Chartier, and on the other side, on the west, by lot No. 33 on said first range in Montcalm. Municipal taxes: $60.15; school taxes: $81.42. Total: $141.57.

Rina Viale Polchi, 1155 Everette Street, Montreal, Que.— This property is subdivision number thirty-eight (38) of lot number twenty-four C (24C) on range nine (9) in the township of Wentworth. Municipal taxes: $3.30; school taxes: $2.38. Total: $5.68.

Municipal corporation of the parish of St. Jerusalem

Acès Incorporated, 8618 d'Épée, Montréal, Qué.— Lot No. part 1869, 1894:

(1) A certain piece of land known and designated on the plan and in the official book of reference of the parish of St. Jerusalem d'Argenteuil, as being the entire part of the same situated east of the public road on the north half of lot number one thousand eight hundred and sixty-nine (1869).

(2) Another lot of land known and designated under number one thousand eight hundred and ninety-four (1894) on the official plan and in the book of reference of the said parish of St. Jerusalem d'Argenteuil. Without the building thereon constructed. School taxes: $80.60; municipal taxes: $22.20; interest and notice: $3.00. Total: $105.80.

Ernest Gagné, 161 Elizabeth Street, Lachute, Que.— 1978-part 27; 1405-part 230 and part 231. Part of subdivision 27 of lot 1978, and part of subdivisions 230 and 231 of lot 1405 of St. Jerusalem d'Argenteuil, on the corner of Catherine and Mary Sts, containing in area approximately 7,150 square feet English measure, without buildings. Municipal taxes: $148.10; interest and notices: $9.00. Total: $157.10.

Vital Sabourin, 240 Daniel Street, Lachute, Que.— Lot No. 1405-238. Subdivision 238 of the lot number 1405 of the parish of St. Jerusalem d'Argenteuil on Daniel Street, with buildings erected thereon. School taxes: $169.24; municipal taxes: $320.05; interest and notices: $16.05. Total: $505.34.

Jacques Provost, 273 Elizabeth Street, Lachute, Que.— Lot No. 696-190, part 189. Subdivision 190 and the north half of subdivision 189 (½ N. 189) of lot 696 of the parish of St. Jerusalem on Elizabeth Street, with buildings thereon erected. Municipal taxes: $505.35; interest and notices: $27.35. Total: $532.70.

Marcel Desjardins, R.R. 2, Lachute, Qué.— Lot No partie 1412. Un certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil comme formant partie du lot numéro quatorze cent douze (Partie 1412) mesurant cent pieds de front par toute la profondeur qu'il y a entre le chemin public qui borne ledit emplacement à l'ouest, et le lot 1402 qui le borne en arrière à l'est; borné au nord par la succession Marc Demerse et au sud par un morceau vendu à Léo-Paul Legault par acte passé devant Me Simon Valois, notaire, le 11 mars 1950, ou représentants. Avec toutes les bâtisses y érigées. Taxes municipales: $47.40; intérêt et avis: $3.88. Total: $51.28.

André Carufel, St. Andrews Est, Québec.— Lot No partie 1412. Un certain morceau de terre situé sur le côté est du nouveau tracé de la route provinciale le numéro 31, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil comme formant partie du lot numéro mille quatre cent douze (Partie 1412), mesurant cent pieds de largeur du nord au sud par une profondeur de deux cents pieds (100′ x 200′) de l'est à l'ouest: borné à l'ouest par ladite route, et sur les trois autres côtés par le résidu du terrain du vendeur. La ligne nord dudit emplacement est située à une distance de cent pieds au sud de cette partie dudit lot vendue à T. McOuat & Son Limited par acte enregistré sous le numéro 72573. Sans bâtisse et en mesure anglaise. Taxes municipales: $3.70; intérêt et avis: $1.77. Total: $5.47.

Eugène St. Hilaire, 977 rue St-Jacques Ouest, Montréal, Qué.— Lot No partie 1892. Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil comme étant uee partie du lot numéro mille huit cent quatre-vingt-douze (Partie 1892), mesurant cent pieds de largeur par une profondeur de cent cinquante pieds (100′ x 150′); borné au nord et à l'est par le résidu du même lot appartenant au vendeur, au sud par la propriété de M. Jean Landry acquise par acte enregistré sous le numéro 86489, et à l'ouest par le chemin public; sans bâtisses. Taxes municipales: $3.70; intérêt et avis: $1.77. Total: $5.47.

Claude Turcotte, 138-B rue Turgeon, Ste-Thérèse, Qué.— Lot partie 1895. Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot mille huit cent quatre-vingt-quinze (Lot 1895), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil; mesurant cinq cent soixante et un pieds et six dixièmes de pied (561.6) de largeur par toute la profondeur dudit lot contenant deux mille sept, cent soixante-seize pieds, mesure anglaise, plus ou moins et borné comme suit: à l'est par partie du lot mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf; au sud par partie dudit lot mille huit cent quatre-vingt-quinze appartenant à Rolland et Philippe Paquette, à l'ouest par partie du lot mille huit cent soixante et au nord par le lot mille huit cent quatre-vingt-quatorze avec la bâtisse y érigée. Taxes municipales: $18.63; intérêt et avis: $2.90. Total: $21.53.

Gilles Campeau, 463 rue Catherine, Lachute, Qué.— Lot No 696-43 et 696-partie 44. Subdivision 43 du lot 696 et la moitié nord de la subdi-

Marcel Desjardins, R. R. 2, Lachute, Que.— Lot No. part 1412. A certain emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Jerusalem d'Argenteuil, as forming part of lot number one thousand four hundred and twelve (P. 1412) measuring one hundred feet in front by the entire depth between the public road which bounds the said emplacement on the west, and lot 1402 which bounds it in the rear, on the east, bounded on the north by the estate of Marc Demerse and on the south by a piece sold to Léo-Paul Legault by a deed passed by Me Simon Valois, notary, on March 11, 1950, or representatives. With all the buildings thereon erected. Municipal taxes: $47.40; interest and notice: $3.88. Total: $51.28.

André Carufel, St. Andrew East, Quebec.— Lot No. part 1412. A certain piece of land situated on the east side of the new lay out of provincial highway number 31, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Jerusalem d'Argenteuil as forming part of lot number one thousand four hundred and twelve (P. 1412), measuring one hundred feet in width from north to south by a depth of two hundred feet (100′ x 200′) from east to west, bounded on the west by the said highway, and on the three other sides by the remainder of the vendor's land. The north line of the said emplacement is situated at a distance of one hundred feet south of said part of the said lot sold to T. McOuat & Son Limited by a deed registered under number 72573. Without buildings and in English measure. Municipal taxes: $3.70; interest and notices: $1.77. Total: $5.47.

Eugène St-Hilaire, 977 St-Jacques Street West, Montreal, Que.— Lot No. part 1892. A certain piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Jerusalem d'Argenteuil as being a part of lot number one thousand eight hundred and ninety-two (P. 1892), measuring one hundred feet in width by a depth of one hundred and fifty feet (100′ x 150′), bounded on the north and on the east by the remainder of the same lot belonging to the vendor, on the south by the property belonging to Mr. Jean Landry, acquired by deed registered under number 86489, and on the west by the public road; without buildings. Municipal taxes: $3.70; interest and notices: $1.77. Total: $5.47.

Claude Turcotte, 138-B. Turgeon Street, Ste-Thérèse, Que.— Lot part 1895. An emplacement known and designated as being a part of lot one thousand eight hundred and ninety-five (lot 1895), on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Jerusalem d'Argenteuil, measuring five hundred and sixty-one and six-tenths feet (561.6) in width by the entire depth of the said lot which is two thousand seven hundred and seventy-six feet, English measure, more or less, and bounded as follows: on the east by part of lot one thousand eight hundred and ninety-nine, on the south by part of said lot one thousand eight hundred and ninety-five belonging to Rolland and Philippe Paquette, on the west by part of lot one thousand eight hundred and sixty and on the north by lot one thousand eight hundred and ninety-four; with the building thereon erected. Municipal taxes: $18.63; interest and notices: $2.90. Total: $21.53.

Gilles Campeau, 463 Catherine Street, Lachute, Que.— Lot No. 696-43 and 696-part 44. Subdivision 43 of lot 696 and the north half of

vision 44 du lot 696; le tout contenant en superficie 8,250 pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins vis-à-vis la rue Mitchell; sans bâtisse. Taxes municipales: $139.50; intérêt et avis: $7.00. Total: $146.50.

G.-F. Béliveau, 32 des Patriotes, Ste-Rose, Qué.— Lot No 695-21, subdivision No 21 du lot No 695, sur la rue Mitchell de forme irrégulière et contenant en superficie 11,490 pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins; sans bâtisse. Taxes scolaires: $17.36; taxes municipales: $97.60; intérêt et avis: $4.20. Total: $119.16.

G. DeBellefeuille, 244 chemin Bethany, Lachute, Qué.— Partie du lot No 697, de forme irrégulière, vis-à-vis le chemin Bethany: bornée au sud par la ligne du lot originaire No 696, bornée à l'ouest par la rue Mitchell et au nord par les subdivisions 58 et 56 du lot No 697; avec bâtisses dessus érigées. Taxes municipales: $971.30; intérêts et avis: $77.55. Total: $1,048.85.

Thomas Braney, 240 rue Holt, Lachute, Qué.— Lot No 1405-183. Subdivision 183 du lot 1405 de St-Jérusalem d'Argenteuil, sur la rue Holt, avec bâtisses dessus érigées. Taxes municipales: $295.65; intérêt et avis: $13.70. Total: $309.35.

Corporation municipale du village de Brownsburg

V. G. Bellingham, Brownsburg, Qué.— Lot numéro 753-9, rang 7. Borné au nord par Clarence Dixon, à l'est par M. Lafleur, au sud par Gilbert Wilson, à l'ouest, par l'avenue Maple. Taxes municipales: $70.32; frais: $1.00. Total: $71.32.

Jean-Jacques Monette, Brownsburg, Qué.— Lot No partie 819, rang 8. Au nord par la rue St-Antoine; à l'est par Harold Campbell, au sud par Roger Bossé, à l'ouest par Théodore Farmer. Taxes municipales: $90.90; taxes scolaires: $87.75; frais: $1.00. Total: $179.65.

Pierre St-Denis, Brownsburg, Qué.—Lot No 818-1, rang 8. Borné au nord par Lauréat Ouellette, à l'est par C.I.L., au sud par une ruelle privée, à l'ouest par Oswald Neveu. Taxes municipales: $26.55; taxes scolaires: $171.32; frais: $1.00. Total: $198.87.

Alexandre Mason, Brownsburg, Qué.— Lot No 814-28, rang 8. Borné au nord par Cedric Wheeler, à l'ouest par Cedric Wheeler, au sud par W. J. Cumbers, à l'ouest par la rue Oak. Taxes municipales: $26.55; frais: $1.00. Total: $27.55.

Corporation municipale du canton de Huberdeau

E.-R. Brosseau, Huburdeau, Qué.— Un morceau de terre connu et désigné sous le numéro trente (30) rang quatre (4), du canton d'Arundel contenant cent acres (100 acres). Ledit acte est de plus fait des droits et prétentions que le vendeur prétend posséder sur la partie nord du lot numéro trente et un (31) dudit rang quatre (4) du canton susmentionné d'Arundel. Taxes municipales: $9.32; frais: $5.00. Total: $14.32.

Holiday Dev. Corp., adresse inconnue.

1) La moitié sud du lot onze (S. ½ 11) dans le neuvième rang du canton d'Harrington dans le comté d'Argenteuil susdit, telle que décrite dans l'arpentage primitif, mais maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton comme lots onze B et onze C (11B et 11C) dans ledit neuvième rang. » Sujet au droit de Dame

subdivision 44 of lot 696; all containing in area 8,250 square feet English measure more or less facing on Mitchell Street. Without buildings. Municipal taxes: $139.50; interest and notices: $7.00. Total: $146.50.

G. F. Béliveau, 32 des Patriotes, Ste. Rose, Que.— Lot No. 695-21. Subdivision No. 21 of lot No. 695, on Mitchell Street of irregular figure and containing in area 11,490 square feet, English measure more or less; without buildings. School taxes: $17.36; municipal taxes: $97.60; interest and notices: $4.20. Total: $119.16.

G. DeBellefeuille, 244 Bethany Road, Lachute, Que.— Part of lot No. 697, of irregular figure, facing on Bethany Road: bounded on the south by the line of the original lot No. 696, bounded west by Mitchell Street and north by subdivisions 58 and 56 of the lot No. 697; with buildings thereon erected. Municipal taxes: $971.30; interest and notices: $77.55. Total: $1,048.85.

Thomas Braney, 240 Holt Street, Lachute, Que.— Lot No. 1405-183. Subdivision 183 of lot 1405 of St. Jerusalem d'Argenteuil, on Holt Street, with buildings thereon erected. Municipal taxes: $295.65; interest and notices: $13.70. Total: $309.35.

Municipal corporation of the Village of Brownsburg

V. G. Bellingham, Brownsburg, Que.— Lot number 753-9, range 7: bounded to the north by Clarence Dixon, to the east by M. Lafleur, to the south by Gilbert Wilson, to the west, by Maple Ave. Municipal taxes: $70.32; costs: $1.00. Total: $71.32.

Jean-Jacques Monette, Brownsburg, Que.— Lot No. part 819, range 8. North by St. Antoine Street, to the east by Harold Campbell, to the south by Roger Bossé, to the west by Théodore Farmer. Municipal taxes: $90.90; school taxes: $87.75; costs: $1.00. Total: $179.65.

Pierre St. Denis, Brownsburg, Que.— Lot No. 818-1, range 8: bounded to the north by Laurent Ouellette, to the east by C. I. L., to the south by private lane, to the west by Oswald Neveu. Municipal taxes: $26.55; school taxes: $171.32; costs: $1.00. Total: $198.87.

Alexander Mason, Brownsburg, Que.— Lot No. 814-28, range 8: bounded to the north by Cedric Wheeler, to the west by Cedric Wheeler, to the south by W. J. Cumbers, to the west by Oak Street. Municipal taxes: $26.55; costs: $1.00. Total: $27.55.

Municipal corporation of the township of Huberdeau

E.-R. Brosseau, Huberdeau, Que.— A parcel of land known and designated under number thirty (30) range four (4), of the township of Arundel containing one hundred acres (100 acres.) The said deed is furthermore made of the rights and pretentions that the vendor pretends to own on the north part of lot number thirty-one (31) of said range four (4) of aforesaid township of Arundel. Municipal taxes: $9.32; costs: $5.00. Total: $14.32.

Holiday Dev. Corp., address unknown.—

(1) The south half of lot eleven (S. ½ 11) in the ninth range of the township of Harrington in the county of Argenteuil aforesaid as described in the privitive survey, but now known on the official plan and book of reference of the said township as lots eleven B and eleven C (11B and 11C) in the said ninth range. "Subject to

Sarah Evelyn Thompson veuve de feu William Davis de couper le bois vendable du côté nord-est du Lac Green pour une période de cinq ans finissant le vingt-huitième jour d'octobre dix-neuf cent quarante-cinq, lequel droit est plus amplement décrit dans l'acte de vente par ladite Dame Sarah Evelyn Thompson aux exécuteurs et syndics de la succession dudit feu Honorable Richard Smeaton White exécuté devant R. H. Bridgman, notaire, le vingt-huitième jour d'octobre dix-neuf cent quarante enregistré audit Bureau d'Enregistrement sous le numéro 52749 ».

2) Un morceau de terre contenant cent vingt-six acres plus ou moins étant la moitié nord du lot onze (N. ½ 11) dans le huitième rang des plan et livre de renvoi officiels dudit canton d'Harrington, déduction faite de la section du Lac Green comprise dans les limites de ladite moitié nord du lot correspondant au cadastre onze A dans le huitième rang; sujet à la réserve d'une lisière de terre trente pieds de largeur plus ou moins à des fins de routes et donnant accès au Lac Green. Ledit morceau de terre est décrit dans des lettres patentes de la province de Québec en date du vingt-sixième jour de juin dix-neuf cent trente au livre 169, folio 376, enregistré audit Bureau d'Enregistrement sous le numéro 49495. Taxes scolaires catholiques: $105.30; taxes scolaires protestantes: $7.60; frais: $5.00. Total: $117.90.

Municipalité du village de Carillon

Yves et René Gagnon.— Partie du lot No 1, village de Carillon, canton de Chatham. Un certain emplacement connu et désigné aux plans et livres du renvoi officiels du canton de Chatham comme faisant partie du lot un (Partie 1) mesurant trente-cinq pieds (35′) de largeur sur toute la profondeur dudit lot: borné à l'est par la rue Chatham, au sud par la résidence du lot appartenant à Mme Joseph Delorme, au nord et à l'ouest par la propriété de F. Allmen ou représentants; sans bâtisse dessus, avec les servitudes y attachées. Taxes municipales: $44.13; taxes scolaires: $226.53. Total: $270.66.

Régis Morin.— Partie du lot No 178, village de Carillon, paroisse de St-André d'Argenteuil. Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livres de renvoi officiels de la paroisse de St-André d'Argenteuil, comme formant partie du lot No cent soixante-dix-huit (Partie 178) mesurant cent quatre-vingt-dix-huit pieds (198′) de largeur de l'est à l'ouest par toute la profondeur comprise entre la route numéro 29 et les eaux de la Rivière Ottawa; borné au nord par ladite Route, à l'est par la propriété des Pères de Ste-Croix, au sud par ladite Rivière et à l'ouest par la propriété de David Bradley; sans bâtisses dessus, avec les servitudes y attachées. Taxes municipales: $70.41; taxes scolaires: $157.87. Total: $228.28.

Succession Mme D. Lefebvre.— Lot No 262, village de Carillon, paroisse de St-André d'Argenteuil. Taxes municipales: $13.25; taxes scolaires: $53.30. Total: $66.55.

Mme Jean Lemay.— Lot No 218, village de Carillon, paroisse de St-André d'Argenteuil. Taxes municipales: $36.43.

the right of Dame Sarah Evelyn Thompson widow of the late William Davis to cut marketable lumber on the northeast side of Green Lake for a period of five years ending on the twenty-eighth day of October nineteen hundred and forty-five, which right is more fully described in the deed of sale by the said Dame Sarah Evelyn Thompson to the executors and trustees of the estate of the said late Honourable Richard Smeaton White executed before R. H. Bridgman, notary, on the twenty-eighth day of October nineteen hundred and forty registered in the said registry office under the number 52749."

(2) A parcel of land containing one hundred and twenty-six acres more or less being the north half of lot eleven (N. ½ 11) in the eighth range of the official plan and in the book of reference of the said township of Harrington, deduction being made of the section of Green Lake comprised within the limits of the said north half of the lot corresponding to the cadastre eleven A in the said eighth range; subject to the reserve of a strip of land thirty feet in width more or less for road purposes and giving access to Green Lake. The said parcel of land is described in letters patent of the Province of Quebec dated the twenty-sixth day of June nineteen hundred and thirty in book 169, folio 376, registered in the said registry office under the number 49495. Catholic school taxes: $105.30; protestant school taxes: $7.60; costs: $5.00. Total: $117.90.

Municipality of the village of Carillon

Yves and René Gagnon.— Part of lot No. 1, village of Carillon, township of Chatham. A certain emplacement known and designated on the official plans and in the book of reference of the township of Chatham as forming part of lot No. one (Part 1), measuring thirty-five feet feet (35′) in width by the entire depth of the said lot, bounded on the east by Chatham Street, on the south by the residence on the lot belonging to Mrs. Joseph Delorme, on the north and on the west by the property of F. Allmen or representatives; without the building thereon constructed, but with the servitudes attached thereto. Municipal taxes: $44.13; school taxes: $226.53. Total: $270.66.

Régis Morin.— Part of lot No. 178, village of Carillon, parish of St-André d'Argenteuil. A certain piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St-André d'Argenteuil as forming part of lot No. one hundred and seventy-eight (Part 178), measuring one hundred and ninety-eight feet (198′) in width from east to west by the entire depth between route 29 and the waters of the Ottawa River; bounded on the north by the said highway, on the east by the property belonging to the Pères de Ste-Croix, on the south by the said river and on the west by the property of David Bradley; without the buildings thereon erected, but with the servitudes attached thereto. Municipal taxes: $70.41; school taxes: $157.87. Total: $228.28.

Estate Mrs. D. Lefebvre.— Lot No. 262, village of Carillon, parish of St. André d'Argenteuil. Municipal taxes: $13.25; school taxes: $53.30. Total: $66.55.

Mrs. Jean Lemay.— Lot No. 218, village of Carillon, parish of St. André d'Argenteuil. Municipal taxes: $36.43.

Mlle Marie May Luce.— Lot No 5, village de Carillon, canton de Chatham. Taxes scolaires: $60.56.

Corporation de la ville de Lachute

Succession Damien Duval, 216, rue Isabella, Lachute, Qué.— Lot No 1334-12. Taxes municipales: $46.86; taxes scolaires: $25.24. Total: $72.10.

Daté à Lachute, Québec, ce troisième jour de mars 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
D. R. BRADFORD.
14310-11-2-o

Miss Marie May Luce.— Lot No. 5, village of Carillon, township of Chatham. School taxes: $60.56.

Corporation of the town of Lachute

Estate Damiel Duval, 216 Isabella Street, Lachute, Que.— Lot No. 1334-12. Municipal taxes: $46.86; school taxes: $25.24. Total: $72.10.

Dated at Lachute, Quebec, this third day of March, 1966.

D. R. BRADFORD,
Secretary-Treasurer.
14310-11-2-o

Action en séparation de biens

Brodeur *vs* Routhier

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, No 145-187. Dame Arthur Routhier, née, Aline Brodeur, domiciliée à 523, rue de la Salle, dans les cité et district de Québec, demanderesse, *vs* Arthur Routhier, homme d'affaires, domicilié à 523, rue de la Salle, dans les cité et district de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 9 mars 1966.

Québec, le 11 mars 1966.

Les Procureurs de la demanderesse,
DORION, DIONNE, DORION,
LEVESQUE.
14348-o

Action for separation as to property

Brodeur *vs* Routhier

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 145-187. Dame Arthur Routhier, née Aline Brodeur, domiciled at 523 de la Salle Street, in the city and district of Quebec, plaintiff, *vs* Arthur Routhier, businessman, domiciled at 523 de la Salle Street, in the city and district of Quebec, défendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on March 9, 1966.

Quebec, March 11, 1966.

DORION, DIONNE, DORION,
LEVESQUE,
Attorneys for the plaintiff.
14348

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 407

Section « A »

Québec, le 11 mars 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Rouyn et Noranda.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Rouyn et Noranda, rendue obligatoire par le décret numéro 1574 du 19 septembre 1962 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 janvier 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 407

Section "A"

Québec, March 11, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting Barbers, Men's and Ladies' Hairdressers in the Rouyn-Noranda region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Barbers, Men's and Ladies' Hairdressers in the Rouyn-Noranda region (made binding by decree number 1574 of September 19, 1962 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit an amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of January 29, 1966;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 1574, soit modifié comme suit:

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 101 (Deuxième Partie):

« Le présent décret s'applique également aux coiffeurs pour hommes dans les municipalités de Val-d'Or et Malartic et dans le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,
14375-o JACQUES PRÉMONT.

THAT the said decree number 1574 be amended as follows:

The following subsection is added to section 101 (Part Two):

"This decree also covers men's hairdressers in the municipalities of Val-d'Or and Malartic and the territory located within a five (5) mile radius from their limits."

JACQUES PRÉMONT,
14375-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 407

Section « B »

Québec, le 11 mars 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'addition de parties contractantes au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), « Champlain Paper Box (1963) Limited », « St. Francis Paper Converters Limited » et Cartonnage de Québec Ltée ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être traitées comme parties contractantes au décret numéro 758 du 19 juillet 1951 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 janvier 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE « Champlain Paper Box (1963) Limited », « St. Francis Paper Converters Limited » et Cartonnage de Québec Ltée soient acceptées comme parties contractantes de première part audit décret numéro 758, en remplacement de l'Association patronale du Commerce de Québec Inc., section des manufacturiers de boîte de carton et sac de papier.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
14375-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 407

Section "B"

Québec, March 11, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the addition of contracting parties to the decree respecting the Paper Box Industry in the Québec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), "Champlain Paper Box (1963) Limited", "St. Francis Paper Converters Limited" and *Cartonnage de Québec Ltée* have petitioned the Minister of Labour to be considered as contracting parties to decree number 758 of July 19, 1951 and amendments (Paper Box Industry in the Québec region);

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of January 29, 1966;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT "Champlain Paper Box (1963) Limited", "St. Francis Paper Converters Limited" and *Cartonnage de Québec Ltée* be accepted as contracting parties of the first part to said decree number 758, in the place and stead of *L'Association Patronale du Commerce de Québec Inc.*, paper box and paper bag manufacturers' division.

JACQUES PRÉMONT,
14375-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 407

Section « C »

Québec, le 11 mars 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE l'arrêté en conseil numéro 275 du 17 février 1966, concernant une refonte du décret numéro 122 du 10 mars 1956 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est, soit corrigé comme suit:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 407

Section "C"

Québec, March 11, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to the decree respecting the Construction industry and trades in the Eastern Townships district.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT Order in Council number 275 of February 17, 1966, concerning a revision of decree number 122 of March 10, 1956 and amendments (Construction industry and trades in the Eastern Townships district), be corrected as follows:

1° Les mots suivants « et qui en fait l'entretien » apparaissant à la fin du paragraphe « *w* » de l'article 1 doivent se lire « et qui la règle lui-même ».

2° Le taux du compagnon junior (briqueteur, maçon, plâtrier) apparaissant à l'article 78 doit se lire « $2.48 ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,
14375-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 407

Section « D »

Québec, le 11 mars 1966.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'addition d'une partie contractante au décret relatif aux employés de garage dans l'Ile de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), « Quebec Automotive Machine Shop & Parts Association » a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être traitée comme partie contractante au décret numéro 184 du 8 février 1950 et amendements, relatif aux employés de garages dans l'Ile de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 janvier 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de cette requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée et que le nom de « Quebec Automotive Machine Shop & Parts Association » soit ajouté dans ledit décret, numéro 184, à la liste des parties contractantes de première part.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
14375-o JACQUES PRÉMONT.

1. At the end of subsection « *w* », section 1, the words "or looks after its maintenance" should read: "or sets same himself".

2. In section 78, the wage rate for a junior journeyman (bricklayer, mason, plasterer) should read: "$2.48".

JACQUES PRÉMONT,
14375-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 407

Section "D"

Québec, March 11, 1966.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the addition of a contracting party to the decree respecting Garage Employees, Island of Montréal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), "Quebec Automotive Machine Shop & Parts Association" has petitioned the Minister of Labour to be considered as contracting party to decree number 184 of February 8, 1950 and amendments (Garage Employees, Island of Montreal);

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of January 22, 1966;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the petitioned concerned;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted and that the name of "Quebec Automotive Machine Shop & Parts Association" be added to the list of contracting parties of the first part in said decree number 184.

JACQUES PRÉMONT,
14375-o *Clerk of the Executive Council.*

Assemblée

Quebec Central Railway Company

Avis est donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de « Quebec Central Railway Company », sera tenue aux bureaux de Canadian Pacific Railway Company, Montréal, Canada, mercredi, le 20e jour d'avril 1966, à onze heures de l'avant-midi, pour l'élection de deux administrateurs représentant les détenteurs d'obligations et pour la transaction des affaires en général.

Les actionnaires enregistrés le 10e jour de mars 1966 peuvent assister et voter.

Daté à Montréal, Canada, ce 24e jour de janvier 1966.

Le Secrétaire,
14205-10-3 J. C. AMES.

Meeting

Quebec Central Railway Company

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of "Quebec Central Railway Company", will be held at the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, Canada, on Wednesday, the 20th day of April, 1966, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, for the election of two directors representing the security holders and for the transaction of business generally.

Shareholders of record on the 10th day of March, 1966, may attend and vote.

Dated at Montreal, Canada, this 24th day of January, 1966.

J. C. AMES.
14205-10-3-o *Secretary.*

Avis

Wee Sing Lee

Avis est par les présents donné selon la section 5 du bill 31, Loi du changement de nom que Wee Sing Lee, cuisinier, mari de dame Cheung

Notices

Wee Sing Lee

Notice is hereby given pursuant to section 5 of bill 31, change of name act that Wee Sing Lee, cook, husband of Cheung Sheung Lin, residing at

Sheung Lin, de 5259 Hutchison, dans la ville et du district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret de changer son nom à « Gin Ah Hum». Le changement de son nom bénéficie à sa femme et ses enfants mineurs, Adam Pang Fay Lee, Anne Mo Yin Lee, Linda Sue Jing Lee, et Coleman Bock Mon Lee, de la même adresse.

Le Procureur du requérqnt,
14217-10-2-o MTRE D. A. HADJIS.

Edward Treibich

Avis est donné que Edward Treibich, manufacturier, résidant à 1939, avenue Clinton, Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom en celui de « Edward Trevick »; ledit changement de nom bénéficiera aussi à son épouse, née Roslyn Wolfe, et ses enfants mineurs, Neil Allan et Deborah Heather, tous de la même adresse.

Montréal, 4 mars 1966.

Le Procureur du demandeur,
14218-10-2 DAVID LITNER, C.R.

Village de Clermont

Avis est donné que le Conseil de la Corporation du village de Clermont a adopté le 1er mars 1966 une résolution déclarant que la municipalité sera érigée en minicipalité de ville sous l'empire de la Loi des cités et villes, chapitre 193, S.R.Q. 1964. Le nom de la municipalité de ville projeté sera celui de « Ville de Clermont ».

Le territoire de la municipalité de ville projeté sera le suivant:

« Un territoire situé en partie dans la seigneurie de Murray-Bay et en partie dans la seigneurie de Mont-Murray, comprenant tous les lots et parties de lots et leurs subdivisions présentes et à venir, du cadastre officiel de la paroisse de la Malbaie et du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agnès, compris dans les limites suivantes, savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative du rang Sud-Ouest-de-la-rivière-Murray et de la concession du ruisseau-des-Frênes avec la ligne séparative des lots 248 et 249 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agnès; de là, en référence du susdit cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agnès, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres, ladite ligne séparative des lots 248 et 249, la ligne séparant la concession du ruisseau-des-Frênes d'avec la seconde concession du ruisseau-des-Frênes, la ligne séparative des lots 254 et 255, une ligne brisée contournant par le sud-est, l'ouest, le nord-ouest et le nord-est, le lot 269 et le séparant des lots 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 294, 292, 290, 289, 288, 270, la rive sud-ouest de la rivière Malbaie jusqu'au prolongement de l'arrière-ligne de la seigneurie de Mont-Murray, le dit prolongement et ladite arrière ligne de la seigneurie Mont-Murray jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 247 du cadastre officiel de la paroisse de la Malbaie; de là, en référence au sudit cadastre officiel de la paroisse de la Malbaie, ledit prolongement et la dite ligne nord-est du lot 247, de là, une ligne brisée limitant au nord-ouest le rang Fraserville jusqu'à la ligne séparative des lots 270 et 271, les lignes séparatives des lots 270 et 271, des lots 400 et 402 et le prolongement de cette dernière jusqu'à la rive sud-ouest

5259 Hutchison Street, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for the adoption of an order changing his name to "Gin Ah Hum". The change of his name shall benefit his wife and his minor children Adam Pang Fay Lee, Anne Mo Yin Lee, Linda Sue Jing Lee, and Coleman Bock Mon Lee of the same address.

MTRE D. A. HADJIS,
14217-10-2-o *Attorney for applicant.*

Edward Treibich

Notice is hereby given that Edward Treibich, manufacturer, residing at 1939 Clinton Avenue, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to "Edward Trevick"; said change of name shall also benefit his wife, née Roslyn Wolfe, and his minor children, Neil Allan and Deborah Heather, all of the same address.

Montreal, March 4, 1966.

DAVID LITNER, Q.C.,
14218-10-2-o *Attorney for applicant.*

Village of Clermont

Notice is given that the Council of the Corporation of the village of Clermont adopted on the 1st day of March 1966, a resolution declaring that the municipality will be erected into a town municipality under the cities and towns Act, chapter 193, S.R.Q. 1964. The name of the proposed town municipality shall be "Town of Clermont".

The territory of the proposed town municipality will be the following:

"A territory situated in part in the Murray-Bay seigniory and in part in the Mont-Murray seigniory, comprising all the lots and parts of lots and their present and future subdivisions of the official cadastre of the parish of La Malbaie and of the official cadastre of the parish of St-Agnès, comprised in the following limits, to wit: beginning from the point of intersection of the dividing line between the South-West-of-the-Murray-River range and the concession of the Des-Frênes Brook, and the dividing line of lots 248 and 249 of the official cadastre of the parish of St-Agnès; thence with reference to the above mentioned official cadastre of the parish of St-Agnès, passing by the lines and marks hereafter, in continuity one from the other, the said dividing line of lots 248 and 249, the line dividing the concession of the Des-Frênes Brook from the second concession of the Des-Frênes Brook, the line dividing lots 254 and 255, a broken line going around by the south-east, the west, the northwest and the north-east lot No. 269 and separating it from lots 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 294, 292, 290, 289, 288, 270, the southwest shore of the Malbaie River up to the continuation of the rear limit of the Mont-Murray seigniory, the said continuation and the said rear limit of the Mont-Murray seigniory to the continuation of the northeast line of lot 247 of the cadastre of the parish of La Malbaie; thence, with reference to the above mentioned official cadastre of the Parish of the La Malbaie, the said continuation and the said northeast boundary of lot 247, thence, a broken line boundaring the northeast of the Fraserville range to the dividing line of lots 270 and 271, the dividing lines of lots 270 and 271 from lots

de la rivière Malbaie, cettedite rive jusqu'à la ligne séparative des lots 606 et 607, cette dernière ligne, une ligne brisée séparant le lot 580 d'avec les lots 607, 609, 610, 612, 613, 614, 615 et 625 jusqu'à la ligne séparant la concession St-Charles du rang Sud-Ouest-de-la-rivière-Murray, ladite ligne séparant la concession St-Charles d'avec le rang Sud-Ouest-de-la-rivière-Murray et enfin la ligne séparant le rang Sud-Ouest-de-la-rivière-Murray d'avec la concession du ruisseau-des-Frênes jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cour d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, constituant la municipalité actuelle du village de Clermont. »

Le chiffre de la population tel que constaté par le recensement ordonné par le Conseil et assermenté le 17 avril 1965, est de trois mille cent dix-huit (3118) habitants.

La municipalité de ville projetée sera divisée en trois quartiers et le nombre des échevins sera de six (6).

Québec, ce 7ième jour de mars 1966.

Les Procureurs de la Corporation,
du village de Clermont,
PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
14231-10-2-o JACQUES, LESSARD & LEMAY.

400 and 402 and the continuation of said line to the southwest shore of the Malbaie River, this said shore to the line dividing lots 606 and 607, this last line, a broken line dividing lot 580 from lots 607, 609, 610, 612, 613, 614, 615 and 625 up to the line dividing the St-Charles concession from the South-West-of-the-Murray-River range, the said line dividing the St-Charles concession from the South-West-of-Murray-River range and finally the line dividing the South-West-of-the-Murray-River range from the Des-Frênes Brook concession then to the starting point; the said territory together with the roads, streets, lanes, railway beds, rivers, water-courses or parts thereof, comprised in the above mentioned limits, constituting the present municipality of the village of Clermont.

The population as ascertained by the census directed by the council and sworn to on the 17 of April 1965, is three thousand one hundred and eighteen (3118) inhabitants.

The proposed town municipality will be divided into three wards and the number of aldermen will be six.

Quebec, this 7th day of March, 1966.

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
JACQUES, LESSARD & LEMAY,
Attorneys for the corporation
14231-10-2-o *of the village of Clermont.*

Lucien Morin

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 335, du 1er mars 1966, d'effectuer le changement de nom de Lucien Morinstein en celui de « Lucien Morin ».

Québec, le 9 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
14292-o RAYMOND DOUVILLE.

Lucien Morin

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 335, dated March 1, 1966, to effect the change of name of Lucien Morinstein to that of "Lucien Morin".

Quebec, March 9, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
14292 *Assistant Secretary of the Province.*

Chevaliers de Colomb de Beloeil (Conseil No 2905)

Le conseil Beloeil No 2905, des Chevaliers de Colomb de Beloeil, comté de Verchères, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, Art. 2*a*) à partir de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Grand Chevalier,
G.-H. LEDUC.
Le Secrétaire Archiviste,
14311-o VIATEUR LEDUC.

The Knights of Colombus of Beloeil (Council No. 2905)

The council Beloeil No. 2905 of Knights of Columbus, of Beloeil, county of Verchères, hereby gives notice that its head office is located at the abovementioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, Sec. 2*a*) as from the date of publication in the *Quebec Official Gazette*.

G.-H. LEDUC.
Grand Knight.
VIATEUR LEDUC.
14311 *Recording Secretary.*

Cité de Drummondville

Loi de la fusion volontaire des municipalités

Avis est donné, par les présentes, que la cité de Drummondville et la Corporation Municipale de Drummondville-Ouest sont autorisés par règlement adopté le 28 février 1966, et promulgué le 2 mars 1966, pour la cité de Drummondville, et par règlement adopté le 7 mars 1966, et promulgué le 11 mars 1966, pour la Corporation Municipale de Drummondville-Ouest, à présenter une requête conjointe au Lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant les deux municipalités et créant une nouvelle municipalité de cité, sous le nom de cité de Drummondville.

City of Drummondville

Voluntary Amalgamation of Municipalities Act

Notice is heregy given that the city of Drummondville and the municipal corporation of Drummondville-West are authorized in virtue of a by-law passed on February 28, 1966, and promulgated on March 2, 1966, for the city of Drummondville, and in virtue of a by-law passed on March 7, 1966, and promulgated on March 11, 1966, for the municipal corporation of Drummondville-West, to present a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patent amalgamating the two municipalities and creating a now city to be known as city of Drummondville.

La requête expose ce qui suit:

a) Le nom de la nouvelle municipalité est: cité de Drummondville.

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qui est décrit en annexe de la présente pour en faire partie comme si elle était ici au long reproduite.

c) La nouvelle municipalité est régie par la Loi des cités et villes.

d) Les dispositions législatives spéciales suivantes s'appliquent à la nouvelle municipalité:

2 Geo. VI (1938) chap. 113: art. 7 al. b;
art. 13;
art. 14, seulement pour l'article 482 a.
3 Geo. VI (1939) chap. 111: art. 3.
9 Geo. VI (1945) chap. 83: art. 1, 2, 3 et 5, à l'exception de l'article 117 de la Loi des Cités et Villes qui s'appliquera.
11 Geo. VI (1947) chap. 89: art. 2;
art. 5, uniquement pour le paragraphe 31 c:
art. 7.
14-15 Geo. VI (1950-51) chap. 80: art 7;
art. 8.
5-6 El. II (1957) chap. 83: art. 5.
6-7 El. II (1958) chap. 62: art. 1;
art. 3.
7-8 El. II (1959) chap. 62: art. 1;
art. 3.
8-9 El. II (1960) chap. 113: art. 1;
art. 7.

e) Jusqu'à la première élection générale, le Conseil sera composé de onze (11) membres, savoir: le Conseil actuel de la cité de Drummondville et deux membres du Conseil de la corporation municipale du village de Drummondville-Ouest, lesquels seront désignés par résolution du Conseil de ladite municipalité du village de Drummondville-Ouest, à l'une quelconque de ses séances régulières, entre l'adoption du présent règlement et l'émission des lettres patentes. Le maire de la nouvelle municipalité sera le maire actuel de la cité de Drummondville.

Advenant qu'un membre désigné pour le territoire de Drummondville-Ouest ne puisse terminer ce mandat provisoire, son successeur sera élu par les électeurs de Drummondville-Ouest suivant les dispositions des lois en vigueur dans la nouvelle municipalité. Pour cette élection, seuls seront éligibles les électeurs qualifiés de Drummondville-Ouest.

f) La première séance du Conseil sera tenue le lundi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes et elle aura lieu à l'Hôtel de Ville de la cité de Drummondville.

g) Le greffier de la cité de Drummondville est autorisé à préparer la confection de la liste des électeurs en temps utile pour la première élection générale.

h) La première élection générale du maire et des échevins a lieu le premier lundi du mois de novembre 1967. Les élections générales subséquentes ont ensuite lieu tous les quatre (4) ans le premier lundi de novembre.

i) À compter de la première élection générale, le Conseil municipal est composé du maire et de huit (8) échevins.

j) Les officiers de la cité de Drummondville deviennent les officiers de la nouvelle cité.

k) La nouvelle municipalité est formée d'un seul quartier.

l) Le rôle d'évaluation qui sera en vigueur à Drummondville-Ouest au moment de l'approbation dudit règlement par les conseils concernés, servira de base à l'assiette fiscale du territoire de cette municipalité jusqu'au 1er janvier 1968.

The petition states as follows:

(*a*) The name of the new municipality is: city of Drummondville.

(*b*) The territory of the new municipality is described in the annex to the said petition to form part thereof as if reproduced at lenght.

(*c*) The new municipality is governed by the provisions of the Cities and Towns Act.

(*d*) The following special legislative provisions are applicable to the new municipality:

2 Geo. VI (1938) chap. 113: art. 7 al. b;
art. 13;
art. 14, only for article 482 a.
3 Geo. VI (1939) chap. 111: art. 3.
9 Geo. VI (1945) chap. 83: art. 1, 2, 3, and 5, except for article 117 of the Cities and Towns Act who will be applicable.
11 Geo. VI (1947) chap. 89: art. 2;
art. 5, only for the paragraph 31 c;
art. 7.
14-15 Geo. VI (1950-51) chap. 80: art. 7;
art. 8.
5-6 El. II (1957) chap. 83: art. 5.
6-7 El. II (1958) chap. 62: art. 1;
art. 3.
7-8 El. II (1959) chap. 62: art. 1;
art. 3.
8-9 El. II (1960) chap. 113: art. 2;
art. 7.

(*e*) Until the first general election, the Council shall be composed of eleven (11) members, namely: the members of the Council of the city of Drummondville, and two members of the Council of the municipal corporation of Drummondville-West named by resolution of the said Council at a regular meeting to be held between the adoption of the present by-law and the issuing of the letters patent of the new municipality. The Mayor of the city of Drummondville becomes the Mayor of the new municipality.

In the event that one of the two members named by the Council of the municipal corporation of Drummondville-West is unable to terminate this temporary mandate, his successor shall be elected by the qualified proprietors of the corporation of Drummondville-West alone, and according to the provisions of the by-laws in the new municipality.

(*f*) The first sitting of the Council shall take place on the Monday following the coming into force of the letters patent and shall be held at the City Hall of the city of Drummondville.

(*g*) The city clerk of Drummondville is authorized to prepare in due course the list of the electors for the first general election.

(*h*) The first general election for the Mayor and the Aldermen shall take place on the first Monday of November 1967; the election afterward shall take place every four (4) years on the first Monday of November.

(*i*) Reckoning from the first general election, the municipal Council shall be composed of a Mayor and of eight (8) Aldermen.

(*j*) The officers of the city of Drummondville shall remain at the service of the new municipality.

(*k*) The new municipality constitutes one and only ward.

(*l*) The valuation rolls of each municipality remain in force according to the law.

m) Les dettes par obligation de chaque municipalité, contractées en vertu de règlements déjà promulgués, sont payables suivant les règlements existants.

Jusqu'au premier janvier 1968, pour le territoire actuel du village de Drummondville-Ouest, la taxe générale est fixée au taux actuellement en vigueur dans ce territoire.

Tous les travaux municipaux qui, de par leur nature, sont susceptibles de bénéficier aux contribuables de la nouvelle municipalité, seront payés par l'ensemble des contribuables du territoire, mais tous les travaux d'amélioration locale seront à la charge des secteurs déterminés par le conseil. Le territoire actuel du village de Drummondville-Ouest est considéré comme un secteur.

n) La cité de Drummondville étend au nouveau territoire tous les services qu'elle fournit.

o) La cité de Drummondville et la municipalité du village de Drummondville-Ouest conservent la règlementation *concernant le zonage* actuellement en vigueur dans chacune de ces municipalités, tant que cette règlementation ne sera pas amendée.

Cependant, la règlementation de l'actuelle cité de Drummondville *en matière de construction* devient en vigueur sur tout le territoire de la nouvelle cité.

p) La nouvelle cité s'engage à se porter acquéreure de l'actif et du passif de la compagnie des loisirs de Drummondville-Ouest Inc., si cette dernière juge à propos de vendre, à un prix qui ne devra pas être inférieur au montant total des souscriptions privées, de façon à rendre possible le remboursement intégral des souscriptions privées faites et payées au 2 septembre 1965, sans intérêts. Aussi longtemps que la compagnie continuera elle-même à administrer ses actifs, la nouvelle cité s'engage à lui louer pour un loyer annuel de $1.00, le terrain nécessaire à ces fins et actuellement occupé, et la nouvelle cité s'engage à parfaire les travaux d'aménagement du Parc Frigon d'ici cinq (5) ans selon les plans et devis l'architecte-paysagiste Alfred DeVinch, en date du 4 juin 1962.

q) La rémunération des membres du nouveau Conseil sera de $3,000.00 par an pour les échevins, et de $6,000.00 pour le maire, les membres du Conseil ayant en plus droit à des frais de représentation de $1,000.00 par an pour les échevins et de $4,000.00 par an pour le maire, à compter de la date des lettres patentes. En outre, le Conseil peut aussi autoriser le paiement des dépenses de voyage et autres, réellement encourues par un membre du Conseil pour le compte de la corporation municipale, pourvu qu'elles soient autorisées par résolution du Conseil.

Toute personne intéressée peut prendre connaissance d'un exemplaire signé de la requête à l'Hôtel de ville de la Cité de Drummondville.

Les propriétaires de la cité de Drummondville, qui s'opposent à la fusion, peuvent, durant le mois qui suit celui au cours duquel le présent avis est publié, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant, par écrit, à la Commission municipale de Québec.

Signé en la cité de Drummondville, ce 11e jour de mars 1966.

Cité de Drummondville.
Le Greffier,
14329-11-2-o L. PHILIPPE LANGEVIN.

(*m*) The bonded debts of each municipality, contracted by virtue of regulations already promulgated, are payable according to existing regulations.

The general tax for the district of the village of Drummondville-West as it now stands, is settled at its present level until January 1968.

All municipal works which would tend to benefit the taxpayers of the new municipality by their nature, shall be paid for by all of the taxpayers of the territory, but those works of local improvement shall be charged to the sectors determined by the Council. The actual territory of the village of Drummondville-West is considered as a sector.

(*n*) The actual city of Drummondville extends all her services to the new territory.

(*o*) The city of Drummondville and the municipality of Drummondville-West shall preserve the existing *zoning regulations* in each municipality, as long as these regulations are not amended.

However, regulations concerning *matters of construction*, now existing for the city of Drummondville, shall become effective in all of the territory of the new city.

(*p*) The new city shall assume the responsibility of the assets and liabilities now belonging to the company of "Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc.", if the latter wishes to sell, at a price which shall not be inferior to the total amount of its private subscriptions, in a manner which would permit the complete reimbursement of said subscriptions made and paid as at September 2, 1965, and this without interest as long as this company wishes to continue the administration of its assets, the new municipality shall rent to the said company the grounds which it now occupies for its purpose, and this for the sum of $1.00 per year. The new municipality shall assume the cost and responsibility of completing "Parc Frigon" according to the existing plans and specifications prepared by architect Alfred DeVinch, as at June 4, 1962, and this within a period of five (5) years.

(*q*) The remuneration paid to the members of the new Council shall be $3,000.00 per year for the Aldermen and $6,000.00 per year for the Mayor, besides which an amount of $1,000.00 per year shall be alloted to the Aldermen and $4,000.00 per year to the Mayor to defray their expenses of representation, and this as of the date of the letters patent. Moreover, the Council may authorize payment of travel or other expenses incurred at the service of the Municipal Corporation, provided that payment of said expenses is authorized by a resolution of the Council.

All interested person may examine a signed copy of the petition at the City Hall of the city of Drummondville.

The property owners of the city of Drummondville, who object of the amalgamation, may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission.

Signed in the city of Drummondville, this 11th day of March, 1966.

City of Drummondville,
L. PHILIPPE LANGEVIN,
14329-11-2-o *City Clerk.*

Corporation municipale de Drumondville-Ouest

Loi de la fusion volontaire des municipalités

Avis est donné, par les présentes, que la Corporation municipale de Drummondville-Ouest et la cité de Drummondville sont autorisées par règlement adopté le 7 mars 1966, et promulgué le 11 mars 1966, pour la corporation municipale de Drummondville-Ouest, et par règlement adopté le 28 février 1966, et promulgué le 2 mars 1966, pour la cité de Drummondville, à présenter une requête conjointe au Lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant les deux municipalités et créant une nouvelle municipalité de cité, sous le nom de cité de Drummondville.

La requête expose ce qui suit:

a) Le nom de la nouvelle municipalité est: cité de Drummondville.

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qui est décrit en annexe de la présente pour en faire partie comme si elle était ici au long reproduite.

c) La nouvelle municipalité est régie par la Loi des cités et villes.

d) Les dispositions législatives spéciales suivantes s'appliquent à la nouvelle municipalité:

2 Geo. VI (1938) chap. 113: art. 7 al. b;
art. 13;
art. 14, seulement pour l'article 482 a.
3 Geo. VI (1939) chap. 111: art. 3.
9 Geo. VI (1945) chap. 83: art. 1, 2, 3 et 5, à l'exception de l'article 117 de la Loi des Cités et Villes qui s'appliquera.
11 Geo. VI (1947) chap. 89: art. 2;
art. 5, uniquement pour le paragraphe 31 c;
art. 7.
14-15 Geo. VI (1950-51) chap. 80: art 7;
art. 8.
5-6 El. II (1957) chap. 83: art. 5.
6-7 El. II (1958) chap. 62: art. 1;
art. 3.
7-8 El. II (1959) chap. 62: art. 1;
art. 3.
8-9 El. II (1960) chap. 113: art. 1;
art. 7.

e) Jusqu'à la première élection générale, le Conseil sera composé de onze (11) membres, savoir: le Conseil actuel de la cité de Drummondville et deux membres du Conseil de la corporation municipale du village de Drummondville-Ouest, lesquels seront désignés par résolution du Conseil de ladite municipalité du village de Drummondville-Ouest, à l'une quelconque de ses séances régulières, entre l'adoption du présent règlement et l'émission des lettres patentes. Le maire de la nouvelle municipalité sera le maire actuel de la cité de Drummondville.

Advenant qu'un membre désigné pour le territoire de Drummondville-Ouest ne puisse terminer ce mandat provisoire, son successeur sera élu par les électeurs de Drummondville-Ouest suivant les dispositions des lois en vigueur dans la nouvelle municipalité. Pour cette élection, seuls seront éligibles les électeurs qualifiés de Drummondville-Ouest.

f) La première séance du Conseil sera tenue le lundi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes et elle aura lieu à l'Hôtel de Ville de la cité de Drummondville.

g) Le greffier de la cité de Drummondville est autorisé à préparer la confection de la liste des électeurs en temps utile pour la première élection générale.

Municipal corporation of Drummondville-West

Voluntary Amalgamation of Municipalities Act

Notice is hereby given that the municipal corporation of Drummondville-West and the city of Drummondville are authorized in virtue of a by-law passed on March the 7, 1966, and promulgated on March the 11, 1966, for the municipal corporation of Drummondville-West, and in virtue of a by-law passed on February the 28, 1966, and promulgated on March the 2, 1966, for the city of Drummondville, to present a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patent amalgamating the two municipalities and creating a new city to be known as city of Drummondville.

The petition states as follows:

(*a*) The name of the new municipality is: city of Drummondville.

(*b*) The territory of the new municipality is described in the annex to the said petition to form part thereof as if reproduced at lenght.

(*c*) The new municipality is governed by the provisions of the Cities and Towns Act.

(*d*) The following special legislative provisions are applicable to the new municipality:

2 Geo. VI (1938) chap. 113: art. 7 al. b;
art. 13;
art. 14, only for article 482 a.
3 Geo. VI (1939) chap. 111: art. 3.
9 Geo. VI (1945) chap. 83: art. 1, 2, 3, and 5, except for article 117 of the Cities and Towns Act who will be applicable.
11 Geo. VI (1947) chap. 89: art. 2;
art. 5, only for the paragraph 31 c;
art. 7.
14-15 Geo. VI (1950-51) chap. 80: art. 7;
art. 8.
5-6 El. II (1957) chap. 83: art. 5.
6-7 El. II (1958) chap. 62: art. 1;
art. 3.
7-8 El. II (1959) chap. 62: art. 1;
art. 3.
8-9 El. II (1960) chap. 113: art. 2;
art. 7.

(*e*) Until the first general election, the Council shall be composed of eleven (11) members, namely: the members of the Council of the city of Drummondville, and two members of the Council of the municipal corporation of Drummondville-West named by resolution of the said Council at a regular meeting to be held between the adoption of the present by-law and the issuing of the letters patent of the new municipality. The Mayor of the city of Drummondville becomes the Mayor of the new municipality.

In the event that one of the two members named by the Council of the municipal corporation of Drummondville-West is unable to terminate this temporary mandate, his successor shall be elected by the qualified proprietors of the corporation of Drummondville-West alone, and according to the provisions of the by-laws in the new municipality.

(*f*) The first sitting of the Council shall take place on the Monday following the coming into force of the letters patent and shall be held at the City Hall of the city of Drummondville.

(*g*) The city clerk of Drummondville is authorized to prepare in due course the list of the electors for the first general election.

h) La première élection générale du maire et des échevins a lieu le premier lundi du mois de novembre 1967. Les élections générales subséquentes ont ensuite lieu tous les quatre (4) ans le premier lundi de novembre.

i) À compter de la première élection générale, le Conseil municipal est composé du maire et de huit (8) échevins.

j) Les officiers de la cité de Drummondville deviennent les officiers de la nouvelle cité.

k) La nouvelle municipalité est formée d'un seul quartier.

l) Le rôle d'évaluation qui sera en vigueur à Drummondville-Ouest au moment de l'approbation dudit règlement par les conseils concernés, servira de base à l'assiette fiscale du territoire de cette municipalité jusqu'au 1er janvier 1968.

m) Les dettes par obligation de chaque municipalité, contractées en vertu de règlements déjà promulgués, sont payables suivant les règlements existants.

Jusqu'au premier janvier 1968, pour le territoire actuel du village de Drummondville-Ouest, la taxe générale est fixée au taux actuellement en vigueur dans ce territoire.

Tous les travaux municipaux qui, de par leur nature, sont susceptibles de bénéficier aux contribuables de la nouvelle municipalité, seront payés par l'ensemble des contribuables du territoire, mais tous les travaux d'amélioration locale seront à la charge des secteurs déterminés par le conseil. Le territoire actuel du village de Drummondville-Ouest est considéré comme un secteur.

n) La cité de Drummondville étend au nouveau territoire tous les services qu'elle fournit.

o) La cité de Drummondville et la municipalité du village de Drummondville-Ouest conservent la règlementation *concernant le zonage* actuellement en vigueur dans chacune de ces municipalités, tant que cette règlementation ne sera pas amendée.

Cependant, la règlementation de l'actuelle cité de Drummondville *en matière de construction* devient en vigueur sur tout le territoire de la nouvelle cité.

p) La nouvelle cité s'engage à se porter acquéreure de l'actif et du passif de la compagnie des loisirs de Drummondville-Ouest Inc., si cette dernière juge à propos de vendre, à un prix qui ne devra pas être inférieur au montant total des souscriptions privées, de façon à rendre possible le remboursement intégral des souscriptions privées faites et payées au 2 septembre 1965, sans intérêts. Aussi longtemps que la compagnie continuera elle-même à administrer ses actifs, la nouvelle cité s'engage à lui louer pour un loyer annuel de $1.00, le terrain nécessaire à ces fins et actuellement occupé, et la nouvelle cité s'engage à parfaire les travaux d'aménagement du Parc Frigon d'ici cinq (5) ans selon les plans et devis l'architecte-paysagiste Alfred DeVinch, en date du 4 juin 1962.

q) La rémunération des membres du nouveau Conseil sera de $3,000.00 par an pour les échevins, et de $6,000.00 pour le maire, les membres du Conseil ayant en plus droit à des frais de représentation de $1,000.00 par an pour les échevins et de $4,000.00 par an pour le maire, à compter de la date des lettres patentes. En outre, le Conseil peut aussi autoriser le paiement des dépenses de voyage et autres, réellement encourues

(*h*) The first general election for the Mayor and the Aldermen shall take place on the first Monday of November 1967; the election afterward shall take place every four (4) years on the first Monday of November.

(*i*) Reckoning from the first general election, the municipal council shall be composed of a Mayor and of eight (8) Aldermen.

(*j*) The officers of the City of Drummondville shall remain at the service of the new municipality.

(*k*) The new municipality constitutes one and only ward.

(*l*) The valuation rolls of each municipality remain in force according to the law.

(*m*) The bonded debts of each municipality, contracted by virtue of regulations already promulgated, are payable according to existing regulations.

The general tax for the district of the village of Drummondville-West as it now stands, is settled at its present level until January 1968.

All municipal wirks which would tend to benefit the taxpayers of the new municipality by their nature, shall be paid for by all of the taxpayers of the territory, but those works of local improvement shall be charged to the sectors determined by the Council. The actual territory of the village of Drummondville-West is considered as a sector.

(*n*) The actual city of Drummondville extends all her services to the new territory.

(*o*) The city of Drummondville and the municipality of Drummondville-West shall preserve the existing *zoning regulations* in each municipality, as long as these regulations are not amended.

However, regulations concerning *matters of construction*, now existing for the city of Drummondville, shall become effective in all of the territory of the new city.

(*p*) The new city shall assume the responsibility of the assets and liabilities now belonging to the company of "Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc.", if the latter wishes to sell, at a price which shall not be inferior to the total amount of its private subscriptions, in a manner which would permit the complete reimbursement of said subscriptions made and paid as at September 2, 1965, and this without interest as long as this company wishes to continue the administration of its assets, the new municipality shall rent to the said company the grounds which it now occupies for its purpose, and this for the sum of $1.00 per year. The new municipality shall assume the cost and responsibility of completing "Parc Frigon" according to the existing plans and specifications prepared by architect Alfred DeVinch, as at June 4, 1962, and this within a period of five (5) years.

(*q*) The remuneration paid to the members of the new Council shall be $3,000.00 per year for the Aldermen and $6,000.00 per year for the Mayor, besides which an amount of $1,000.00 per year shall be alloted to the Aldermen and $4,000.00 per year to the Mayor to defray their expenses of representation, and this as of the date of the letters patent. Moreover, the Council may authorize payment of travel or other expen-

par un membre du Conseil pour le compte de la corporation municipale, pourvu qu'elles soient autorisées par résolution du Conseil.

Toute personne intéressée peut prendre connaissance d'un exemplaire signé de la requête au bureau du notaire H. Sylvestre, secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Drummondville-Ouest, 220 rue Brock, Drummondville.

Les propriétaires de la corporation municipale de Drummondville-Ouest, qui s'opposent à la fusion, peuvent, durant le mois qui suit celui au cours duquel le présent avis est publié, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant, par écrit, à la commission municipale de Québec.

Signé en la municipalité de Drummondville-Ouest, ce 11e jour de mars 1966.

Municipalité du Village
de Drummondville-Ouest.
Le Secrétaire-trésorier,
14330-11-2-o HENRI SYLVESTRE.

ses incurred at the service of the Municipal Corporation, provided that payment of said expenses is authorized by a resolution of the Council.

All interested person may examine a signed copy of the petition at the office of Mr. H. Sylvestre, notary, secretary-treasurer of the Municipal corporation of Drummondville-West, 220 Brock Street, Drummondville.

The property owners of the municipal corporation of Drummondville-West, who object of the amalgamation, may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission.

Signed in the municipality of Drummondville-West, this 11th day of March 1966.

Municipal Corporation
of the Village of Drummondville-West.
HENRI SYLVESTRE,
14330-11-2-o *Secretary-Treasurer.*

Michel Koplewicz

Avis est donné que Michel Koplewicz, dentiste, résidant à 4103, Hingston, ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom en celui de « Michel Capelle »; ledit changement de nom bénéficiera aussi à son épouse Antoinette Koplewicz, sa fille Françoise Koplewicz, et son fils Philippe Maurice Koplewicz, tous de la même adresse.

Montréal, 10 mars 1966.

SPIEGEL SHRIAR POLAK
14331-11-2 & COOPERSTONE.

Michel Koplewicz

Notice is hereby given that Michel Koplewicz, dentists, residing at 4103 Hingston, city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to "Michel Capelle"; said change of name will also benefit his wife Antoinette Hoplewicz, his daughter Françoise Koplewicz, and his son Philippe Maurice Koplewicz, all of the same address.

Montreal, March 10, 1966.

SPIEGEL SHRIAR POLAK
14331-11-2-o & COOPERSTONE.

Louis Krasovitsky

Avis est donné que Louis Krasovitsky, vendeur, résidant à 530, rue Dorais, ville St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un ordre changeant son nom en celui de « Louis Krane »; ledit changement de nom devra également servir à sa femme Helen Krasovitsky, à son fils Steven Brian et à ses filles Bernetta Jane, Suzan Brenda et Carla Rona Krasovitsky, tous de la même addresse.

Montréal, 11 mars 1966.

SPIEGEL SHRIAR POLAK
14332-11-2 & COOPERSTONE.

Louis Krasovitsky

Notice is hereby given that Louis Krasovitsky, salesman, residing at 530 Dorais Street, ville St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to "Louis Krane"; said change of name will also benefit his wife Helen Krasovitsky, his son Steven Brian, and his daughters Bernetta Jane, Susan Brenda and Carla Rona Krasovitsky, all of the same address.

Montreal, March 11, 1966.

SPIEGEL SHRIAR POLAK
14332-11-2-o & COOPERSTONE.

Village de Grande Rivière

Aux contribuables de la susdite municipalité, avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, qu'en date du 7 mars 1966, le Conseil Municipal de la « Municipalité de Grande Rivière Village », a adopté un rèrlement pourvoyant à la fusion de la municipalité de Grande Rivière, conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités (Bill 13).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la municipalité du village de Grande Rivière et la municipalité de Grande Rivière et créant une nouvelle municipalité sous le nom de la « Municipalité de Grande Rivière ».

Le territoire de la municipalité de Grande Rivière comprendra le territoire actuel de la municipalité du village de Grande Rivière et de la municipalité de Grande Rivière.

Village of Grande Rivière

To the ratepayers of the aforesaid municipality, public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the foresaid municipality that on March 7, 1966, the Municipal Council of the "Municipality of Grande Rivière Village", adopted a by-law providing for its amalgamation with the municipality of Grande Rivière, pursuant to the voluntary amalgamation of municipalities Act (Bill 13).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council asking him to issue letters patent amalgamating the municipality of the village of Grande Rivière and the municipality of Grande Rivière, and creating a new municipality under the name of "Municipality of Grande Rivière".

The territory of the municipality of Grande Rivière will include the present territory of the municipality of the village of Grande Rivière and of the municipality of Grande Rivière.

La municipalité de Grande Rivière sera régie par le Code municipal.

La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le deuxième mercredi du mois de mai 1967.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité du village de Grande Rivière.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale, Hôtel du Gouvernement, Québec, P.Q.

Donné à Grande Rivière Village, ce 8ième jour de mars mil neuf cent soixante-six.

Le Secrétaire-trésorier,
14349-11-2-o MATTHIEU CAUVIER.

Corporation municipale de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir

Avis est par les présentes donné qu'en date du 7 mars 1966, le Conseil Municipal de la Corporation Municipale de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir a adopté un règlement portant le numéro 250, pourvoyant à la fusion de la Corporation Municipale de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, de la Corporation Municipale de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours et de la Ville de Marieville, conformément à la loi de la fusion volontaire des Municipalités (Bill 13).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au Lieutenant-Gouverneur en Conseil le priant d'octroyer des Lettres Patentes fusionnant ces trois Municipalités, et créant une nouvelle Municipalité de Ville désignée sous le nom de « Ville de Marieville ».

Le territoire de la nouvelle Municipalité comprendra le territoire actuel de la Ville de Marieville, le territoire de la Corporation Municipale de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir et le territoire de la Corporation Municipale de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours.

La « Ville de Marieville » sera régie par la Loi des Cités et Villes et sera divisée en deux quartiers et elle sera administrée par un conseil composé d'un Maire et de six échevins.

La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1966.

Les biens-fonds imposables situés dans la Municipalité de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours et de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir seront taxés à un montant n'excédant pas un cinquième de un pour cent de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales; lesdites taxes seront imposées d'après le premier rôle d'évaluation dressé pour la nouvelle Municipalité et ce pour une période de cinq ans.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du Secrétaire-trésorier, à l'Hôtel de Ville de la Corporation Municipale de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la Loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Province de Québec.

The municipality of Grande Rivière will be governed by the Municipal Code.

The first general election for mayor and councillors will take place on the second Wednesday of the month of May, 1967.

Knowledge of the by-law decreeing the amalgamation as well as the joint petition may be obtained at the office of the Secretary-Treasurer of the municipality of the village of Grande Rivière.

The proprietors may raise objections to the amalgamation during the month following the publications required by law, and make known the motives for their opposition by applying in writing to the Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec, P.Q.

Given at Grande Rivière Village, this 8th day of March, one thousand nine hundred and sixty-six.

MATTHIEU CAUVIER,
14349-11-2 *Secretary-Treasurer.*

Municipal corporation of the parish of Sainte-Marie-de-Monnoir

Notice is hereby given that on March the 7, 1966, the Municipal Council of the Municipal Corporation of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir passed a by-law bearing number 250, providing to the amalgamation of the Municipal Corporation of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir, of the Municipal Corporation of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours and of the Town of Marieville, according to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (Bill 13).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of Letters-Patents amalgamating these three Municipalities, and creating a new town known as "Town of Marieville".

The territory of the new Municipality shall include the actual territories of the Town of Marieville, of the Municipal Corporation of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir and of the Municipal Corporation of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours.

The Town of Marieville shall be governed by the Cities and Towns Act and shall be divided into two Wards and shall be administered by a Mayor and six Aldermen.

The first general election shall be held on the first Sunday of November 1966.

The taxable immoveables in the Municipality of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours and of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir shall be taxed to an amount of not more than one fifth of one per cent of the Municipal valuation, including all taxes both general and special; the said taxes shall be levied during five years according to the first valuation roll made for the new Municipality.

This by-law providing to the amalgamation and the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer at the Town Hall of the Municipal Corporation of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir.

The property-owners may object to the amalgamation during the month following the month during which the notices required by law were published, by indicating the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Province of Quebec.

Donné à Sainte-Marie-de-Monnoir, ce 15e jour de mars 1966.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation Municipale
de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir.
(*Signé*) J. ROLAND RONDEAU,

Par: POUPART, GOYER & THOMAS,
Procureurs de la Corporation Municipale
de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir.
14367-11-2-o

Given at Sainte-Marie-de-Monnoir, the 15th day of March 1966.

(*Signed*) J. ROLAND RONDEAU,
Secretary-Treasurer
of the Municipal Corporation
of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir.

Per: POUPART, GOYER & THOMAS,
Attorneys for the Municipal Corporation
of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir.
14367-11-2-o

Ville de Marieville

Avis est par les présentes donné qu'en date du 7 mars 1966, le Conseil Municipal de la Ville de Marieville a adopté un règlement portant le numéro 342, pourvoyant à la fusion de la Ville de Marieville, de la Corporation Municipale de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir et de la Corporation Municipale de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours, conformément à la loi de la fusion volontaire des Municipalités (Bill 13).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au Lieutenant-Gouverneur en Conseil le priant d'octroyer des Lettres Patentes fusionnant ces trois Municipalités, et créant une nouvelle Municipalité de Ville désignée sous le nom de « Ville de Marieville ».

Le territoire de la nouvelle Municipalité comprendra le territoire actuel de la Ville de Marieville, le territoire de la Corporation Municipale de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir et le territoire de la Corporation Municipale de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours.

La « Ville de Marieville » sera régie par la Loi des Cités et Villes et sera divisée en deux quartiers et elle sera administrée par un conseil composé d'un Maire et de six échevins.

La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1966.

Les biens-fonds imposables situés dans la Municipalité de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours et de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir seront taxés à un montant n'excédant pas un cinquième de un pour cent de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales; lesdites taxes seront imposées d'après le premier rôle d'évaluation dressé pour la nouvelle Municipalité et ce pour une période de cinq ans.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du Greffier, à l'Hôtel de Ville de la Ville de Marieville.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la Loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Province de Québec.

Donné à Marieville, ce 15e jour du mois de mars 1966.

Le Greffier de la Ville de Marieville,
(*Signé*) O. J. B. GOYETTE.

Par: POUPART, GOYER & THOMAS,
Procureurs de la Ville de Marieville.
14367-11-2-o

Town of Marieville

Notice is hereby given that on March the 7, 1966, the Municipal Council of the Town of Marieville passed a by-law bearing number 342, providing to the amalgamation of the Town of Marieville, of the Municipal Corporation of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir and of the Municipal Corporation of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours, according to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (Bill 13).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of Letters-Patents amalgamating these three Municipalities, and creating a new town known as "Town of Marieville".

The territory of the new Municipality shall include the actual territories of the Town of Marieville, of the Municipal Corporation of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir and of the Municipal Corporation of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours.

The Town of Marieville shall be governed by the Cities and Towns Act and shall be divided into two Wards and shall be administered by a Mayor and six Aldermen.

The first general election shall be held on the first Sunday of November 1966.

The taxable immoveables in the Municipality of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours and of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir shall be taxed to an amount of not more than one fifth of one per cent of the Municipal valuation, including all taxes both general and special; the said taxes shall be levied during five years according to the first valuation roll made for the new Municipality.

This by-law providing to the amalgamation and the joint petition may be examined at the office of the Clerk at Marieville' Town Hall.

The property-owners may object to the amalgamation during the month following the month during which the notices required by law were published, by indicating the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Province of Quebec.

Given at Marieville, the 15th of March 1966.

(*Signed*) O. J. B. GOYETTE,
Clerk of the Town of Marieville.

Per: POUPART, GOYER & THOMAS,
Attorneys for the Town of Marieville.
14367-11-2-o

Corporation municipale de la paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours

Avis est par les présentes donné qu'en date du 1er mars 1966, le Conseil Municipal de la Corporation Municipale de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours a adopté un règlement

Municipal corporation of the parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours

Notice is hereby given that on March the first 1966, the Municipal Council of the Municipal Corporation of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours passed a by-law bearing number 91,

portant le numéro 91, pourvoyant à la fusion de la Corporation Municipale de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours, de la Corporation Municipale de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir et de la Ville de Marieville, conformément à la loi de la fusion volontaire des Municipalités (Bill 13).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au Lieutenant-Gouverneur en Conseil le priant d'octroyer des Lettres Patentes fusionnant ces trois Municipalités, et créant une nouvelle Municipalité de Ville désignée sous le nom de « Ville de Marieville ».

Le territoire de la nouvelle Municipalité comprendra le territoire actuel de la Ville de Marieville, le territoire de la Corporation Municipale de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir et le territoire de la Corporation Municipale de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours.

La « Ville de Marieville » sera régie par la Loi des Cités et Villes et sera divisée en deux quartiers et elle sera administrée par un conseil composé d'un Maire et de six échevins.

La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1966.

Les biens-fonds imposables situés dans la Municipalité de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours et de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir seront taxés à un montant n'excédant pas un cinquième de un pour cent de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales; lesdites taxes seront imposées d'après le premier rôle d'évaluation dressé pour la nouvelle Municipalité et ce pour une période de cinq ans.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du Secrétaire-Trésorier, à l'Hôtel de Ville de la Corporation Municipale de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la Loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Province de Québec.

Donné à Notre-Dame-de-Bon-Secours, ce 15e jour de mars 1966.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation Municipale
de la Paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours,
(*Signé*) JEAN PAYMENT.

Par: POUPART, GOYER & THOMAS,
Procureurs de la Corporation Municipale de
la Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours.
14367-11-2-o

providing to the amalgamation of the Municipal Corporation of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours, of the Municipal Corporation of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir and of the Town of Marieville, according to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (Bill 13).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of Letters-Patents amalgamating these three Municipalities, and creating a new town known as "Town of Marieville".

The territory of the new Municipality shall include the actual territories of the Town of Marieville, of the Municipal Corporation of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir and of the Municipal Corporation of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours.

The Town of Marieville shall be governed by the Cities and Towns Act and shall be divided into two Wards and shall be administered by a Mayor and six Aldermen.

The first general election shall be held on the first Sunday of November 1966.

The taxable immoveables in the Municipality of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours and of the Parish of Sainte-Marie-de-Monnoir shall be taxed to an amount of not more than one fifth of one per cent of the Municipal valuation, including all taxes both general and special; the said taxes shall be levied during five years according to the first valuation roll made for the new Municipality.

This by-law providing to the amalgamation and the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer at the Town Hall of the Municipal Corporation of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours.

The property-owners may object to the amalgamation during the month following the month during which the notices required by law were published, by indicating the grounds of their objection, in writing, to the uebec Municipal Commission, Parliament Building, Province of Quebec.

Given at Notre-Dame-de-Bon-Secours, the 15th day of March 1966.

(*Signed*) JEAN PAYMENT,
Secretary-Treasurer
of the Municipal Corporation
of the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours.

Per: POUPART, GOYER & THOMAS,
Attorneys for the Municipal Corporation of
the Parish of Notre-Dame-de-Bon-Secours.
14367-11-2-o

William Rosenberg

Avis est donné que William Rosenberg, domicilié à 4804, Côte des Neiges, appartement 22, dans la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province aux fins de changer son nom à « William Ronay », et aussi pour faire bénéficier son épouse Ana Rosenberg, (née Levendel), ménagère, domiciliée à 4804, Cote des Neiges, appartement 22, dans la ville de Montréal.

Montréal, 14 mars 1966.

Le Procureur du demandeur,
14368-11-2 GERALD W. POSTELNIK.

William Rosenberg

Notice is heregy given that William Rosenberg, Executive, domiciled at 4804 Côte des Neiges, Apartment 22, in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary to change his name to "William Ronay", and also to benefit his wife Ana Rosenberg, (nee Levendel), housewife, domiciled at 4804 Côte des Neiges, Apartment 22, in the city of Montreal.

Montreal, March 14, 1966.

GERALD W. POSTELNIK,
14368-11-2-o *Attorney for the petitioner.*

Joseph Weberspiel

Avis est donné que Joseph Weberspiel manufacturier, résidant à 2130, rue Noël, Ville St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au

Joseph Weberspiel

Notice is hereby given that Joseph Weberspiel, manufacturer, residing at 2130 Noël St., ville St. Laurent, district of Montreal, will apply to

lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un ordre lui permettant de changer son nom en celui de « Joseph Weber »; ledit changement de nom sera également au service de sa femme Malvina (Betty) Weberspiel, de sa fille Edith Marian et de son fils Harvey Weberspiel, tous de la même adresse.

Montréal, 14 mars 1966.

SPIEGEL SHRIAR POLAK
14369-11-2 COOPERSTONE.

the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to "Joseph Weber"; said change of name will also benefit his wife Malvina (Betty) Weberspiel, his daughter Edith Marian, and his son Harvey Weberspiel, all of the same address.

Montreal, March 14, 1966.

SPIEGEL SHRIAR POLAK
14369-11-2-o & COOPERSTONE.

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'Économie des employés de Steinberg Steinberg's Employees Credit-Union

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la caisse d'épargne et de crédit « Steinberg's Employees Credit Union », en celui de « La Caisse d'Économie des employés de Steinberg — Steinberg's Employees Credit-Union ».

Québec, le 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
14333-o RAYMOND DOUVILLE

Caisse d'Economie des employés de l'Imprimerie Dumont

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la Caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des employés de l'Imprimerie Dumont ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de l'Imprimerie Dumont.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Ville LaSalle, Québec, dans le district électoral de Marguerite Bourgeoys.

Québec, le 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province.
14350-o RAYMOND DOUVILLE.

Caisse d'Économie des employés de la Voie Maritime du St-Laurent

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'Épargne et de crédit « Caisse d'Économie des employés de la Voie Maritime du St-Laurent ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de la Voie Maritime du St-Laurent.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à St-Lambert, Québec, dans le district électoral de Chambly.

Québec, le 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
14351-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

La Caisse d'Économie des employés de Steinberg Steinberg's Employees Credit-Union

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the savings and credit union "Steinberg's Employees Credit Union", into that of "La Caisse d'Économie des employés de Steinberg — Steinberg's Employees Credit-Union".

Quebec, March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
14333 *Assistant Secretary of the Province.*

Caisse d'Économie des employés de l'Imprimerie Dumont

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des employés de l'Imprimerie Dumont".

The group from which the union will recruit its members will be the employees of Imprimerie Dumont.

The head office of this savings and credit union is situated in Ville LaSalle, Quebec, in the electoral district of Marguerite-Bourgeoys.

Quebec, March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
14350 *Assistant Secretary of the Province.*

Caisse d'Économie des employés de la Voie Maritime du St-Laurent

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des employés de la Voie Maritime du St-Laurent".

The group from which the union will recruit its members will be the employees of the St. Lawrence Seaway.

The head office of this savings and credit union is situated in St-Lambert, Quebec, in the electoral district of Chambly.

Quebec, March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
14351 *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnie autorisée à faire des affaires

Kerr-McGee Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnie étrangères, la compagnie « Kerr-McGee

Company Licensed to do Business

Kerr-McGee Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Kerr-McGee Corpora-

Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnies, est M. W. H. Laidley, of suite 1100, 231 ouest rue St-Jacques, Montréal.

Le bureau principale de la compagnie dans la province est établi à suite 1100, 231 ouest, rue rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292 7-66 — 1311/9

tion", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. W. H. Laidley, of Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at room 1100, 231 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 7-66 — 1311/9

Chartes — Abandon de

Dominion Merchandising Corp.

Avis est par les présentes donné que « Dominion Merchandising Corp. », présentera une requête au Secrétaire de la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi des compagnies pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté dans la cité de Montréal, province de Québec, ce 7e jour de mars 1966.

Les Procureurs de la Compagnie,
HOWARD, CATE, OGILVY,
BISHOP, COPE, PORTEOUS
& HANSARD.

14293-o

D. W. Investment Corp.

Avis est donné que la compagnie « D. W. Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 4 février 1959, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 9 mars 1966.

Le Secrétaire,
DAVID WHITE.

14297

Dale Building Corporation

La compagnie « Dale Building Corporation », donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir a permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de Dale Building Corp,
SAUL HANDELMAN.

14298

Hadar Construction Inc.

La compagnie « Hadar Construction Inc. », donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de Hadar Construction Inc.,
SAUL HANDELMAN.

14299

L'Association des Ophtalmologistes de la Province de Québec inc.

Prenez avis que « L'Association des Ophtalmologistes de la province de Québec, inc. », en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 10 mars 1966.

Le Secrétaire,
ARTHUR R. LABELLE, M.D.

14312-o

Charters — Surrender of

Dominion Merchandising Corp.

Notice is hereby given that "Dominion Merchandising Corp.", will apply to the Provincial Secretary of Quebec under the provisions of the Companies Act for leave to surrender its Charter.

Dated at the city of Montreal, Province of Quebec, this 7th day of March, 1966.

HOWARD, CATE, OGILVY,
BISHOP, COPE, PORTEOUS
& HANSARD,
Attorneys for the company

14293-o

D. W. Investment Corp.

Notice is hereby given that "D. W. Investment Corp.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated February 4, 1959, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, March 9, 1966.

DAVID WHITE,
Secretary.

14297-o

Dale Building Corporation

The company "Dale Building Corporation", hereby gives notice that it will make an application to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

SAUL HANDELMAN,
Attorney for Dale Building Corp.

14298-o

Hadar Construction Inc.

The company "Hadar Construction Inc.", hereby gives notice that it will make an application to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

SAUL HANDELMAN,
Attorney for Hadar Construction Inc.

14299-o

The Association of the Ophthalmologists of the Province of Quebec Inc.

Take notice that "The Association of the Ophtalmologists of the Province of Quebec Inc.", incorporated under Part III of the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, March 10, 1966.

SIMON GOLD, M.D.,
Secretary.

14312-o

Aubade Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Aubade Inc. », s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 9 mars 1966.

Le Procureur de la compagnie,
14313-o PIERRE BERNIER.

Broughton Copper Limited (N.P.L.)

Prenez avis que la compagnie « Broughton Copper Limited », demandera au secrétaire de la province la permission d'amender sa charte.

Québec, ce 11 mars 1966.

Les Procureurs de la compagnie,
GAGNON, DE BILLY, CANTIN
14314-o & DIONNE.

Gay Tex Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Gay Tex Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 10e jour de février 1966.

Gay Tex Ltd.
(Sceau) *Par le Secrétaire,*
14315 ERIC ULRICH.

Clinique Roy Inc.

Prenez avis que la compagnie « Clinique Roy Inc. », avec siège social à Sept-Iles, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant la Loi des compagnies de Québec.

Sept-Iles, ce 11e jour de mars 1966.

Le Procureur de la requérante,
14316-o BERNARD CÔTÉ.

Les Piscines Roy Ltée
Roy Swimming Pools, Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Les Piscines Roy Ltée — Roy Swimming Pools, Ltd. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 9e jour de mars 1966.

Le Procureur de la compagnie,
14317-o MAURICE MARTEL.

Club Social Rio

Prenez avis que le « Club Social Rio » incorporé en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, demandera au Secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Jonquière, 10 mars 1966.

Le Secrétaire,
14352-o JOS DION.

Herbe Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Herbe Construction Co. Ltd. », donne avis qu'elle s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 14e jour de mars 1966.

Le Procureur du requérant,
14353 JOHN J. WASSERMAN, C.R.

Aubade Inc.

Notice is hereby given that "Aubade Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, March 9, 1966.

PIERRE BERNIER,
14313 *Attorney for the company.*

Broughton Copper Limited (N.P.L.)

Notice is hereby given that "Broughton Copper Limited", will ask the Provincial Secretary the permission to surrender its charter.

Quebec, March 11, 1966.

GAGNON, DE BILLY, CANTIN
& DIONNE,
14314-o *Attorneys for the Company.*

Gay Tex Ltd.

Notice is hereby given that "Gay Tex Ltd.", a corporation under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of February, 1966.

Gay Tex Ltd.
(Seal) Per: ERIC ULRICH,
14315-o *President.*

Clinique Roy Inc.

Notice is hereby given that "Clinique Roy Inc.", with its head office in Sept-Iles, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the provision of the Quebec Companies Act.

Sept-Iles, this 11th day of March 1966.

BERNARD CÔTÉ,
14316-o *Attorney for petitioner.*

Les Piscines Roy Ltée
Roy Swimming Pools, Ltd.

Notice is hereby given that the company "Les Piscines Roy Ltée — Roy Swimming Pools, Ltd.", will apply to the secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, this 9th day of March 1966.

MAURICE MARTEL,
14317-o *Attorney for the Company.*

Club Social Rio

Notice is hereby given that "Club Social Rio", incorporated under the third part of the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Jonquière, March 10, 1966.

JOS DION,
14352-o *Secretary.*

Herbe Construction Co. Ltd.

"Herbe Construction Co. Ltd.", hereby gives notice under the Quebec Companies Act that it will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 14th day of March, 1966.

JOHN J. WASSERMAN, Q.C.,
14353-o *Attorney for applicant.*

Tredmar Fashions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Tredmar Fashions Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mars 1966.

Le Secrétaire,
NORMAN TRITT.

14354

Tredmar Fashions Inc.

Notice is hereby given that "Tredmar Fashions Inc.", a corporation, incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of March, 1966.

NORMAN TRITT,
Secretary.

14354-o

Ber-Lou Blouses Inc.

Avis est donné par ces présentes que « Ber-Lou Blouses Inc. », un corps politique dûment incorporé selon les provisions de la loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Louiseville, Québec, demandera au secrétaire provincial de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des provisions de la loi des compagnies de Québec.

Louiseville, ce 27 janvier 1966.

La Secrétaire,
FRANÇOISE MARTIN.

14370-o

Ber-Lou Blouses Inc.

Notice is hereby given that "Ber-Lou Blouses Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Louiseville, Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for a leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Louiseville, January 27, 1966.

FRANÇOISE MARTIN,
Secretary.

14370-o

Sincom Investments Inc.

Avis est donné que la compagnie « Sincom Investments Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 24e jour de février 1966.

Sincom Investments Inc.,
Par le secrétaire,
RONALD SINGER.

14371

Sincom Investments Inc.

Notice is hereby given that "Sincom Investments Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montréal, this 24th day of February, 1966.

Sincom Investments Inc.,
Per: RONALD SINGER,
Secretary.

14371-o

Compagnies dissoutes

Compagnies Dissolved

Beaver Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Beaver Holdings Ltd. », constituée en corporation le 12 décembre 1962, à compter du 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la rovince,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 15007-62

Beaver Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Beaver Holdings Ltd.", incorporated on December 12, 1962, on and from March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 15007-62

Bergeron & fils (Macamic) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Bergeron & fils (Macamic) ltée », constituée en corporation le 9 novembre 1955, à compter du 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 13018-55

Bergeron & fils (Macamic) ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bergeron & fils (Macamic) ltée", incorporated on November 9, 1955, on and from March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 13018-55

Commercial Credit Information Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Commer-

Commercial Credit Information Center Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Com-

cial Credit Information Center Inc. », constituée en corporation le 27 novembre 1961, à compter du 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 15726-61

Community Provisioners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Community Provisioners Inc. », constituée en corporation le 7 janvier 1955, à compter du 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 10016-55

Justrite Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Justrite Investments Inc. », constituée en corporation le 23 février 1962, à compter du 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 10948-62

Lucien Major limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abanhon de la charte de « Lucien Major limitée », constituée en corporation le 4 novembre 1963, à compter du 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 4082-63

Maximillian Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Maximillian Realties Inc. », constituée en corporation le 3 juillet 1959, à compter du 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 13996-59

Motel Ste Adèle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Motel Ste Adèle inc. », constituée en corporation le 20 juin 1951, à compter du 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 7998-51

Nirod Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Nirod Enterprises Inc. », constituée en corporation le 27 octobre 1960, à compter du 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 14474-60

Schrein-Crest Investment & Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Schrein-

mercial Credit Information Center Inc.", incorporated on November 27, 1961, on and from March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 15726-61

Community Provisioners Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Community Provisioners Inc.", incorporated on January 7, 1955, on and from March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292-o 10016-55

Justrite Investments Inc.

Notice is given that under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Justrite Investments Inc.", incorporated on February 23, 1962, on and from March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 10948-62

Lucien Major limitée

Notice is given that under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lucien Major limitée", incorporated on November 4, 1963, on and from March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 4082-63

Maximillian Realties Inc.

Notice is given that under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Maximillian Realties Inc.", incorporated on July 3, 1959, on and from March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 13996-59

Motel Ste Adèle inc.

Notice is given that under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Motel Ste Adèle inc.", incorporated on June 20, 1951, on and from March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 7998-51

Nirod Enterprises Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Nirod Enterprises Inc. », incorporated on October 27, 1960, on and from March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 14474-60

Schrein-Crest Investment & Holdings Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Schrein-

Crest Investment & Holdings Corp. », constituée en corporation le 23 août 1962, à compter du 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 13502-62

Victoria Sawmill Limited
Scierie Victoria limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Victoria Sawmill Limited — Scierie Victoria limitée », constituée en corporation le 18 décembre 1947, à compter du 14 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 7487-47

Zicat & frères, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Zicat & frères, inc. », constituée en corporation le 27 décembre 1950, à compter du 15 mars 1966.

Montreal, March 14, 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o 9128-50

Crest Investment & Holdings Corp.", incorporated on August 23, 1962, on and from March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 13502-62

Victoria Sawmill Limited
Scierie Victoria limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Victoria Sawmill Limited — Scierie Victoria limitée", incorporated on December 18, 1947, on and from March 14, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 7487-47

Zicat & frères, inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Zicat & frères, inc.", incorporated on December 27, 1950, on and from March 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292 9128-50

Divers
Compagnies

Le club de femmes de carrière de Trois-Rivières
The Business and Professional Women's Club of Trois-Rivières

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 janvier 1966, approuvé les règlements généraux de « Le Club des femmes de carrière de Trois-Rivières — The Business and Professional Women's Club of Trois-Rivières », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14294-o 4485-65

Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 19 janvier 1966, approuvé les règlements généraux de l'« Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14300-o 1459-64

Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec

Avis est donné que l'« Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
OMER BRIAND.

14300-o 1459-64

Miscellaneous
Companies

Le Club des femmes de carrière de Trois-Rivières
The Business and Professional Woomen's Club of Trois-Rivières

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on January 13, 1966, has approved the general by-laws of "Le Club des femmes de carrière de Trois-Rivières — The Business and Professional Women's Club of Trois-Rivières", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14294 4485-65

Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 19, 1966, approved the general by-laws of the "Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14300 1459-64

Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec

Notice is hereby given that the "Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec", has changed the number of its directors from 3 to 7.

OMER BRIAND,
Secretary.

14300 1459-64

Surveyer, Nenniger & Chênevert inc.

Avis est donné que la compagnie « Surveyer, Nenniger & Chênevert inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 9.

Le Secrétaire,
E. NENNIGER Jr.

14301-o 2172-64

Surveyer, Nenniger & Chênevert inc.

Notice is hereby given that "Surveyer, Nenniger & Chênevert inc.", has changed the number of its directors from 8 to 9.

E. NENNIGER Jr.,
Secretary.

14301 2172-64

Adrien Vohl & fils limitée

Avis est donné que la compagnie « Adrien Vohl & fils limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 8.

Le Secrétaire,
BERNARD VOHL.

14302-o 11146-60

Adrien Vohl & fils limitée

Notice is hereby given that "Adrien Vohl & fils limitée", has changed the number of its directors from 4 to 8.

BERNARD VOHL,
Secretary.

14302 11146-60

Bibliothèque régionale du Nord de l'Outaouais inc.

Avis est donné que la corporation « Bibliothèque régionale du Nord de l'Outaouais inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 8.

Le Secrétaire,
CLAUDE BOULANGER.

14318-o 2964-64

Bibliothèque régionale du Nord de l'Outaouais inc.

Notice is hereby given that "Bibliothèque régionale du Nord de l'Outaouais inc.", has changed the number of its directors from 5 to 8.

CLAUDE BOULANGER,
Secretary.

14318 2964-64

Bibliothèque régionale du Nord de l'Outaouais inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 1er février 1966, approuvé les règlements généraux de la « Bibliothèque régionale du Nord de l'Outaouais inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14318-o 2964-64

Bibliothèque régionale du Nord de l'Outaouais inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 1, 1966, approved the general by-laws of "Bibliothèque régionale du Nord de l'Outaouais inc.", and such, in conformity with the provisions of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14318 2964-64

Economic Growth Fund Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Economic Growth Fund Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
ROBERT J. LAFLEUR.

14319-o 15394-61

Economic Growth Fund Ltd.

Notice is hereby given that "Economic Growth Fund Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ROBERT J. LAFLEUR,
Secretary.

14319 15394-61

B S B construction inc.

Avis est donné que la compagnie « B S B construction inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
JEAN BOURGUIGNON.

14334-o 1447-64

B S B construction inc.

Notice is hereby given that "B S B construction inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEAN BOURGUIGNON,
Secretary.

14334 1447-64

Les Copains des Routes Bleues

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8 mars 1965, approuvé les règlements généraux de « Les Copains des Routes Bleues », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14335-o 215-63

Les Copains des Routes Bleues

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 8, 1965, approved the general by-laws of "Les Copains des Routes Bleues", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14335 215-63

Asbestos ltée
Asbestos Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Asbestos ltée — Asbestos Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
J. R. WILKINSON.

14355-o 1024-26

Asbestos ltée
Asbestos Ltd.

Notice is hereby given that "Asbestos ltée — Asbestos Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

J. R. WILKINSON,
Secretary.

14355 1024-26

L'O. T. J. de St-Sébastien (Frontenac) inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 mars 1966, approuvé les règlements 1 et 2 de « L'O. T. J. de St-Sébastien (Frontenac) inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14336-o 4734-65

Les Publications Métro-Express limitée
The Metro-Express Publishing Company Limited

Avis est donné que la compagnie « Les Publications Métro-Express limitée — The Metro-Express Publishing Company Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le Secrétaire,
YVON CÔTÉ.

14337-o 1809-64

Société parisienne pour l'industrie électrique

Avis est par les présentes donné que, par une nouvelle procuration, en date du 13e jour de janvier 1966, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, le bureau principal dans la province de Québec de « Société parisienne pour l'industrie électrique », une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans ladite province, en vertu de la Loi des compagnies étrangères a transporté son bureau de suite 74, 275, ouest rue St-Jacques, Montréal, à suite 710, Tour de la Bourse, Place Victoria, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal. M. Richard Anthony Bethell, gérant, suite 710, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal, demeure l'agent principal de ladite compagnie dans la province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14338 28-64

Club de Baseball Longueuil Junior inc.
Longueuil Junior Baseball Club Inc.¶

Avis est donné que le « Club de Baseball Longueuil Junior inc. — Longueuil Junior Baseball Club Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 10.

Le Président,
ROGER PERREAULT.

14356-o 14250-59

Club de Baseball Longueuil Junior inc.
Longueuil Junior Baseball Club Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 mars 1966, approuvé les règlements généraux du « Club de Baseball Longueuil Junior inc. — Longueuil Junior Baseball Club Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14356-o 14250-59

Collège de Victoriaville

Avis est donné que la corporation « Collège de Victoriaville », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 8.

Le Secrétaire,
Frère CHARLES DAIGNEAULT, s.c.

14357-o 10332-61

L'O. T. J. de St-Sébastien (Frontenac) inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 9, 1966, approved the by-laws 1 and 2 of "L'O. T. J. de St-Sébastien (Frontenac) inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14336 4734-65

Les Publications Métro-Express limitée
The Metro-Express Publishing Company Limited

Notice is hereby given that "Les Publications Métro-Express limitée — The Metro-Express Publishing Company Limited", has changed the number of its directors from 7 to 5.

YVON CÔTÉ,
Secretary.

14337 1809-64

Société parisienne pour l'industrie électrique

Notice is given that, by new Power of Attorney, dated the 13th day of January, 1966, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, the principal office in the Province of Quebec of "Société parisienne pour l'industrie électrique", a company duly authorized to carry on business in the said province, in virtue of the Extra-Provincial Companies Act, has changed from Room 74, 275 St. James Street West, Montreal, to Room 710, Tour de la Bourse, Place Victoria, in the said city and in the judicial district of Montreal. Mr. Richard Anthony Bethell, manager, Room 710, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montreal, remains the chief agent of the said company in the Province of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14338-o 28-64

Club de Baseball Longueuil Junior inc.
Longueuil Junior Baseball Club Inc.

Notice is hereby given that "Club de Baseball Longueuil Junior inc. — Longueuil Junior Baseball Club Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 10.

ROGER PERREAULT,
President.

14356 14250-59

Club de Baseball Longueuil Junior inc.
Longueuil Junior Baseball Club Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 10, 1966, approved general by-laws of Club de Baseball Longueuil Junior inc. — Longueuil Junior Baseball Club Inc.", and such pursuant to the provisions of section 225, of the companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14256 14250-59

Collège de Victoriaville

Notice is hereby given that "Collège de Victoriaville", has changed the number of its directors from 3 to 8.

Brother CHARLES DAIGNEAULT, s.c.,
Secretary.

14357 10332-61

Collège de Victoriaville

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 mars 1966, approuvé les règlements généraux du « Collège de Victoriaville », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14357-o 10332-61

Collège de Victoriaville

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 10, 1966, approved general by-laws of "Collège de Victoriaville", and such, pursuant to the provisions of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14357 10332-61

La Fonderie de L'Islet limitée

Avis est donné que la compagnie « La Fonderie de L'Islet limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le Secrétaire,
PIERRE LEMOINE.

14358-o 14475-61

La Fonderie de L'Islet limitée

Notice is hereby given that "La Fonderie de L'Islet limitée", has changed the number of its directors from 3 to 9.

PIERRE LEMOINE,
Secretary.

14358 14475-61

Les Placements Sommet inc.
Summit Investments Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Sommet inc.— Summit Investments Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

Le Secrétaire,
JEAN-PAUL ZIGBY.

14359-o 118-66

Les Placements Sommet inc.
Summit Investments Inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Sommet inc.— Summit Investments Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 9.

JEAN-PAUL ZIGBY,
Secretary.

14359 118-66

Le Voyageur Laurentien inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Voyageur Laurentien inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
CHARLES E. BOILY.

14360-o 13388-62

Le Voyageur Laurentien inc.

Notice is hereby given that "Le Voyageur Laurentien inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

CHARLES E. BOILY,
Secretary.

14360 13388-62

Les Fournisseurs Professionnels inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Fournisseurs Professionnels inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Président,
YVON PERREAULT.

14361 3555-64

Les Fournisseurs Professionnels inc.

Notice is given that "Les Fournisseurs Professionnels inc.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

YVON PERREAULT,
President.

14361 3555-64

Karmy Kola Corp.

Avis est donné que la compagnie « Karmy Kola Corp. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire-trésorier,
S. I. BOROD.

14372 4957-64

Karmy Kola Corp.

Notice is given that "Karmy Kola Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

S. I. BOROD,
Secretary-Treasurer.

14372-o 4957-64

The Masonic Foundation of Quebec

Avis est donné que la compagnie « The Masonic Foundation of Quebec », a porté de 5 à 9 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
GORDON MCKAY.

14373 4669-64

The Masonic Foundation of Quebec

Notice is given that "The Masonic Foundation of Quebec", has changed the number of its directors from 5 to 9.

GORDON MCKAY,
Secretary.

14373-o 4669-64

The Masonic Foundation of Quebec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 février 1966, approuvé les règlements généraux de « The Masonic Foundation of Quebec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14373-o 4669-64

The Masonic Foundation of Quebec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 9, 1966, approved general by-laws of "The Masonic Foundation of Quebec", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14373 4669-64

Sièges sociaux

Aéroclub Belair Inc.

Avis est donné que la compagnie « Aéroclub Belair Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10e jour de février 1966, et ayant son bureau principal dans Québec, a établi son bureau à St-Jean Chrysostome.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 16e jour de février 1966.

(Sceau) *Le Président,*
CAJETAN ALAIN.

14303-o 581-66

B. O. G. Construction Limitée
B. O. G. Construction Limited

Avis est donné que la compagnie « B. O. G. Construction Limitée — B. O. G. Construction Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 3 août 1964, et ayant son bureau principal à 2 Ostiguy, Marieville, dans le district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, jusqu'à aujourd'hui, l'a transporté au numéro 65 rue Sainte-Marie-Nord, Marieville, district de Saint-Hyacinthe, province de Québec.

À compter du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Marieville, ce 18e jour de février 1966.

Le Secrétaire,
ANDRÉ GUY.

14304-o 3073-64

Les Publications Métro-Express Limitée

Avis est, par la présente, donné que la compagnie « Les Publications Métro-Express Limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 21 avril 1964, a transporté son siège social de 901, Carré Victoria, suite 303 en la cité de Montréal à 6900 rue St-Denis, en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 3e jour de mars 1966.

Le Secrétaire,
YVON CÔTÉ.

14308-o 1809-64

Lamer & Côté (Québec) ltée

Avis est donné que la compagnie « Lamer & Côté (Québec) ltée », a changé son siège social de Montréal, à Québec-Ouest.

Le Secrétaire,
MME ALICE CÔTÉ.

14306-o 29-66

Premier Trading Corp.

Avis est donné que la compagnie « Premier Trading Corp. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 13 décembre 1962, a transporté son siège social de 5807, avenue Eldridge, Montréal, à suite 2204, 800, carré Victoria, Montréal.

Montréal, 3 mars 1966.

Le Secrétaire,
BRAHM M. GELFAND.

14307 15029-62

Head Offices

Aéroclub Belair Inc.

Notice is given that "Aéroclub Belair Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of February, 1966, and having its head office in Quebec, has established its office at St-Jean Chrysostome.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 16th day of February, 1966.

(Seal) CAJETAN ALAIN,
President.

14303 581-66

B. O. G. Construction Limitée
B. O. G. Construction Limited

Notice is given that "B. O. G. Construction Limitée — B. O. G. Construction Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, dated August 3, 1964, and having its head office at 2 Ostiguy, Marieville, in the district of Saint-Hyacinthe, Province of Quebec, up to to-day, has transferred it to number 65 Sainte-Marie-Nord Street, Marieville, district of Saint-Hyacinthe, Province of Quebec.

From and after the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Marieville, this 18th day of February, 1966.

ANDRÉ GUY,
Secretary.

14304 3073-64

The Metro-Express Publishing Company Limited

Notice is hereby given that "The Metro-Express Publishing Company Limitée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated April 21, 1964, has moved its head office from 901 Victoria Square, suite 303 to 6900 St. Denis Street, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 3rd day of March 1966.

YVON CÔTÉ,
Secretary.

14308-o 1809-64

Lamer & Côté (Québec) ltée

Notice is heregy given that "Lamer & Côté (Québec) ltée", has moved its head office from Montreal to Quebec-West.

MRS. ALICE CÔTÉ,
Secretary.

14306 29-66

Premier Trading Corp.

Notice is hereby given that "Premier Trading Corp.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated December 13, 1962, has moved its head office from 5807 Eldridge Avenue, Montreal to suite 2204, 800 Victoria Square, Montreal.

Montreal, March 3, 1966

BRAHM M. GELFAND,
Secretary.

14307-o 15029-62

Civil Equipment Co. Limited

Avis est donné que la compagnie « Civil Equipment Co. Limited », constituée en corporation en date du 5e jour de janvier 1961, et ayant son bureau principal dans le district de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 9230 Boul. St-Laurent l'a transporté à 9220 Boul. St-Laurent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 7e jour de février 1966.

L'Officier autorisé,
RENÉ DELISLE.

14305-o 15216-60

La Société Immobilière des Scouts Catholiques du Diocèse de Montréal, Incorporée

Avis est donné que la compagnie « La Société Immobilière des Scouts Catholiques du Diocèse de Montréal, Incorporée », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 21 décembre 1954, et ayant son siège social dans la cité de Montréal où elle avait son siège situé jusqu'aujourd'hui au numéro 3621 est, rue Sherbrooke, l'a transporté au numéro 4869 de la rue Garnier.

À compter de la date du présent avis, ledit siège est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 28e jour de février 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
YVES BRISSON.

14309-o 13078-54

Leasehold Properties Limited

Avis est donné que la compagnie « Leasehold Properties Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26e jour de septembre 1963, et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui 507 Place d'Armes, l'a transporté à chambre 720, 800 carré Victoria.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 9e jour de mars, 1966

Le Président,
JOHN B. CLAXTON.

14322-o 3925-63

Patates Frites La Boulangère Inc.

Avis est donné que la compagnie « Patates Frites La Boulangère Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2e jour de décembre 1964, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 9520 de la rue Berri, l'a transporté au numéro 6273 de la 25e Avenue, quartier Rosemont, en la ville de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 28e jour de février 1966.

Le Secrétaire,
ROGER MONETTE.

14323-o 5384-64

Civil Equipment Co. Limited

Notice is hereby given that "Civil Equipment Co. Limited", incorporated on January 5, 1961, and having its principal place of business in the district of Montreal, where its office was situated, until to-day, at 9230 St-Laurent Boulevard, has transferred it to 9220 St-Laurent Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal place of business.

Given at Montreal, on this 7th day of February, 1966.

RENÉ DELISLE,
Authorized Officer.

14305 15216-60

La Société Immobilière des Scouts Catholiques du Diocèse de Montréal, Incorporée

Notice is given that "La Société Immobilière des Scouts Catholique du Diocèse de Montréal, Incorporée", incorporated by letters patent of the province of Quebec dated December 21, 1954, and having its head office in the city of Montreal where it had its office situated up to now at number 3621 Sherbrooke Street, East, has moved it to number 4869 Garnier Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 28th day of February, 1966.

(Seal) YVES BRISSON,
Secretary.

14309 13078-54

Leasehold Properties Limited

Notice is hereby given that "Leasehold Properties Limited", incorporated under the laws of the Province of Quebec by letters patent dated the 26th day of September, 1963, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 507 Place d'Armes, has moved it to suite 720, 800 Victoria Square.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 9th day of March, 1966.

JOHN B. CLAXTON,
President.

14322-o 3925-63

Patates Frites La Boulangère Inc.

Notice is hereby given that the "Patates Frites La Boulangère Inc.", company incorporated by letters patent, on the 2nd day of December, 1964, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up today at 9520, Berri Street, has moved it to 6273, 25th Avenue, Rosemont, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 28th day of December, 1966.

ROGER MONETTE,
Secretary.

14323-o 5384-64

Steinberg Foods Limited
Les Aliments Steinberg Limitée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Steinberg Foods Limited — Les Aliments Steinberg Limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, le 20e jour de décembre 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 110, boulevard Crémazie ouest, Montréal 11, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 15e jour de février 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
JAMES N. DOYLE.

14320-o 5554-65

Steinberg Foods Limited
Les Aliments Steinberg Limitée

Notice is hereby given that "Steinberg Foods Limited — Les Aliments Steinberg Limitée", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on December 20, 1965, and having its head office in the city of Montreal has established tsi office at number 110 Cremazie Boulevard West, Montreal 11, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of February, 1966.

(Seal) JAMES N. DOYLE,
Secretary.

14320-o 5554-65

The First Montreal City Corporation
La Compagnie des Grandes Premières de Montréal

Avis est donné que la compagnie « The First Montreal City Corporation — La Compagnie des Grandes Premières de Montréal », une compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 17e jour de février 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au No 204 ouest, rue Notre-Dame.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mars 1966.

Le Secrétaire,
C. R. CHISHOLM.

14321 653-66

The First Montreal City Corporation
La Compagnie des Grandes Premières de Montréal

Notice is hereby given that "The First Montreal City Corporation — La Compagnie des Grandes Premières de Montréal", a company incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent on the 17th day of February, 1966, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established its office at No. 204 Notre-Dame Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st day of March, 1966.

C. R CHISHOLM,
Secretary.

14321-o 653-66

Pavage Régional Inc.
Regional Paving Inc.

Avis est donné que la compagnie « Pavage Régional Inc. — Regional Paving Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 20 janvier 1966, a établi son siège social au 7649 de la rue De Laroche, à Montréal, district de Montréal.

À compter de la date des présentes, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7e jour de mars 1966.

Pavage Régional Inc.
Regional Paving Inc.,
Par le Secrétaire,
VINCENZO ROMANO.

14324-o 210-66

Pavage Régional Inc.
Regional Paving Inc.

Notice is hereby given that "Pavage Régional Inc. — Regional Paving Inc.", a company incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act on January 20, 1966, has established its head office at 7649 De Laroche Street, in Montreal, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 7th day of March, 1966

Pavage Régional Inc.
Regional Paving Inc.,
Per: VINCENZO ROMANO,
Secretary.

14324-o 210-66

Daytona Motor Corporation

Avis est donné que la compagnie « Daytona Motor Corporation », a transporté son siège social de 624, Bord de l'Eau, Ste-Dorothée, à 1743, ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Le Secrétaire,
M. I. HERBERT.

14339 12228-58

Daytona Motor Corporation

Notice is given that "Daytona Motor Corporation", has changed the head office from 624 Bord de l'Eau, Ste-Dorothée, to 1743, St. James Street West, Montreal.

M. I. HERBERT,
Secretary.

14339-o 12228-58

R. R. Nicolet & Associés Ltée
R. R. Nicolet & Associates Ltd.

Avis est donné que la compagnie « R. R. Nicolet & Associés Ltée — R. R. Nicolet & Associates Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 29 octobre 1965 et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 1 Place Ville Marie, Montréal, 2 P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce premier jour de Novembre 1965.

Le Président,
C. G. MEEK.

14340-o 4790-65

Les Fournisseurs Professionnels inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Fournisseurs Professionnels inc. », a changé son siège social du numéro 1405, Bishop, Montréal, au numéro 10750, rue Edger, Montréal-Nord.

Le Président,
YVON PERREAULT.

14361-o 3555-54

R. R. Nicolet & Associés Ltée
R. R. Nicolet & Associates Ltd.

Notice is given that "R. R. Nicolet & Associés Ltée — R. R. Nicolet & Associates Ltd.", incorporated by letters patent granted on October 29, 1965, and having its head office in the city and district of Montreal, province of Quebec, has established its office at 1 Place Ville Marie, Montreal 2, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this first day of November, 1965.

C. G. MEEK,
President.

14340 4790-65

Les Fournisseurs Professionnels inc.

Notice is given that "Les Fournisseurs Professionnels inc.", has moved its head office from number 1405 Bishop, Montreal, to number 10750 Edger Street, Montreal-North.

YVON PERREAULT,
President.

14361 3555-54

Demandes à la Législature

The Church of Jesus Christ of Latter-day Saints

Avis est par les présentes donné que Lamont F. Toronto, de Toronto, président de la mission canadienne des Mormons, Robert F. Ferris, de Québec, missionnaire, et John A. Armstrong, de Toronto, conseiller du président de la mission canadienne, s'adresseront à la Législature pour demander leur constitution en une corporation religieuse sous le nom de « The Church of Jesus Christ of Latter-day Saints ».

Québec, 16 février 1966.

Les Procureurs des requérants,
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
BIENVENUE, PRICE,
14026-8-5-o DELISLE & LARUE.

Cité de Saint-Michel

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Saint-Michel », municipalité du comté de Bourget, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi dont les objets sont les suivants:

Abroger de nombreuses dispositions de sa charte;

Règlementer l'usage de distributeurs automatiques;

Obtenir le droit de verser au maire, suivant certaines conditions, une pension annuelle.

Cité de Saint-Michel, le 21 février 1966.

Les Procureurs de la requérante,
LONG & AQUIN.
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
14096-8-4-o THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

Municipalité de Lucerne

Avis est par les présentes donné que la « Municipalité de Lucerne », s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa présente session, pour obtenir un amendement au Code municipal en tant qu'il s'applique à la munici-

Applications to Legislature

The Church of Jesus Christ of Latter-day Saints

Notice is hereby given that Lamont F. Toronto, from Toronto, president of the Canadian Mission of the Mormons, Robert F. Ferris, from Quebec, missionary, and John A. Armstrong, from Toronto, assistant to the President of the Canadian Mission will apply to the Legislative Assembly for their incorporation as a religious corporation under the name of "The Church of Jesus Christ of Latter-day Saints".

Quebec, February 16, 1966.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
BIENVENUE, PRICE,
DELISLE & LARUE,
14026-8-5-o *Attorneys for applicants*

City of Saint-Michel

Notice is hereby given that the "City of Saint-Michel", in the county of Bourget, will apply to the Legislator of the Province of Quebec at is present session for the adoption of an Act, the objects thereof are the following:

To have abrogated several provisions of its charter;

To obtain to make by-laws concerning the use of slot machines;

To obtain the right to the city to pay to the mayor, at certain conditions, an annual pension.

City of Saint-Michel, February 21, 1966.

LONG & AQUIN,
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
14096-8-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Municipality of Lucerne

Notice is hereby given that the "Municipality of Lucerne", will present a petition to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to obtain an amendment to the Municipal Code, as it applies to the municipality of Lu-

palité de Lucerne pour limiter dans la municipalité de Lucerne l'évaluation des terres en culture, des terres à bois, ainsi que des bâtiments et habitations s'y rattachant et le taux de la taxe affectant lesdites terres, bâtiments et habitations.

Lucerne, ce 18e jour de janvier, 1966.

Le Procureur de la Municipalité de Lucerne,
CHARLES B. MAJOR.

14144-9-4-o

cerne, to limit within the municipality of Lucerne the valuation of lands under cultivation and wood lots and buildings and dwellings connected therewith and the rate of taxation affecting such lands, buildings and dwellings.

Lucerne, this 18th day of January, 1966.

CHARLES B. MAJOR,
Attorney for the Municipality of Lucerne.

14144-9-4-o

La Cité de Québec

Avis public est donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de la province, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant sa charte pour les fins suivantes:

Autoriser un emprunt de $7,000,000.00 pour la construction d'une usine de filtration;

Autoriser un emprunt de $132,000.00 pour l'acquisition des subdivisions 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124 partie, 125 partie et 14-A partie, du lot originaire 513 du cadastre officiel de St-Roch Nord;

Pour autoriser un emprunt de $100,000.00 nécessaire pour l'achat de deux camions combinés (pompe et échelle) pour le Service des Incendies;

Pour déterminer de façon plus précise les biens non imposables;

Pour disposer à d'autres fins, d'un caractère permanent, le solde des emprunts que la Cité a été autorisée à contracter et dont elle n'a pas besoin pour les fins originairement prévues;

Pour prévoir l'envoi d'un avis sommaire préalablement à l'institution de poursuite pénale pour infraction aux règlements de la circulation;

Pour modifier la constitution de la Commission d'Urbanisme;

Pour donner au greffier de la Cour municipale le pouvoir de rendre les jugements par défaut lorsqu'une personne assignée fait défaut de comparaître;

Pour déterminer les règles de procédure applicables à la Cour municipale, en matière civile;

Pour autoriser l'érection et l'exploitation d'établissements commerciaux sur les terrains situés au coin nord-ouest du Boulevard St-Cyrille et de l'Avenue Belvédère;

Pour accorder une exemption des taxes imposables sur l'immeuble à être construit par la Corporation Notre-Dame de Bon Secours, destiné à être occupé comme foyer pour vieillards;

Pour autoriser la Cité à exploiter dans ses immeubles les restaurants et salles à manger qu'elle juge à propos d'y aménager;

Pour vendre de gré à gré les immeubles dont elle est ou deviendra propriétaire dans la partie du territoire de la Colline parlementaire;

Pour être autorisée de vendre de gré à gré au Gouvernement de la province ou à tout organisme de celui-ci les immeubles dont elle est ou peut devenir propriétaire;

Pour être autorisée à subventionner annuellement les bibliothèques publiques ouvertes dans la Cité de Québec;

Pour modifier la loi régissant les fonds de pension des fonctionnaires municipaux;

Et tous autres amendements qui peuvent être dans l'intérêt des contribuables de Québec.

Québec, le 1er mars 1966.

Le Procureur de la Cité,
BENOIT PELLETIER, C.R.

14197-9-4-o

The City of Quebec

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Provincial Legislature, during its next session, to request the adoption of a law amending its charter for the following purposes:

To authorize a $7,000,000.00 loan for the construction of a filtration plant;

To authorize a $132,000.00 loan for the purchase of subdivisions 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, part of 124, part of 125 and part of 14-A or original lot 513 in the official cadaster of St-Roch North;

To authorize a $100,000.00 loan necessary for the purchase of two combine trucks (pump and ladder) for the Fire Department;

To determine, more precisely, non-taxable goods;

To use for other purposes, of a permanent nature, the balance of loans which the City was authorized to contract, and of which it has no need for the purposes first mentioned;

To provide for the dispatch of a summary notice beforehand to the institution of penal prosecution for traffic violations;

To amend the constitution of the Town Planning Commission;

To give the Clerk of the Municipal Court the power to render judgments by default when a defendant fails to appear;

To determine the rules of procedure applicable to the Municipal Court in civil matters;

To authorize the erection and operation of commercial establishments on land situated at the northwest corner of St-Cyrille Blvd. and Belvédère Avenue;

To grant an exemption from taxes assessable upon the immovable to be built by the Corporation Notre-Dame de Bon Secours, destined to be used as a home for the aged;

To authorize the City to operate, in its immovables, restaurants and dining halls which it deems expedient to set up;

To sell by private contract the immovables of which it is or will become owner on Parliament Hill;

To be authorized to sell by private contract to the Provincial Government or to any Government organization the immovables of which it is or may become owner;

To be authorized to subsidize annually the public libraries open in the City of uebec;

The amend the law governing pension funds for municipal civil servants;

And all other amendments which may be in the interest of Quebec taxpayers.

Quebec, March 1, 1966.

BENOIT PELLETIER, Q.C.,
Attorney for the City.

14197-9-4

Jean Carrouset

Avis est donné par les présentes que « Jean Carrouset », des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit aussitôt qu'il aura subi avec succès les examens écrits du Barreau de Québec.

14228-10-4-o

Jean Carrouset

Notice is hereby given that "Jean Carrouset", of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law after having passed the written examination of the Bar of Quebec.

14228-10-4-o

Liquidation — Avis de

Aqueduc coopératif de St-Anselme

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Aqueduc coopératif de St-Anselme », tenue à St-Anselme, le 24 janvier 1966, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (*Ibid.*, chapitre 281), et que MM. Laurent Caron, Marcel Boutin et H.-Émile Allen ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14325-o 647-58

Winding up Notices

Aqueduc coopératif de St-Anselme

Notice is hereby given, during a special general meeting of the members of the Cooperative Syndicate "Aqueduc coopératif de St-Anselme", held at St-Anselme, on January 24, 1966, it has been determined that the business of the said society be liquidated, and that it be dissolved, the whole in conformity with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 294) and the Winding-up Act of Joint stock (*Ibid.*, chapter 281), and that Messrs. Laurent Caron, Marcel Boutin and H.-Émile Allen habe been named liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14325 647-58

Ministère des Affaires municipales

Cité de Beaconsfield

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal de la ville de Beaconsfield, Nous a présenté, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 23 novembre 1964, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de Beaconsfield, tel que décrit dans la description officielle du ministère des Terres et Forêts en date du 2 décembre 1965, soit érigé en une municipalité de cité comprenant six quartiers, chaque quartier étant représenté par un échevin;

ATTENDU QUE la population de la municipalité de la ville de Beaconsfield est de treize mille cinq cent quinze âmes;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité de ville en municipalité de cité, s'il contient une population d'au moins six mille âmes;

Department of Municipal Affairs

City of Beaconsfield

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the municipal council of the town of Beaconsfield presented to Us, pursuant to the resolution adopted in the regular manner at its meeting on November 23, 1964, a petition asking that the territory of the said municipality of Beaconsfield, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated December 2, 1965, be erected into a city municipality composed of six wards, each ward being represented by one alderman;

WHEREAS the population of the municipality of the town of Beaconsfield is thirteen thousand five hundred and fifteen souls;

WHEREAS under the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a town municipality into a city municipality, if it has a population of at least six thousand souls;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de la ville de Beaconsfield.

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 305, en date du 23 février 1966, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné, et par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la ville de Beaconsfield, comprenant, en référence aux cadastres officiels de la paroisse de la Pointe-Claire et du village de Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne sud-ouest du lot originaire numéro 1 du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-Claire avec la rive nord-ouest du Lac Saint-Louis; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud-ouest du lot 1, traversant les emprises de chemin de fer de la compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada (lot 181) et de la compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien (lot 31) et les routes qu'elle rencontre; une ligne brisée limitant au sud-ouest, au nord-ouest, au nord-est et au sud-est suivant le cas, les lots 1 à 10 inclusivement, 12, 13, 16, 17, 20, 21, 25, 27, 29, 29A, 30, 200 et 33; la ligne nord-est du lot 33 du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-Claire et une ligne brisée séparant le lot 1 des lots 2, 3 et 4 du cadastre officiel du village de Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, cette ligne traversant l'emprise de chemin de fer de la compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada (lot 104) et enfin, la rive nord-ouest du Lac Saint-Louis en allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ;

soit érigé en une municipalité de cité sous le nom de « cité de Beaconsfield », en français, et de « City of Beaconsfield », en anglais;

QUE cette municipalité soit divisée en six quartiers, chaque quartier étant représenté par un échevin et que, par conséquent, le conseil de ladite municipalité soit composé d'un maire et de six échevins;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit en son Hôtel de ville, à Beaconsfield.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., juge à la Cour du Banc de la Reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatorzième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14362-o

WHEREAS it is expedient to grant this request of the municipal council of the town of Beaconsfield.

THEREFORE, Know Ye that, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 305, dated February 23, 1966, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order;

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the town of Beaconsfield, including, in reference to the official cadasters of the parish of Pointe-Claire and of the village of Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, railroad right of ways, watercourses or parts of the same, enclosed within the following boundaries, to wit:

Starting at the point of intersection of the southwest line of original lot number 1 in the official cadaster of the parish of Pointe-Claire with the northwest shore of Lake Saint Louis; thence, successively, the following lines and demarcations: the southwest line of lot 1, crossing the railroad right of ways of the Canadian National Railway (lot 181) and of the Canadian Pacific Railway (lot 31) and the roads which it meets; a broken line bordering on the southwest, northwest, northeast and southeast, as the case may be, on lots 1 to 10 inclusively, 12, 13, 16, 17, 20, 21, 25, 27, 29, 29A, 30, 200 and 33; the northeast line of lot 33 in the official cadaster of the parish of Pointe-Claire and a broken line separating lot 1 from lots 2, 3 and 4 in the official cadaster of the Village of Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, this line crossing the Canadian National Railway right of way (lot 104) and finally, the northwest bank of Lake Saint-Louis going towards the southwest as far as the starting point;

be erected into a city municipality under the name of "City of Beaconsfield" in English and "cité de Beaconsfield" in French;

That this municipality be divided into six wards, each ward being represented by one alderman, and that, consequently, the Council of the said municipality be composed of a Mayor and six aldermen;

That the first general meeting of the council of this municipality be held in its City Hall, in Beaconsfield.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge of the Court of Queen's Bench and Government Administrator of the Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourteenth day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14362

Ville de Coaticook

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 338 du 1er mars 1966 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 619 du conseil municipal de la ville de Coaticook et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du canton de Barford, comté de Stanstead, et annexé à la ville de Coaticook.

Ce territoire est le suivant:

Partant du sommet de l'angle nord-est du lot 17A rang IX; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de la ligne est du lot 17A sur une distance de 1202 pieds; une ligne à travers le lot 17A et son prolongement dans le chemin de Dixville sur une longueur totale de 1672.1 pieds, soit jusqu'à un point sur la ligne ouest dudit lot à une distance de 1199.6 pieds à partir du sommet de l'angle nord-ouest du lot de subdivision 17A-3; partie de la ligne ouest dudit lot 17A, sur ladite distance de 1199.6 pieds cette ligne étant la ligne séparative des cantons de Barnston et de Barford et limitant une partie du lot 17A et les lots de subdivision 17A-5, 17A-4 et 17A-3; la ligne nord des lots 17A-3, 17A-1 et 17A non-subdivisé jusqu'au point de départ, cette ligne se prolongeant à travers le chemin de Dixville.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
14362-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Ville de Saint-Félicien

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 338 du 1er mars 1966, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des Cités et Villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement no 428 du conseil municipal de la ville de Saint-Félicien, tel que modifié par ledit conseil dans deux résolutions adoptées les 19 juillet et 27 septembre 1965, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement, tel que modifié, et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Saint-Félicien, comté de Lac-Saint-Jean-Ouest, et annexé à la ville de Saint-Félicien.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire situé dans le rang II du canton de Desmeules et faisant actuellement partie de la municipalité de Saint-Félicien, comté de Lac-Saint-Jean-Ouest, comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton, les parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, le tout renfermé dans les limites suivantes, à savoir:

partant d'un point sur la ligne séparative des rangs I et II à une distance approximative de 190 pieds au nord-ouest et à partir de la ligne séparative des lots 4 sud-ouest et 4 nord-est rang II, soit au point d'intersection de ladite ligne séparative de rang avec le côté ouest d'un boulevard projeté; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparative des rangs I et II dans une direction sud-est jusqu'au côté nord-ouest d'un chemin public, appelé route du rang double ou rue Notre-Dame; ledit côté nord-ouest dudit chemin

Town of Coaticook

Notice is hereby given that by Order in Council No. 338 of March 1st, 1966 and in conformity with the provisions of section 43 of the cities and towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193), the Lieutenant-Gobernor in Council has been pleased to approve by-law No. 619 of the municipal council of the town of Coaticook and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described hereunder is detached from the municipality or township of Barford, county of Stanstead, and annexed to the town of Coaticook.

This is the following territory:

Starting from the summit of the northeast angle of lot 17A range IX; thence, successively, the following lines and demarcations: part of the east line of lot 17A on a distance of 1202 feet; a line across lot 17A and its prolongation on Dixville road on a total length of 1672.1 feet, being up to a point on the west line of the said lot at a distance of 1199.6 feet starting from the summit to the northwest angle of subdivision lot 17A-3; part of the west line of said lot 17A, on the said distance of 1199.6 feet, this line being the separative line of the townships of Barnston and Barford and limiting a part of lot 17A and subdivision lots 17A-5, 17A-4 and 17A-3; the north line of lots 17A-3, 17-A-1 and 17A unsubdivided up to the point of departure, this line prolonged across Dixville Road.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
14362 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Town of Saint-Félicien

Notice is hereby given that, by Order in Council number 338, dated March 1, 1966, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 428 of the municipal council of the town of Saint-Félicien, as amended by the said council in two resolutions adopted on July 19 and September 27, 1965, and to decree that, from and after the date of publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law, as amended, and described below, is detached from the municipality of Saint-Félicien, county of Lake Saint John West, and annexed to the town of Saint-Félicien.

The territory is the following:

A territory situated on range II in the township of Desmeules, and presently forming part of the municipality of Saint-Félicien, county of Lake Saint-John West, comprising, in reference to the official cadaster of said township, the parts of lots and their present and future subdivisions, the whole enclosed by the following boundaries, to wit:

starting at a point on the line separating ranges I and II to an approximate distance of 190 feet to the north-west, and starting at the line separating lots 4 south-west and 4 north-east, range II, that is, at the point of intersection of the said line serarating the ranges with the west side of a proposed boulevard; thence, successively, the following lines and demarcations: the line separating ranges I and II in a south-easterly direction as far as the north-west side of, a public road, called "route du rang double" or Notre-Dame St.; the said north-west side of the

public en allant vers le sud-ouest sur une distance approximative de 43 pieds jusqu'à la ligne sud-ouest dudit boulevard projeté; ledit côté sud-ouest dudit boulevard à travers les lots 1-A, 1-B, 2-A et 2-B soit jusqu'à un point sur la ligne séparative des lots 2-B et 3-A à une distance de 52 pieds mesurée le long de ladite ligne à partir de la ligne séparative des rangs I et II; partie de ladite ligne séparative des lots 2-B et 3-A en allant vers le sud-ouest sur une distance de 1926 pieds soit jusqu'au côté nord-est de l'emprise d'une ligne de transmission; ledit côté nord-est de ladite emprise traversant les lots 3-A et 3-B; partie de la ligne séparative des lots 3-B et 4 nord-est en allant vers le nord-est sur une longueur de 1950 pieds, soit jusqu'au côté sud-ouest du boulevard projeté déjà mentionné; ledit côté sud-ouest dudit boulevard à travers le lot 4 nord-est et partie du lot 4 sud-ouest jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
14362-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Ville de Saint-Joseph-de-Beauce

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 338 du 1er mars 1966 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 224 du conseil municipal de la ville de Saint-Joseph-de-Beauce et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce, et annexé à la ville de Saint-Joseph-de-Beauce.

Ce territoire est le suivant:
partant du point d'intersection de la rive droite de la rivière Chaudière avec la ligne nord-ouest du lot 511; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-ouest du lot 511 et partie de la ligne nord-ouest du lot 512 sur une longueur totale de quatre mille huit cent vingt-trois pieds (4823′) à partir du point de départ, soit jusqu'à la ligne médiane de l'emprise d'une ligne électrique; ladite ligne médiane de ladite emprise à travers les lots 512, 510 et 510-A, dans une direction S. 47° 58′ E. sur une longueur de mille trois cent cinquante-neuf pieds (1359′), soit jusqu'à la ligne sud-est du lot 510-A; partie de ladite ligne sud-est du lot 510-A en allant vers le sud-ouest, à travers les chemins et emprises de chemin de fer, et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Chaudière; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 511 et enfin ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
14362-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

said public road going towards the south-west to an approximate distance of 43 feet as far as the south-west line of the said proposed boulevard; the said south-west side of the said boulevard across lots 1-A, 1-B, 2-A and 2-B, that is, as far as a point on the line separating lots 2-B and 3-A to a dostance of 52 feet measured along the said line starting at the line separating ranges I and II; part of the said line separating lots 2-B and 3-A going towards the south-west to a distance of 1926 feet, that is, as far as the north-east side of the land expropriated for erection of a transmission line; the said north-east side of the said expropriated land crossing lots 3-A and 3-B; part of the line separating lots 3-B and 4 north-east going towards the north-east to a distance of 1950 feet, that is, as far as the south-west side of the aforementioned proposed boulevard; the said south-west side of the said boulevard across lot 4 north-east and part of lot 4 south-west as far as the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
14362 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Town of Saint-Joseph-de-Beauce

Notice is hereby given that by Order in Council No. 338 of March 1st, 1966, and in conformity with the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in council has been pleased to approve by law No. 224 of the Municipal Council of the town of Saint-Joseph-de-Beauce and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described hereunder, is detached from the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Beauce, county of Beauce, and annexed to the town of Saint-Joseph-de-Beauce.

This is the following territory:
starting from the intersection point of the right shore of the Chaudière River with the north-west line of lot 511; thence, successively, the following lines and demarcations: the north-west line of lot 511 and part of the northwest line of lot 512 on a total length of four thousand eight hundred and twenty-three feet (4823′) starting from the point of departure, being up to the median line of the land acquired for an electric line; the said median line of the said land acquired across lots 512, 510 and 510-A, in a southerly direction. 47° 58′ E. on a length of one thousand three hundred and fifty-nine feet (1359′), being up to the southeast line of lot 510-A; part of the said southeast line of lot 510-A going towards the southwest, across the roads and railroad rights of way, and its prolongation up to the median line of Chaudière River; the median line of the said river descending its course to the prolongation of the northwest line of lot 511 and finally to the said prolongation up to the point of departure.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
14362 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

Department of Agriculture and Colonization

La Coopérative Laitière du Sud de Québec

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de la « Société Coopérative Agricole de Ste-Claire », le nom de

La Coopérative Laitière du Sud de Québec

Notice is hereby given that, with the consent of the Board of Directors of "Société Coopérative Agricole de Ste-Claire", the name of said farm

cette coopérative agricole est changé en celui de « La Coopérative Laitière du Sud de Québec », conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q. 1964, c. 124).

Québec, ce quatorzième jour de mars 1966.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,

14376-o ALCIDE COURCY.

cooperative is changed to that of "La Coopérative Laitière du Sud de Québec", pursuant to the provisions of section 8 of the Cooperative Agricultural Associations Act, (R.S.Q., 1964, c. 124).

Quebec, this fourteenth day of March, 1966.

ALCIDE COURCY,
Minister of Agriculture and Colonization.

14376

Coopérative Agricole de la Côte Sud

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de la « Société Coopérative Agricole de St-Jean Port-Joli », le nom de cette coopérative agricole est changé en celui de « Coopérative Agricole de la Côte Sud », conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q., 1964, c. 124).

Québec, ce quatorzième jour de mars 1966.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,

14376-o ALCIDE COURCY.

Coopérative Agricole de la Côte Sud

Notice is hereby given that with the consent of the Board of Directors of "Société Coopérative Agricole de St-Jean Port-Joli", the name of the farm cooperative is changed into that of "Coopérative Agricole de la Côte Sud", in conformity with the provisions of section 8 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q., 1964, c. 124).

Quebec, this fourteenth day of March, 1966.

ALCIDE COURCY,
Minister of Agriculture and Colonization.

14376

Ministère de l'Éducation

Department of Education

Ville de Lachute
Ayersville Cath.

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de la ville de Lachute et d'Ayersville, dans le comté d'Argenteuil, et d'ériger, pour les catholiques seulement, une municipalité scolaire distincte sous le nom de « Lachute », dans le comté d'Argenteuil.

Québec, le 8 mars 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

14270-10-2-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Town of Lachute
Ayersville Cath.

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of the town of Lachute and Ayersville, in the county of Argenteuil, and to erect, for the Catholics only, a separate school municipality under the name of "Lachute", in the county of Argenteuil.

Quebec, March 8, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

14270-10-2

La Sarre Paroisse
La Sarre Village

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des commissions scolaires de la paroisse et du village de La Sarre, dans le comté d'Abitibi-Ouest et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de La Sarre, dans le comté d'Abitibi-Ouest.

Québec, le 8 mars 1966.

Le Ministre de l'Éducation.
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14271-10-2-o 991-61

La Sarre Parish
La Sarre Village

Application is made to amalgamate the present territory of the school commissions of the parish and village of La Sarre, in the county of Abitibi-West and to erect it into a separate school municipality under the name of La Sarre, in the county of Abitibi-West.

Quebec, March 8, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

14271-10-2 992-61

Mandeville

Demande est faite de détacher:

1° de la municipalité scolaire de Mandeville dans le comté de Berthier les lots numéro 64, 65, 67, 68 et 69 du rang VIII du cadastre officielle de St-Damien-de-Brandon, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Damien-de-Brandon dans le comté de Berthier.

2° de la municipalité scolaire de Mandeville dans le comté de Berthier le lot numéro 905 du rang nord-ouest de la rivière du cadastre officiel de St-Didace, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Didace dans le comté de Maskinongé.

Québec, le 8 mars 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

14363-11-2-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Mandeville

Application is made to detach:

1. from the school municipality of Mandeville in the county of Berthier lots numbers 64, 65, 67, 68 and 69 of range VIII of the official cadaster of St-Damien-de-Brandon, to annex them to the school municipality of St-Damien-de-Brandon in the county of Berthier.

2. from the school municipality of Mandeville in the county of Berthier lot number 905 of the northwest range of the river of the official cadaster of St-Didace, to annex it to the school municipality of St-Didace in the county of Maskinongé.

Quebec, March 8, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

14363-11-2

Rivière Trois-Pistoles

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Rivière Trois-Pistoles dans le comté de Rivière du Loup à la municipalité scolaire de Trois-Pistoles dans le même comté.

Québec, le 9 mars 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14364-11-2-o 1503-61

Rivière Trois-Pistoles

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Rivière Trois-Pistoles in the county of Rivière du Loup to the school municipality of Trois-Pistoles in the same county.

Quebec, March 9, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

14364-11-2 1503-61

Village Sainte-Rosalie

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Sainte-Rosalie dans le comté de Bagot en celui de Sainte-Rosalie dans le même comté.

Québec, le 11 mars 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14365-o 1366-60

Village Sainte-Rosalie

Application is made to change the name of the School Municipality of the village of Sainte-Rosalie in the county of Bagot to that of Sainte-Rosalie, in the same county.

Quebec, March 11, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

14365 1366-60

Avis

Avis est donné que le règlement numéro 2 du ministre de l'éducation relatif aux examens du ministère de l'éducation aux cours élémentaire et secondaire a été approuvé par l'arrêté ministériel numéro 349, en date du 3 mars 1966, conformément à l'article 28 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation, Statuts refondus, 1964, chapitre 234.

Québec, le 14 mars 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
14377-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Notice

Notice is hereby given that by-law number 2 of the Minister of Education connected with the examination of the Department of Education for the elementary and secondary courses has been approved by the Order in Council number 349, dated March 3, 1966, pursuant to section 28 of the Superior Council of Education Act, Revised Statutes 1964, chapter 234.

Quebec, March 14, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
14377 *Minister of Education.*

Ministère des Richesses naturelles

Avis de dissolution de coopératives d'électricité

Avis est donné que la Coopérative d'Électricité de St-Ours (comté de Richelieu) et la Coopérative d'Électricité de St-Denis sur Richelieu (comté de St-Hyacinthe) ont été déclarées dissoutes par l'Office de l'électrification rurale, le premier mars mil neuf cent soixante-six, conformément aux articles 68, 69, 70 et 71 de la Loi de l'électrification rurale.

L'Office de l'Électrification Rurale,
Par le Président,
14366-o JEAN MERCIER.

Avis de dissolution de coopératives d'électricité

Avis est donné que la Coopérative d'Électricité d'Abitibi-Ouest, la Coopérative d'Électricité de Clerval, la Coopérative d'Électricité de Palmarolle, la Coopérative d'Électricité de Normétal-Canton Demeloize (comté d'Abitibi-Ouest) et la Coopérative d'Électricité de Rouyn-Noranda (comté de Rouyn-Noranda) ont été déclarées dissoutes par l'Office de l'électrification rurale, le premier mars mil neuf cent soixante-six, conformément aux articles 68, 69, 70 et 71 de la Loi de l'électrification rurale.

l'Office de L'Électrification Rurale,
Par le Président,
14366-o JEAN MERCIER.

Department of Natural Resources

Notice of dissolution of electricity cooperatives

Notice is hereby given that the Coopérative d'électricité de St-Ours (Richelieu County) and the Coopérative d'électricité de St-Denis sur Richelieu (St-Hyacinthe County) were declared dissolved by the Rural Electrification Bureau on the first day of March, nineteen hundred ans sixty-six, under the provisions of sections 68, 69, 70 and 71 of the Rural Electrification Act.

Rural Electrification Bureau,
Per: JEAN MERCIER,
14366-o *Chairman.*

Notice of dissolution of electricity cooperatives

Notice is hereby given that the Coopérative d'électricité d'Abitibi-Ouest, the Coopérative d'électricité de Clerval, the Coopérative d'électricité de Palmarolle, the Coopérative d'électricité de Normétal-Canton Demeloize (Abitibi-Ouest County) and the Coopérative d'électricité de Rouyn-Noranda (Rouyn-Noranda County) were declared dissolved by the Rural Electrification Bureau on the first day of March, nineteen hundred and sixty-six, under the provisions of sections 68, 69, 70 and 71 of the Rural Electrification Act.

Rural Electrification Bureau,
Per: JEAN MERCIER,
14366-o *Chairman.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton d'Ascot

Cadastre officiel du canton d'Ascot, municipalité de Rock Forest, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 7-E-1, 7-E-2, 7-E-3, rang XII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 janvier 1966.

Le Sous-ministre,
14296-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Grantham

Cadastre officiel du canton de Grantham, municipalité de la cité de Drummondville, division d'enregistrement de Drummond.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 160-A-107 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 février 1966.

Le Sous-ministre,
14296-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Métabetchouan

Cadastre officiel du canton de Métabetchouan, municipalité de la paroisse de St-Jérôme, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est.

Avis est par la présente donné que la partie lots 1-r, 1-s, 1-t, 1-u, 1-x, 1-y, 1-z du rang « A » est annulée et le lot 22, rang « A » est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 février 1966.

Le Sous-ministre,
14296-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Bruno

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, municipalité de la ville de St-Bruno de Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 117-11, 177-12 et partie des lots 117-4 et 117-13 sont annylés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 janvier 1966.

Le Sous-ministre,
14296-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Rose

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 226-146, 226-49, 228-134, 228-135 et 228-198 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 janvier 1966.

Le Sous-ministre,
14296-o FERNAND BOUTIN.

Village Incorporée de Ste-Rose

Cadastre official du Village Incorporée de Ste-Rose, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Ascot

Official cadaster of the township of Ascot, municipality of Rock Forest, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 7-E-1, 7-E-2, 7-E-3, range XII are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 17, 1966.

FERNAND BOUTIN,
14296-o *Deputy Minister.*

Township of Grantham

Official cadaster of the township of Grantham, municipality of the city of Drummondville, registration division of Drummond.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 160-A-107 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 3, 1966.

FERNAND BOUTIN,
14296-o *Deputy Minister.*

Township of Métabetchouan

Official cadaster of the township of Métabetchouan, municipality of the parish of St-Jérôme, registration division of Lac St-Jean-East.

Notice is hereby given that part of lots 1-r, 1-s, 1-t, 1-u, 1-x, 1-y, 1-z, range "A" is cancelled and lot 22, range "A" is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 13, 1966.

FERNAND BOUTIN,
14296-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Bruno

Official cadaster of the parish of St-Bruno, municipality of the town of St-Bruno de Montarville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 117-11, 117-12 and part of lots 117-4 and 117-13 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 24, 1966.

FERNAND BOUTIN,
14296-o *Deputy Minister.*

Parisn of Ste-Rose

Official cadastre of the parish of Ste-Rose, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 226-146, 226-49, 228-134, 228-135 and 228-198 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 24, 1966.

FERNAND BOUTIN,
14296-o *Deputy Minister.*

Incorporated Village of Ste-Rose

Official cadastre of the Incorporated Village of Ste-Rose, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 2-30 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 janvier 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

14296-o

Paroisse de Ste-Victoire

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Victoire, municipalité de la paroisse de Ste-Victoire, division d'enregistrement de Richelieu.

Avis est par la présente donné que le lot 115-1 est annulé et que lot 114-1 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 février 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

14296-o

Paroisse de St-Vincent de Paul

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 100-293 à 100-298, 100-300, 100-307 et 100-308 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 janvier 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

14296-o

Notice is hereby given that the remaining part of lot 2-30 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 25, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

14296-o

Parish of Ste-Victoire

Official cadastre of the parish of Ste-Victoire, municipality of the parish of Ste-Victoire, registration division of Richelieu.

Notice is hereby given that lot 115-1 is cancelled and lot 114-1 is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 9, 1966.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

14296-o

Parish of St-Vincent de Paul

Official cadastre of the parish of St-Vincent de Paul, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 100-293 to 100-298, 100-300, 100-307 and 100-308 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 24, 1966.

FERNAND BOUTIN.
Deputy Minister.

14296-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Postes de service et Débits d'essence
Région de Chicoutimi

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux postes de service et débits d'essence dans la région de Chicoutimi, rendue obligatoire par le décret numéro 1905 du 7 novembre 1962, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article 7-A suivant sera ajouté:

« 7-A. *Caissier ou caissière:* Ce terme désigne tout salarié dont la fonction principale est d'enregistrer l'argent journalier, de faire la tenue des livres de sa caisse ainsi que tout autre travail de comptabilité. »

2° Le paragraphe suivant sera ajouté à la fin de l'article 10:

« À partir du 1er août 1966, la durée régulière du travail sera de cinquante-quatre (54) heures par semaine réparties entre les heures de commencement et de cessation du travail. »

3° Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article 12:

« *Remarque:* Si l'autorité compétente déplace la célébration d'un jour de fête chômé prévu au décret, le Comité paritaire avisera les assujettis de cette décision et l'observance de ce jour de fête sera reportée au jour promulgué pour la célébration. »

4° Le deuxième paragraphe de l'article 15 sera remplacé par le suivant:

« Toutefois, si ce travail se continue au delà d'une demi-heure, le salarié a alors droit à une

Department of Labour

Notice of amendment

Service stations and gasoline stations
Chicoutimi district

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting service stations and gasoline stations in the Chicoutimi district (made binding by decree number 1905 of November 7, 1962) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The following section 7-A will be added:

"7-A. *Cashier (male or female):* This term designates any employee whose main work consists in recording the monies from daily sales, keeping his books and doing any other accounting work."

2. The following subsection will be added to the end of section 10:

"As of August 1st, 1966, the standard 54-hour work week shall be scheduled between the hours for beginning and ending work."

3. The following subsection will be added to section 12:

"*Note:* Should the due authority transfer the observance of a general holiday provided in the decree, the Parity Committee shall advise the employees concerned and observance of the general holiday shall take place on the appointed day."

4. The second subsection of section 15 will be superseded by the following:

"However, should such work go beyond the half-hour, the employee is entitled to be paid

rémunération pour son temps complet et ce au taux de salaire double, ce dernier devant être exigé pour tout travail exécuté en dehors des heures prévues au décret. »

5° L'article 19 sera remplacé par le suivant:

« 19. *Salaires minima:* Le salaire minimum pour les employés réguliers est le suivant:

	Par semaine
Employés réguliers:	
Premier semestre	$38.00
2ème semestre	42.00
3ème semestre	45.00
4ème semestre	48.00
5ème semestre	51.00
6ème semestre	55.00
Contremaître	70.00

Caissier: même taux que les employés réguliers

	l'heure
Caissière	$0.80

Remarque: Pour les employés dont les salaires sont supérieurs aux taux minimaux ci-haut déterminés, il y a augmentation de 5% du salaire actuel, pourvu que leurs salaires ne dépassent pas $70.00 par semaine. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 mars 1966. 14375-o

double time for all time worked. Double time shall be claimed for all time worked outside the hours stipulated in the decree."

5. Section 19 will be replaced by the following:

"19. *Minimum wages:* Minimum wages for regular employees are as follows:

	Weekly
Regular employees:	
1st six months	$38.00
2nd six months	42.00
3rd six months	45.00
4th six months	48.00
5th six months	51.00
6th six months	55.00
Foreman	70.00

Cashier (male): same rates as regular employees

	an hour
Cashier (female)	$0.80

Note: Provided that their actual salaries are not over $70.00 a week, employees whose wages are higher than the abovementioned minimum rates, shall receive a 5% wage increase."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY.
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 19, 1966. 14375

Nominations

Présidents d'élection

Il a plû a son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commissions Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de présidents d'élection, les nominations suivantes:

Appointments

Returning-Officers

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officers, the persons whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Abitibi-Est	Gauthier, Léo (1)	Comptable — Account	Val d'Or
Jonquière-Kénogami	Bouliane, Paul (2)	Huissier et commissaire de la Cour supérieure — Usher and Commissioner Superior Court	Kénogami
Richmond	Bruneau, J.-Wilfrid (3)	Registrateur — Registrar	Asbestos

(1) En remplacement de monsieur Maurice Marcoux, démissionnaire. — In place of Mr. Maurice Marcoux, resigner.
(2) En remplacement de monsieur Maurice Brassard, démissionnaire. — In place of Mr. Maurice Brassard, resigner.
(3) En remplacement de monsieur Martin-J. Pye, démissionnaire. — In place of Mr. Martin-J. Pye, resigner.

Québec, le 16 mars 1966.
Le Président général des élections,
14328-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, March 16, 1966.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
14328-o *Chief Returning-Officer.*

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section 1 de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU que l'application de ces dispositions législatives à une division d'enregistrement a l'effet de décréter l'exercice de la fonction de régistrateur à traitement;

ATTENDU qu'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Hull, à Hull, à compter du 24 mars 1966, et de décréter l'émission d'une proclamation à cet effet.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 359, en date du 3 mars 1966, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section 1 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Hull, à Hull, à compter du 24 mars 1966.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., juge à la Cour du Banc de la Reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14292-o

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZEBETH THE SECOND, by the Grace of God, the United Kingdom, Canada, and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Deputy Attorney General,
JULIEN CHOUINARD.

WHEREAS in virtue of section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), it is optional to the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it feasible, to apply, by proclamation, the provisions of section 1 of this act to any other registration division of the Province;

WHEREAS the extension of these legislative provisions to a registration division has the effect of decreeing the carrying out of the duties of a salaried registrar;

WHEREAS it is expedient to extend the said legislative provisions to the registration division of Hull, at Hull, from and after March 24, 1966, and to decree that a proclamation be issued for this purpose;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 359, dated March 3, 1966, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of division 1 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), be extended to the registration division of Hull, at Hull, from and after March 24, 1966.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., judge of the Queen's Bench, administrator of the Government of the Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14292

Ratifications de titres

Corporation du village de Papineauville *vs* Rodolphe Durocher

Canada, province de Québec, cour supérieure district de Hull No 9402. La Corporation du

Confirmation of Titles

Corporation of the village of Papineauville *vs* Rodolphe Durocher

Canada, Province of Quebec, Superior Court district of Hull No. 9402, The Corporation of the

Village de Papineauville, corps doué de la personnalité civile et politique et ayant son siège social à Papineauville, district de Hull, requérante et Rodolphe Durocher, de Papineauville, district de Hull, intimé.

Avis de demande en ratification de titre
(1068-C.P.C.)

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Hull, un règlement de la municipalité du village de Papineauville, portant le numéro (112 série 2) aux fins d'autoriser la construction d'un réseau d'aqueduc et d'un emprunt de $215,000 par émission d'obligations et aussi aux fins de procéder à l'expropriation des terrains et immeubles ci-devant décrits: à savoir les parties du lot cinq cent soixante-huit (568) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Angélique, division d'enrégistrement de Papineau, province de Québec, tel qu'il appert également par le dépôt d'un plan et description desdits terrains et immeubles produit aux présentes par l'arpenteur-géomètre Marcel Ste-Marie sous le numéro (2435) de son dossier, et se rapportant auxdits terrains déjà mentionnés, en la possession de Rodolphe Durocher, en sa qualité de propriétaire, pendant les trois dernières années;

Qu'avis public, en conformité des articles (335 et 348) du code municipal, a été donné par le secrétaire-trésorier de la requérante; copie du certificat de publicité est produit avec les présentes.

Que le 25 avril 1966, à 10.30 de l'avant-midi, la requérante présentera à ce Tribunal, au Palais de Justice de Hull, une demande en ratification de son titre, comportant la purge des hypothèques grevant les immeubles dont il s'agit.

En conséquence, sommation est faite à toutes personnes pouvant prétendre à quelque privilège ou hypothèque sur lesdits terrains et immeubles ci-haut décrits et dont l'inscription n'est pas garantie par la Loi, de former leur opposition et de les déposer au greffe dans les six jours de la présentation de la demande en ratification, sous peine de déchéance.

Hull, ce 1er mars 1966.

Copie conforme.

Le Procureur de la Cour Supérieure,
14295-11-2-o ANDRÉ CHAMPAGNE.

Village of Papineauville, a body corporate and politic, having its head office and principal place of business in Papineauville, district of Hull, petitioner and Rodolphe Durocher, of Papineauville, district of Hull, respondant.

Notice of petition to confirm title
(1068 C.P.C.)

Notice is hereby given that a by-law from the municipality of the village of Papineauville has been deposited at the Prothonotary's office of the Superior Court, district of Hull, bearing number (112 série 2) for the purpose of authorising the construction of a water system and a loan of $215,000 by the issue of bonds and also for the purpose to the expropriation of lots and immoveable here and after describe, namely: the parts of lot five hundred and sixty-eight (568) of the official plan and book of reference of the parish of Ste-Angélique, registration division of Papineau, Province of Quebec, as it appears also from the deposited plan and description of the said lots and immoveable filed by land-surveyor Marcel Ste-Marie under number (2435) of his records, concerning lots above mentioned, possessed by the said Rodolphe Durocher, as proprietor during the last three years.

That public notice according to sections (335 and 348) of the municipal code, has been given by the secretary-treasurer of the petitioner; copy of public notice certificate is produced herewith.

That on the April 25 1966, at 10:30 afternoon the petitioner will present his petition in ratification of title for allowance before this Court, sitting at the Hull Court House, implying the radiation of hypotheques charging the immoveable in question.

Consequently, all persons who could claim to any priviledge or hypotheque on said lots and immoveable above describe and whose registration is not secured by law are summoned to make their opposition hereto and to file them at the prothonotary's office within six days of the presentation of petition in radiation, under penalty of forfeiture.

Hull, March 1, 1966.

True Copy.

ANDRÉ CHAMPAGNE,
14295-11-2-o *Procureur Superior Court.*

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Le Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, le plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec a été approuvé par les producteurs intéressés et que la Régie des marchés agricoles du Québec a ordonné la publication du présent avis.

1. *Objet du plan conjoint*

1. Obtenir pour tous les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit agricole visé par le plan conjoint;

Quebec Agricultural Marketing Board

Joint plan of the Quebec producers of eggs for consumption

Notice of sanction of Joint Marketing Plan

Notice is hereby given that under the Quebec Agricultural Marketing Act, the project of a joint plan referring to the Quebec producers of eggs for consumption was approved by the producers interested and that the Quebec Agricultural Marketing Board has orderéd the publication of the present notice.

I. *Purpose of joint plan*

1. To obtain for all interested producers the most advantageous marketing conditions for the product contemplated by the point plan;

2. Rechercher de nouveaux débouchés pour le produit visé et améliorer les débouchés existants;

3. Ordonner la production pour obtenir un produit de qualité supérieure, éviter une surproduction et rencontrer les exigences et besoins du marché de consommation;

4. Ordonner la mise en marché du produit visé et chercher à établir, par l'intermédiaire d'une Fédération de Syndicats de producteurs du produit visé, des rapports directs entre producteurs et marchands de détail au sens de la Loi des produits agricoles et de ses règlements, ou acheteurs pour fins de transformation;

5. Assurer que tous les services requis pour mettre en marché un produit conforme aux goûts et désirs du marché de consommation, ainsi qu'aux exigences des lois fédérales et provinciales, soient sous le contrôle exclusif des producteurs;

6. Étudier et mettre en oeuvre les moyens de réduire le coût et d'améliorer les modes de transport et d'expédition du produit visé;

7. Prendre et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'augmenter la consommation du produit visé;

8. Coopérer avec tout intéressé en vue d'accroître et d'améliorer les conditions de production du produit visé, enquêter sur ces coûts et conditions;

9. Rechercher les moyens d'accroître la qualité du produit visé, d'augmenter la productivité et mener des enquêtes à ces fins;

10. Coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et fédéral en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors de la province de Québec.

II. *Désignation*

Le plan conjoint est désigné sous le nom « Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec ».

III. *Produit visé*

Le produit agricole visé par ce plan conjoint, c'est l'oeuf qui n'est pas utilisé pour fis d'incubation.

IV. *Étendue de l'application du plan*

Le plan conjoint lie tous les producteurs intéressés au sens de l'article V.

V. *Conditions requises pour être qualifié comme producteur intéressé*

Toute personne, propriétaire de pondeuses, qui met en marché ou qui produit et met en marché des oeufs pour toute fin autre que l'incubation, est un producteur intéressé au sens du présent plan conjoint.

VI. *Extension juridique*

À compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, le plan conjoint est exécutoire. Il lie tout producteur intéressé et, postérieurement au vote, tout producteur qui, au cours de la durée du plan conjoint, rencontre ou continue à remplir les conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé.

VII. *Surveillance et administration*

La mise en oeuvre, la direction, la surveillance et l'administration du plan conjoint sont confiées à la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation.

2. To find new outlets and improve the existing outlets;

3. To regulate production in order to obtain a high quality product, avoid overproduction and meet the requirements of the consumption market;

4. Through a Federation of Producers' Syndicate of the contemplated product to regulate the marketing and endeavour to establish direct relations between producers and retailers, or buyers for processing purposes, in accordance with the Agricultural Products Act and its regulations;

5. To ensure that all services required for marketing a product that will meet the consumers' taste and wishes, as well as the requirements of the federal and provincial laws, be under the producers' exclusive control;

6. To study and apply means to reduce the cost and improve the methods of transportation and shipment of the product referred to;

7. To take any initiative and participate in any initiative aiming at increasing the consumption of the product referred to;

8. To co-operate with all interested persons with a view to increase and improve production conditions, and make investigations regarding these costs and conditions;

9. To try to find out the means of improving the quality and of increasing the productivity and to make investigations to these ends;

10. To co-operate with any organization on the national and provincial levels for the marketing of this product within and outside the Province of Quebec.

II. *Designation*

The joint plan shall be designated as: "The Quebec Egg for Consumption Producers' Joint Plan".

III. *Product contemplated*

Eggs which are not used for incubation are considered the agricultural product contemplated by this joint plan.

IV. *Extent of the application of the plan*

The joint plan shall bind all interested producers within the meaning of Article V.

V. *Conditions required to be an interested producer*

Within the meaning of the present joint plan, an interested producer is any owner of laying hens who is marketing or who is producing and marketing eggs for any purposes other than for incubation.

VI. *Legal extension*

From the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, the joint plan is executory. It binds all interested producers and, subsequent to the votation, all producers who, during the course of its carrying out, continue to fulfill or meet the conditions required to be qualified as interested producers.

VII. *Supervision and administration*

The Eggs for Consumption Producers' Federation is entrusted with the carrying out, supervision and administration of the joint plan.

VIII. *Agent de négociation et de vente*

L'agent de négociation et l'agent de vente du plan conjoint sont la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation, ou son délégué.

IX. *Devoirs, obligations et engagements du producteur*

Le producteur doit:

1. se conformer aux décisions et règlements adoptés par la Fédération exerçant les pouvoirs dont cette dernière est investie en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec;

2. honorer toute convention et tout contrat faits par la Fédération ou son délégué, dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions;

3. se procurer un quota de production et de vente auprès de la Fédération et s'engager à les respecter;

4. confier à la Fédération l'exclusivité de la mise en marché de sa production;

5. payer les frais d'administration du plan conjoint, ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que la Fédération établira et, s'il y a lieu, autoriser la Fédération à recevoir cette somme;

6. payer sa quote-part de toute somme dûe à un voiturier, un entrepositaire ou un poste de classement dont les services seraient retenus par la Fédération conformément aux modalités établies par elle, et autoriser tout acheteur à prélever cette part et à en faire remise à la Fédération ou à toute personne désignée par elle;

7. se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et la Fédération et se soumettre à toute inspection visant à vérifier la qualité du produit;

8. utiliser les contenants pour fin de livraison répondant aux normes établies par la Fédération en conformité avec les lois en vigueur;

9. marquer tout contenant pour fin de livraison du produit visé de la marque arrêtée par la Fédération afin de distinguer ce produit comme étant visé par le plan conjoint; et

10. fournir à la Fédération tout renseignement qu'elle juge utile à la mise en oeuvre efficace du plan conjoint.

X. *Devoirs de la Fédération en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente*

Les devoirs de la Fédération sont:

1. accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi des marchés agricoles du Québec impose à un office de producteurs;

2. profiter des débouchés existants et orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés régionaux, provincial, national et international;

3. mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, bonifier les débouchés existants, et améliorer les conditions de mise en marché du produit visé;

4. viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes d'inspection décrétés par l'autorité compétente, et

5. en tant qu'investie des pouvoirs et devoirs d'un office de producteurs, tenir une caisse et une comptabilité distinctes de celles qu'exigent sa propre administration.

VIII. *Trade and sales agent*

The trade and sales agent of the joint plan is The Eggs for Consumption Producers' Federation or its delegate.

IX. *Duties, obligations and commitments of producers*

The producers must:

1. conform with all decisions and all regulations adopted by the Federation, using the powers granted to the latter under the Quebec Agricultural Marketing Act;

2. honor any agreement and any contract made by the Federation or its delegate, in the exercise of its powers and attributions;

3. obtain from the Federation production and marketing quotas, and abide by them;

4. entrust the Federation with the exclusive marketing of their production;

5. defray the administration cost of the joint plan as well as the negotiating and marketing costs, according to the amount and conditions established by the Federation and, if necessary, authorize the Federation to receive this amount;

6. pay their share of any sum due to a carrier, a warehouseman or a classification station designated by the Federation according to the methods established by the Federation, and authorize any buyer to deduct this share from the sales price, this sum to be remitted to the Federation or to any person designated by the Federation;

7. conform with the standards of quality established by the competent authority and the Federation, and submit to any inspection intended to verify the quality of the product;

8. use, for delivery purposes, containers which meet the standards established by the Federation in accordance with government regulations in force;

9. mark any container for delivery of the product contemplated by the plan with a distinctive mark established by the Federation to permit the identification of this product as a product covered by the joint plan and;

10. provide the Federation with any information it deems useful to the efficient carrying out of the joint plan.

X. *Duties of the Federation in its capacity as a Producers' board, and as a negotiating and selling agent*

The duties of the Federation are:

1. to perform all duties and obligations imposed on a producers' board under the Quebec Agricultural Marketing Act;

2. to take advantage of the existing outlets and direct production in accordance with the requirements of regional, provincial, national and international markets;

3. to make investigations with a view to find new outlets, improve existing outlets and ameliorate the marketing conditions of the product referred to in the joint plan;

4. to assure the marketing of a quality product in conformity with regulations and inspection standards decreed by the competent authorities, and

5. to have, as being vested with the powers and duties of a Producers' Board, a fund and a bookkeeping system different from that required for its own administration.

XI. *Pouvoirs et attributions de la Fédération en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente*

Les pouvoirs et attributions de la Fédération sont:

1. coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors de la province de Québec, du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

2. émettre un quota de production et de vente au producteur lié par le plan conjoint;

3. arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan conjoint, ainsi que le mode de perception de cette participation;

4. assumer le paiement des services rendus par les voituriers, les entrepositaires, les postes de classement et autres personnes et déterminer la part que chaque producteur intéressé doit supporter, ainsi que le mode de perception;

5. établir des postes de rassemblement et de vente en vue de la livraison du produit visé;

6. garantir les quantités et qualités requises par les acheteurs et obliger le producteur à satisfaire ces exigences;

7. statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité, sur le récipient ou l'emballage qui le contient, sur les inscriptions ou indications requises sur le produit, le récipient ou l'emballage;

8. prescrire le classement et l'étiquetage du produit visé, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement et l'étiquetage doivent se faire et établir à cette fin des classes, catégories ou dénominations particulières;

9. contingenter la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée, interdire la mise en marché d'un produit particulier pour assurer la mise en marché ordonnée du produit visé;

10. déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise;

11. règlementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie;

12. retenir les services de voituriers, d'entrepositaires, de postes de classement et de tout autre intermédiaire dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé;

13. exiger des voituriers, entrepositaires, postes de classement ou autres personnes, une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en leur possession;

14. établir un Comité de « Bonne entente » pour étudier les griefs du producteur intéressé, relativement à l'exécution du plan conjoint, et en déterminer les règlements;

15. établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends, et en négocier la mise en oeuvre et la portée avec les parties intéressées;

16. dans les limites de ses pouvoirs, signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur concerné régi par le plan conjoint;

XI. *Powers and attributions of the Federation and its capacity as a producers' board, and as a negotiating and selling agent*

The powers and attributions of the Federation are:

1. to co-operate with similar bodies in Canada for the marketing outside the Province of Quebec of the product mentioned in the joint plan and, for this purpose, exercise the posers and perform the duties resulting from any law from another jurisdiction providing for such a co-operation;

2. to issue production and marketing quotas to producers bound by the joint plan;

3. to determine the financial contribution of each producer for the administration of the joint plan, as well as the means of collecting this contribution;

4. to assume the payment for services rendered by carriers, warehousemen, classification stations and other persons, and determine the share each producer must pay, as well as the means of collection;

5. to establish assembly and selling stations for the delivery of the product covered by the plan;

6. to guarantee the quantities and the quality required by the buyers, and compel producers to meet these requirements;

7. to determine the conditions of production, preservation, processing and handling or transportation of the contemplated product, the quality, shape and composition thereof, the receptacles or packages containing the same, the inscriptions or indications required on the product, receptacle or package;

8. to prescribe the classification and labelling of the product, and the conditions under which the classification and labelling shall be effected and establish for such purpose particular grades, classifications or names;

9. to establish quotas for production and sale, fix the time and place of marketing, prohibit marketing outside the fixed time or place or in violation of the established quota or standard, prohibit the offering for sale of a particular product to ensure the orderly marketing of the contemplated product;

10. to determine the mode and conditions of marketing of the contemplated product, or prohibit the marketing thereof otherwise than through its agency;

11. to regulate, in full or in part, the transfer of production and sale quotas;

12. to hire carriers, warehousemen, classification stations and any other middlemen whose action is necessary for the marketing of the product;

13. to request from carriers, warehousemen, classification stations or any other person, an insurance policy covering any risk of loss or deterioration of the product when in their possession;

14. to establish a Committee to study the producers' grievances relative to the operation of the joint plan, and determine its regulations;

15. to establish a procedure of settlement and arbitration of grievances, and negotiate with interested parties its implementation and significance;

16. to sign, within the limits of its powers, any agreement, thereby binding each interested producer bound by the joint plan;

17. déterminer la durée des contrats qu'elle négocie, ainsi que les conditions de renouvellement;

18. faire toute enquête de nature à l'aider à atteindre les buts visés par le plan conjoint;

19. obtenir du producteur tout renseignement jugé utile à l'exécution efficace du plan conjoint;

20. arrêter une ou plusieurs marques distinctives permettant d'identifier le produit des producteurs intéressés comme produit visé par le plan conjoint, et imposer l'usage de telle marque;

21. négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi des marchés agricoles toute condition de mise en marché et, spécialement:

a) le prix de vente du produit visé;

b) les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, du mirage ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé;

c) la surveillance de la classification du produit visé par les représentants attitrés de la Fédération;

d) les normes de qualité, d'inspection et de pesage du produit visé dans les limites des lois et règlements en vigueur;

e) s'il y a lieu, les modes de retenue par l'acheteur de la contribution nécessaire du financement du plan conjoint et sa remise à la Fédération, ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise à la Fédération ou à son délégué;

f) les conditions de surveillance relatives au paiement du produit visé, suivant sa classification et son utilisation;

g) les conditions du paiement du prix de vente du produit visé;

h) la durée des contrats et les conditions de renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

i) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlements des griefs et d'arbitrage.

22. *a*) Ordonner, organiser, diriger, et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs intéressés, dont le produit est vendu pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même qualité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit;

b) Ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes;

c) Prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix fixé sur le prix de vente;

d) Obliger l'acheteur à payer au producteur el prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser à la Fédération l'excédent du prix de vente sur le prix fixé; si le prix fixé excède le prix de vente, la Fédération rembourse l'excédent à

17. to determine the duration of agreements it negotiates, as well as the renewal conditions;

18. to carry on any investigation necessary to achieve the purposes of the joint plan;

19. to obtain from producers any information deemed useful for the proper implementation of the joint plan;

20. to establish one or more distinctive marks permitting the identification of the producers' product as a product covered by the joint plan, and impose the use of such marks;

21. to negotiate with any person bound to do so by the Quebec Agricultural Marketing Act all the marketing conditions, and more specifically:

(*a*) the selling price of the agricultural product referred to in this joint plan;

(*b*) the conditions, means and cost of transportation, warehousing, candling or of any other service related to the marketing of the product referred to in the joint plan;

(*c*) the surveillance of the classification of the product covered by the joint plan by the accredited representatives of the Federation;

(*d*) the standards of quality, inspection and weighing of the product mentioned, within the limits of existing laws and regulations;

(*e*) the methods of withholding, by the purchaser, of the necessary contributions to finance the joint plan and their remittance to the Federation, as well as of any sum required for the payment of services rendered by a middleman, and its remittance to the Federation or its delegate;

(*f*) the conditions of surveillance regarding the payment of the product referred to in the joint plan according to its utilization and its classification;

(*g*) terms of payment;

(*h*) the duration of the agreements as well as the conditions for renewal and those permitting the reopening of negotiations;

(*i*) the settlement and arbitration procedures both at the time of signing, and during the course of the agreement.

22. (*a*) To order, organize, direct and supervise the joint marketing of the product in order that the producers, whose product is sold during a fixed period and on a designated market, shall each receive from the proceeds of sale the same price for an identical product of the same quantity and equal quality but the sale price of which may vary for reasons unconnected with the real value of the product;

(*b*) To order that there shall be deducted from the proceeds of sale the whole or part of the cost of carrying out, supervision and audit incurred with respect to such sales;

(*c*) To prescribe the conditions under which joint sales shall be made, the payment of the sale price, the sharing of the net proceeds of sales among producers, the provisional fixing prior to sale and the final fixing after sale of the price to be paid to the procucer for his product, the payment of the price so fixed and the repayment to the purchaser, should the case occur, of the excess of the fixed price over the sale price;

(*d*) To compel the purchaser to pay to the producer the price fixed for his product and, should the case occur, to pay to the Federation the excess of the sale price over the fixed price; if the fixed price exceeds the sale price, the Fede-

l'acheteur; ou obliger l'acheteur du produit à en verser le prix à la Fédération pour que cette dernière fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur.

XII. *Administration du plan conjoint*

1. Le plan conjoint est administré par la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation, dont le conseil d'administration est présentement composé des personnes suivantes, tous producteurs intéressés au sens des présentes:

MM. Ovila Lebel, St-Félix de Kingsey, comté de Drummond;
Lionel Gilbert, St-Urbain, comté de Charlevoix;
Joachim Plourde, Métabetchouan, comté du Lac St-Jean;
Paul-Émile Préfontaine, Sherbrooke, R.R. No 4;
Réal Millette, St-Boniface, comté de St-Maurice;
Adrien Parent, Sacré-Coeur, comté de Rimouski;
Dominique Breton, Ste-Marguerite, comté de Dorchester;
Roland Chartier, St-Thomas d'Aquin, comté de St-Hyacinthe;
Roger Bomo, Ormstown, Route Rurale No 2, comté de Châteauguay;
Fernand Labelle, Saint-Paul, comté de Joliette;
Jean Labelle, St-Eustache, comté des Deux-Montagnes.

2. Les administrateurs doivent être des producteurs intéressés au sens de l'article V des présentes;

3. Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs subséquents sera celui prévu par les règlements de la Fédération;

4. La Fédération doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs régis par le plan conjoint, et y faire rapport de son mandat;

5. Si la Fédération ne représente pas, dans l'opinion de la Régie, la majorité des producteurs régis par le plan conjoint, la Régie pourra décréter, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan conjoint.

Cet office de producteurs sera composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés, au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée cette fin par la Régie.

L'office des producteurs, et ses administrateurs, auront les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés à la Fédération en vertu des présentes; et les biens et obligations de la Fédération qu'elle a obtenus à titre d'administrateur du plan conjoint seront transférés à cet office de producteurs de la façon prescrite par la Régie des marchés agricoles.

Si la Fédération peut démontrer par la suite, à la satisfaction de la Régie, qu'elle représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie pourra, en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan conjoint. L'Office des producteurs sera alors aboli.

ration shall repay the excess to the purchaser; or to compel the purchaser of the product to pay the sale price to the Federation so that the sharing of the net proceeds of sale be made according to regulations in force.

XII. *Administration of the Joint Plan*

1. The joint plan shall be administered by the Egg for Consumption Producers' Federation whose Board of Directors is presently made up of the following persons; all being interested producers within the meaning of the present joint plan:

Messrs. Ovila Lebel, St. Félix de Kingsey (Drummond);
Lionel Gilbert, St. Urbain (Charlevoix);
Joachim Plourde, Metabetchouan (Lac St. Jean);
Paul-Émile Préfontaine, R.R. No. 4, (Sherbrooke);
Réal Millette, St. Boniface (St. Maurice);
Adrien Parent, Sacré-Coeur, (Rimouski);
Dominique Breton, St. Marguerite (Dorchester);
Roland Chartier, St. Thomas d'Aquin (St. Hyacinthe);
Roger Bomo, R.R. No. 2, Ormstown (Châteauguay);
Fernand Labelle, St. Paul (Joliette);
Jean Labelle, St. Eustache, (Deux-Montagnes).

2. The administrators must be interested producers within the meaning of Article V of these presents;

3. The method of nominating and of electing or replacing subsequent administrators shall be that provided for in the Federation's regulations;

4. The Federation must, at least once a year, convene and hold a general meeting of all producers bound by the joint plan, and submit a report of its mandate;

5. If the Federation does not, in the opinion of the Quebec Agricultural Marketing Board, represent the majority of the producers bound by the joint plan, the Quebec Marketing Board can decree, after hearing the parties concerned, that a Producers' Board shall be entrusted, at a given date, with the carrying out and administration of the joint plan.

This Producers' Board shall be made up of administrators elected by the interested producers at a special general meeting convened to this end by the Quebec Agricultural Marketing Board.

The Producers' Board and its administrators shall have the rights, duties and attributions granted to the Federation under these presents, and the assets and obligations of the Federation which it obtained as administrator of the joint plan will be transferred to this Producers' Board in the manner prescribed by the Agricultural Marketing Board.

If, afterwards, the Federation can prove to the satisfaction of the Quebec Agricultural Marketing Board that it again represents the absolute majority of the interested producers, the said Board may, by following the procedure outlined above, entrust the Federation with the administration and carrying out of the joint plan. The Producers' Board shall then be abolished.

XIII. *Mode de financement*

L'administration et l'exécution du plan conjoint sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan conjoint, selon le mode déterminé par le Fédération.

Le montant de cette contribution sera déterminé au moyen d'une résolution qui devra être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution sera d'un demi-cent (½¢) par douzaine d'oeufs mise en marché par les producteurs.

Les contributions versées à la Fédération en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, devront servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan conjoint.

Montréal, ce dix-neuvième jour de janvier 1966.

14347-o

XIII. *Financing*

The administration and implementation of the joint plan shall be financed through a contribution which must be paid by all producers bound by the joint plan, according to the method selected by the Federation.

The amount of this contribution shall be determined through a resolution which must be approved by the Quebec Agricultural Marketing Board before it comes into effect. Until it is modified by another resolution, the contribution shall be half a cent (½¢) per dozen of eggs marketed by the producers.

Contributions paid to the Federation under the Quebec Agricultural Marketing Act must serve to defray the expenses incurred in the administration and implementation of the joint plan.

Montreal, this nineteenth day of January, 1966.

14347-o

Soumissions

Cité de Montréal-Nord
Comté de Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées en endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné René Bergeron, C.A., secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 4242, Place de l'Hôtel de ville, Montréal-Nord, comté de Bourget, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 4 avril 1966, pour l'achat de $1,150,000 d'obligations de la cité de Montréal-Nord, comté de Bourget, datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 547 — $71,400 — aqueduc et égouts; 592 — $31,000 — aqueduc et égouts; 611 (625) — $42,800 — aqueduc et égouts; 619 — $65,000 — pavage et trottoirs; 621 — $110,000 — voirie; 644 — $286,900 — pavage et trottoirs; 646 — $300,000 — aqueduc et égouts; 650 — $64,000 — achat de terrain; 651 — $65,000 — éclairage de rues; 660 — $113,900 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $1,150,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$35,000
1er avril 1968	37,000
1er avril 1969	39,000
1er avril 1970	41,000
1er avril 1971	44,000
1er avril 1972	47,000
1er avril 1973	50,000
1er avril 1974	52,000
1er avril 1975	56,000
1er avril 1976	59,000
1er avril 1977	52,000
1er avril 1978	55,000
1er avril 1979	58,000
1er avril 1980	63,000
1er avril 1981	67,000
1er avril 1982	70,000

Tenders

City of Montreal North
County of Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned René Bergeron, C.A., secretary-treasurer, City Hall, 4242 Place de l'Hôtel de ville, Montréal-North, county of Bourget, until 8:00 o'clock p.m., Monday, April 4, 1966, for the purchase of an issue of $1,150,000 of bonds for the city of Montreal-North, county of Bourget, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 547 — $71,400 — aqueduct and sewers; 592 — $31,000 — aqueduct and sewers; 611 (625) — $42,800 — aqueduct and sewers; 619 — $65,000 — pavement and sidewalks; 621 — $110,000 — roads; 644 — $286,900 — pavement and sidewalks; 646 — $300,000 — aqueduct and sewers; 650 — $64,000 — purchase of terrain; 651 — $65,000 — street lighting; 660 — $113,900 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $1,150,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$35,000
April 1, 1968	37,000
April 1, 1969	39,000
April 1, 1970	41,000
April 1, 1971	44,000
April 1, 1972	47,000
April 1, 1973	50,000
April 1, 1974	52,000
April 1, 1975	56,000
April 1, 1976	59,000
April 1, 1977	52,000
April 1, 1978	55,000
April 1, 1979	58,000
April 1, 1980	63,000
April 1, 1981	67,000
April 1, 1982	70,000

1er avril 1983	$74,000
1er avril 1984	78,000
1er avril 1985	84,000
1er avril 1986	89,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toraonto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 avril 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 4242, Place de l'Hôtel de ville, Montréal-Nord, comté de Bourget.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Nord, (Comté de Bourget), ce 11 mars 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ BERGERON, C.A.

Hôtel de ville,
4242, Place de l'Hôtel de ville,
Montréal-Nord (Bourget), P.Q.
Téléphone: 322-6271, code 514. 14341-o

Village de St-Pie
Comté de Bagot

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mlle Jeanne Leduc, 232, rue Notre-Dame, St-Pie, comté de Bagot, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 4 avril 1966, pour l'achat de $180,000 d'obligations du village de St-Pie, comté de Bagot, datées du 1er avril 1966, et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 216 — $180,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $180,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$ 2,500
1er avril 1968	2,500
1er avril 1969	2,500
1er avril 1970	2,500
1er avril 1971	3,000
1er avril 1972	3,000
1er avril 1973	3,000
1er avril 1974	3,500

April 1, 1983	$74,000
April 1, 1984	78,000
April 1, 1985	84,000
April 1, 1986	89,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal-North.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, April 4, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 4242 Place de l'Hôtel de ville, Montreal-North, county of Bourget.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montreal-North, (County of Bourget), March 11, 1966.

RENÉ BERGERON, C.A.,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
4242 Place de l'Hôtel de ville,
Montreal-North (Bourget), P.Q.
Telephone: 322-6271, code 514. 14341

Village of St-Pie
County of Bagot

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Miss Jeanne Leduc, 232 Notre-Dame Street, St-Pie, county of Bagot, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, April 4, 1966, for the purchase of an issue of $180,000 of bonds for the village of St-Pie, county of Bagot, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 216 — $180,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $180,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$ 2,500
April 1, 1968	2,500
April 1, 1969	2,500
April 1, 1970	2,500
April 1, 1971	3,000
April 1, 1972	3,000
April 1, 1973	3,000
April 1, 1974	3,500

1er avril 1975	$ 3,500
1er avril 1976	4,000
1er avril 1977	4,000
1er avril 1978	4,500
1er avril 1979	4,500
1er avril 1980	5,000
1er avril 1981	5,000
1er avril 1982	5,500
1er avril 1983	6,000
1er avril 1984	6,000
1er avril 1985	6,500
1er avril 1986	103,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Pie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 avril 1966, à 8 heures du soir, à la Salle Publique, rue St-François, St-Pie, comté de Bagot, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Pie, (Comté de Bagot), ce 9 mars 1966.

La Secrétaire-trésorière,
MLLE JEANNE LEDUC.

232, rue Notre-Dame, St-Pie, (Bagot), P.Q.
Téléphone: 772-2233, code 514. 14342

April 1, 1975	$ 3,500
April 1, 1976	4,000
April 1, 1977	4,000
April 1, 1978	4,500
April 1, 1979	4,500
April 1, 1980	5,000
April 1, 1981	5,000
April 1, 1982	5,500
April 1, 1983	6,000
April 1, 1984	6,000
April 1, 1985	6,500
April 1, 1986	103,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Pie.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, April 4, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Public Hall, St-François Street, St-Pie, county of Bagot, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Pie, (County of Bagot), March 9, 1966.

MISS JEANNE LEDUC,
Secretary-Treasurer.

232 Notre-Dame Street, St-Pie, (Bagot), P.Q.
Telephone: 772-2233, code 514. 14342-o

Ville de La Pocatière
Comté de Kamouraska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcien Émond, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, La Pocatière, comté de Kamouraska, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 5 avril 1966, pour l'achat de $239,000 d'obligations de la Ville de La Pocatière, comté de Kamouraska, datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 40 — $6,500 — aqueduc et égouts; 41 — $12,300 — aqueduc et égouts; 42 — $220,200 — égouts et voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $239,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$ 4,500
1er avril 1968	5,000
1er avril 1969	5,000
1er avril 1970	5,500

Town of La Pocatière
County of Kamouraska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marcien Émond, secretary-treasurer, Town Hall, La Pocatière, county of Kamouraska, until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, April 5, 1966, for the purchase of an issue of $239,000 of bonds for the Town of La Pocatière, county of Kamouraska, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 40 — $6,500 — aqueduct and sewers; 41 — $12,300 — aqueduct and sewers; 42 — $220,200 — sewers and roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $239,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$ 4,500
April 1, 1968	5,000
April 1, 1969	5,000
April 1, 1970	5,500

1er avril 1971	$ 5,500
1er avril 1972	6,000
1er avril 1973	6,000
1er avril 1974	6,500
1er avril 1975	7,000
1er avril 1976	7,500
1er avril 1977	7,500
1er avril 1978	8,000
1er avril 1979	8,500
1er avril 1980	9,500
1er avril 1981	10,000
1er avril 1982	10,500
1er avril 1983	11,000
1er avril 1984	12,000
1er avril 1985	12,500
1er avril 1986	91,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Pocatière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 5 avril 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, La Pocatière, comté de Kamouraska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Pocatière, (Comté de Kamouraska), ce 15 mars 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCIEN ÉMOND.

Hôtel de Ville, C.P. 668,
La Pocatière, (Kamouraska), P.Q.
Téléphone: 856-3394, code 418. 14374-o

Ville de Châteauguay
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Hurtubise, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., Hôtel de ville, Châteauguay et par après de 8 à 8.30 heures p.m., Hôtel de ville, Châteauguay, mardi, le 5 avril 1966, pour l'achat de $550,000 d'obligations de la Ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 213 — $203,000 — aqueduc, égouts, pavage; 269 — $30,100 — aqueduc, égouts, voirie; 270 — $2,600 — voirie; 271 — $22,500 — aqueduc; 272 — $157,700 — achat

April 1, 1971	$ 5,500
April 1, 1972	6,000
April 1, 1973	6,000
April 1, 1974	6,500
April 1, 1975	7,000
April 1, 1976	7,500
April 1, 1977	7,500
April 1, 1978	8,000
April 1, 1979	8,500
April 1, 1980	9,500
April 1, 1981	10,000
April 1, 1982	10,500
April 1, 1983	11,000
April 1, 1984	12,000
April 1, 1985	12,500
April 1, 1986	91,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Pocatière.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, April 5, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, La Pocatière, county of Kamouraska.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Pocatière, (County of Kamouraska), March 15, 1966.

MARCIEN ÉMOND,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.Box 668,
La Pocatière, (Kamouraska), P.Q.
Telephone: 856-3394, code 418. 14374

Town of Châteauguay
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Hurtubise, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., Town Hall, Châteauguay, Tuesday, April 5, 1966, and after 8:00 to 8:30 p.m., at the Town Hall, Châteauguay, Tuesday, April 5, 1966 for the purchase of an issue of $550,000 of bonds for the Town of Châteauguay, county of Châteauguay, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 213 — $203,000 — aqueduct, sewers, pavement; 269 — $30,100 — aqueduct, sewers, roads; 270 — $2,600 — roads; 271 — $22,500 — aqueduct; 272 — $157,700 — buying

de terrains; 280 — $26,100 — égouts; 283 — $60,000 — égouts; 288 — $48,000 — égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $550,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$ 10,000
1er avril 1968	11,000
1er avril 1969	11,000
1er avril 1970	11,000
1er avril 1971	11,000
1er avril 1972	14,000
1er avril 1973	15,000
1er avril 1974	15,000
1er avril 1975	16,000
1er avril 1976	17,000
1er avril 1977	18,000
1er avril 1978	19,000
1er avril 1979	19,000
1er avril 1980	20,000
1er avril 1981	20,000
1er avril 1982	22,000
1er avril 1983	22,000
1er avril 1984	23,000
1er avril 1985	23,000
1er avril 1986	233,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions sersnt ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 5 avril 1966, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 5, rue de la Station, Châteauguay, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay, (Comté de Châteauguay), ce 15 mars 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
CLAUDE HURTUBISE.

Hôtel de ville, 5, rue de la Station,
Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6767, code 514. 14378-o

of land; 280 — $26,100 — sewers; 283 — $60,000 — sewers; 288 — $48,000 — sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $550,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$ 10,000
April 1, 1968	11,000
April 1, 1969	11,000
April 1, 1970	11,000
April 1, 1971	11,000
April 1, 1972	14,000
April 1, 1973	15,000
April 1, 1974	15,000
April 1, 1975	16,000
April 1, 1976	17,000
April 1, 1977	18,000
April 1, 1978	19,000
April 1, 1979	19,000
April 1, 1980	20,000
April 1, 1981	20,000
April 1, 1982	22,000
April 1, 1983	22,000
April 1, 1984	23,000
April 1, 1985	23,000
April 1, 1986	233,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, April 5, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 5 de la Station Street, Châteauguay, county of Châteauguay.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay, (County of Châteauguay), this March 15, 1966.

CLAUDE HURTUBISE,
Secretary Treasurer.

Town Hall, 5 de la Station Street,
Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6767, code 514. 14378

Cité de Pierrefonds
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gabriel Legault, greffier, jusqu'à 2 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 11072 ouest, Blvd Gouin, Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier, P.Q., mercredi, le 6 avril 1966, pour l'achat de $814,000, d'obligations de la

City of Pierrefonds
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gabriel Legault, city clerk, until 2:00 o'clock p.m., City Hall, 11072 Gouin Blvd. West, Pierrefonds, county of Jacques-Cartier, P.Q., Wednesday, April 6, 1966, for the purchase of an issue of $814,000 of bonds for the city of Pierrefonds, county of Jacques-

cité de Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er mai 1966, et remboursables par séries du 1er mai 1967 au 1er mai 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, non supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 255 (372) — $72,000 — achat de terrains; 377 — $515,000 — voirie; 395 — $27,000 — travaux à l'usine d'épuration; 402 — $200,000 — agrandissement de l'usine de filtration.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1966.

Tableau d'amortissement — $814,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1967	$ 18,000
1er mai 1968	19,000
1er mai 1969	20,000
1er mai 1970	22,000
1er mai 1971	23,000
1er mai 1972	24,000
1er mai 1973	25,000
1er mai 1974	27,000
1er mai 1975	28,000
1er mai 1976	30,000
1er mai 1977	31,000
1er mai 1978	33,000
1er mai 1979	35,000
1er mai 1980	38,000
1er mai 1981	40,000
1er mai 1982	41,000
1er mai 1983	44,000
1er mai 1984	48,000
1er mai 1985	50,000
1er mai 1986	218,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes publiquement, en comité, à 2 heures p.m., mercredi, le 6 avril 1966, et elles seront considérées à une séance du conseil qui sera tenue à 8 heures p.m. le même jour à l'Hôtel de Ville, 11072 ouest, Blvd Gouin, Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pierrefonds, (Comté de Jacques-Cartier), ce 14 mars 1966.

Le Greffier,
GABRIEL LEGAULT.

Hôtel de Ville, 11072 ouest, Blvd Gouin,
Pierrefonds, (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: 684-4480, code 514. 14379-o

Cartier, dated May 1, 1966, and redeemable serially from May 1, 1967, to May 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 255 (372) — $72,000 — purchase of terrains; 377 — $515,000 — roads; 395 — $27,000 — works at the filtration plant; 402 — $200,000 — enlargement of the filtration plant.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1966.

Table of redemption — $814,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1967	$ 18,000
May 1, 1968	19,000
May 1, 1969	20,000
May 1, 1970	22,000
May 1, 1971	23,000
May 1, 1972	24,000
May 1, 1973	25,000
May 1, 1974	27,000
May 1, 1975	28,000
May 1, 1976	30,000
May 1, 1977	31,000
May 1, 1978	33,000
May 1, 1979	35,000
May 1, 1980	38,000
May 1, 1981	40,000
May 1, 1982	41,000
May 1, 1983	44,000
May 1, 1984	48,000
May 1, 1985	50,000
May 1, 1986	218,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certifiee cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened publicly, in committee, at 2:00 o'clock p.m., Wednesday, April 6, 1966, and considered at a meeting of the council to be held on the same day, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 11072 Gouin Blvd. West, Pierrefonds, county of Jacques-Cartier, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pierrefonds, (County of Jacques-Cartier), March 14, 1966.

GABRIEL LEGAULT,
City Clerk.

City Hall, 11072 Gouin Blvd. West.
Pierrefonds, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 684-4480, code 514. 14379

Cité de Ste-Foy
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Noël Perron, greffier, Hôtel de ville, 1000 Route de l'Église, Ste-Foy, comté de Québec, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 6 avril 1966, pour l'achat de $2,005,000 d'obligations de la cité de Ste-Foy, comté de Québec, datées du 1er mai 1966 et remboursables par séries du 1er mai 1967 au 1er mai 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 961 — $36,000 — aqueduc et égouts; 964 — $54,000 — voirie; 965 — $22,000 — aqueduc et égouts; 966 — $460,000 — fins industrielles; 967 — $333,000 — fins industrielles; 1002 (1013) — $1,100,000 — parc industriel.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera caldulé à compter du 1er mai 1966.

Tableau d'amortissement — $2,005,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1967	$ 47,000
1er mai 1968	50,000
1er mai 1969	53,000
1er mai 1970	56,000
1er mai 1971	59,000
1er mai 1972	62,000
1er mai 1973	66,000
1er mai 1974	70,000
1er mai 1975	74,000
1er mai 1976	79,000
1er mai 1977	84,000
1er mai 1978	88,000
1er mai 1979	93,000
1er mai 1980	98,000
1er mai 1981	104,000
1er mai 1982	111,000
1er mai 1983	118,000
1er mai 1984	124,000
1er mai 1985	132,000
1er mai 1986	437,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire d'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

La corporation se réserve le privillège de racheter par anticipation les obligations de cette émission, en tout ou en partie, au pair, à toute date d'échéance des intérêts.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

City of Ste-Foy
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. Noël Perron, clerk, Town Hall, 1000 Route de l'Église, Ste-Foy, county of Quebec, P.Q., until 8:00 o'clock p.m. Wednesday, April 6, 1966, afor the purchase of an issue of $2,005,000 of bonds for the city of Ste-Foy, county of Quebec, dated May 1, 1966, and redeemable serially from May 1, 1967 to May 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 961 — $36,000 — aqueduct and sewers; 964 — $54,000 — roads; 965 — $22,000 — aqueduct and sewers; 966 — $460,000 — industrial purposes; 967 — $333,000 — industrial purposes; 1002 (1013) — $1,100,000 — industrial park.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1966.

Table of redemption — $2,005,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1967	$ 47,000
May 1, 1968	50,000
May 1, 1969	53,000
May 1, 1970	56,000
May 1, 1971	59,000
May 1, 1972	62,000
May 1, 1973	66,000
May 1, 1974	70,000
May 1, 1975	74,000
May 1, 1976	79,000
May 1, 1977	84,000
May 1, 1978	88,000
May 1, 1979	93,000
May 1, 1980	98,000
May 1, 1981	104,000
May 1, 1982	111,000
May 1, 1983	118,000
May 1, 1984	124,000
May 1, 1985	132,000
May 1, 1986	437,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Foy.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The corporation is not bound to redeem by anticipation the obligations of this issuance, in whole or in part, at par, at every interest maturity date.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 6 avril 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1000 Route de l'Église, Ste-Foy, comté de Québec, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Foy, (Comté de Québec), ce 15 mars 1966.

Le Greffier,
NOËL PERRON.

Hôtel de ville, 1000, Route de l'Église,
Ste-Foy, (Québec), P.Q.
Téléphone: 653-5211, code 418. 14380-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, April 6, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1000 Route de l'Église, Ste-Foy, county of Quebec, P.Q.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Foy, (County of Quebec), March 15, 1966.

NOËL PERRON,
Clerk.

Town Hall, 1000 Route de l'Église,
Ste-Foy, (Quebec), P.Q.
Telephone: 653-5211, code 418. 14380

Syndicats professionnels

Conseil central des syndicats nationaux de St-Hyacinthe

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 février 1966, autorisé le changement de nom du « Conseil central des syndicats nationaux catholiques de St-Hyacinthe », dont la constitution a été autorisée le 29 mai 1936, et dont le siège social est situé à St-Hyacinthe, en celui de « Conseil central des syndicats nationaux de St-Hyacinthe », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 10 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14326-o 847-36

Syndicat national du textile inc. de St-Hyacinthe

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 27 janvier 1966, autorisé le changement de nom du « Syndicat national catholique du textile de St-Hyacinthe », dont la constitution a été authorisée le 6 juillet 1943, et dont le siège social est situé à St-Hyacinthe, en celui de « Syndicat national du textile inc. de St-Hyacinthe », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 2 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14327-o 1013-43

L'Association des entrepreneurs-plâtriers de la Région de Montréal

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des entrepreneurs-plâtriers de la Région de Montréal », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 7 mars 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 9 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14343-o 19-66

Professional Syndicates

Conseil central des syndicats nationaux de St-Hyacinthe

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 7, 1966, authorized the change of name of "Conseil central des syndicats nationaux catholiques de St-Hyacinthe" whose incorporation was authorized on May 29, 1936, and whose head office is situated at St-Hyacinthe, into that of "Conseil central des syndicats nationaux de St-Hyacinthe", and such, in conformity with the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, February 10,1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14326 847-36

Syndicat national du textile inc. de St-Hyacinthe

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 27, 1966, authorized the change of name of "Syndicate national catholique du textile de St-Hyacinthe", whose incorporation has been authorized on July 6, 1943, and whose head office is situated at St-Hyacinthe, to that of "Syndicat national du textile inc. de St-Hyacinthe", and such, in conformity with the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, February 2, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14327 1013-43

L'Association des entrepreneurs-plâtriers de la Région de Montréal

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des entrepreneurs-plâtriers de la Région de Montréal", has been authorized by the Provincial Secretary on March 7, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, March 9, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14343 19-66

Le Syndicat des médecins résidents de Montréal

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des médecins résidents de Montréal », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 7 mars 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 9 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14344-o 13-66

Le Syndicat des médecins résidents de Montréal

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des médecins résidents de Montréal", has been authorized by the Provincial Secretary on March 7, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, March 9, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14344 13-66

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai 1965, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 est, rue King, Toronto, à onze heures du matin, le cinquième jour de mai 1966, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué., le 15 mars 1966.

Canadian Pacific Express Company
Le Surintendant général,
14345-11-6-o E. M. TRASHER.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of May 1965, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Autioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at 11:00 o'clock in the forenoon, on the 5th day of May 1966, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que., March 15, 1966.

Canadian Pacific Express Company
E. M. TRASHER,
14345-11-6-o *General Superintendent.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 32,463. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant siège social à Québec, demanderesse, *vs* PHILIPPE HARTON, cultivateur, de St-Ludger, comté de Frontenac, défendeur, et ANDRÉ TROTTIER, 230 ouest, rue King, Sherbrooke, en sa qualité de syndic à la cession de biens du défendeur, mis-en-cause.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles ci-après décrits:

« 1. Une terre à St-Ludger, Frontenac, étant le lot numéro six-A (6-A) du cadastre pour le rang sept (VII) canton de Risborough, en le comté de Frontenac;

2. Avec un autre terrain ayant trois arpents et un quart de largeur sur toute la profondeur comprise à partir du chemin public à aller vers le sud-ouest à la partie en bois sur le même lot, à prendre et mesurer sur le côté sud-est, étant partie du lot numéro six-A (P. 6-A) du rang six (VI) canton Risborough, Frontenac; borné au nord-est au chemin public; en arrière au sud-ouest

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, No. 32,463. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* PHILIPPE HARTON, farmer, of St-Ludger, county of Frontenac, defendant, and ANDRÉ TROTTIER, 230 King St. West, Sherbrooke, in his capacity as trustee of the transfer of property of the defendant, mis-en-cause.

The immovables hereinafter described to be sold "en bloc":

"1. A farm in St-Ludger, Frontenac, being lot number six-A (6-A) in the cadaster of Range seven (VII), township of Risborough, in the county of Frontenac;

2. With another lot of land measuring three and one-quarter arpents in width by the entire depth comprised from the public road going towards the south-west to the wooded part of the same lot, to be taken and measured along the south-east side, being part of lot number six-A (P. 6-A) on Range six (VI), township of Risborough, Frontenac, bounded on the north-

à la partie dudit lot 6-A, en bois; au nord-ouest au résidu dudit lot 6-A appartenant à Placide Fillion, ou représentants; et au sud-est au terrain de Placide Fillion, ou représentants; 6-B;

3. Avec toutes bâtisses dessus construites, et dépendances;

Sujet ledit lot 6-A à une servitude en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. suivant acte en date du 7 octobre 1948, devant Me. L. M. Veilleux, N.P., enregistré sous No 51840. »

Sauf et à distraire:

« Deux lisières de terrain à prendre et à distraire des lots de terre nos 6-A du rang VI et 6-A du rang VII, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Risborough, comté de Frontenac, indiquées par les lettres « A B C D A » et « E F G H E » sur un plan préparé par M. Gaétan Lebrun, A.G., en date du 11 février 1964, et décrites comme suit:

a) une première lisière de terrain de forme irrégulière située à l'est de la route actuelle, à prendre et à distraire du lot de terre no 6-A du rang VII aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Risborough, indiquée par les lettres « A B C D A » sur un plan préparé par M. Gaétan Lebrun, A.G., en date du 11 février 1964; superficie: 6235 pieds carrés; bornés: vers le nord et vers l'est par partie du lot de terre no 6-A du rang 7 de Risborough, appartenant à Philippe Harton; vers le sud, par partie du lot de terre no 6-D du rang 7 de Risborough, appartenant à M. Arthur Robert; et vers l'ouest par la route actuelle.

b) une autre lisière de terrain de figure irrégulière située à l'ouest de la route actuelle, à prendre et à distraire du lot de terre no 6-A du rang VI aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Risborough, indiquée par les lettres « E F G H E » sur un plan préparé par M. Gaétan Lebrun, A.G., en date du 11 février 1964; superficie: 10,170 pieds carrés, mesure anglaise; bornés: vers le sud, par partie du lot de terre no 6-B du rang 6 Risborough, appartenant à M. Placide Fillion; vers l'est par la route actuelle; vers l'ouest, par partie du lot 6-A du rang VI de Risborough, appartenant à Philippe Harton; et vers le nord, par partie du lot 6-A du rang VI de Risborough, appartenant à M. Philippe Harton.

Superficie totale: 16,405 pieds carrés, mesure anglaise. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Ludger, comté de Frontenac, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL, 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif.*
St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD.
le 9 mars 1966. 14381-11-2-o

[Première insertion: 19 mars 1966.]
[Deuxième insertion: 9 avril 1966.]

east by the public road, in the rear, on the south-west, by part of said lot 6-A, wooded, on the north-west by the remainder of said lot 6-A belonging to Placide Fillion or representatives, and on the south-east by the land belonging to Placide Fillion or representatives; 6-B;

3. With all the buildings thereon constructed, and dependencies;

Said lot 6-A is subject to a servitude in favour of The Shawinigan Water & Power Co., according to the deed dated October 7, 1948, by Me L. M. Veilleux, N.P., registered under No. 51840."

Save and to be withdrawn:

"Two strips of land to be taken and withdrawn from lots of land No. 6-A on Range VI and 6-A on Range VII on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Risborough, county of Frontenac, indicated by letters "A B C D A" and "E F G H E" on a plan drawn up be Mr. Gaétan Lebrun, L.S., dated February 11, 1964, and described as follows:

(*a*) A first strip of land of irregular shape situated east of the present road, to be taken and withdrawn from lot of land No. 6-A on Range VII on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Risborough, indicated by letters "A B C D A" on a plan drawn up by Mr. Gaétan Lebrun, L.S., on February 11, 1964; area: 6235 square feet; bounded on the north and on the east by part of lot of land No. 6-A on Range 7 in Risborough, belonging to Philippe Harton, on the south by part of lot of land No. 6-D on Range 7 in Risborough, belonging to Mr. Arthur Robert, and on the west by the present road.

(*b*) Another strip of land of irregular shape situated west of the present road, to be taken and withdrawn from lot of land No. 6-A on Range VI on the official plan and in the book of reference of the township of Risborough, indicated by letters "E F G H E" on a plan drawn up by Mr. Gaétan Lebrun, L.S., dated February 11, 1964; area: 10,170 square feet, English measure; bounded on the south by part of the lot of land No. 6-B on Range 6, Risborough, belonging to Mr. Placide Fillion, on the east by the present road, on the west by part of lot 6-A on Range VI in Risborough, belonging to Philippe Harton, and on the north by part of lot 6-A on Range VI in Risborough, belonging to Mr. Philippe Harton.

Total area: 16,405 square feet, English measure."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Sg-Ludger, county of Frontenac, on the TWENTY-SIXTH day of APRIL, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD.
St-Joseph de Beauce, *Deputy-Sheriff.*
March 9, 1966. 14381-11-2

[First insertion: March 19, 1966.]
[Second insertion: April 9, 1966.]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 15,452. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* ROGER DUMAS, cultivateur de Waterloo, comté de Shefford, défendeur.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 15,452. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* ROGER DUMAS, farmer, of Waterloo, county of Shefford, defendant.

« 1° Une ferme sise et située dans le canton de Shefford, comté de Shefford, contenant cent vingt acres en superficie, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton, comme étant le lot numéro sept cent seize (716) et les vingt acres nord du lot numéro sept cent quinze (ptie 715) avec les bâtisses sus-érigées;

2° Un certain morceau de terrain sis et situé dans le canton de Brome, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton de Brome, comme étant le lot numéro huit cent vingt et un (821) ayant une superficie de cinquante-sept acres et soixante-quatre centièmes d'acre (57.64 acres) de terre en superficie, plus ou moins. Sans bâtisse.

Sujet à une servitude consentie par l'emprunteur à Southern Canada Power Co., le 6 juin 1950 et enregistrée à Waterloo (comté de Shefford) sous le numéro 126896, d'un droit de passage pour construire une ligne de transmission électrique sur le lot 716 et partie du lot 715 du canton de Shefford. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église St-Bernardin de Waterloo dans le district de Bedford, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif*,
Palais de Justice, ANTONIN BOURASSA.
Seetsburg, P.Q.
ce 21 février 1966. 14109-8-2-o

"1. A farm lying and situated in the township of Shefford, having an area of one hundred and twenty acres, more or less, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said township, as being lot number seven hundred and sixteen (716) and the twenty north acres of lot number seven hundred and fifteen (pt 715), with the buildings thereon erected;

2. A certain piece of land lying and situated in the township of Brome, known and designated on the official paln and in the book of reference for the said township of Brome, as being lot number eight hundred and twenty-one (821), having an area of fifty-seven and sixty-four-hundredths acres (57.64 acres) of land, more or less. Without buildings.

Subject to a servitude, consented to by the borrower in favour of Southern Canada Power Co. on June 6, 1950, and registered in Waterloo (county of Shefford) under number 126896 of right of way to build an electric transmission lin on lot 716 and part of lot 715, township of Shefford."

To be sold "en bloc" at the church door of St-Bernardin de Waterloo, in the district of Bedford, on the FIFTH day of APRIL, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ANTONIN BOURASSA,
Court House, *Deputy-Sheriff*.
Sweetsburg, P.Q.,
February 21, 1966. 14109-8-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure. No 37,109. { LAURENT BOIVIN, entrepreneur électricien, domicilié à Bagotville, faisant affaires seul sous la raison sociale de « Laurent Électrique Enr. », demandeur *vs* HILAIRE SERGERIE, Motel du Boulevard, Boulevard Talbot, Laterrière, district de Chicoutimi, défendeur.

« Un lopin de terre formant partie du lot numéro un (ptie un) dans le rang est de la Rivière Chicoutimi, suivant le cadastre officiel du canton Laterrière, le tout compris dans les bornes suivantes: vers le sud-est au boulevard Talbot, vers le nord-est partie à la Rivière Chicoutimi et partie au terrain de M. Jean-Marie Tardif, vers le sud-ouest encore au terrain de M. Jean-Marie Tardif et vers le nord-est à celui d'Arthur Brassard, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Notre-Dame de Laterrière, le TRENTIÈME jour du mois de MARS 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 16 février 1966. 14100-8-2-o

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 36,848. { NOËL BOIVIN, commerçant, domicilié à Bagotville, demandeur, *vs* HILAIRE SERGERIE, a/s Motel du Boulevard Laterrière, district de Chicoutimi, défendeur.

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 37,109. { LAURENT BOIVIN, electrical contractor, domiciled at Bagotville, carrying on business alone under the style of "Laurent Électrique Enr.", plaintiff, *vs* HILAIRE SERGERIE, Motel du Boulevard, Talbot Blvd., Laterrière, district of Chicoutimi, defendant.

"A strip of land forming part of lot number one (P. one) on the range east of the Chicoutimi River, in the official cadaster of the township of Laterrière, the whole enclosed within the following boundaries: on the southeast by Talbot Blvd., on the northeast, partly by the Chicoutimi River, and partly by the land belonging to Mr. Jean-Marie Tardif, on the southwest, also by the land of Mr. Jean-Marie Tardif, and on the northeast by that belonging to Arthur Brassard, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Laterrière, on the THIRTIETH day of the month of MARCH, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
Chicoutimi, February 16, 1966. 14100-8-2-o

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 36,848. { NOËL BOIVIN, trader, domiciled at Bagotville, plaintiff, *vr* HILAIRE SERGERIE, c/o Motel du Boulevard Laterrière, district of Chicoutimi, defendant.

« Un terrain mesurant quatre-vingt-dix (90′) pieds de largeur par cent pieds (100′) de profondeur faisant partie du lot désigné sous le numéro 315 (Ptie 315) au cadastre officiel du village de Bagotville, borné comme suit: En front, vers l'est, au chemin public, en profondeur à la balance de ce lot appartenant à monsieur Laurent Simard d'un côté au terrain de monsieur Alexandre Girard et de l'autre à la balance de ce lot restant au vendeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Alphonse à Bagotville, le VINGTIÈME jour du mois d'AVRIL 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 11 mars 1966. 14382-11-2-o

"A lot of land measuring ninety feet (90′) in width by one hundred feet (100′) in depth, forming part of the lot designated under number 315 (P. 315) in the official cadaster of the Village of Bagotville, bounded as follows: in front, on the east, by the public road, in depth, by the remainder of this lot belonging to Mr. Laurent Simard, on one side by the land of Mr. Alexandre Girard, and on the other by the remainder of this lot remaining the property of the vendor; with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Alphonse in Bagotville, on the TWENTIETH day of the month of APRIL, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, March 11, 1966. 14382-11-2

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, Bref No 563. { LES MINOTERIES PHÉNIX LTÉE corps politique et incorporé ayant son siège social à Montréal district de Montréal, demandeur, *vs* JEAN LOUIS BERGERON 107, Notre-Dame, Notre-Dame du Bon Conseil, (aujourd'hui demeurant à 218 Chemin Senneville), Senneville, Montréal, defendeur.

Désignation:

Un lot ou emplacement, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Wendover, comté de Drummond, comme étant la subdivision numéro cinq du lot numéro trois cent soixante-deux (362-5). Avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Bon Conseil, comté de Drummond, MERCREDI, le VINGTIÈME jour d'AVRIL 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
STEPHEN DOLAN.

Bureau du Shérif,
14383-11-2

[Première insertion: le 19 mars 1966]

DRUMMOND

Canada — Province of Quebec
District of Drummond

Superior Court, Writ No. 563. { LES MINOTERIES PHÉNIX LTÉE, body politic and corporate having its head office in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* JEAN LOUIS BERGERON, 107 Notre-Dame, Notre-Dame du Bon Conseil, (to-day residing at 218 Senneville Road), Senneville, Montreal, defendant.

Description:

A lot or emplacement, known and designated on the official plan and book of reference for the the township of Wendover, county of Drummond, as being subdivision number five of lot number three hundred and sixty-two (362-5). With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Bon Conseil, county of Drummond, WEDNESDAY, the TWENTIETH day of APRIL, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

STEPHEN DOLAN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
14383-11-2-o

[First insertion: March 19, 1966]

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris
District de Hauterive

No 1844. { SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DE CRÉDIT INC, corporation légalement constituée ayant son siège social à Montréal, district de Montréal *vs* GAETAN CROUSSETTE mécanicien de l'endroit appelé Chûte aux Outardes, district de Hauterive défendeur.

Le lot quatre-soixante-seize du rang un (4-76 rang 1) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Raguenau, village de Chûte aux Outardes, comté de Saguenay, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Église de Chûte aux Outardes, district de Hauterive, comté de Saguenay le TREIZIÈME jour d'AVRIL prochain 1966 à DEUX heure de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
LOUIS DROUIN.

Bureau du Député Shérif,
Baie Comeau, le 21 février, 1966. 14102-8-2-o

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris
District of Hauterive

No. 1844. { SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DE CRÉDIT INC, body legally constituted, having its head office in Montreal, district of Montreal, *vs* GAETAN CROUSSETTE, mechanic, of the place called Chûte aux Outrades, district of Hauterive, defendant.

Lot four-seventy-six on range one (4-76, range 1) on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the township of Raguenau, village of Chûte aux Outrades, county of Saguenay, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Chûte aux Outrades, district of Hauterive, county of Saguenay, on the THIRTEENTH day of APRIL next, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

LOUIS DROUIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Baie Comeau, February 21, 1966. 14102-8-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 173. { DAME ROSE GARLAND, ménagère, de la cité de Philadelphie, dans l'État de Pennsylvanie, l'un des États-Unis d'Amérique, épouse séparée de biens de Salomon Zukin, marchand, de la cité de Philadelphie, État de Pennsylvanie, l'un des États-Unis d'Amérique, et ledit Solomon Zukin, aux fins d'autoriser son épouse aux fins des présentes, demandeurs, *vs* OMER DAGENAIS, domicilié à St-Pierre de Wakefield, dans le district de Hull, Province de Québec, défendeur.

« L'immeuble faisant partie du lot No 20B du deuxième rang du canton de Wakefield, comté de Gatineau, mesurant approximativement un acre de largeur faisant front sur le chemin de St-Pierre de Wakefield, par deux acres de profondeur et borné en front par le chemin St-Pierre de Wakefield, en arrière par la partie du même lot, propriété d'Edgard Momy ou ses représentants, vers l'ouest par la partie du même lot également la propriété d'Edgard Momy ou ses représentants, vers l'est par la partie du lot No 20C, du deuxième rang, propriété de Daniel Dubois ou ses représentants, le tout avec les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Pierre de Wakefield, le PREMIER jour d'AVRIL 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
Ce 13 octobre 1965.

14064-8-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 9102. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur-requérant, *vs* GEORGE C. SIMMONS, cultivateur, a/s James C. Simmons, Vanier Ave., Aylmer East, comté de Gatineau, défendeur-intimé.

« Le lot numéro dix-sept « A » (17-A) dans le cinquième rang du canton de Hull, mesurant cent acres de terre en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses y érigées, tel que le tout se trouve actuellement et sans réserve de la part du débiteur.

Une partie de l'immeuble hypothéqué est sujette à une servitude de tours et de fils électriques pour transmettre le pouvoir électrique d'Ottawa and Hull Power Manufacturing Company, suivant convention enregistrée par bordereau au bureau d'enregistrement du comté de Hull, le 31 décembre, 1925, sous le numéro M-127.

Une partie de l'immeuble hypothéqué est sujette à une servitude de tours et de fils électriques en faveur de la Gatineau Transmission Company Limited, enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Hull, le 14 octobre, 1930, sous le numéro 62118-Lib. B, Vol. 61 (et retransportée par ladite Gatineau Transmission Company Limited à la Gatineau Power Company, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Hull, le 23 décembre 1932, sous le numéro 66674-Lib. B, Vol. 65). Ladite servitude consiste dans le droit de poser des tours électriques supportant des fils élec-

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 173. { DAME ROSE GARLAND, housewife, of the city of Philadelphia, in the State of Pennsylvania, one the United States of America, wife separate as to property of Soomon Zukin, merchant, of the city of Philadelphia, State of Pennsylvania, one of the United States of America, and the said Solomon Zukin, for the purposes of authorizing his wife for the purpose of these presents, plaintiffs, *vs* OMER DAGENAIS, domiciled at St. Pierre de Wakefield, in the district of Hull, Province of Quebec, defendant.

"The immoveable being part of lot No. 20B of the second range of the township of Wakefield, county of Gatineau, measuring approximately one acre in width fronting on the St. Pierre de Wakefield road, by two acres in depth and bounded in front by the St. Pierre de Wakefield road, in the rear by part of the same lot, property of Edgard Momy or his representatives, toward the west by part of the same lot also the property of Edgard Momy or his representatives, toward the east by part of lot No. 20C, of the second range, property of Daniel Dubois or his representatives, the whole with buildings thereon erected."

To be sold at the church door of St. Pierre de Wakefield, the FIRST day of APRIL, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
October 13, 1965.

14064-8-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 9102. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff-petitioner, *vs* GEORGE C. SIMMONS, farmer, c/o James C. Simmons, Vanier Ave., Aylmer East, county of Gatineau, defendant-respondent.

"Lot number seventeen "A" (17-A) of the fifth range in the township of Hull, measuring one hundred acres in area, more or less, with the buildings thereon erected, the whole as it is presently to be found, without reserve on the part of the debtor.

A part of the mortgaged immovable is subject to an electric tower and wire servitude to transmit electric power from the Ottawa and Hull Power Manufacturing Company, in accordance with the agreement registered by detailed statement in the registry office of the county of Hull, on December 31, 1925, under number M-127.

A part of the mortgaged immovable is subject to a servitude of electric towers and wires in favour of Gatineau Transmission Company Limited, registered in the registry office of the county of Hull on October 14, 1930, under the number 62118-Lib. B, Vol. 61 (and transferred by the said Gatineau Transmission Company Limited to the Gatineau Power Company, according to a deed registered in the registry office of the county of Hull on December 23, 1932, under number 66674-Lib. B, Vol. 65), The said servitude consists in the right to install electric towers supporting electrical wires on a part of the immovable hereby

triques sur une partie de l'immeuble, par les présentes, hypothéqué et consistant ladite partie dans la suivante:

« Une lisière de terre de 100 pieds de largeur, partie du lot 17-A, rang 5, canton de Hull, et plus particulièrement décrite comme suit: commençant à un point sur la limite ouest du chemin entre les lots seize « B » et dix-sept « A », à une distance de neuf cent cinquante pieds, plus ou moins, mesuré dans une direction sud et le long de ladite limite ouest de la limite sud du chemin projeté entre les rangs cinq et six; de là, nord, soixante et un degrés et trente-six minutes ouest astronomique mille six cent quatre-vingt-quatorze pieds, plus ou moins, jusqu'à la limite sud du chemin projeté entre les rangs cinq et six. »

Sous réserve d'une servitude de passage en faveur de Gatineau Power Company, pour l'établissement d'une ligne de transmission et de distribution d'énergie électrique, avec tous ses accessoires ».

Pour être vendu le TRENTIÈME jour de MARS 1966, à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'église St-Paul, en la ville d'Aylmer, district de Hull.

Le Shérif,
R. ST. PIERRE.

Bureau du Shérif,
Ce 18 février 1966.

14083-8-2-o

mortgaged. The said part consists in the following:

"A strip of land 100 feet in width, part of lot 17-A, range 5, township of Hull, and more particularly described as follows: commencing at a point on the westerly limit of the road between lots sixteen "B" and seventeen "A" distant nine hundred and fifty feet, more or less, measured southerly and along the said westerly limit from the southerly limit of the road allowance between ranges five and six; thence, north sixty-one degrees and thirty-six minutes west astronomic one thousand six hundred and ninety-four feet, more or less, to the southerly limit of the road allowance between ranges five and six".

Under reserve of a servitude of right of way in favour of Gatineau Power Company for the establishment of an electric transmission and power distribution line, with all its accessories."

To be sold on the THIRTIETH day of MARCH, 1966, at THREE o'clock in the afternoon at the St-Paul church door, in the town of Aylmer, district of Hull.

R. ST. PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
February 18, 1966.

14083-8-2

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, No 14680. { LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DU QUÉBEC LTÉE, ayant sa place d'affaire en la ville de l'Assomption, comté de Joliette, demanderesse, *vs* GÉRARD CLOUATRE, résidant actuellement à Saint-Jean, défendeur, et PAUL RAINVILLE, syndic, de Montréal, Joseph Édouard Boivin et Maria Boivin, registrateurs conjoints, pour le comté d'Iberville, mis en causes.

a) « Une terre composée de partie de terrain situé à Sabrevois, province de Québec, connue et désignée sous le numéro cent trente-six (136) au cadastre officiel de la paroisse de St-Athanase, comté d'Iberville, mesurant quatre arpents de largeur sur vingt-cinq arpents et trois quarts de profondeur, le tout plus ou moins.

A distraire toutefois dudit lot la partie vendue à Sa Majesté le Roi, pour l'élargissement de la route, suivant acte enregistré sous le numéro 57098.

b) Une terre située en la paroisse de Ste-Anne de Sabrevois, ci-connue et désignée comme partie du lot numéro deux cent dix-huit (Ptie 218) au cadastre officiel de la paroisse de St-Georges d'Henryville, comté d'Iberville, contenant environ sept cent quarante pieds anglais de largeur sur toute la profondeur comprise entre le chemin public et la route sept.

Sauf à distraire une partie dudit espace de terrain ci-haut décrit, mesurant deux mille soixante-douze pieds de profondeur dans sa ligne nord, quatre cent cinq pieds dans sa ligne est, quatorze cent soixante-quatorze pieds anglais de partie de sa ligne sud, cent soixante-dix-huit pieds anglais de partie d'une autre ligne est, cent cinquante-quatre pieds anglais de sa ligne sud, et cinq cent quatre-vingt-trois pieds anglais de sa ligne ouest, longeant la route numéro sept:

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 14680. { LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DU QUÉBEC LTÉE, having its place of business in the town of l'Assomption, county of Joliette, plaintiff, *vs* GÉRARD CLOUATRE, now residing in St-Jean, defendant, and PAUL RAINVILLE, trustee, of Montreal, Joseph Édouard Boivin, and Maria Boivin, joint registrars for the county of Iberville, mis-en-cause.

(*a*) "A land composed of part of lot of land situated at Sabrevois, province of Quebec, known and designated under number one hundred and thirty-six (136) on official cadaster for the parish of St-Athanase, county of Iberville, measuring four arpents in width by twenty-five arpents and three fourths in depth, the whole more or less.

To withdraw however from said lot the part sold to his Majesty the King for the enlargment of the road, pursuant to an act registered under number 57098.

(*b*) A land situated in the parish of Ste-Anne de Sabrevois, herein known and designated as part of lot number two hundred and eighteen (Pt 218) on official cadaster for the parish of St-Georges d'Henryville, county of Iberville, containing about seven hundred and forty english feet in width by all the depth included between the public road and road seven.

Save and to withdraw a part of said space of land hereinabove descirbed. measuring two hundred and seventy-two feet in depth on its north line, four hundred and five feet on its east line, fourteen hundred and seventy-four english feet of part of its south line, one hundred and seventy-eight english feet of part of another east line, one hundred and fifty-four english feet of its south line and five hundred and eighty-three english feet on its west line, along the road number

bornée cette dite partie soustraite, au nord par partie du lot numéro deux cent vingt, au sud par partie du lot numéro deux cent dix-huit, dont il est question, à l'ouest par route numéro sept et à l'est par partie du lot numéro deux cent dix-huit dont il est question.

Cette dite terre est bornée: au nord par partie du lot deux cent dix-neuf et partie par ladite partie soustraite ci-haut décrite; au sud par le lot numéro deux cent dix-sept, à l'est par un chemin public et à l'ouest partie par partie soustraite ci-haut décrite et partie par route numéro sept.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet ledit lot cent trente-six (136) à une servitude de passage pour ligne de transmission électrique en faveur de Southern Canada Power Company, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement d'Iberville le 14 août 1939 sous le numéro 55219. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de Sabrevois, comté d'Iberville, MERCREDI le TRENTIÈME jour de MARS 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
R. PRUD'HOMME.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, le 17 février 1966. 14065-8-2-o

seven; this said withdrawn part bounded: on the north by part of lot two hundred and twenty, on the south by part of lot number two hundred and eighteen hereinabove mentioned, on the west by road number seven and on the east by part of lot two hundred and eighteen hereinabove mentioned.

This said land is bounded: on the north by part of lot two hundred and nineteen and part of said withdrawn part hereinabove described; on the south by lot number two hundred and seventeen, on the east by a public road and on the west partly by the withdrawn part hereinabove described and partly by road number seven.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said lot one hundred and thirty-six (136) subject to a right of way servitude for electric transmission line in favor of Southern Canada Power Company pursuant to a registered deed at the Registry office of Iberville, on August 14, 1939, under number 55219."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Anne de Sabrevois, county of Iberville, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of MARCH, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

R. PRUD'HOMME,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Jean, February 17, 1966. 14065-8-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure de Montréal, No 676 445. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse, *contre* ADÉLARD BEAUDET, domicilié et résidant au 2233 rue Chambly, cité et district de Montréal, défendeur.

« Deux terrains et de l'immeuble qui y est situé qui sont désignés comme étant partie des lots 34B et partie du lot 35B du rang 2, canton de Courcelles, à St-Zénon plus particulièrement à LaBarrière. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Zénon, comté de Berthier, district de Joliette, le MARDI, CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL de l'an 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 18 février 1966. 14066-8-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, de Montréal No 701 803. MICHAEL DWIRE, gentilhomme, de la cité et district de Montréal, demandeur, *versus*, ARES INC., corps politique légalement incorporé, ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité et district de Montréal, défendeur.

« Un certain emplacement connu et désigné comme étant le numéro sept de la subdivision originale du lot numéro huit cent (800-7) du cadastre officiel de la paroisse de St-Henri de Mascouche.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court of Montreal, No. 676 445. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation legally incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *againts* ADÉLARD BEAUDET, domiciled and residing at 2233 Chambly Street, city and district of Montreal, defendant.

"Two terrains and the immoveable situated thereon which are designated as being part of lots 34B and part of lot 35B of range 2, township of Courcelles, at St-Zénon, more particularly at LaBarrière."

To be sold at the porachial church door of St-Zénon, county of Berthier, district of Joliette, TUESDAY, FIFTH day of the month of APRIL of the year 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, February 18, 1966. 14066-8-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, of Montreal, No. 701 803. MICHAEL DWIRE, gentleman, of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ARES INC., body politic and legally incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

"A certain emplacement known and designated as being number seven of the original subdivision of lot number eight hundred (800-7) of the official cadaster of the parish of St-Henri de Mascouche.

Avec la bâtisse dessus érigée.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Henri de Mascouche, comté de l'Assomption, district de Joliette, le VENDREDI, VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL de l'an 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 14 mars 1966.
14384-11-2-o

With the building thereon erected.

Such as the whole exists presently, with all the active and passive servitudes, apparent or occult attached to said immoveable."

To be sold at the parochial church door of St-Henri de Mascouche, county of l'Assomption, district of Joliette, FRIDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of APRIL of the year 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, March 14, 1966.
14384-11-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska
Dans l'affaire de la faillite de

Cour Supérieure, Kamouraska, No 93-F. — DAME J. ARTHUR DIONNE, (Garage J. A. Dionne), St-Pacôme, comté de Kamouraska, failli; *vs* GÉRARD A. GENDRON, syndic licencié, 41, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, requérant.

« Un emplacement avec garage et autres bâtisses y érigées, situé en la paroisse de St-Pacôme, mesurant ledit terrain cent trente pieds de front, mesuré sur la route 2-A sur la profondeur de soixante-seize pieds environ plus ou moins et mesure anglaise, borné à l'ouest à la route 2-A, à l'est à Albert Levesque et Régent Levesque au nord à Albert Picard, au sud à Roland Bérubé, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Pacôme, sous parties des numéros trois cent quatre-vingt-dix-sept trois cent quatre-vingt-dix-huit et trois cent quatre-vingt-dix-neuf (Pties 397, 398 et 399) »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Pacôme, comté de Kamouraska, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 14 mars 1966.
Le Shérif,
MAURICE MORIN.
14385-11-2-o
[Première insertion le 19 mars 1966]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska
In the matther of the bankruptcy of

Superior Court, Kamouraska, No. 93-F. — DAME J. ARTHUR DIONNE, (Garage J. A. Dionne), St-Pacôme, county of Kamouraska, bankrupt; *vs* GÉRARD A. GENDRON, licenced trustee, 41 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, petitioner.

"An emplacement with garage and other buildings thereon erected, situated in the parish of St-Pacôme, the said lot of land measuring one hundred and thirty feet in front, measured on road 2-A by the depth of about seventy-six feet, more or less and English measure, bounded on the west by road 2-A, on the east by Albert Levesque and Regent Levesque, on the north by Albert Picard, on the south by Roland Bérubé, known and designated on the official cadaster for the parish of St-Pacôme, under parties of numbers three hundred and ninety-seven, three hundred and ninety-eight and three hundred and ninety-nine. (Pts. 397, 398 and 399)".

To be sold at the church door of St-Pacôme, county of Kamouraska, on the TWENTY-EIGHTH day of APRIL, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
March 14, 1966.
MAURICE MORIN,
Sheriff.
14385-11-2
[First insertion: March 19, 1966]

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, No 4301. — LUCIEN LAMONTAGNE & FRÈRE INC., corps politique et incorporé, ayant son siège social au 768, est rue St-Joseph, en les cité et district de Québec, demandeur, *vs* GILLES GRENIER, résidant en la municipalité de Saint-Ferdinand d'Halifax, comté de Mégantic, district de Mégantic, défendeur.

« Une propriété située au village de St-Ferdinand, comté de Mégantic, sur le côté nord-ouest de la route de l'église, mesurant quarante-cinq pieds (45′) de largeur par cent vingt-huit pieds (128′) de profondeur dans sa ligne sud-ouest et cent pieds (100′) de profondeur dans sa ligne nord-est, connue et désignée au cadastre officiel revisé de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, pour la municipalité du village de Bernierville, comme étant la subdivision numéro un du lot originaire numéro quatre cent

MÉGANTIC

Canada — Province of Quebec
District of Megantic

Superior Court, No. 4301. — LUCIEN LAMONTAGNE & FRÈRE INC., body politic and corporate, having its head office at 768 St-Joseph St. East, in the city and district of Quebec, plaintiff, *vs* GILLES GRENIER, residing in the municipality of Saint-Ferdinand d'Halifax, county of Mégantic, district of Mégantic, defendant.

"A property situated in the village of St-Ferdinand, county of Mégantic, on the north-west side of the church road, measuring forty-five feet (45′) in width by one hundred and twenty-eight feet (128′) in depth in its south-west line and one hundred feet (100′) in depth in its northeast line, known and designated on the revised official cadaster of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, for the municipality of the village of Bernierville, as being subdivision number one of original lot number

cinq (No 405-1) et la subdivision numéro deux du lot originaire numéro quatre cent quatre (No 404-2), avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dependances ».

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ferdinand, district de Mégantic, le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent soixante-six, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
DENIS GUENETTE.

14077-8-2-o

four hundred and five (No. 405-1) and subdivision number two of original lot number four hundred and four (No. 404-2), with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ferdinand, district of Mégantic, the NINETEENTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and sixty-six, at TWO o'clock in the afternoon.

DENIS GUENETTE,
Sheriff.

14077-8-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 694,109. YVES LAURIER, demandeur, *vs* ANTOINE PIGEON, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Aimé, en la paroisse Saint-Léonard de Port Maurice, connu et désigné comme étant les lots numéros mille six cent soixante-douze, mille six cent soixante-treize, mille six cent soixante-quatorze, mille six cent soixante-quinze et cent quarante de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-seize (396-1672, 1673, 1674, 1675 et 140) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et depuis connu sous le nom 8210 Lacroix, ville de St-Léonard. ».

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AVRIL 1966, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 14 mars 1966.

14386-11-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District de Montreal

Montreal, to wit : No. 694,109. YVES LAURIER, plaintiff, *vs* ANTOINE PIGEON, defendant.

"An emplacement having frontage on Aimé Street in the parish of Saint-Léonard de Port Maurice, known and designated as being lots number one thousand six hundred and seventy-two, one thousand six hundred and seventy-three, one thousand six hundred and seventy-four, one thousand six hundred and seventy-five and one hundred and forty of the official subdivision of original lot number three hundred and ninety-six (396-1672, 1673, 1674, 1675 and 140) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, and since known under number 8210 Lacroix, town of St-Léonard.".

To be sold in my office, in the city of Montreal, the TWENTY-SECOND day of the month of APRIL, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 14, 1966.

14386-11-2

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour de Magistrat, No 4202. M. CAMILLE LAVIGNE, marchand du village de Ste-Marie de Blandford, district de Nicolet, demandeur, *vs* M. GEORGES LAROCHE, résidant à Ste-Marie de Blandford, dit district, défendeur.

« Une terre située en la paroisse de Ste-Marie de Blandford, dans le dix-septième rang du canton de Maddington, de la contenance de six arpents de largeur, sur la profondeur des terres dudit rang, soit environ vingt-sept arpents, et est connue et désignée comme étant le lot numéro cent vingt (120) pour quatre arpents de largeur, et comme étant la partie nord du lot numéro cent vingt et un (P.N.O. 121) pour deux arpents de largeur, tous du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Marie de Blandford, entre Alfred Bilodeau, au nord, et Lucien Marie, au sud, avec une maison, grange, écurie et dépendances dessus construites et aussi toute la récolte de grains à la date du 14 août 1959. Tel et ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Magistrate's Court, No. 4202. MR. CAMILLE LAVIGNE, merchant of the Village of Ste-Marie de Blandford, district of Nicolet, plaintiff, *vs* MR. GEORGES LAROCHE, residing in Ste-Marie de Blandford, said district, defendant.

"A farm situated in the parish of Ste-Marie de Blandford, on seventeenth range in the township of Maddington, measuring six arpents in width by the depth of the farms on the said range, which is approximately twenty-seven arpents, and is known and designated as being lot number one hundred and twenty (120) for four arpents in width, and as being the north part of lot number one hundred and twenty-one (N.W. P. 121) for two arpents in width, all in the official cadaster of the county of Nicolet, parish of Ste-Marie de Blandford, situated between the land belonging to Alfred Bilodeau on the north and Lucien Marie on the south, with a house barn, stable and dependencies thereon constructed, and also the entire grain harvest of August 14, 1959. As the whole is presently to be found with the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said immovable."

Pour être vendu « en bloc », à la porte de l'église paroissiale de Ste-Marie de Blandford, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
GEORGES DOUCET.

Bureau du Shérif,
Nicolet, ce 8 mars 1966. 14387-11-2-o

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Marie de Blandford, on the NINETEENTH day of APRIL, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DOUCET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Nicolet, March 8, 1966. 14387-11-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 142-877. GÉRARD PAGEAU, menuisier, domicilié à 2337, des Colibris, Orsainville, Québec, *contre* GRONDINES & FRÈRES INC., corps politique et incorporé, 6435, boulevard Henri Bourassa, Charlesbourg, Québec et JEAN-CHARLES PICHER, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Québec.

« Le lot numéro quatre-vingt-seize (96) subdivision du lot originaire six cent cinquante-neuf (659) du cadastre de Charlesbourg, municipalité d'Orsainville, district de Québec, avec la maison dessus construite et située sur la rue dite Place des Bretons à Orsainville, district de Québec. »

Pour être vendu à la porte de l'église d'Orsainville, comté de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 15 mars 1966. 14388-11-2-o
[Première insertion: 19 mars 1966]
[Deuxième insertion: 9 avril 1966]

Fieri Facias

Québec à savoir: Cour Supérieure, No 142-643. THE ROYAL TRUST COMPANY, corporetion légale, ayant son siège social à Montréal et un bureau d'affaires en les cité et district de Québec, et NIAGARA MORTGAGE AND LOAN COMPANY LIMITED., corporation légale, ayant son siège social à Montréal et un bureau d'affaires en les cité et district de Québec, *contre* COOK CONSTRUCTION LTÉE, corporation légale, ayant son siège social en les cité et district de Québec, et LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC, mis-en-cause.

« La resubdivision quarante-quatre de la subdivision cinquante et un du lot originaire deux cent six (206-51-44) du cadastre de St-Colomb de Sillery, comté de Québec, avec la bâtisse y dessus construite, circonstances et dépendances, et portant le numéro civique 1296, rue Lemoyne, Sillery, P.Q. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Colomb de Sillery, comté de Québec, le VINGT et UNIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 15 mars 1966. 14389-11-2-o
[Première insertion: 19 mars 1966]
[Deuxième insertion: 9 avril 1966]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure No 142-815. THE ROYAL TRUST COMPANY, corporation légale, ayant son siège social à Montréal et un bu-

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 142-877. GÉRARD PAGEAU, carpenter, domiciled at 2337 des Colibris, Orsainville, Quebec, *vs* GRONDINES & FRÈRES INC., body politic and corporate, 6435 Henri Bourassa Boulevard, Charlesbourg, Quebec, and JEAN-CHARLES PICHER, in his capacity as registrar for the registration division of Quebec.

"Lot number ninety-six (96) subdivision of original lot six hundred and fifty-nine (659) of the cadaster of Charlesbourg, municipality of Orsainville, district of Quebec, with the house thereon constructed and situated on the street called Place des Bretons at Orsainville, district of Quebec."

To be sold at the church door of Orsainville, county of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, March 15, 1966. 14388-11-2
[First insertion: March 19, 1966]
[Second insertion: April 9, 1966]

Fieri Facias

Quebec to wit: Superior Court, No. 142-643. THE ROYAL TRUST COMPANY, legal corporation, having its head office in Montreal and a business office in the city and district of Quebec, and NIAGARA MORTGAGE AND LOAN COMPANY LIMITED, legal corporation, having its head office in Montreal and a business office in the city and district of Quebec, *vs* COOK CONSTRUCTION LTÉE, legal corporation, having its head office in the city and district of Quebec, and THE REGISTRAR OF THE REGISTRATION DIVISION OF QUEBEC, mis-en-cause.

"The resubdivision forty-four of the subdivision fifty-one of original lot two hundred and six (206-51-44) of the cadaster of St-Colomb de Sillery, county of Quebec, with the building thereon erected, circumstances and dependencies, and bearing civic number 1296 Lemoyne Street, Sillery, P.Q."

To be sold at the church door of St-Colomb de Sillery, county of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, March 15, 1966. 14389-11-2
[First insertion: March 19, 1966]
[Second insertion: April 9, 1966]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 142-815. THE ROYAL TRUST COMPANY, a legal corporation having its head office in Montreal and a place

reau d'affaires en les cité et district de Québec, *contre* ROGER MOREAU, résidant en la cité de Charlesbourg, district de Québec, et LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC.

« Le lot numéro vingt-huit, subdivision du lot originaire trois cent quatre-vingt (380-28) et le lot numéro dix-huit, subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-un (381-18) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, situé à la Place du Berger, à Charlesbourg. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 15 mars 1966. 14390-11-2-o

[Première insertion: 19 mars 1966]
[Deuxième insertion: 9 avril 1966]

of business in the city and district of Quebec *against* ROGER MOREAU, residing in the city of Charlesbourg, district of Quebec, and the REGISTRAR FOR THE REGISTRATION DIVISION OF QUEBEC.

"Lot number twenty-eight, subdivision of original lot three hundred and eighty (380-28) and lot number eighteen, subdivision of original lot number three hundred and eithty-one (381-18) of the official cadaster for the parish of Charlesbourg, county of Quebec; with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situated at la Place du Berger, in Charlesbourg."

To be sold at the church door of Charlesbourg, county of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, March 15, 1966. 14390-11-2

[First insertion: March 19, 1966]
[Second insertion: April 9, 1966]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 15-479. RAYMOND LUNEAU, garagiste, faisant affaire sous les nom et raison sociale de « Luneau Automobile Enrs., maintenant « Inc », à 103 rue St-Alphonse, Drummondville, Co. Drummond, dit district, demandeur, *vs* ONIL ST-MARTIN, cultivateur, domicilié à St-Bonaventure, comté Yamaska, district de Richelieu, défendeur.

« Une portion de terre située en la paroisse de St-Bonaventure d'Upton, de trois arpents de front sur trente-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté d'Yamaska pour la paroisse de St-Bonaventure sous le numéro soixante-dix-huit (78) avec les bâtisses dessus construites.

À distraire:

Une portion de terre en la paroisse de St-Bonaventure contenant un arpent et demi de front sur vingt-huit arpents de profondeur, tenant devant au chemin de front du 6e rang, au côté sud-ouest au lot de Alcée Allard, du côté nord-est et en arrière, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté d'Yamaska pour la paroisse de St-Bonaventure comme étant partie du lot No soixante-dix-huit (78) sans bâtisses. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Bonaventure, comté de Yamaska, district de Richelieu le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 19 février 1966. 14103-8-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour de Magistrat, No 27-576. LES SYNDICS DE LA PAROISSE DE ST-JOSEPH DE SOREL, agissant en vertu d'un décret canonique et dûment autorisé, en la paroisse de St-Joseph de Sorel,

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 15-479. RAYMOND LUNEAU, garageman, carrying on business under the name and style of "Luneau Automobile Enrs.", now "Inc", at 103 St-Alphonse St., Drummondville, county of Drummond, said district, plaintiff, *vs* ONIL ST-MARTIN, farmer, domiciled at St-Bonaventure, county of Yamaska, district of Richelieu, defendant.

"A piece of land situated in the parish of St-Bonaventure d'Upton, measuring three arpents in front by thirty-five arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the county of Yamaska for the parish of St-Bonaventure under number seventy-eight (78), with the buildings thereon constructed.

To be withdrawn:

A piece of land in the parish of St-Bonaventure, measuring one and one-half arpent in front by twenty-eight arpents in depth, bordering in front on the front road of Range 6, on the south-west side on the lot belonging to Alcée Allard, on the north-east side and in the rear, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the county of Yamaska for the parish of St-Bonaventure, as being part of lot No. seventy-eight (78); without buildings."

To be sold at the prochial church door of St-Bonaventure, county of Yamaska, district of Richelieu, on the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, February 19, 1966. 14103-8-2

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Magistrate's Court, No. 27-576. THE TRUSTEES OF THE PARISH OF ST-JOSEPH DE SOREL, acting under a canonical decree and duly authrorized, in the parish of St-Joseph de Sorel, district

district de Richelieu, demandeurs, *vs* J. ED. LEMOINE, demeurant et résidant à 1560 rue Plessis, en les cité et district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement situé au village de St-Joseph de Sorel, mesurant cinquante pieds (50) de largeur par cent cinquante pieds (150) de profondeur, mesure anglaise, connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Pierre de Sorel comme formé du lot numéro dix-sept et de la moitié ouest du lot numéro soixante-trois, tous deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt (no 17-½ o. no 63) subd. no 80), avec les bâtisses y érigées; tenant en front la rue Montcalm, en profondeur partie du lot no 62, même subdivision, du côté ouest le lot no 18 et le lot no 20 et du côté est le lot no 16 et la moitié est du lot no 63. »

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice à Sorel, au no 30 rue du Prince, comté de Richelieu, le SIXIÈME jour d'AVRIL 1966 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 22 février 1966. 14104-8-2-o

of Richelieu, plaintiffs, *vs* J. ED. LEMOINE, residing and domiciled at 1560 Plessis Street, in the city and district of Montreal, defendant.

"An emplacement situated in the village of St. Joseph de Sorel, measuring fifty feet (50) in width by one hundred and fifty feet (150) in depth, English measure, known on the official plan and book of reference of the parish of St-Pierre de Sorel as formed by lot number seventeen and of the west half of lot number sixty-three, both of the official subdivision of original lot number eighty (No. 17-½ w. No. 63, subd. No. 80), with the buildings thereon erected; having in front Montcalm Street, in depth part of lot No. 62, same subdivision, on the west side lot No. 18 and lot No. 20 and on the east side lot No. 16 and the east half of lot No. 63."

To be sold at my office at the Court House at Sorel, at No. 30 du Prince Street, county of Richelieu, on the SIXTH day of APRIL, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sorel, February 22, 1966. 14104-8-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Hauterive

Cour Supérieure, No 32-691. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, district de Québec, demanderesse, *vs* LÉOPOLD GAGNÉ, journalier, Amqui, comté de Matapédia, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, à savoir: Jeannot, Raymonde, Alain, Rosaire, Réjean, Louisette, Jean-Yves, Résig, Gaston et Marise Gagné et GHISLAIN GAGNÉ, journalier, St-Alexandre des Lacs, comté Matapédia RAYNALD GAGNÉ, journalier, 2 rue Marest, Hauterive, comté de Saguenay, GISÈLE GAGNÉ, fille majeure usant de ses droits, Amqui, comté de Matapédia, CAMILLE GAGNÉ, journalier, 14 rue Marest, Hauterive, comté de Saguenay, défendeurs.

Une terre située en la paroisse de St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, connue et désignée sous les numéros dix-sept-A et dix-sept-B (17-A et 17-B) du cadastre officiel du rang A du canton Lepage, avec la maison et les autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances; cette terre a une superficie de cent huit acres.

Pour être vendue « en bloc » à la porte de l'église de la paroisse de St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, le TRENTIÈME jour de MARS, 1966, à ONZE heures de l'avant-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 21 février 1966. 14079-8-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-543. LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE D'AMQUI, corporation régie par la Loi des Sociétés Coopératives du Québec, ayant son siège social à l'endroit appelé Amqui, district de Rimouski, demanderesse, *vs* ERNEST BÉRUBÉ, de l'endroit appelé Amqui, district de Rimouski, défendeur.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Hauterive

Superior Court, No. 32-691. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, district of Quebec, plaintiff, *vs* LÉOPOLD GAGNÉ, labourer, Amqui, county of Matapédia, personnally as well as in his capacity as tutor to his minor children, to wit: Jeannot, Raymonde, Alain, Rosaire, Réjean, Louisette, Jean-Yves, Résig, Gaston and Marise Gagné, and GHISLAIN GAGNÉ, labourer, St-Alexandre des Lacs, county of Matapédia, RAYNALD GAGNÉ, labourer, 2 Marest Street, Hauterive, county of Saguenay, GISÈLE GAGNÉ, fille majeure usant de ses droits, Amqui, county of Matapédia, CAMILLE GAGNÉ, labourer, 14 Marest Street, Hauterive, county of Saguenay, defendants.

A piece of land situated in the parish of St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, known and designated under number seventeen A and seventeen B (17-A and 17-B) of the official cadaster of range A of the township of Lepage, with the house and the other buildings thereon erected, circumstances and dependencies; this piece of land has an area of one hundred and eight acres.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, on the THIRTIETH day of MARCH, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, February 21, 1966. 14079-8-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-543. LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE D'AMQUI, corporation governed by the Quebec Cooperative Associations Act, having its head office at the place called Amqui, district of Rimouski, plaintiff, *vs* ERNEST BÉRUBÉ, of the place called Amqui, district of Rimouski, defendant.

Un lopin de terre, contenant un demi-arpent de front sur la profondeur qu'il y a entre la Route Nationale et la Rivière Tobigot, soit environ quatre arpents en superficie (terrain traversé par le chemin de fer), faisant partie et à distraire du lot connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-deux (Pte 82) du cadastre officiel de la paroisse de St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, borné au nord-ouest par le lot quatre-vingt-cinq (85), au sud-est par la partie du lot quatre-vingt-deux appartenant à Lucien Chenel, au nord-est par la Rivière Tobigot, au sud-ouest par la Route Nationale, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2) Les lots numéros quatre-vingt-cinq (85) et quatre-vingt-six (86) du cadastre officiel de la paroisse de St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, avec la maison et les autres bâtiments y érigés, circonstances et dépendances.

3) Une autre terre, située en la même paroisse, contenant environ soixante-sept acres en superficie désignée et connue sous le numéro quatre-vingt-sept-A (87-A) du cadastre officiel de la paroisse de St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, sauf à distraire sur ladite terre, les terrains appartenant à Germain Belzile et J. A. Burton.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, le TRENTIÈME jour de MARS 1966, à DEUX heures de l'après-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 21 février 1966. 14080-8-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-707. NAPOLÉON LEVESQUE, domicilié à Matane, district de Rimouski, demandeur, *vs* ADALBERT DESJARDINS, domicilié à Matane-Est, district de Rimouski, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Matane, mesurant trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur, mesure anglaise, bornée au nord au premier rang, au sud au troisième rang, à l'est par la propriété de Philippe Garon, et à l'ouest par celle de Gérard Bélanger, et connue sous le numéro quatre cent six (406) et comme faisant partie du lot numéro quatre cent cinq (Ptie 405) du deuxième rang, au cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Rédempteur de Matane, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1966, à DEUX heures de l'après-midi, (heure de l'Atlantique)

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 14 mars 1966. 14391-11-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-688. LA SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DE CRÉDIT INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, demanderesse; *vs* HENRI DESROSIERS, contremaître, de l'endroit appelé Matane, district de Rimouski.

Un terrain de forme triangulaire, mesurant, mesure anglaise, 186 pieds au nord-ouest,

A piece of land, containing a half-arpent in front by the depth existing between the National Highway and Tobigot River, that is about four arpents in area (terrain crossed by the railway), being part and to withdraw from the lot known and designated under number eighty-two (Pt. 82) of the official cadaster of the parish of St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, bounded on the north-west by lot eighty-five (85) on the south-east by part of lot eighty-two (82) belonging to Lucien Chenel, on the north-east by Tobigot River, on the south-west by the National Highway, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

(2) Lots numbers eighty-five (85) and eighty-six (86) of the official cadaster of the parish of St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, with the house and the other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

(3) Another piece of land, situated in the same parish, containing about sixty-seven acres in area designated and known under number eighty-seven-A (87-A) of the official cadaster of the parish of St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, save to withdraw on the said piece of land the terrains belonging to Germain Belzile and J. A. Burton.

To be sold at the church door of the parish of St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, on the THIRTIETH day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon, (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, February 21, 1966. 14080-8-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-707. NAPOLÉON LEVESQUE, domiciled at Matane, district of Rimouski, plaintiff, *vs* ADALBERT DESJARDINS, domiciled at Matane-East, district of Rimouski, defendant.

A piece of land situated in the parish of Matane, measuring three arpents in front by forty arpents in depth, English measure, bounded on the north by the first range, on the south by the third range, on the east by the property of Philippe Garon, and on the west by that of Gérard Bélanger, and known under number four hundred and six (406) and as being a part of lot number four hundred and five (Pt 405) of the second range, on the official cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, with buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Rédempteur de Matane, the TWENTY-SIXTH day of APRIL, 1966, at TWO o'clock in the afternoon, (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, March 14, 1966. 14391-11-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-688. LA SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DE CRÉDIT INC., a corporation legally incorporated, having its head office in Montreal, district of Montreal, plaintiff; *vs* HENRI DESROSIERS, foreman, from Matane, district of Rimouski.

A piece of land of a triangular form, measuring in English measure, 186 feet on the northwest,

quarante-huit pieds au nord-est, cinquante-trois pieds au sud-est, avec maison dessus construites, appartenance et dépendances connu et désigné comme la subdivision 5 du lot originaire 75 du cadastre officiel revisé pour cette partie de la paroisse de St-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la Ville de Matane.

2) Un terrain de forme irrégulière, mesurant, mesure anglaise, quarante pieds de largeur sur une profondeur de deux cent vingt-trois pieds, connu et désigné comme la subdivision 6 du lot originaire 75 du cadastre officiel revisé pour cette partie de la paroisse de St-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la ville de Matane.

3) Un terrain de forme irrégulière, connu et désigné comme étant la subdivision 19, du lot originaire soixante-six (70-19) du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la Ville de Matane, avec maison dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Rédempteur de Matane, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL, 1966, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 14 mars 1966.

14392-11-2-o

forty-eight feet on the northeast, fifty-three feet on the southeast, with a house constructed thereon, appurtenances and dependencies, known and designated as subdivision 5 of original lot 75 of the official cadastre revised for this part of the parish of St-Jérôme of Matane, included in the limits of the town of Matane.

(2) A piece of land of an irregular form, measuring, in English measure, forty feet in width by a depth of two hundred and twenty-three feet, known and designated as subdivision 6 of original lot 75 of the official cadastre revised for this part of the parish of St-Jérôme of Matane, included in the limits of the town of Matane.

(3) A piece of land of an irregular form, known and designated as being subdivision 19, of original lot seventy (70-19) of the official cadastre of the parish of St-Jérôme of Matane, included in the limits of the town of Matane, with a house constructed thereon, appurtenanese and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Rédempteur of Matane, the TWENTY-SIXTH day of APRIL, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning, (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, March 14, 1966.

14392-11-2

ROUYN — NORANDA

De Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, No 9517. THIBAULT & FRÈRES LTÉE, corps politique légalement incorporé, ayant sa principale place d'affaire à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, P.Q. demandeur *vs* JEAN PAQUETTE, domicilié à 180 chemin St. Luc, à Noranda, district de Rouyn-Noranda, P.Q., défendeur et J. O. TARDIF, registrateur, bureau d'enregistrement de Rouyn-Noranda, district de Rouyn-Noranda, P.Q., mis-en-cause.

Les droits sur le lot de terre connu et désigné comme étant une partie du lot dix-huit A (18 A) rang neuf (9) nord, canton de Rouyn, comté Rouyn-Noranda, Province de Québec, mesurant cinquante pieds (50) de largeur, par cent pieds (100) de profondeur, et étant connu et désigné comme étant la subdivision numéro onze (11), dudit lot dix-huit A (18 A), rang neuf (9) nord, canton de Rouyn tel que décrit à un plan préparé par J. H. Paquin arpenteur-géomètre, en date du troisième jour d'août, mil neuf cent cinquante (1950);

Ledit lot ou emplacement peut être décrit comme suit: soit du point établi comme étant le coin nord-ouest du lot A, lequel point est marqué sur le terrain par un poteau et borné en fer et est situé sur le point de rencontre de la limite ouest du lot dix-huit A (18 A), de la limite sud du chemin Macamic, soit de cedit point, dans une direction sud, cinquante-six degrés, vingt-quatre minutes et trente secondes est (56° 24′ 30″) une distance de cinq cent deux pieds et neuf cent cinquante-cinq millièmes de pieds (502.955′), au coin nord-ouest de la subdivision dix-huit A onze (18-A-11), de là dans la même direction pour une largeur de cinquante pieds (50) et mesurant cent pieds (100) de profondeur, contenant en superficie cinq mille pieds carrés (5000). Cedit lopin de terre est borné au nord par le chemin Macanic,

ROUYN — NORANDA

De Bonis et de Terris
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 9517. THIBAULT & FRÈRES LTÉE, body politic and legally incorporated, having its head office in Rouyn, district of Rouyn-Noranda, P.Q., plaintiff, *vs* JEAN PAQUETTE, domiciled at 180 St-Luc Road, in Noranda, district of Rouyn-Noranda, P.Q., defendant, and J. O. TARDIF, registrar, registry office of Rouyn-Noranda, district of Rouyn-Noranda, P.Q., mis-en-cause.

The rights on the lot of land known and designated as being a part of lot eighteen A (18 A), Range nine (9) north, township of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, Province of Quebec, measuring fifty feet (50) in width, by one hundred feet (100) in depth, and being known and designated as being subdivision number eleven (11) of said lot eighteen A (18 A), Range nine (9) north, township of Rouyn, as described on a plan drawn up by J. H. Paquin, land surveyor, on the third day of August, one thousand nine hundred and fifty (1950);

The said lot or emplacement may be described as follows: either from the point established as being the north-west corner of lot A, which point is marked on the land by a pole and is bounded in iron, and is situatd on the meeting point of the west limit of lot eighteen A (18 A), from the south limit of Macamic Road, or from this said point, in a southerly direction, fifty-six decrees, twenty-four minutes and thirty seconds east (56° 24′ 30″) a distance of five hundred and two and nine hundred and fifty-five thousandths feet (502.955′) to the north-west corner of subdivision eighteen A eleven (18-A-11); thence, in the same direction, to a width of fifty feet (50) and measuring one hundred feet (100) in depth, having an area of five thousand square feet (5000). This said lot of land is bounded on the

à l'est, au sud, et à l'ouest, par le résidu dudit lot dix-huit A (18 A) avec les bâtisses érigées sur ledit lopin de terre circonstances et dépendances ».

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice de Rouyn, ce VINGTIÈME jour d'AVRIL 1966 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
Rouyn, ce 11 mars 1966. 14393-11-2-o

north by Macamic Road, on the east, the south and the west by the remainder of said lot eighteen A (18 A); with the buildings erected on the said lot of land, circumstances and dependencies."

To be sold in the Sheriff's office, Court House in Rouyn, on the TWENTIETH day of APRIL, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rouyn, March 11, 1966. 14393-11-2

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François
(Sherbrooke)

Cour Supérieure, No 4424. { LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE, successeurs de la Commission du Prêt Agricole Canadien, requérante, *vs* NAPOLÉON BOUCHER, cultivateur, de Lac Mégantic, comté de Frontenac, district de St-François, maintenant résidant à Coaticook, dans le même district, intimé.

« 1° Le lot de terre numéro quarante et un (No 41) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Marston, comté de Frontenac.

2° La partie est du lot de terre numéro quarante-quatre (ptie E. 44) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Marston, comté de Frontenac comprise entre le chemin public et la ligne de division entre les lots 44 et 21 de Marston et bornée comme suit: en front, à l'ouest, au chemin public, de chaque côté, au nord et au sud, aux lignes latérales dudit lot 44 et au bout de la profondeur à la ligne de division entre les lots vingt et un et quarante-quatre de Marston.

3° Le lot de terre numéro quarante-trois (No 43) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Marston, comté de Frontenac, sauf et à distraire du bout est de ce lot, la partie appartenant à François Beaulé et mesurant environ deux arpents de largeur sur six arpents de profondeur, plus ou moins, suivant ses titres, la partie dudit lot numéro 43 présentement hypothéquée, contenant environ 30 acres en superficie à prendre au bout ouest dudit lot et bornée en front à l'ouest au chemin public de chaque côté au sud et au nord, aux lignes latérales dudit lot 43 et au bout de la profondeur, à l'est par le terrain de M. François Beaulé ci-dessus mentionné.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4° Le lot de terre numéro quarante-cinq (No 45) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Marston, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

5° La partie ouest du lot de terre numéro quarante-quatre (P. ouest 44) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Marston, comprise entre le chemin public et la ligne de division entre les rangs deux et trois du canton de Marston, et bornée comme suit: vers l'est, au chemin public, de chaque Côté, au nord et au sud, aux lignes latérales dudit lot, et vers l'ouest, à la ligne de division entre les rangs deux et trois du canton de Marston. »

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis
(Sherbrooke)

Superior Court, No. 4424. { FARM CREDIT CORPORATION, successor of the Canadian Farm Loan Board, petitioner, *vs* NAPOLÉON BOUCHER, farmer, of Lake Megantic, county of Frontenac, district of St. Francis, now residing in Coaticook, in the same district, respondent.

"1. The lot of land number forty-one (No. 41) on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Marston, county of Frontenac.

2. The east part of lot of land number forty-four (E. P. 44) on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Marston, county of Frontenac, enclosed by the public road and the division line between lots 44 and 21 in Marston, and bounded as follows: in front, on the west, by the public road, on each side, on the north and south, by the lateral lines of said lot 44, and on the end of the depth, by the division line between lots twenty-one and forty-four in Marston.

3. Lot of land number forty-three (No. 43) on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Marston, county of Frontenac; save and to be withdrawn from the east end of said lot, is the part belonging to François Beaulé and measuring approximately two arpents in width by six arpents in depth, more or less, according to the deeds. The part of said lot number 43 presently mortgaged, has an area of approximately 30 acres to be taken from the west end of the said lot, and bounded in front, on the west, by the public road, on both sides, on the south and north, by the lateral lines of said lot 43, and at the end of the depth, on the east, by the terrain belonging to the aforementioned Mr. François Beaulé.

With all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

4. The lot of land number forty-five (No. 45) on the official plan and in the book of reference of the township of Marston, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

5. The west part of lot of land number forty-four (West P. 44) on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Marston, enclosed by the public road and the division line between ranges two and three in the township of Marston, and bounded as follows: on the east by the public road, on both sides, on the north and south, by the lateral lines of the said lot, and on the west by the division line between ranges two and three in the township of Marston."

Pour être vendus « en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Zénon, Piopolis, comté de Frontenac, MARDI, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, ce 22 février 1966. 14084-8-2-o
[Première insertion: le 26 février 1966]

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Zénon, Piopolis, county of Frontenac, on TUESDAY, the FIFTH day of APRIL, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, February 22, 1966. 14084-8-2
[First insertion: February, 26 1966]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue
Province de Québec

Cour Supérieure, Ville Marie, No 2180. LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE, successeurs de la commission du Prêt Agricole Canadien demanderesse, *vs* FLORENT RIVARD, cultivateur, de la paroisse de Nédelec, comté de Témiscamingue, défendeur.

Une ferme à Nédelec, composée des lots de terre connus et désignés sous les numéros cinq cent soixante-et-onze et cinq cent soixante-douze aux plan et livre de renvoi officiels du canton Nédelec (No 571 et 572, Nédelec) contenant chacun cent cinq acres et quatre dixièmes (105.4) en superficie, plus ou moins.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec maison et bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter; et avec la grande fourche à foin et un charriot à fumier.

À distraire du lot numéro cinq cent soixante-et-onze l'angle sud-est borné au nord et à l'ouest par le résidu de ce lot, à l'est par le lot numéro cinq cent soixante-douze et au sud par l'angle nord-est du lot numéro cinq soixante-dix, laquelle partie du lot est vendue aux Commissaires d'écoles de Nédelec, suivant acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Témiscamingue, sous le numéro 34,192. Cette partie de lot mesure quarante-cinq pieds de largeur en direction nord-sud par une profondeur de cent quatre-vingt-dix (190) pieds de l'est à l'ouest.

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Nédelec le TREIZIÈME jour d'AVRIL 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. P. HALLÉE.

Bureau du Shérif,
Ville Marie, P.Q., le 16 février 1966.
14067-8-2-o

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District of Temiscamingue
Province of Quebec

Superior Court, Ville Marie, No. 2180. FARM CREDIT CORPORATION successors of Canadian Farm Loan Board, plaintiff, *vs* FLORENT RIVARD, farmer, of the parish of Nédelec, county of Temiscamingue, defendant.

A farm in Nédelec, composed of lots of land known and designated under numbers five hundred and seventy-one and five hundred and seventy-two on official plan and book of reference of the township of Nédelec, (No. 571 and 572, Nédelec) each one containing one hundred and five acres and four tenths (105.4) in superficial area, more or less.

As the whole subsists actually, with house and buildings thereon erected, circumstances and dependencies and the servitudes that may concern it; and with the big hay-fork and manure conveyor.

To withdraw from lot number five hundred and seventy-one, the southeast angle bounded on the northand on the west by the residue of this lot, on the east by lot number five hundred and seventy-two and on the south by the northeast angle of lot number five hundred and seventy, which part of lot is sold to the school commissioners of Nédelec, according to a deed of sale registered at the Registry office of the county of Temiscamingue, under number 34,192. This part of lot measures forty-five feet in width in direction north-south by a depth of one hundred and ninety-feet (190) from east to west.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Nédelec, on the THIRTEENTH day of APRIL, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. P. HALLÉE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Ville Marie, P.Q., February 16, 1966.
14067-8-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 56,725. DAME PAULINE TRÉPANIER, ménagère, résidant et domiciliée au num-4150 Boul. St-Martin, en la cité de Laval, veuve de Arthur Dagenais, bourgeois autrefois du même lieu; demanderesse, *vs* ROSAIRE TURCOT, jardinier, résidant et domiciliée au numéro 189 rue Charles-Ouest, à St-Janvier, comté et district de Terrebonne, défendeur.

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 56,725. DAME PAULINE TRÉPANIER, housewife, and domiciled at number 4150 St. Martin Blvd., in the city of Laval, widow of Arthur Dagenais, gentlemen, formerly of the same place; plaintiff *vs* ROSAIRE TURCOT, gardener, residing and domiciled at number 189 Charles-West St., in St-Janvier, county and district of Terrebonne, defendant.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné, en la possession du défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Turcot à St-Janvier, composé d'une partie du lot originaire numéro deux cent soixante-trois (P. 263) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Janvier, comté de Terrebonne; mesurant quarante-cinq pieds (45′) de largeur sur soixante-treize pieds (73′) de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins et bornée en front vers l'ouest par la rue Turcot, en arrière vers l'est par un fossé, d'un côté vers le sud par une autre partie dudit lot numéro deux cent soixante-trois appartenant à Bernard Lacroix et de l'autre côté vers le nord par l'emplacement de Arthur Desabrais.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment une maison portant le numéro civique 175 de la rue Turcot.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de St-Janvier, JEUDI le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS 1966 à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions; comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme le 17 février 1966. 14068-8-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 35,582. { MAURICE TURCOT, entrepreneur général, demeurant et domicilié au no 39, dans le rang Sud Haut St-Janvier, comté et district de Terrebonne, demandeur, *vs* CHARLES RHÉAUME, résidant dans le rang sud Haut St-Janvier à St-Janvier dans les comté et district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

Les immeubles ci-après décrits et en la possession du défendeur.

« Un emplacement étant partie du lot numéro deux cent soixante (Ptie 260) aux plan de renvoi officiel du cadastre de la paroisse de St-Janvier de Blainville, mesurant soixante-dix pieds (70′) de profondeur, mesures anglaises plus ou moins bornée en front au sud-est par le chemin public, d'un côté au sud-ouest par une autre partie du lot numéro 260 appartenant à Adam Greenspoon Realties Inc., ou représentants, en arrière au nord-ouest et de l'autre côté au nord-est par une partie du lot numéro 260 demeurant audit Charles E. Rhéaume.

Avec bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de St-Janvier, JEUDI le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 17 février 1966. 14069-8-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 56,938. { THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY, corps politique et incorporé ayant son siège social en la cité de Toronto, province d'Ontario, et sa principale place d'affaires pour la province de Québec en les cité et district de Montréal, demanderesse,

Notice of sale

The immoveable hereinafter described, in the possession of the defendant.

"An emplacement fronting on Turcot St., in St-Janvier, composed of a part of original lot number two hundred and sixty-three (P. 263) on official plan and book of reference for the parish of St-Janvier, county of Terrebonne; measuring forty-five feet (45′) in width by seventy-three (73′) in depth, English measures and more or less and bounded in front towards west by Turcot St., in arrear towards east by a ditch, on a side towards the south by another part of said lot number two hundred and sixty-three belonging to Bernard Lacroix and on the other side towards the north by the emplacement of Arthur Desabrais.

With all the buildings thereon erected and namely a house bearing civic number 175 of Turcot Street.

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive apparent or unapparent attached to the said unmoveable.

To be sold at the catholic parochial church door of St-Janvier, on THURSDAY the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint-Jérôme, February 17, 1966. 14068-8-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 35,582. { MAURICE TURCOT, general contractor, residing and domiciled at No. 39, in south range, Haut St-Janvier, county and district of Terrebonne, plaintiff, *vs* CHARLES RHÉAUME, residing in the south range, Haut St-Janvier, in St-Janvier, in the county and district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The immoveables hereinafter described and in the possession of the defendant.

"An emplacement forming part of lot number two hundred and sixty (Pt. 260) on official plan of reference of the cadaster for the parish of St-Janvier de Blainville, measuring seventy feet (70′) in depth, english measure, more or less, bounded in front on the south-east by the public road, on a side on the south-west by another part of lot number 260 belonging to Adam Greenspoon Realties Inc., or representatives, in arrear on the north-west and on the other side on the north-east by a part of lot number 260 remaining to said Charles E. Rhéaume.

With buildings thereon erected."

To be sold at the catholic parochial church door of St-Janvier, on THURSDAY, the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint-Jérôme, February 17, 1966. 14069-8-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 56,938. { THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE COMPANY, a body politic and corporate having its head office in the city of Toronto, Province of Ontario, and its principal place of business for the Province of Quebec in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs*

vs DAME MARGUERITE CLARKE, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Pierre Tremblay, de la ville de Ste-Thérèse, district de Terrebonne, et ledit Pierre Tremblay, partie aux présentes aux fins d'autoriser sadite épouse, défendeurs.

Avis de vente

La propriété immobilière suivante en la possession de la défenderesse, Dame Marguerite Clarke, épouse séparée de biens de Pierre Tremblay, comme propriétaire, *animo domini:*

Un emplacement ayant front sur une rue inconnue (Cad. 551-9) en la cité de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, connu et désigné comme subdivision du lot numéro cent trente-sept du lot originaire numéro cinq cent cinquante et un (551-137) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant cinquante et un pieds et soixante et un centièmes de pied (51.61′) de largeur en front et à l'arrière par une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125′) mesure anglaise.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 564/66, avenue Marie Thérèse, Ste-Thérèse en Haut, dont le mur nord-est est mitoyen, ayant été ainsi construite par l'emprunteur.

Sujet à la servitude en faveur de la compagnie de téléphone Bell du Canada, créée et établie sous les actes enregistrés au Bureau d'Enregistrement du comté de Terrebonne sous les nos 249008 et 251807, et également aux servitudes créées par acte enregistré audit Bureau d'Enregistrement sous le no 250425.

Telle que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part de l'Emprunteur.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, rue de l'Église, Ste-Thérèse de Blainville, MERCREDI, le VINGTIÈME jour d'AVRIL mil neuf cent soixante-six à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 9 mars 1966. 14346-11-2

DAME MARGUERITE CLARKE, wife separate as to property by contract of marriage of Pierre Tremblay, of the town of Ste-Thérèse, district of Terrebonne, and the said Pierre Tremblay, a party hereto for the purpose of authorizing his said wife, defendants.

Notice of sale

The following immoveable property in the possession of the defendant, Dame Marguerite Clarke, wife separate as to property of Pierre Tremblay, as owner, *animo domini:*

An emplacement fronting on an unnamed street (Cad. 551-9) in the city of Ste. Thérèse, county of Terrebonne, known and designated as subdivision lot number one hundred and thirty-seven of original lot number five hundred and fifty-one (551-137) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Thérèse de Blainville, measuring fifty-one feet and sixty-one hundredths of a foot (51.61′) in width in front and in rear by a depth of one hundred and twenty-five feet (125′) English measure.

With the building thereon erected bearing civic number 564/66 Marie Thérèse Avenue, Ste. Thérèse en Haut, the northeasterly wall whereof is mitoyen, having been so constructed by the borrower.

Subject to the servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada, created and established under deeds registered at Terrebonne County Registry Office under the Nos. 249008 and 251807, and also to the servitudes created by deed registered at the said Registry Office under No. 250425.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind on the part of the borrower.

To be sold at the parochial church door, de l'Église Street, Ste-Thérèse de Blainville, WEDNESDAY, the TWENTIETH day of APRIL, one thousand nine hundred and sixty-six at TWO o'clock in the afternoon.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Jérôme, March 9, 1966. 14346-11-2-o

INDEX No 11

ACTION — *ACTION*
en séparation de biens — *for Separation as to Property*

Brodeur *vs* Routhier 1728

ARRÊTÉS en Conseil — *ORDERS in Council*

407-A – Barbiers, coiffeurs pour hommes et dames, Rouyn et Noranda 1728
407-A – Barbers, men's and ladies' hairdressers, Rouyn and Noranda 1728
407-B – Boîte de Carton, Québec 1729
407-B – Paper box, Quebec 1729
407-C – Construction, Cantons de l'Est 1729
407-C – Construction, Eastern Townships 1729
407-D – Employés de garage, Montréal 1730
407-D – Garage employees, Montreal 1730

ASSEMBLÉE — *MEETING*

Quebec Central Railway 1730

AVIS — *NOTICES*

Chevaliers de Colomb de Beloeil (Conseil 2905) 1732
Clermont, village (*Requête – Petition*) 1731
Drummondville, cité – city (*Requête – Petition*) 1732
Drummondville-Ouest – West, munic. (*Requête – Petition*) 1735

AVIS (*suite*) **NOTICES** (*continued*)

Grande-Rivière, village (*Requête – Petition*) ... 1737
Knights of Columbus of Beloeil (Council 2905) ... 1732
Koplewicz, Michel (*Requête – Petition*) ... 1737
Krasovitsky, Louis (*Requête-Petition*) ... 1737
Lee, Wee Sing (*Requête – Petition*) ... 1730
Marieville, ville – town (*Requête – Petition*) ... 1739
Morin, Lucien (*Nom – Name ch.*) ... 1732
Notre-Dame-de-Bonsecours, par. (*Requête – Petition*) ... 1739
Rosenberg, William (*Requête – Petition*) ... 1740
Sainte-Marie-de-Monnoir, par. (*Requête – Petition*) ... 1738
Treibich, Edward (*Requête – Petition*) ... 1731
Weberspiel, Joseph (*Requête – Petition*) ... 1740

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'Économie des employés de la Voie Maritime du St-Laurent (*Form.*) 1741
Caisse d'Économie des employés de l'Imprimerie Dumont (*Form.*) ... 1741
Caisse d'Économie des employés de Steinberg (La) (*Nom ch.*) ... 1741
Steinberg's Employees Credit-Union (*Name ch.*) ... 1741

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Autorisée à faire des affaires — ***Notice relative to the Act of Licensed to do Business***

Kerr-McGee Corporation ... 1741

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Association des Ophtalmologistes de la Province de Québec Inc. (L') ... 1742
Association of the Ophtalmologists of the Province of Quebec Inc. (The) ... 1742
Aubade Inc. ... 1743
Ber-Lou Blouses Inc. ... 1744
Broughton Cooper Limited ... 1743
Clinique Roy Inc. ... 1743
Club Social Rio ... 1743
D. W. Investment Corp. ... 1742
Dale Building Corporation ... 1742
Dominion Merchandising Corp. ... 1742
Gay Tex Ltd. ... 1743
Hadar Construction Inc. ... 1742
Herbe Construction Co. Ltd. ... 1743
Piscines Roy Ltée (Les) ... 1743
Roy Swimming Pools, Ltd. ... 1743
Sincom Investments Inc. ... 1744
Tredmar Fashions Inc. ... 1744

Dissoutes — ***Dissolved***

Beaver Holdings Ltd. ... 1744
Bergeron & fils (Macamic) ltée ... 1744
Commercial Credit Information Center Inc. ... 1744
Community Provisioners Inc. ... 1745
Justrite Investments Inc. ... 1745
Major (Lucien) limitée ... 1745
Maximillian Realties Inc. ... 1745
Motel Ste-Adèle inc. ... 1745
Nirod Enterprises Inc. ... 1745
Schrein-Crest Investment & Holdings Corp. ... 1745
Scierie Victoria limitée ... 1746
Victoria Sawmill Limited ... 1746
Zicat & frères, inc. ... 1746

Divers — ***Miscellaneous***

Asbestos ltée (*Dir.*) ... 1747
Asbestos Ltd. (*Dir.*) ... 1747
Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec (*Dir.*) (*Règl.– By-laws*) ... 1746
B S B construction inc. (*Dir.*) ... 1747
Bibliothèque régional du Nord de l'Outaouais inc. (*Dir.*) (*Règl.– By-laws*) ... 1747
Business and Professional Women's Club of Trois-Rivières (The) (*By-laws*) ... 1746
Club de Baseball Longueuil Junior inc. (*Dir.*) (*Règl.*) ... 1748
Club de femmes de carrière de Trois-Rivières (Le) (*Règl.*) ... 1746
Collège de Victoriaville (*Dir.*) ... 1748
Collège de Victoriaville (*Règl.– By-laws*) 1749
Copains des Routes Bleues (Les) (*Règl.-By-laws*) ... 1747
Economic Growth Fund Ltd. (*Dir.*) ... 1747
Fonderie de L'Islet limitée (La) (*Dir.*) ... 1749
Fournisseurs Professionnels inc. (Les) (*Dir.*) ... 1749
Karmy Kola Corp. (*Dir.*) ... 1749
Longueuil Junior Baseball Club Inc. (*Dir.*) (*By-laws*) ... 1748
Masonic Foundation of Quebec (The) (*Dir.*) (*Règl.– By-laws*) ... 1749
Metro-Express Publishing Company Limited (The) (*Dir.*) ... 1748
O. T. J. de St-Sébastien (Frontenac) inc. (L') (*Règl.– By-laws*) ... 1748
Placements Sommet inc. (Les) (*Dir.*) ... 1749
Publications Métro–Express limitée (Les (*Dir.*) ... 1748
Société parisienne pour l'industrie électrique (*Agent*) ... 1748
Summit Investments Inc. (*Dir.*) ... 1749
Surveyer, Nenniger & Chênevert inc. (*Dir.*) ... 1747
Vohl (Adrien) & fils limitée (*Dir.*) ... 1747
Voyageur Laurentien inc. (Le) (*Dir.*) ... 1749

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Ace Food Distributors Co. Ltd. ... 1662
Aéroclub Belair inc. ... 1662
Agence Canadienne du crédit budgétair. inc. ... 1663
Agences J. & G. inc. (Les) ... 1663
Aladdin Developments Ltd. ... 1675
Allard Advertising Ltd. (André M.) 1696
Amersal International Trading Inc. ... 1663
Ameublement Frith inc. ... 1664
Ameublement Villemaire & fils ltée ... 1664
Association sportive de St-Majorique inc. (L') ... 1664
Astral de France inc. ... 1665

Lettres patentes (*suite*) / ***Letters Patent*** (*continued*)

Axia Investments Ltd. 1665
Balkan's Inc. 1665
Barré (Roger) Investment Inc. 1684
Beros Holdings Inc. 1666
Bijouterie de la gare centrale ltée. 1672
Bornais (Claude) musique inc. 1666
Bouchard (Maurice) inc. 1666
Bouchard (Robert) ltée 1667
Boucherie Moderne inc. 1667
Boulangerie Baril inc. 1667
Boulangerie Gendron (1966) limitée. 1668
Boulevard débossage & peinture limitée 1668
Boutique Kim inc. (La) 1668
Brodeur (Marcel) ltée 1669
Buffaloes Building Incorporated. 1669
Cadie Products of Canada Ltd. 1669
Café des Gourmets inc. 1669
Cameron Investments Corp. 1670
Canadian Pulp and Paper Pavillon Ltd. 1670
Capital Servicentre Ltd. 1671
Capling Aviation Services Ltd. 1671
Castelli (M. A.) inc. 1671
Central Station Jewellers Ltd. 1672
Champion Manufacturing Co. Ltd. 1672
Chez Merice limitée 1672
Cie de portefeuille Frontenac ltée (La) 1673
Club Triangle Inc. 1673
Clubs de hockey "Les Gants Blancs inc." (Les) 1673
Compagnies de carrières & mines de Québec (1965) ltée 1696
Comptoir agricole de St-Éloi inc. 1674
Continental Holdings Inc. 1674
Copeaux Landrienne inc. 1674
Crescent Fabrics Ltd. 1674
Dali Modes Inc. 1675
Desmarchais ltée 1675
Développements Aladin ltée (Les) 1675
Développements Giffard ltée (Les). 1676
Développements Stoneham inc. (Les) 1676
Dionne & frère incorporée 1676
Éditions Ensemble incorporée (Les) 1677
Emery Holdings Inc. 1677
Entreprises artistiques provinciales inc. (Les) 1677
Entreprises Car-Mat ltée (Les) 1678
Entreprises Kandahar ltée (Les) 1678
Entreprises L'Accor ltée (Les) 1678
Entreprises Loma ltée (Les) 1679
Entreprises Ropel inc. 1679
Entreprises Unic inc. (Les) 1679
Entreprises Valmont inc. (Les) 1680
Esef Construction Ltd. 1680
Excelair inc. 1680
Fermes Maska limitée (Les) 1680
Fortier Transfert limitée 1681
Gagnon Car Wash Inc. 1687
Gaventa (Morton) Inc. 1681
Gingras Fisheries Inc. 1693
Gold (A.) & Associates Ltd. 1681
Good Day Tea & Coffee Ltd. 1682
Holt, Rinehart et Winston, ltée 1682
Ideal Pigfarm Inc. 1696
Industries St-Flavien ltée 1682
International Discount Centres Ltd. 1683
Intrevic inc. 1683
Investissements Axia ltée 1665
Investissements Midas ltée (Les) 1683
Investissements Roger Barré inc. (Les) 1684
J. & G. Agencies Inc. (The) 1663
Le Jardin des Mille Iles inc. 1684
Le Journal La Vie ltée 1684
Jumiel Enterprises Inc. 1685
Kandahar Enterprises Ltd. 1678
Kim Shoppe Inc. 1668
Laboratoire sanitaires de l'Est inc. 1685
Laing Travel Agency Inc. 1685
Lambert & Frenette inc. 1686
Lamex inc. 1686
Larche autos inc. 1686
Lavage d'auto Gagnon inc. 1687
Librairie Gem inc. 1687
Librairie René Martin inc. 1687
Loeb-City Products (Quebec) Limited 1687
Loisirs paroissiaux de Sault-au-Mouton inc. (Les) 1688
Maçonnerie Salaberry inc. (La) 1688
Madore inc. 1688
Mailloux & Lapointe ltée 1689
Manic Transport Ltd. 1702
Marinier (Jean-Louis) & associés inc. 1689
Maron Holdings & Management Corp. 1689
Mercier (L.) & fils inc. 1690
Midas Investments Ltd. 1683
Monor Sportwear Ltd. 1690
Montreal Ostomy Centre inc. 1690
Motel Point de Mire inc. 1691
Murphy, Viens, Leblanc, Rolland inc. 1691
Orion Realty Management Co. Inc. 1691
Loïc Pagé limitée 1692
Pall Mall Specialties Co. 1692
Pâtisserie Jean & Jean incorporée 1692
Pavillon des pâtes et papiers du Canada ltée (Le) 1670
Pêcheries Gingras inc. 1693
Pesner Lamoureux ltée 1693
Pharand (Gérard) inc. 1693
Photographes Ellefsen ltée (Les) 1694
Pindyck, Ltd. 1694
Pindyck, ltée 1694
Piscine Turmel ltée 1694
Placements Lampin inc. (Les) 1695
Placements P.S., ltée 1695
Placements T.L.P. ltée 1695
Porcherie Idéale inc. 1696
Publicité André M. Allard ltée 1696
Quebec Quarrying & Mining Corporation (1965) Ltd. 1696
Quebec Trailer Mfg. Co. Ltd. 1697
Quincaillerie Suprême inc. 1697
RRP (Québec) inc. 1697
Rocheleau (G.) limitée 1698
Ropel Enterprises Inc. 1679
Salaberry Masony Inc. 1688
Salaison Chantal ltée 1698
Salon Anke Ltd. 1698
Salon de fourrures Denise inc. 1699
Seville Delicatessen & Pastry Inc. 1699
Silhouette Health Studio of Verdun Ltd. 1699
Sogep Investment & Finance Corporation 1700
Sopriv inc. 1700
Spanish Iron Works Ltd. 1700
Spectables sonores du Cap inc. 1701
Stationnement Plaza inc. 1701
Stoneham Developments Inc. 1676
Supreme Hardware Inc. 1697
T.L.P. Investments Ltd. 1695
T.L.T. Chaussures inc. 1701
Technical Plastics Trois-Rivières Ltd. 1702
Thé et café Bonjour ltée 1682
Thousand Islands Garden Inc. (The) 1684
Tissus Crescent ltée 1674
Transbec inc. 1702
Transport Manic ltée 1702
Trifore Construction Company Ltd. 1703
Valmont Enterprises Inc. 1680
V-Handbag Co. Inc. 1703

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Variétés G. Bernard inc. ... 1703
Vieux Rouet inc. (Le) ... 1704
Villeneuve (J. P.) Automobile Inc. ... 1704
Weissman (David & Hilda) Foundation (The) ... 1704
West Island Hockey Club Inc. ... 1705
White (Robert M.) & Son Inc. ... 1705
Wilman Investments Ltd. ... 1705

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Aéroclub Bélair Inc. ... 1750
Aliments Steinberg Limitée (Les) ... 1752
B.O.G. Construction Limited ... 1750
B.O.G. Construction Limitée ... 1750
Civil Equipment Co. Limited ... 1751
Compagnie des Grandes Premières de Montréal (La) ... 1750
Daytona Motor Corporation ... 1752
First Montreal City Corporation (The) 1752
Fournisseurs Professionnels inc. (Les) 1753
Lamer & Côté (Québec) ltée ... 1750
Leasehold Properties Limited ... 1751
Metro-Express Publishing Company Limited ... 1750
Nicolet (R.R.) & Associés Ltée ... 1753
Nicolet (R.R.) & Associates Ltd. ... 1753
Patates Frites La Boulangère Inc. ... 1751
Pavage Régional Inc. ... 1752
Premier Trading Corp. ... 1750
Publications Métro-Express Limitée (Les) ... 1750
Regional Paving Inc. ... 1752
Société Immobilière des Scouts Catholiques du Diocèse de Montréal, Incorporée (La) ... 1751
Steinberg Foods Limited ... 1752

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Carrouset, Jean ... 1755
Church of Jesus Christ of Latter-Day Saints ... 1753
Lucerne, munic. ... 1753
Québec, cité – city ... 1754
Saint-Michel, cité – city ... 1753

LIQUIDATION Avis de — ***WINDING up Notices***

Aqueduc coopératif de St-Anselme ... 1755

MINISTÈRES Affaires municipales — ***DEPARTMENTAL Municipal Affairs***

Beaconsfield, cité – city (*L.P.*) ... 1755
Coaticook, ville – town (*Annex.*) ... 1757
Saint-Félicien, ville – town (*Annex.*) ... 1757
Saint-Joseph-de-Beauce, ville – town (*Annex.*) ... 1758

Agriculture et Colonisation — ***Agriculture and Colonization***

Coopérative Agricole de la Côte Sud (*Nom – Name ch.*) ... 1759
Coopérative Laitière du Sud de Québec (*Nom – Name ch.*) ... 1758

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Ayersville Cath. (*Dem.– Appl.*) ... 1759
By-law No. 2 ... 1760
Lachute, ville – town (*Dem.– Appl.*) ... 1759
La Sarre, par. (*Dem.– Appl.*) ... 1759
La Sarre, village (*Dem.– Appl.*) ... 1759
Mandeville (*Dem.– Appl.*) ... 1759
Règlement No 2 ... 1760
Rivière Trois-Pistoles (*Dem.– Appl.*) 1760
Sainte-Rosalie, village (*Dem.– Appl.*) 1760

Richesses naturelles — ***Natural Resources***

Coopérative d'électricité d'Abitibi-Ouest (*Diss.*) ... 1760
Coopérative d'électricité de Clerval (*Diss.*) ... 1760
Coopérative d'électricité de Normétal-Canton Demeloize (*Diss.*) ... 1760
Coopérative d'électricité de Palmarolle (*Diss.*) ... 1760
Coopérative d'électricité de Rouyn-Noranda (*Diss.*) ... 1760
Coopérative d'électricité de St-Denis sur Richelieu (*Diss.*) ... 1760

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Ascot, canton-township ... 1761
Grantham, canton – township ... 1761
Métabetchouan, canton – township ... 1761
St-Bruno, par. ... 1761
Ste-Rose, par. ... 1761
Ste-Rose, village Inc. ... 1761
Ste-Victoire, par. ... 1762
St-Vincent de Paul, par. ... 1762

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Postes de service et débits d'essence, Chicoutimi (*Mod.*) ... 1762
Service stations and gasoline stations, Chicoutimi (*Amend.*) ... 1762

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Présidents d'élection ... 1763
Returning-Officers ... 1763

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Bureau de la division d'enregistrement de Hull ... 1764
Office of the registration division of Hull 1764

Ratifications de titres — ***Confirmations of Titles***

Papineauville, village *vs* Durocher ... 1764

RÉGIE des marchés agricoles du Québec — ***QUEBEC Agricultural Marketing Board***

Québec, (Oeufs – Eggs) (*Sanction*) ... 1765

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Châteauguay, ville – town ... 1774
Montréal-Nord – North, Cité – City ... 1771
Pierrefonds, cité – city ... 1775
Ste-Foy, cité – city ... 1777
St-Pie, village ... 1772
La Pocatière, ville – town ... 1773

SYNDICATS professionnels — ***SYNDICATES Professional***

Association des entrepreneurs-Plâtriers de la Région de Montréal (L') (*Const. Inc.*) ... 1778

SYNDICATS professionnels (*suite*) — ***SYNDICATES Profesional*** (*continued*)

Conseil central des syndicats nationaux de St-Hyacinthe (*Nom – Name ch.*) .. 1778
Syndicat des médecins résidents de Montréal (Le) (*Const.– Inc.*) 1779
Syndicat national du textile inc. de St-Hyacinthe (*Nom – Name ch.*) 1778

VENTES — ***SALES***

Effets non-réclamés — ***Unclaimed Goods***

Canadian Pacific Express Company.... 1779

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Beauce — ***Beauce***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Harton 1779
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Harton 1779

Bedford — ***Bedford***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Dumas 1780
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Dumas 1780

Chicoutimi — ***Chicoutimi***

Boivin *vs* Sergerie 1781
Boivin *vs* Sergerie 1781

Drummond — ***Drummond***

Minoteries Phénix Ltée (Les) *vs* Bergeron 1782

Hauterive — ***Hauterive***

Société d'entreprise de Crédit Inc. *vs* Croussette 1782

Hull — ***Hull***

Garland *vs* Dagenais 1783
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Simmons 1783
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Simmons 1783

Iberville — ***Iberville***

Société Financière du Québec Ltée (La) *vs* Clouatre 1784

Joliette — ***Joliette***

Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Beaudet... 1785
Dwire *vs* Ares Inc. 1785
Montreal city and district Savings Bank (The) *vs* Rivard 1785

Kamouraska — ***Kamouraska***

Gendron *vs* Dionne 1786

Mégantic — ***Mégantic***

Lamontagne (Lucien) & Frères Inc. *vs* Grenier 1786

Montréal — ***Montreal***

Laurier *vs* Pigeon 1787

Nicolet — ***Nicolet***

Lavigne *vs* Laroche 1787

Québec — ***Quebec***

Pageau *vs* Grondines & Frères Inc. 1788
Royal Trust Company (The) *et al vs* Cook Construction Ltée 1788
Royal Trust Company (The) *vs* Moreau 1788

Richelieu — ***Richelieu***

Luneau *vs* St-Martin 1789
St-Joseph de Sorel, par. *vs* Lemoyne 1789

Rimouski — ***Rimouski***

Lévesque *vs* Desjardins 1791
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Gagné *et al* 1790
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Gagné *et al* 1790
Société Coopérative Agricole d'Amqui (La) *vs* Bérubé 1790
Société d'Entreprise de Crédit Inc. (La) *vs* Desrosiers 1791

Rouyn-Noranda — ***Rouyn-Noranda***

Thibault & Frères Ltée *vs* Paquette 1792

Saint-François — ***Saint-Francis***

Farm Credit Corporation *vs* Boucher.. 1793
Société du Crédit Agricole (La) *vs* Boucher 1793

Témiscamingue — ***Témiscamingue***

Farm Credit Corporation *vs* Rivard 1794
Société du Crédit Agricole Canadien (La) *vs* Rivard 1794

Terrebonne — ***Terrebonne***

Manufacturers Life Insurance Company *vs* Clarke *et vir* 1795
Trépanier *vs* Turcot 1794
Turcot *vs* Rhéaume 1795

Taxes — ***Taxes***

Argenteuil, comté – county 1713
Châteauguay Centre, ville – town 1709
Pontiac, comté – county 1706

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.